

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION

COMMISSION DE LA CEDEAO



Rapport de convergence 2016 de la CEDEAO

Juillet 2017

Tables des matières

TABLES DES MATIERES	2
REMERCIEMENTS	6
INTRODUCTION.....	7
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL.....	9
1.1. CROISSANCE ECONOMIQUE	9
1.2. INFLATION	12
1.3. COURS DE MATIERES PRIMAIRES	12
1.4. MARCHES MONETAIRES ET FINANCIERS	14
II. SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIERE DES ÉTATS MEMBRES DE LA CEDEAO EN 2016	15
2.1 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BENIN ET 2016.....	19
2.1.1 <i>SECTEUR REEL</i>	19
2.1.2 <i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	20
2.1.3 <i>LE SECTEUR EXTERIEUR</i>	23
2.1.4 <i>LA SITUATION MONETAIRE</i>	23
2.1.5 <i>ÉTAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2016</i>	24
2.1.6 <i>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</i>	25
2.2 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO EN 2016	26
2.2.1 <i>SECTEUR REEL</i>	26
2.2.2 <i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	27
2.2.3 <i>LE SECTEUR EXTERIEUR</i>	30
2.2.4 <i>LA SITUATION MONETAIRE</i>	32
2.2.5 <i>ÉTAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2016</i>	32
2.2.6 <i>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</i>	33
2.3 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CABO-VERDE EN 2016	35
2.3.1 <i>SECTEUR REEL</i>	35
2.3.2 <i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	35
2.3.3 <i>LE SECTEUR EXTERIEUR</i>	37
2.3.4 <i>SECTEUR MONETAIRE</i>	37
2.3.5 <i>ETAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2016</i>	38
2.3.6 <i>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</i>	39
2.4 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COTE D'IVOIRE	41
2.4.1 <i>LE SECTEUR REEL</i>	41
2.4.2 <i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	43
2.4.3 <i>LE SECTEUR EXTERIEUR</i>	45
2.4.4 <i>LA SITUATION MONETAIRE</i>	46
2.4.5 <i>LA SITUATION DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2016</i>	46
2.4.6 <i>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.</i>	47

2.5	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GAMBIE.....	48
2.5.1	SECTEUR REEL.....	48
2.5.2	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	49
2.5.3	SECTEUR EXTERIEUR.....	52
2.5.4	SECTEUR MONETAIRE.....	54
2.5.5	PERFORMANCE PAR RAPPORT AUX CRITERES DE CONVERGENCE	55
2.5.6	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	56
2.6	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU GHANA.....	57
2.6.1	SECTEUR REEL.....	57
2.6.2	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	58
2.6.3	SECTEUR EXTERIEUR.....	61
2.6.4	SECTEUR MONETAIRE.....	64
2.6.5	PERFORMANCE EN MATIERE DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE.....	66
2.6.6	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	67
2.7	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE.....	69
2.7.1	LE SECTEUR REEL	69
2.7.2	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	70
2.7.3	LE SECTEUR EXTERIEUR	72
2.7.4	LA SITUATION MONETAIRE	73
2.7.5	ETAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2016.....	74
2.7.6	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.	74
2.8	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE BISSAU	76
2.8.1	LE SECTEUR REEL	76
2.8.2	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	77
2.8.3	LE SECTEUR EXTERIEUR	79
2.8.4	LA SITUATION MONETAIRE	80
2.8.5	LA SITUATION DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE	80
2.8.6	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	81
2.9	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU LIBERIA.....	82
2.9.1	SECTEUR REEL.....	82
2.9.2	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	83
2.9.3	SECTEUR EXTERIEUR.....	85
2.9.4	SECTEUR MONETAIRE.....	87
2.9.5	ETAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE A FIN 2016.....	88
2.9.6	CONCLUSION AND RECOMMANDATIONS.....	90
2.10	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI	91
2.10.1	SECTEUR REEL	91

2.10.2	<i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	92
2.10.3	<i>LE SECTEUR EXTERIEUR</i>	94
2.10.4	<i>LA SITUATION MONETAIRE</i>	95
2.10.5	<i>ÉTAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2016</i>	96
2.10.6	<i>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</i>	96
2.11	<i>SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGER</i>	98
2.11.1	<i>SECTEUR REEL</i>	98
2.11.2	<i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	100
2.11.3	<i>SECTEUR EXTERIEUR</i>	102
2.11.4	<i>SECTEUR MONETAIRE</i>	104
2.11.5	<i>PERFORMANCE EN MATIERE DE CONVERGENCE EN 2016</i>	105
2.11.6	<i>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</i>	106
2.12	<i>SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGERIA</i>	107
2.12.1	<i>SECTEUR REEL</i>	107
2.12.2	<i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	109
2.12.3	<i>SECTEUR EXTERIEUR</i>	111
2.12.4	<i>SECTEUR MONETAIRE</i>	113
2.12.5	<i>ETAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2015</i>	115
2.12.6	<i>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</i>	116
2.13	<i>SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL</i>	118
2.13.1	<i>SECTEUR REEL</i>	118
2.13.2	<i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	119
2.13.3	<i>LE SECTEUR EXTERIEUR</i>	121
2.13.4	<i>LE SECTEUR MONETAIRE</i>	122
2.13.5	<i>ETAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2015</i>	123
2.13.6	<i>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</i>	124
2.14	<i>SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA SIERRA LEONE EN 2016</i>	125
2.14.1	<i>SECTEUR REEL</i>	125
2.14.2	<i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	127
2.14.3	<i>LE SECTEUR EXTERIEUR</i>	129
2.14.4	<i>SECTEUR MONETAIRE</i>	131
2.14.5	<i>ETAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2016</i>	133
2.14.6	<i>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</i>	134
2.15	<i>SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO EN 2016</i>	135
2.15.1	<i>LE SECTEUR REEL</i>	135
2.15.2	<i>FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE</i>	135
2.15.3	<i>LE SECTEUR EXTERIEUR</i>	137

2.15.4	LE SECTEUR MONETAIRE	138
2.15.5	ETAT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE EN 2016	139
2.15.6	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	140
III.	PERFORMANCES DE CONVERGENCE DES ÉTATS MEMBRES DE LA CEDEAO EN 2016	141
	CRITERES DE PREMIER RANG	141
	CRITERES DE SECOND RANG.....	144
IV.	HARMONISATION DES POLITIQUES ET DISPOSITIONS INSTITUTIONELLES.....	147
4.1	RATIFICATION DE PROTOCOLES, CONVENTIONS ET ACTES ADDITIONNELS.....	147
IV.2	LES COMITES NATIONAUX DE COORDINATION (CNC)	148
IV.3	ORGANISATION DE MISSIONS DE SURVEILLANCE MULTILATERALE CONJOINTES	148
IV.4	TARIF EXTERIEUR COMMUN DE LA CEDEAO (TEC).....	148
IV.5	SCHEMA DE LIBERALISATION DES ECHANGES DE LA CEDEAO (ETL)	149
IV.6	HARMONISATION DE LA FISCALITE INTERIEURE INDIRECTE ET TRANSITION FISCALE	149
IV.7	PROGRAMME DE MONNAIE UNIQUE DE LA CEDEAO.....	150
CONCLUSION	151

REMERCIEMENTS

Le rapport 2016 de convergence macroéconomiques de la CEDEAO a été élaboré sur instruction et orientation du Président de la Commission et sous la supervision Monsieur Mamadou TRAORE, Commissaire chargé des politiques macroéconomiques et de la recherche économique.

Le rapport a été élaboré par une équipe de la Direction de la surveillance multilatérale constituée de Lassané KABORE (Directeur de la Surveillance multilatérale), Peter Kofi DADZIE (Chargé principal de programme), Gideon GBAPPY (Chargé principal de programme), Iliyasu BOBBO (Chargé principal de programme), Kouenkoun MILLOGO (Chargé de Programme) Degol Mendes (Chargé de Programme), Aurel Omer FAVI et Chukwuma UKIWE et Chukwuma UKIWE (Chargés de programme du Secrétariat technique conjoint).

L'équipe de rédaction voudrait saisir cette opportunité pour remercier tous les membres des Comités Nationaux de Coordination (CNC), du Secrétariat technique conjoint, du Comité technique chargé des politiques macroéconomiques et le Conseil de convergence pour leurs contributions à la production de ce rapport de convergence.

INTRODUCTION

1. Le rapport de convergence 2016 de la CEDEAO donne la situation détaillée en matière de convergence macroéconomique dans la région ouest-africaine au cours de ladite année. Il y est procédé notamment à un examen de l'état de mise en œuvre des principales activités entreprises au titre du Programme de coopération monétaire de la CEDEAO (PCMC) en 2016 de même qu'un tour d'horizon des principales évolutions économiques et financières intervenues durant la période sous revue, aux plans mondial, régional et national. Il met également en relief les défis auxquels les pays membres et la région ont été confrontés au cours de l'année 2016. Le rapport découle des dispositions de l'article 8 de l'Acte additionnel A/SA.3/06/12 relatif au Mécanisme de la surveillance multilatérale, qui traite du processus d'évaluation de la convergence par le Conseil de convergence de la CEDEAO qui examine les rapports semestriels élaborés par la Commission de la CEDEAO.
2. La surveillance multilatérale des politiques économiques et financières des Etats membres est à la base de la mise en œuvre du Programme de coopération monétaire en vue de la création de la monnaie unique de la CEDEAO. Elle est réalisée par le biais d'une évaluation des performances des Etats membres par rapport aux critères de convergence macroéconomique définis à cette fin et la mise en œuvre des activités prévues sur la feuille de route pour la création de la monnaie unique de la CEDEAO. En outre, elle fait partie du mécanisme de suivi et d'évaluation continus de la performance des économies des Etats membres ainsi que des progrès enregistrés par chaque Etat membre sur la voie de la convergence.
3. Le rapport a été rédigé sur la base des contributions reçues, sous forme de rapports économiques nationaux, provenant des comités nationaux de coordination (CNC) des différents pays membres de la CEDEAO, ainsi que d'informations et de données recueillies lors des missions semestrielles de surveillance multilatérale effectuées conjointement par la Commission de la CEDEAO, l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) en 2016. Les rapports nationaux des CNC ont fait l'objet d'un examen par le Secrétariat conjoint, un organe institutionnel du mécanisme de la surveillance multilatérale, composé de la Commission de la CEDEAO et des autres institutions régionales intervenant dans le mécanisme de surveillance multilatérale, à savoir l'AMAO, l'IMAO, la Commission de l'UEMOA et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). Lesdits rapports ont fait par la suite l'objet de discussions au cours de la réunion régionale des CNC tenue à Ouagadougou, du 19 au 23 juin 2017 avant leur incorporation dans le rapport de convergence.
4. Au cours de l'année 2016, la Commission de la CEDEAO a, dans le cadre de la mise en œuvre efficace du PCMC, organisé des réunions régionales sur le cadre institutionnel du mécanisme de surveillance multilatérale de la CEDEAO et la feuille de route de la monnaie unique de la CEDEAO. Dans ce cadre, elle a participé, avec l'AMAO et l'IMAO aux missions semestrielles conjointes de surveillance multilatérale dans les Etats membres, en avril et septembre 2016. Ces missions ont été l'occasion d'engager un dialogue avec les décideurs et les autres intervenants, sur les évolutions macroéconomiques récentes dans les Etats membres ainsi que les impacts des politiques économiques mises en œuvre pour relever les défis en matière de développement économique.

5. La Commission a également organisé, le 9 décembre 2016 à Abuja, la neuvième session ordinaire du Conseil de convergence de la CEDEAO, à l'effet d'examiner et d'adopter le rapport 2016 en matière de convergence. Cette session a été précédée de la 4ème réunion du Comité technique sur les Politiques macroéconomiques tenue les 7 et 8 décembre 2016 à Abuja. A cette occasion, le Conseil a recommandé à la Commission de la CEDEAO de réaliser une étude visant à déterminer les chances du lancement de la monnaie unique à l'échéance 2020. Ladite étude devra faire un examen de la feuille de route de la monnaie unique, avec l'assistance d'experts en la matière et l'implication des acteurs nationaux et inclure des indications sur les principaux jalons, les coûts et le mode de financement des activités. Le Conseil a également formulé des recommandations à l'adresse des pays membres, notamment sur la nécessité de poursuivre les efforts de diversification de leurs économies afin de mieux résister aux chocs extérieurs.
6. Dans le domaine de l'intégration, des avancées significatives ont été réalisées en matière d'harmonisation des politiques et de mise en œuvre d'activités axées sur la libre circulation des personnes et des biens au sein de la Communauté. Dans l'objectif d'un renforcement des efforts visant à réduire les barrières non tarifaires entravant le développement des échanges intra-régionaux, il a été procédé, en mai 2016 à Ouagadougou, à l'inauguration de la Task Force sur le Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO. Dans le domaine de la paix et de la sécurité, les efforts déployés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement, ont permis d'assurer la consolidation de la paix dans les Etats membres et de favoriser le règlement de certaines crises. De nombreux défis subsistent toutefois, notamment en ce qui concerne les attaques terroristes que continuent de subir les populations laborieuses, en particulier du Mali, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Nigeria.
7. Sur le plan économique, l'année 2016 a été caractérisée par des performances contrastées dans les Etats membres. L'Afrique de l'Ouest a le plus souffert du ralentissement de l'activité générale sur le continent, en 2016. Le taux de croissance réel de la CEDEAO s'est établi à 0,2% contre 3,3% en 2015 et 6,1% en 2014. Si la croissance a été robuste dans certains Etats membres, notamment la Côte d'Ivoire et le Sénégal, dans d'autres, elle a été très faible voire négative. La baisse considérable de l'activité économique de la région ouest-africaine est liée essentiellement à la chute brutale (-1,5%) du PIB réel du Nigeria, qui est la plus forte économie de la région et le premier producteur de pétrole en Afrique.
8. Le présent rapport est structuré en quatre (4) sections. La Section I consacrée à l'Environnement extérieur, analyse les évolutions intervenues dans l'économie mondiale en 2016 et leur impact sur la performance économique et financière des pays membres de la CEDEAO. La Section II donne un aperçu de la situation économique et financière des Etats membres de la CEDEAO en 2016 et analyse les performances individuelles des économies de chaque pays durant la période, ainsi que leurs impacts sur la convergence macroéconomique. Quant à la Section III, elle évalue la situation de la convergence macroéconomique en 2016 et analyse la performance de chaque Etat membre, en ce qui concerne la réalisation des critères de convergence et le nombre de critères satisfaits en 2016. L'Harmonisation des politiques et les Arrangements institutionnels sont examinés à la Section IV et le rapport se termine par la Conclusion et les Recommandations.

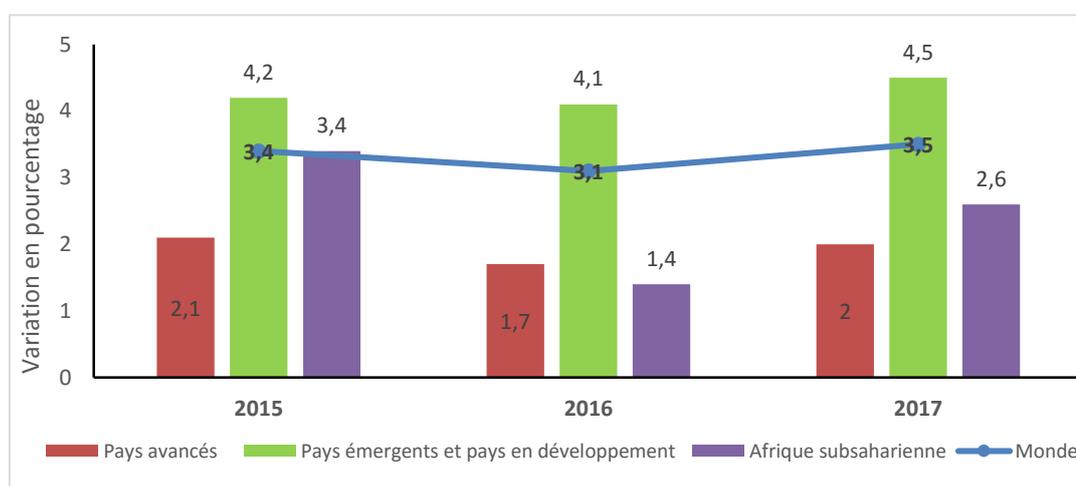
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL

9. L'environnement économique international en 2016 a été marqué par le recul des cours de pétrole, les incertitudes sur les impacts du retrait du Royaume Uni de l'Union européenne, décidé le 23 juin 2016, la mise en œuvre des politiques monétaires accommodantes par les principales banques centrales et le rééquilibrage en cours en Chine, passant d'une économie impulsée par les investissements et exportations à une économie soutenue par la consommation et les services.

1.1. Croissance économique

10. Dans le contexte ci-dessus l'activité économique au niveau mondial a affiché un léger ralentissement, pour s'établir à 3,1% en 2016 contre 3,2% l'année précédente. Cette évolution est en liaison avec le ralentissement de la croissance dans les économies avancées (1,6% contre 2,0% en 2015) et des économies émergentes et en développement (4,1% contre 4,2% en 2015).

Figure 1.1 : Croissance économique dans le monde 2015-2017



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, mis-jour janvier 2017

11. Aux Etats-Unis, le PIB réel a enregistré une hausse de 1,6% en 2016 contre 2,6% en 2015, en liaison avec l'appréciation du dollar et la faiblesse de l'investissement des entreprises. Dans la Zone euro, sous effet de Brexit, le taux de croissance s'est situé à 1,7% en 2016 contre 2,0% un an auparavant, en lien avec la faiblesse de la consommation et d'investissement privés, nonobstant l'assouplissement des conditions de financement dans la zone.
12. Au Japon, l'économie a enregistré une croissance de 1,0% en 2016 contre 1,2% en 2015, sous les effets négatifs de l'appréciation du yen japonais par rapport au dollar américain et ce, nonobstant les mesures de relance budgétaire introduites ces dernières années en vue de relancer de l'économie et de lutter contre la déflation.
13. S'agissant des pays émergents, un léger recul a été enregistré en 2016 avec un taux de croissance économique ressortant à 4,1% contre 4,2% l'année précédente. Cette évolution fait suite à la récession au Brésil et en Russie ainsi qu'au ralentissement de la croissance en Chine, en Inde et en Afrique du Sud. Au Brésil, la récession persiste avec un repli de

3,6% du PIB réel en 2016, après celui de 3,8% en 2015, en liaison avec la persistance de la crise politique et la baisse des cours des produits de base. La Russie, peine à sortir de la récession avec une contraction de 0,3% du PIB après un repli de 3,7% en 2015.

14. En Chine, la croissance a ralenti en s'établissant à 6,7% en 2016 contre 6,9% l'année précédente, dans un contexte marqué par l'ajustement de la politique économique chinoise, visant à placer la consommation intérieure et les services comme les moteurs de croissance économique. En Inde, le PIB réel a affiché une hausse de 6,6% en 2016 contre 7,6% en 2015 sous l'effet de la baisse de l'investissement.
15. Au titre de l'Afrique subsaharienne, il a été enregistré un ralentissement du dynamisme de l'économie en rapport avec la baisse des cours des produits de base, notamment le pétrole, la faiblesse persistante de la demande dans les pays avancés, les tensions politiques intérieures, la baisse des entrées nettes de capitaux, les impacts négatifs de climat sur l'économie etc. Ainsi, le PIB réel a affiché une hausse de 1,4% contre 4,1% un an plus tôt.

Croissance des économies africaines

16. L'Afrique a enregistré un ralentissement de sa croissance en 2016 qui s'est établie à 1,7% contre 3,3% en 2015, en lien avec les difficultés rencontrées par les principales économies africaines (en particulier le Nigéria et l'Afrique du Sud), qui subissent toujours les contrecoups de la chute des cours des matières premières. Cette contreperformance est observée au niveau de toutes les principales régions¹ du continent, même si l'ampleur de la contraction de l'activité globale est assez hétérogène (Figure 1.2).
17. L'Afrique de l'Ouest, représentant environ 30% de la population de l'Afrique, a été la sous-région la plus touchée par le recul de l'activité globale en 2016, avec une croissance économique d'à peine 0,2%, essentiellement due à la récession économique au Nigéria, principale économie de la région. Ainsi, il a été estimé en 2016 une baisse de la richesse régionale qui devrait s'établir à 571,4 milliards de dollars US contre 637,4 milliards en 2015. Par conséquent, le revenu moyen par habitant de la CEDEAO a baissé de près de 13%, soit 1629 dollars en 2016 contre 1866 dollars en 2015. Toutefois, la situation globalement négative de l'Afrique de l'Ouest contraste avec les résultats économiques favorables de la plupart des pays de la région.
18. L'Afrique Australe, représentant 17% de la population a été la deuxième sous-région la plus affectée, avec un taux de croissance de 0,7% en 2016 contre 2% en 2015. Ce

¹Régions géographiques retenues par les perspectives économiques africaines de l'Union Africaine, la BAD et l'OCDE.

Afrique Australe : Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.

Afrique Centrale : Cameroun, République Centrafricaine, Tchad, Congo, République Démocratique du Congo, Guinée Equatoriale, Gabon, Sao Tomé et Príncipe.

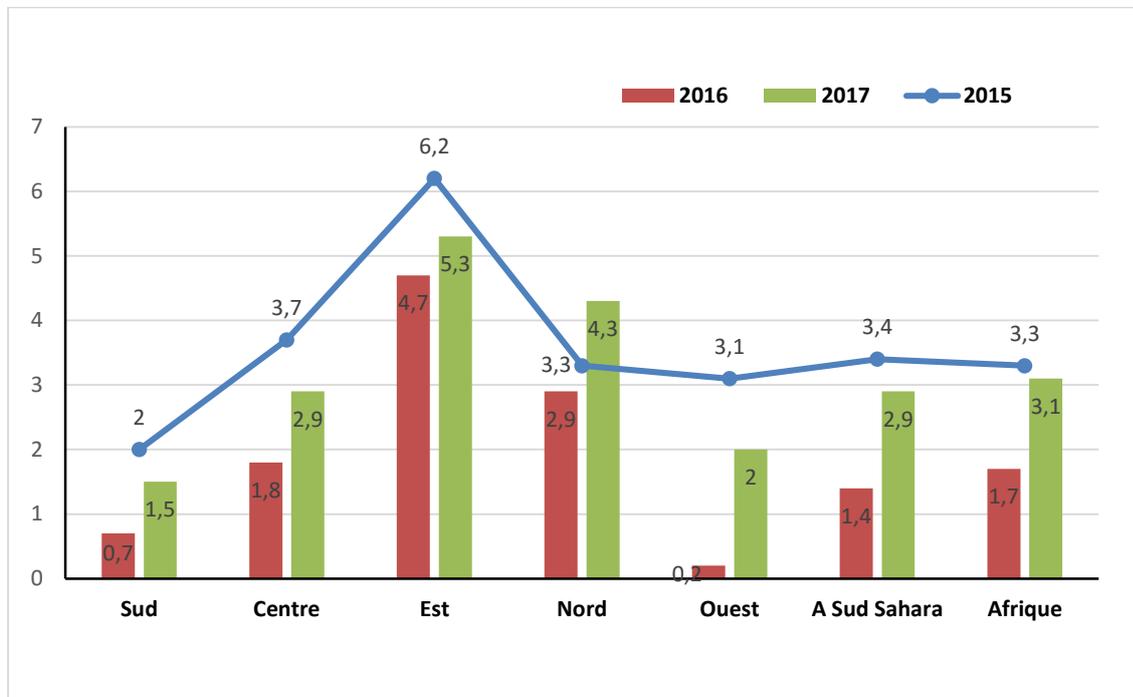
Afrique de l'Est : Burundi, Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Ouganda.

Afrique du Nord : Algérie, Egypte, Libye, Mauritanie, Maroc, Tunisie

Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde ; Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

ralentissement est essentiellement imputable aux difficultés économiques de l'Afrique du Sud qui a affiché une croissance réelle de 0,3% en 2016 contre 1,3% en 2015. De même, la stagnation de l'économie angolaise en 2016, sous les effets de la chute des cours du pétrole a également contribué à la contreperformance de cette sous-région.

Figure 1.2 : Croissance du PIB réel des régions africaines



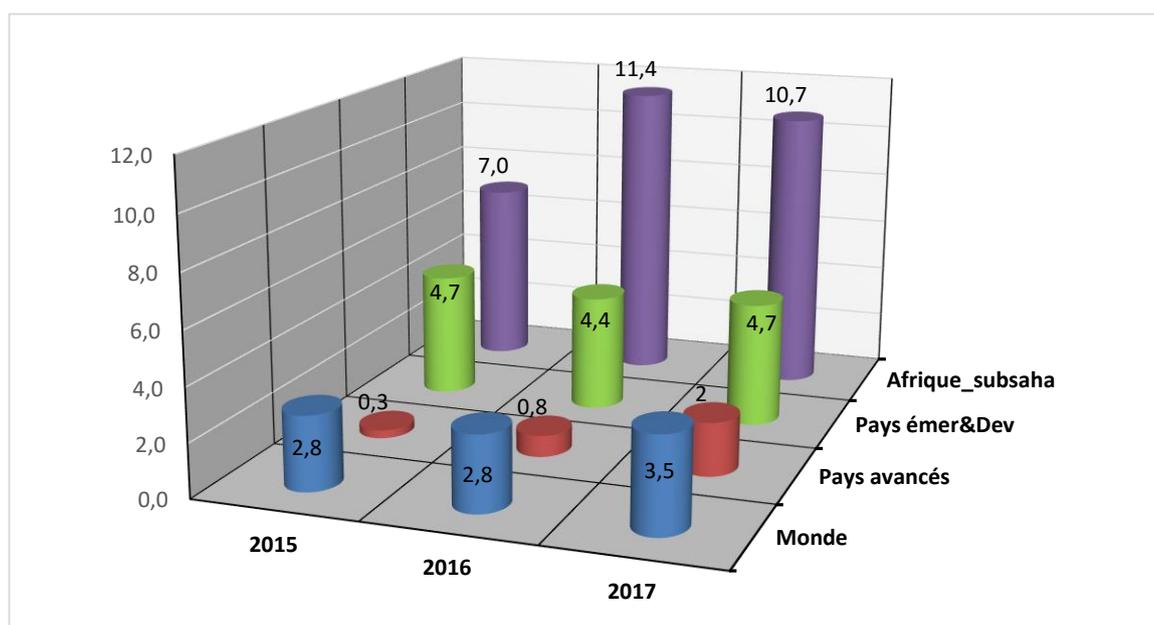
Source : construit à partir des données des PEM/FMI, octobre 2016

19. L'Afrique Centrale représentant 11% de la population est la 3^{ème} région la plus affectée, avec un taux de croissance de 1,8% en 2016 contre 3,7% en 2015, suite aux récessions dans les pays producteurs de pétrole comme la Guinée équatoriale (-10,0%), le Tchad (-6,4%) et le Congo (-2,7%) ainsi qu'au ralentissement des activités économiques en République Démocratique du Congo (2,4%).
20. L'Afrique du Nord, qui représente 16% de population de l'Afrique, a été la deuxième sous-région la moins affectée avec taux de croissance économique de 2,9% contre 3,3% en 2015. Cette évolution est en rapport avec le retour à la croissance de l'Egypte (3,8% contre 4,2% en 2015), de la Tunisie (1,5% en 2016 contre et 0,8% en 2015) et de l'Algérie (3,6% en 2016 contre 3,9% en 2015). En revanche, la persistance de la crise en Libye a atténué les effets de ce dynamisme de l'économie régionale.
21. Enfin, l'Afrique de l'Est a consolidé sa position de la sous-région la plus dynamique du continent au cours de ces dernières années, surtout après le ralentissement observé en Afrique de l'Ouest. Bien qu'en repli, sa croissance réelle est restée soutenue en 2016 à 4,2% après 6,2% en 2015. Cette évolution est principalement imputable à la robustesse et au dynamisme des économies éthiopienne (6,5% en 2016 contre 10,2% en 2015), kenyane (6% contre 5,6% en 2015) et tanzanienne (7,2% en 2016 contre 7% en 2015).

1.2. Inflation

22. L'inflation moyenne mondiale s'est maintenue stable à 2,8% en 2016 comme en 2015 au regard du ralentissement de l'activité économique, de la modestie de la hausse des salaires et de la faiblesse des cours des matières premières. Au niveau des économies avancées, l'inflation est passée de 0,3% en 2015 à 0,8% en 2016, en rapport avec le faible coût de l'énergie. Dans les économies émergentes et en développement, l'inflation est ressortie à 4,4% en 2016 contre 4,7% en 2015. Des pressions inflationnistes plus importantes ont été enregistrées au niveau de l'Afrique subsaharienne avec une hausse générale moyenne de prix de 11,4% en 2016 contre 7,0% un an plus tôt.

Figure 1.3: Evolution de l'inflation annuelle moyenne

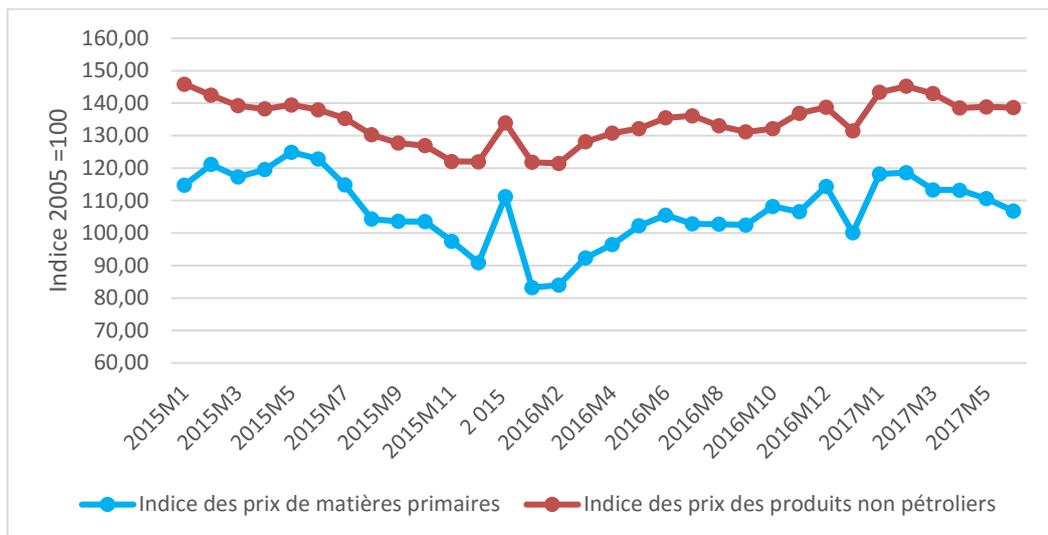


Source : Construit à partir des données des PEM/FMI, 2016

1.3. Cours de matières premières

23. La tendance baissière des cours des matières premières amorcée au deuxième semestre de 2015 s'est poursuivie en 2016, portant l'indice des prix des matières de base à 100,8 en moyenne en 2016 contre 111,3 en 2015. Toutefois le renversement de la tendance a été observé depuis le mois d'avril 2016. Les évolutions des cours des matières premières ont été tributaires des incertitudes liées à la reprise économique au niveau international, aux fluctuations des taux de change ainsi que de la demande et offre des différents produits.

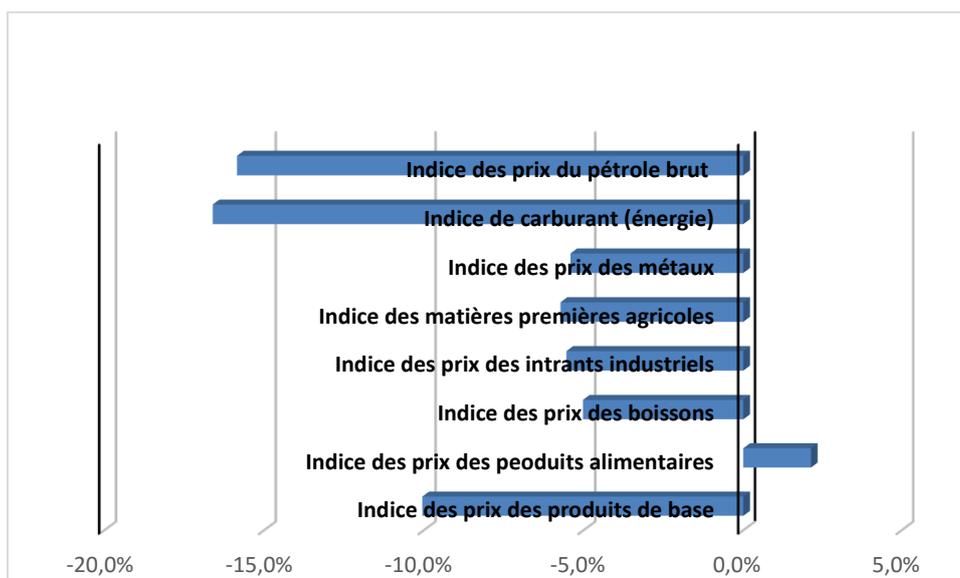
Figure 1.4 : Evolution des indices des prix des matières premières



Source : Construit à partir des données des PEM/FMI, 2016

24. Les calculs effectués sur la base des indices publiés par FMI indiquent, en moyenne annuelle, un repli de 16,8% des prix des produits énergétiques suite à la baisse de 15,9% des cours de pétrole, en lien avec la hausse de l'offre de pétrole induite par le renforcement des stocks aux Etats-Unis et le retour du pétrole iranien sur les marchés internationaux. En revanche, l'indice des produits alimentaires a progressé de 1,9%, en liaison avec la hausse des prix de la noix de cajou (+13,3%), sous les effets notamment de la hausse de la demande dudit produit. De même, les indices de l'huile de palme (+13,8%), de l'huile de palmiste (+21,7%), de l'or (+8,0%) et du coton (+3,3%) en liaison avec les baisses des réserves mondiales de l'huile de palmiste et de l'huile de palme.

Figure 1.5 : Evolution des indices des principaux produits de base



Source : Construit à partir des données des PEM/FMI, 2016

1.4. Marchés monétaires et financiers

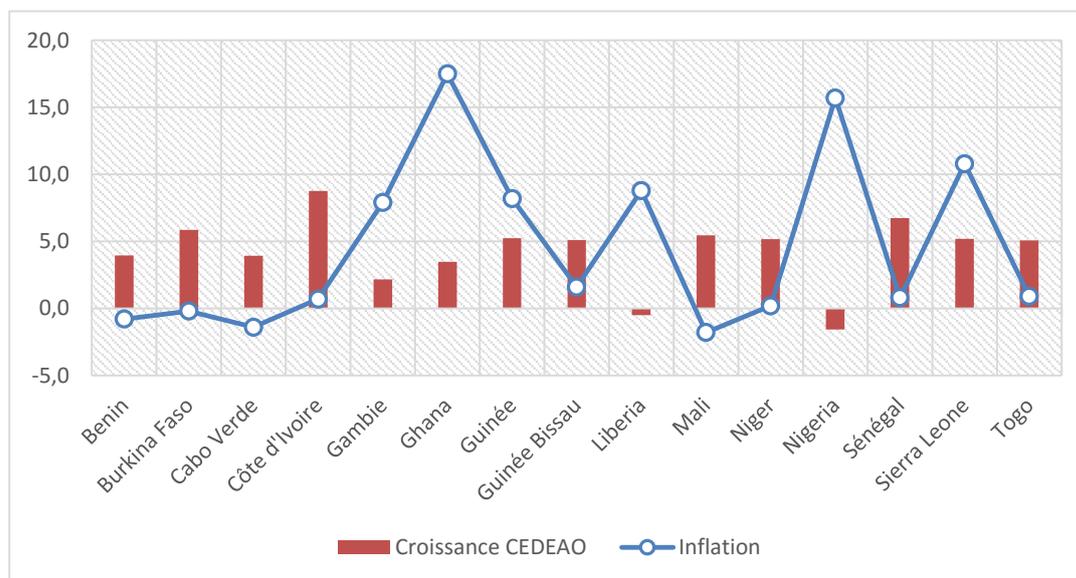
25. Au niveau du marché monétaire et financier, un relèvement des taux d'intérêt nominaux et réels à long terme a été relevé au courant de l'année 2016, notamment au Royaume-Uni et aux États-Unis, sous l'effet du Brexit et de l'élection du nouveau Président américain. Une hausse de 60 points de base a été enregistrée depuis le mois d'août 2016 sur les rendements nominaux des taux d'obligations du Trésor américain de 10 ans, reflétant, ainsi, l'anticipation d'une politique budgétaire expansionniste. Dans la zone euro, il a été, également, noté un relèvement des taux de rendement, bien que celui-ci soit plus modéré. Dans les pays émergents, les conditions financières ont été durcies, de manière générale, avec une hausse des taux d'intérêt à long terme pour les obligations en monnaie locale.
26. S'agissant du marché des changes, le dollar américain s'est apprécié en valeur effective de plus de 6% depuis le mois d'août 2016. En revanche, l'euro et yen ont poursuivi leur dynamique de dépréciation.

II. SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIERE DES ÉTATS MEMBRES DE LA CEDEAO EN 2016

Aperçu

27. **Croissance du PIB** : dans l'ensemble, les économies de la région ont continué de faire preuve de résilience en 2016, même si quelques revers ont été observés. Les taux de croissance se sont situés entre -1,5% et 8,8%. La plupart des pays (neuf sur les quinze) ont enregistré des taux de croissance légèrement supérieurs à ceux de 2015. Toutefois, quatre pays ont enregistré une croissance positive mais plus lente, tandis que pour deux autres (Nigeria et Liberia) les taux de croissance ont été négatifs. Il convient de souligner que, si le Nigeria a officiellement déclaré que son économie était en récession, pour le Liberia, cela n'a pas été le cas. La Côte d'Ivoire a continué d'afficher les meilleurs résultats, en termes de croissance, enregistrant une progression de 8,8% de son PIB en 2016. Cette performance n'a toutefois pas été à la hauteur de celle de l'exercice précédent (croissance de 9,2%) en raison de la chute des cours de la principale exportation du pays – le cacao – ainsi que du ralentissement des activités liées aux infrastructures.

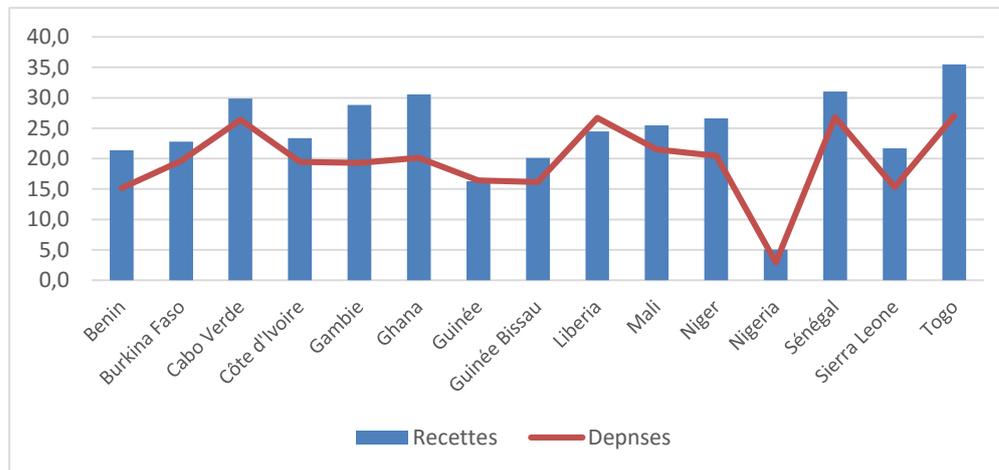
Figure 2.0.1 Taux de croissance et inflation de la CEDEAO



28. **Inflation**: les tensions inflationnistes ont été relativement modérées pour la plupart des économies durant la période sous revue. Même dans les pays où le taux d'inflation est demeuré élevé, comme le Ghana, il a été observé une tendance à la baisse. Les taux d'inflation (moyenne annuelle) ont été variables dans la région, allant de 1,8% (Mali) à 17,5% (Ghana). Dans neuf des pays, les taux d'inflation enregistrés en 2016 ont été inférieurs à ceux de 2015, tandis que dans cinq autres, c'est l'inverse qui s'est produit. En Guinée, le taux d'inflation est demeuré inchangé au cours des deux exercices. Si, en 2015, un seul pays (le Ghana) avait enregistré un taux d'inflation à deux chiffres, en 2016, ce nombre est passé à trois (Ghana, Nigeria, Sierra Leone).
29. **Finances publiques** : pour la plupart des pays de la région, le secteur des opérations budgétaires demeure le tendon d'Achille, des déficits budgétaires relativement importants ayant été enregistrés en 2016, même si cela a tendance à baisser. La situation d'exécution des opérations financières de l'ensemble des Etats membres, à l'exception du

Liberia, affichent un déficit hors dons qui varie entre 1,1% du PIB (Guinée) et 12,2% du PIB (Niger). Toutefois, en prenant en compte les dons, deux pays (Guinée et Liberia) ont enregistré un excédent. Neuf pays ont enregistré des déficits budgétaires plus élevés que ceux de l'exercice précédent, contre quatre pays en 2015. S'agissant de la mobilisation des ressources, la performance globale n'a pas atteint celle de l'exercice précédent. Deux pays ont enregistré un ratio recettes/PIB supérieur au niveau de référence en 2016.

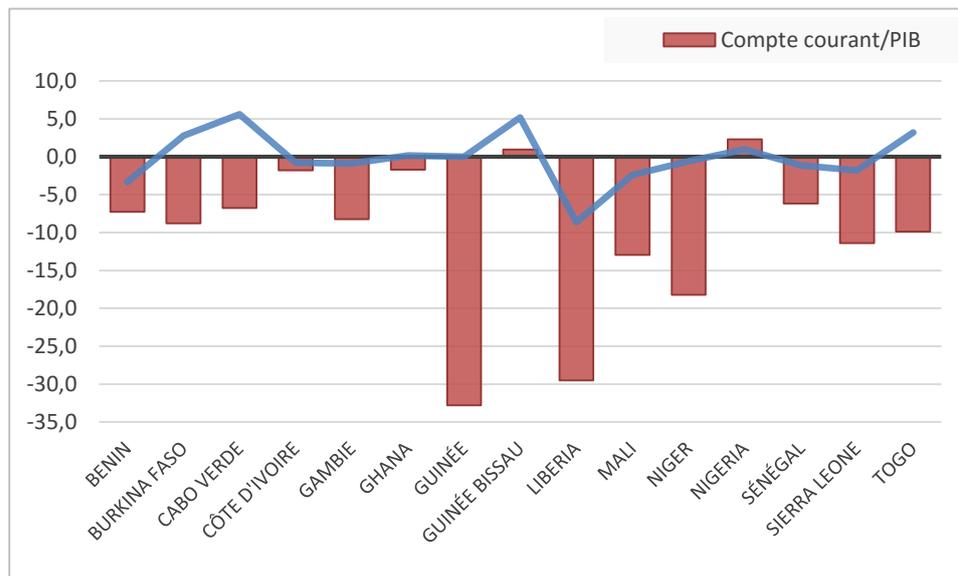
Figure 2.0.2 Recettes totales et dépenses totales en % PIB



30. Les dépenses courantes continuent d'être le poste le plus important des dépenses budgétaires dans l'ensemble des Etats membres et a représenté plus de 80% du total des dépenses dans la plupart des pays, en 2016. Par rapport au PIB, les dépenses courantes ont varié entre 4,5% (Nigeria) et 22,8% (Liberia). En revanche, les dépenses d'investissement ont constitué une part relativement faible des dépenses de l'Etat. Elles se situent moins de 20% dans la plupart des cas. En pourcentage du PIB, elles ont varié entre 1,7% (Liberia) et 12,9% (Togo) en 2016. Trois pays seulement ayant enregistré des ratios supérieurs à 10%. En ce qui concerne le stock de la dette publique, une hausse appréciable a été enregistrée dans la plupart des pays de la région. En pourcentage du PIB, la dette publique a varié entre 17,1% (Nigeria) et 128,6% (Cabo Verde) ; le ratio se situant en-dessous du seuil régional de 70% dans la plupart des pays (11).
31. **Le Secteur extérieur** : La volatilité du secteur extérieur a continué de peser sur les économies de la région. La chute des prix internationaux de la plupart des produits d'exportation de la région, en particulier, a continué d'affecter la balance commerciale et, partant, le compte courant des pays exportateurs de produits de base. Le solde du compte courant de la plupart des pays de la région, hormis la Guinée Bissau et le Nigeria, est resté déficitaire. Bien qu'ayant enregistré un déficit, le compte courant de la plupart des pays a, connu une amélioration par rapport à 2015. En effet, quatre pays seulement ont enregistré une détérioration de leurs comptes courants par rapport à l'année 2015.
32. Le solde global de la balance des paiements a connu une légère amélioration en 2016. Alors que six pays ont enregistré des déficits de la balance des paiements, sept autres affichent des excédents et deux, un solde nul. Les déficits varient entre 0,6% du PIB (Niger) et 8,7% du PIB (Liberia), et les excédents, entre 1% (Nigeria) et 5,2% (Guinée Bissau). Il convient cependant de noter qu'un excédent ou un déficit de la balance des paiements ne présente pas un tableau complet de la performance d'un pays, en termes qualitatifs. En

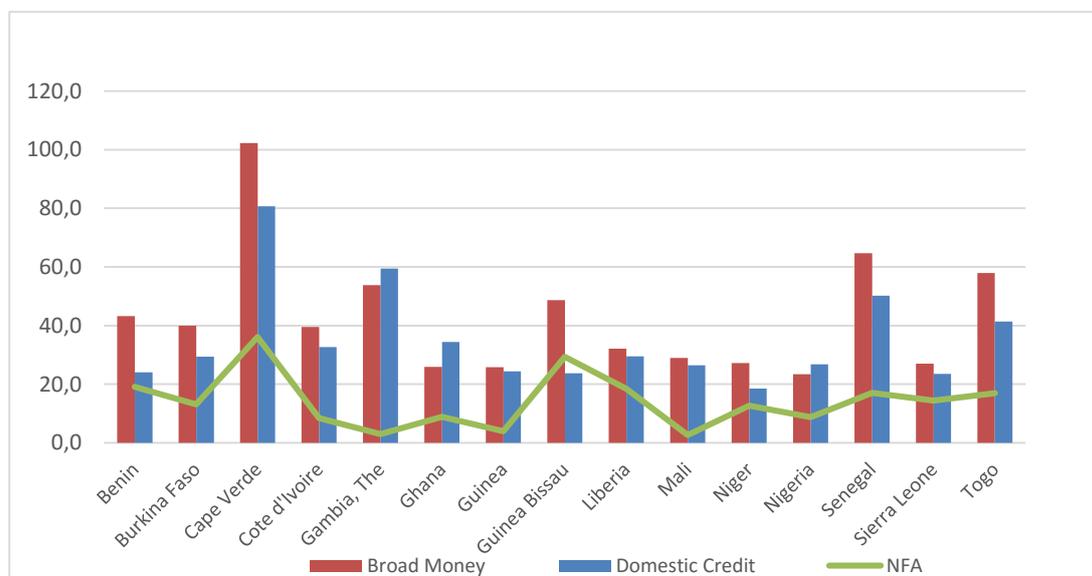
fait, par rapport à 2015, sept pays seulement ont enregistré des améliorations de leur balance des paiements, contre huit qui ont vu la leur se détériorer.

Figure 2.0.3 Solde global et compte courant en % PIB



33. **Les taux de change :** La plupart des monnaies de la région ont connu un degré de stabilité plus élevé en 2016 qu'en 2015, les variations se situant généralement dans la bande de plus ou moins 10%. Cependant, les variations de trois monnaies (Franc guinéen, Naira, Leone), sont sorties des limites de cette bande. En dehors du Franc CFA et de l'ESCUDO, qui se sont appréciées de 0,5%, toutes les autres monnaies se sont dépréciées par rapport aux principales devises. Cette dépréciation varie entre 3,3% (Dalasi) et 23,5% (Naira).

Figure 2.0.4 : Agrégats monétaires en % PIB



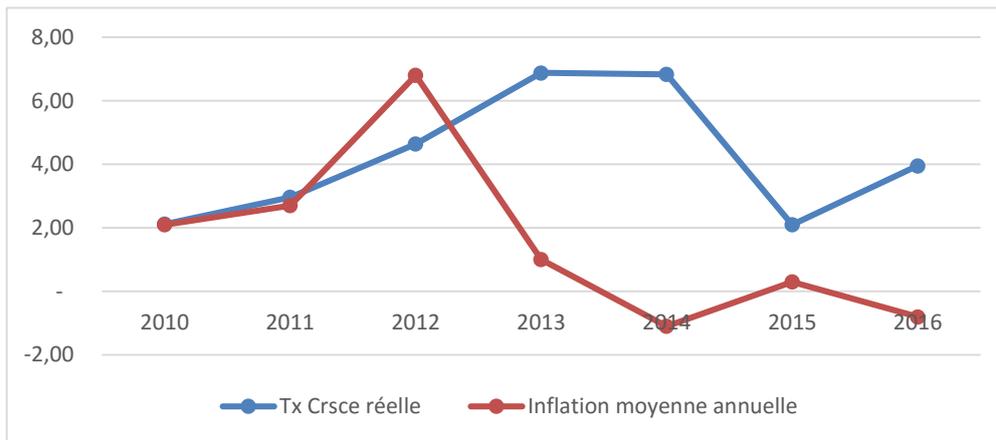
34. **Le Secteur monétaire :** la plupart des Autorités monétaires de la région ont maintenu une politique monétaire restrictive, dans l'objectif de mettre un terme aux pressions inflationnistes. En conséquence, la masse monétaire a enregistré une croissance modeste.

En ratio du PIB, la masse monétaire s'est située entre 23,4% (Nigeria) et 102,2% (Cabo Verde). Représentant la croissance de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets de la plupart des pays ont enregistré une faible croissance. En termes relatifs, les avoirs extérieurs nets ont varié entre 2,7% du PIB (Mali) et 36,2% du PIB (Cabo Verde). De même, le taux d'expansion du crédit a été assez modeste, augmentant de moins de 4 points de pourcentage dans la plupart des pays.

2.1 Situation Economique et financière du Bénin et 2016

35. En 2016, le rythme de l'activité économique au Bénin s'est accéléré et a enregistré un taux de croissance de 4,0% contre 2,1% en 2015. Cette croissance est portée par l'ensemble des secteurs. La croissance économique serait tirée, entre autres, par : (i) une amélioration de la production agricole consécutive à la hausse des superficies emblavées ; (ii) l'amélioration de l'offre énergétique en rapport avec les mesures prises par le Gouvernement pour faire face au délestage ; (iii) le dynamisme de l'activité dans le secteur des télécommunications ; (iv) le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Figure 2.1.1 : Croissance du PIB réel du Bénin et inflation



2.1.1 Secteur réel

36. La croissance du secteur primaire a progressé de 9,1% en 2016 contre un recul de -7,2% en 2015. Le taux de croissance de la valeur ajoutée du sous-secteur de l'agriculture a connu une hausse de 12,5% en 2016 contre une baisse de -10,7% en 2015, en liaison avec l'accroissement des superficies emblavées et une pluviométrie favorable. La production de coton est estimée à 350.000 tonnes. En ce qui concerne la production vivrière, le pays a poursuivi la mise en œuvre des programmes de réforme visant à améliorer la productivité tels que la fourniture d'intrants spécifiques, la mécanisation de l'agriculture et l'aménagement de bassins fluviaux. Le sous-secteur de l'élevage quant à elle, a été stable en 2016 comparativement à 2015 avec un taux de croissance de 0,3%. Tandis que le sous-secteur pêche, sylviculture et exploitation forestière a progressé de 2,0% en 2016.
37. Le secteur secondaire a enregistré une augmentation de 4,4% de sa valeur ajoutée contre 10,1% en 2015. Ce ralentissement est induit par les industries extractives qui ont enregistré une hausse de 2,8% contre 10,7% en 2015. L'activité dans les autres industries manufacturières s'est accrue de 3,5% en relation avec l'amélioration de l'offre de l'énergie. La croissance dans la branche « Electricité et eau » s'est établie à 2,5% contre 3,3% en 2015. Dans les BTP, la croissance a été de 2,0% en 2016.
38. Pour ce qui est du secteur tertiaire, la croissance a progressé de 3,6% contre 4,2% en 2015. Ce ralentissement s'explique par l'attentisme observé par les opérateurs économiques en début de 2016 en relation avec l'élection présidentielle au Bénin et au Nigeria ainsi que la récession économique connue par ce dernier.

39. Le sous-secteur des transports et des télécommunications a enregistré une croissance de 2,5% en 2016, contre 4,0% en 2015, grâce principalement à la bonne performance du secteur des télécommunications.
40. La demande en 2016, devrait être portée essentiellement par la consommation finale. En effet, sous l'impulsion de la consommation du secteur privée qui représente plus de 80% de la consommation totale, la consommation finale devrait progresser de 2,2% en 2016. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 1,8%. En revanche, les investissements devraient régresser en 2016 de 1,5% après celle de 3,8% en 2015, en liaison notamment avec la baisse des investissements publics. La contribution des investissements ressortirait ainsi négative de -0,5% en 2016.
41. Pour ce qui est spécifiquement de la consommation finale, elle a été en hausse de 2,2% en 2016 contre 2,8% en 2015 avec des hausses de 2,2% et 1,8% respectivement au titre des dépenses de consommation finale des ménages et des dépenses du gouvernement. La hausse des dépenses de consommation finale a été favorisée principalement par l'amélioration de la demande intérieure en raison du niveau d'inflation relativement faible qui encourage la consommation.
42. Quant au commerce extérieur, les importations ont enregistré une baisse de 11,7% en 2016 après celle de 20,1% en 2015. Quant aux exportations, elles ont régressé de 19,3% en 2016 après la baisse de 21,5% en 2015. Le repli des exportations est, entre autres, imputable à la mesure de suspension de l'exportation du bois intervenue au second trimestre et la contre-performance enregistrée par le coton au cours de la campagne 2014/2015. S'agissant des importations, leur baisse s'explique notamment par les effets de l'élection présidentielle au Bénin et les mesures prises par le Nigéria en matière de politique commerciale.
43. Le taux d'inflation moyen annuel est ressorti à -0,8% en 2016 contre +0,3% en 2015, un taux nettement en deçà du seuil des critères de convergence de la CEDEAO, fixé à 10%. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse de 4,0% des prix au niveau de la fonction « Transports », -0,9% au niveau des « articles d'habillement et chaussures » et -0,8% sur la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». La fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est en baisse de 0,5% et la fonction « Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants » en hausse de 0,3%.

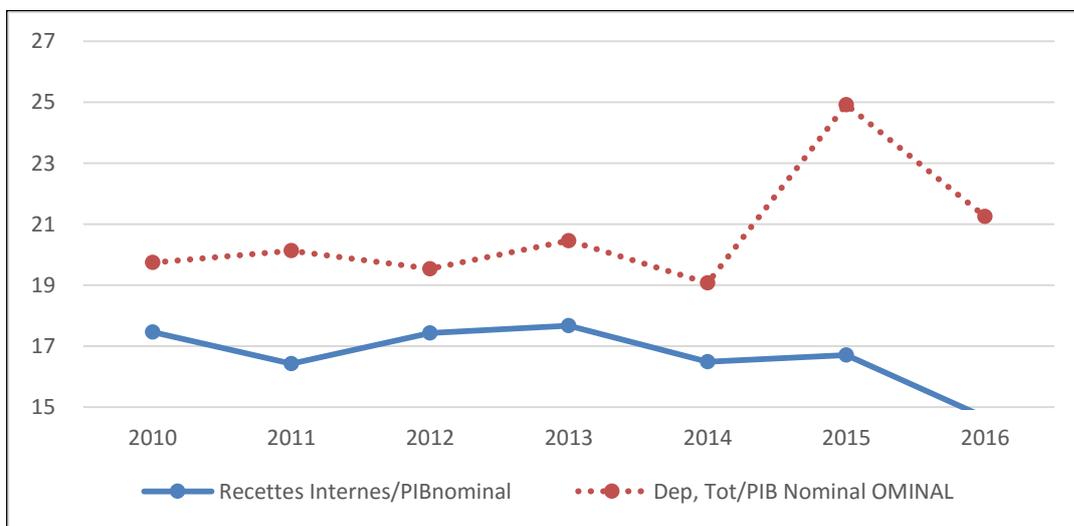
2.1.2 Finances publiques et dette publique

44. La politique économique du Gouvernement pour l'année 2016 s'inscrit dans le cadre d'orientation du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) dont l'objectif global est de « lancer de façon durable le développement économique et social du Bénin ». Le budget 2016 vise donc la mise en œuvre du PAG auquel est arrimé un vaste programme d'investissement. Pour soutenir ce programme, les chantiers prioritaires concerneront : (i) le tourisme et la culture, (ii) l'agriculture, (iii) le cadre de vie, (iv) les infrastructures et transports, (v) le numérique, (vi) le capital humain et (vii) l'énergie et l'eau.
45. Ainsi, les recettes totales et dons se sont établis à 771,8 milliards de FCFA en 2016, contre 848,3 milliards de FCFA en 2015, représentant une baisse de 9,0%, induite à la fois par une baisse des recettes intérieures et des dons. Les recettes intérieures totales ont enregistré

une baisse de 6,5% pour atteindre 745,7 milliards de FCFA contre 797,4 milliards de FCFA en 2015 et ont représenté 93,5% des recettes totales. Les dons ont baissé de 9,4% pour s'établir à 26,1 milliards de FCFA en fin décembre 2016 contre 28,8 milliards de FCFA en 2015, en liaison uniquement avec le repli des dons projets.

46. Les recettes fiscales ont enregistré une baisse au cours de l'année 2016. De 713,1 milliards de FCFA en 2015, elles ont chuté de 10,1% pour atteindre 641,1 milliards de FCFA, induite principalement par la baisse des recettes douanières. Le repli des recettes douanières est en liaison avec la récession économique au Nigeria.
47. Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 104,6 milliards de FCFA en 2016 contre 84,3 milliards de FCFA en 2015, ce qui représente une hausse de 24,1%.

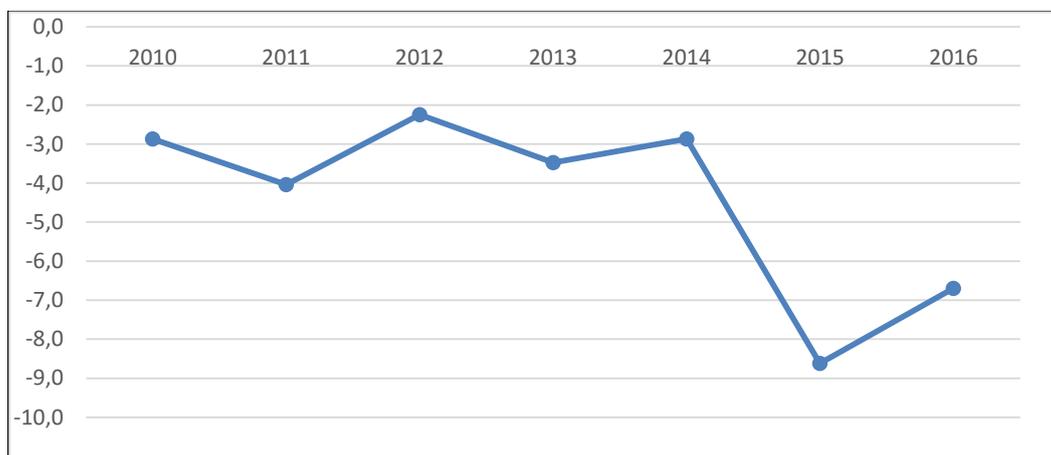
Figure 2.1.2: Recettes et dépenses totales du Bénin en % du PIB Nominal



48. Les dépenses totales et prêts nets sont en baisse de 12,6% pour s'établir à 21,4% du PIB contre 25,3% en 2015. En valeur nominale, elles se sont élevées à 1 086,3 milliards de FCFA en 2016 contre 1 242,3 milliards en 2015. Cette situation s'explique par le recul des dépenses courantes de 7,6% et des dépenses en capital de 24,1%.
49. Les dépenses courantes se sont établies à 781,1 milliards de FCFA en 2016 contre 845,3 milliards en 2015, représentant une baisse de 7,6%, en liaison avec la baisse des dépenses de biens et services de 24,4% et des dépenses de transferts et des subventions 42,8%. La masse salariale et traitement quant à elle a enregistré une progression de 3,0% en 2016. Les trois principales composantes des dépenses courantes en 2016, sont constituées de la masse salariale et traitement, des achats de biens et services et des transferts et subventions qui représentent respectivement 46,2% ; 11,0% et 24,2 %.
50. Les dépenses d'investissement ont affiché la même tendance à la baisse observée au niveau des dépenses courantes, soit une baisse 24,1% en 2016 contre une hausse de 50,0 % en 2015 et se sont chiffrées à 299,6 milliards de FCFA, dont 61,6% financées à partir des ressources intérieures et 38,4 % des ressources extérieures.

51. Globalement, les opérations financières de l'État en 2016 ont entraîné un déficit hors dons, base engagements, de 340,6 milliards de FCFA (6,7% du PIB) contre un déficit de 422,9 milliards (8,6% du PIB) en 2015, soit une légère amélioration. En tenant compte des dons, le déficit global s'élevait à 314,5 milliards de FCFA (6,2% du PIB) contre 394,0 milliards de FCFA (8,0% du PIB) en 2015.

Figure 2.1.3: Solde global hors dons en % PIB nominal

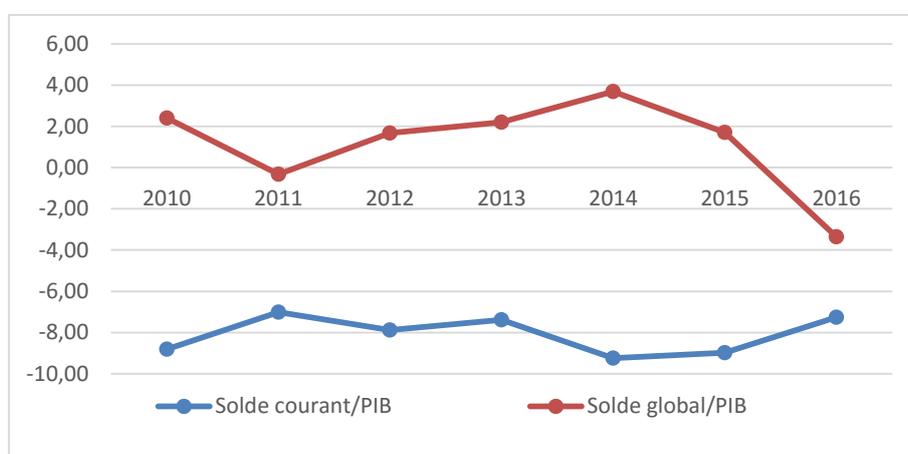


52. L'encours de la dette du Bénin à fin décembre 2016 s'est élevé à 2 513,1 milliards de FCFA (49,4% du PIB) contre 2 080,5 milliards de FCFA (42,4% du PIB) en 2015, représentant une hausse de 20,8%, portée principalement par une hausse substantielle de la dette intérieure. En 2016, la dette intérieure représentait 54,7 % tandis que la dette extérieure constituait 45,3 % de la dette publique totale.
53. L'encours de la dette extérieure en fin décembre 2016 s'est élevé à 1 139,6 milliards, soit une hausse de 9,2% par rapport à 1 043,6 milliards en 2015. La dette bilatérale a constitué 20,1% de l'encours de la dette extérieure et s'affiche à 229,8 milliards de FCFA, soit une hausse de 3,1 % comparativement à 222,1 milliards de FCFA enregistrés en fin décembre 2015. D'autre part, la dette détenue par les institutions multilatérales a connu une hausse de 10,9% passant de 821,4 milliards de FCFA en fin décembre 2015 à 910,7 milliards de FCFA en fin décembre 2016, soit 79,9 % de l'encours de la dette extérieure.
54. L'encours de la dette intérieure a enregistré une hausse substantielle de 32,5% en 2016, (en se situant à 1373,4 milliards de FCFA à fin décembre contre 1 036,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015). Les bons du Trésor ont connu une baisse d'environ 30,3 %, en passant de 231,7 milliards de FCFA en 2015 à 161,5 milliards de FCFA en 2016.
55. Même si le montant total de la dette publique en 2016 a augmenté comparativement à 2015, le service de la dette a baissé en 2016 comparativement à 2015. Le service de la dette s'élevait à 299,8 milliards en 2016, comparativement à 327,2 milliards en 2015, soit une baisse de 8,4 %. Cependant, les intérêts payés sur la dette ont connu une hausse de 55,0% pour s'établir à 63,3 milliards en 2016 contre 40,9 milliards.

2.1.3 Le secteur extérieur

56. Les échanges extérieurs au titre de l'année 2016 se sont soldés par un déficit global de 170,3 milliards contre un excédent de 83,6 milliards en 2015. Cette évolution s'explique par la baisse des flux nets de capitaux étrangers, dans un contexte de dégradation du déficit du compte courant.
57. Le déficit du compte courant hors dons est ressorti à 7,3% du PIB en 2016, contre 9,0% du PIB enregistré une année plus tôt, induite par l'orientation favorable du solde des services et des revenus secondaires, en dépit d'une dégradation de la balance des biens.
58. Le solde des revenus primaires a connu une légère amélioration pour s'établir à -38,0 milliards en 2016 contre -38,8 milliards en 2015. Quant au revenu secondaire, il a enregistré une hausse de 11,0% en 2016 pour s'établir à 94 milliards de FCFA contre une baisse de 41,6% un an plus tôt.

Figure 2.1.4: Solde courant et solde global en % PIB nominal



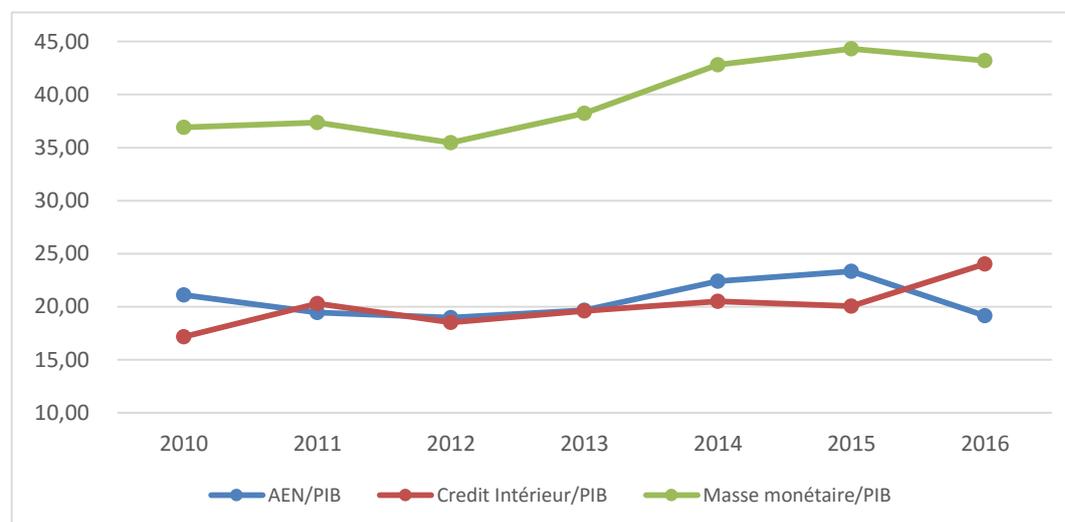
59. Le déficit commercial s'est aggravé en s'établissant à 339,5 milliards (6,7% du PIB) en 2016 contre 298,5 milliards de francs CFA (6,1% PIB) en 2015. Cette évolution est imputable à la baisse des exportations de 19,3% plus importante que celle des importations, qui est ressortie à 11,7%.
60. Le déficit des services, s'est amélioré en 2016 en se situant à 86,04 milliards de francs CFA contre un déficit de 187,8 milliards de francs CFA en 2015.
61. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est réduit de 322,5 milliards en 2016 par rapport à 2015 en se situant à 199,3 milliards de francs CFA en 2016 contre 521,7 milliards de francs CFA en 2015.

2.1.4 La situation monétaire

62. En fin décembre 2016, la masse monétaire est ressortie à 2 197,0 milliards, en augmentation de 23,7 milliards sur l'année 2016. Cette évolution est liée à la progression des dépôts en banque (+105,7 milliards) qui a été partiellement compensée par le recul de la circulation fiduciaire (-82,0 milliards).
63. Les Avoirs Extérieurs Nets ont connu une baisse en passant de 1 143,7 milliards à fin décembre 2015, à 973,4 milliards de FCFA à fin décembre 2016, soit une baisse de 14,9%,

due à la baisse considérable des AEN de la banque centrale de 90,2%. Tandis que les AEN des banques commerciales ont connu un accroissement de 12,2% en 2016 pour s'établir à 943,8 milliards contre 841,5 milliards en 2015

Figure 2.1.5 : AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB nominal



64. Le crédit intérieur a progressé à 1221,9 milliards de FCFA en 2016, comparativement à 983,6 milliards de FCFA en 2015 en raison d'une réduction des créances nettes sur les administrations publiques et d'une hausse du crédit au secteur privé. Le crédit au secteur privé a largement compensé la baisse des créances sur les administrations publiques.

2.1.5 État de convergence macroéconomique en 2016

65. En matière de convergence le Bénin a respecté cinq (5) critères de convergence en 2016 contre quatre (4) en 2015. Le critère relatif au solde global en pourcentage du PIB s'est amélioré en 2016 comparativement à 2015. Le tableau ci-après donne les performances du Bénin en matière de convergence en 2015 et 2016.

Critères de convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-0,4	-2,6	-1,9	-8,0	-6,2
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	6,8	1,0	-1,1	0,3	-0,8
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5,0	5,0	4,4

Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	26,8	25,4	30,9	42,4	49,4
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		6	6	6	5	5

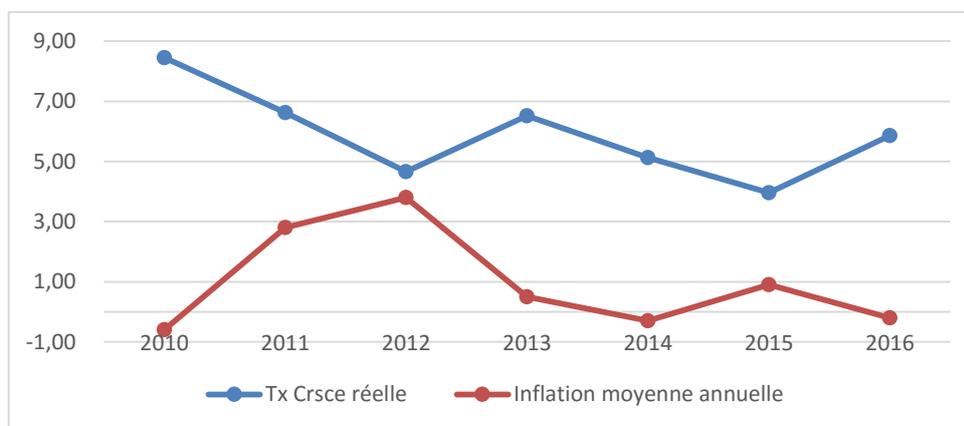
2.1.6 Conclusion et recommandations

66. L'activité économique au Bénin s'est accélérée en 2016 et a enregistré une croissance de 4,0% contre 2,1% en 2015. Cette croissance pourrait s'améliorer dans le moyen et long terme si le gouvernement accélère l'exécution des projets phares contenus dans son Programme d'Action. S'agissant des perspectives d'avenir, la croissance économique ressortirait à 5,4% en fin 2017 soit un gain de croissance de 1,4 point par rapport à 2016, favorisée entre autres par : (i) la bonne tenue de la campagne cotonnière en 2016/2017, (ii) l'amélioration de la production vivrière, (iii) une meilleure perspective de la campagne cotonnière 2017/2018, (v) des perspectives encourageantes au niveau des secteurs des services en relation à l'amélioration de la situation économique au Nigéria.
67. Pour consolider la situation économique et financière du Bénin, les recommandations ci-après sont formulées :
- Prendre des mesures idoines pour réduire la vulnérabilité de l'économie béninoise face aux chocs externes ;
 - Renforcer les mesures d'amélioration de la mobilisation des ressources propres, notamment fiscales pour faire face aux dépenses courantes et soutenir les investissements.

2.2 Situation économique et financière du Burkina Faso en 2016

68. L'activité économique du Burkina Faso au cours de l'année 2016 s'est déroulée dans un contexte marqué par l'installation du nouveau Gouvernement à la suite de la période de transition. L'année a été également marquée par une surchauffe au niveau social mais également de l'adoption en juillet 2016 du document de Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) pour la période 2016-2020 dont l'objectif global est de Transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, résiliente, inclusive et créatrice d'emplois décents pour tous. La croissance en 2016 est de ce fait ressortie en accélération par rapport à 2015, soit un taux de 5,9%. Cette croissance a été portée par le secteur tertiaire avec une contribution de 3,7 points. Les secteurs primaire et secondaire ont contribué respectivement à hauteur de 1,2 point et de 1,0 point.

Figure 2.2.1: Taux de croissance et inflation /Burkina Faso



2.2.1 Secteur réel

69. Le secteur primaire a enregistré en 2016 un accroissement de 4,9% de sa valeur ajoutée contre un repli de 0,9% une année plus tôt. Cette performance a été portée principalement par l'agriculture aussi bien vivrière que de rente. En effet, la production céréalière s'est inscrite en hausse de 9,0% tandis que celle des cultures de rente, notamment le coton, s'est accrue de 18,0% du fait des efforts fournis pour le maintien du prix aux producteurs à 235 FCFA le kilogramme et l'intensification de l'appui conseil au producteur en vue de rendre efficace la lutte contre les parasites du fait du retour des producteurs au coton conventionnel.
70. La contribution du primaire à la formation du PIB est ressortie à 23,7% en 2016 contre 23,9%. La contribution du secteur à la croissance est ressortie à 1,2 point contre une contribution négative de 0,2% en 2015.
71. Au niveau du secteur secondaire, la croissance est ressortie à 5,5% en 2016 contre 4,6% en 2015. Cette évolution a été portée notamment par les activités extractives qui, après un accroissement de 0,4% en 2015 ont enregistré une hausse de 5,8%. L'accroissement des activités extractives est dû principalement à la production d'or et de zinc qui se sont inscrites en hausse de 6% et de 13,4% par rapport à 2015. Les activités de fabrication ont enregistré une hausse de 5,3% tandis que la production d'électricité, gaz et eau et les activités de construction se sont accrues respectivement de 8,4% et de 5,0%.

72. La contribution à la formation du PIB du secteur secondaire est ressortie à 18,2% en 2016 contre 18,3% en 2015. Quant à sa contribution à la croissance, elle a été de 1,0 point en 2016 contre 0,8 point en 2015.
73. S'agissant du secteur tertiaire, son accroissement en 2016 est ressorti à 5,9% contre 6,0% en 2015. Cet accroissement est porté aussi bien par les services marchands que les services non marchands. Au niveau des services marchands, l'évolution a été portée par le commerce (+6,3%), les transports et communications (+7,4%) ; les activités financières (+6,4%). Les services non marchands se sont accrus de 5,4% du fait des effets de la poursuite de la mise en œuvre des mesures prises par le Gouvernement pour l'application effective de la loi 081 relative au reversement des fonctionnaires dans le nouveau classement indiciaire et la prise en charge des statuts autonomes des personnels du ministère en charge de la justice.
74. En termes de contribution à la croissance, celle du secteur tertiaire est ressortie à 3,7 points en 2015 contre 3,3 points une année plus tôt.
75. Du côté de la demande, la consommation finale s'est inscrite en hausse de 1,5% en 2016 en décélération par rapport au taux de 7,3% enregistré en 2015. Ce ralentissement est expliqué aussi bien par la consommation finale privée (6,2% en 2015 contre -0,1% en 2016) que par la consommation finale publique (10,3% en 2015 contre 5,9% en 2016). L'investissement, porté par la formation brute du capital fixe (FBCF) a connu un ralentissement de son rythme de croissance en 2016 avec un taux de 3,9% contre 8,6% en 2015. La décélération a été portée aussi bien par la FBCF publique (4,4% contre 8,3% en 2015) que par la FBCF privée (1,7% contre 7,8% en 2015). L'accroissement de 4,4% des investissements publics s'expliquerait par la poursuite des investissements entrepris par l'Etat avec l'appui des Partenaires techniques et financiers (infrastructures administratives, construction de routes, infrastructures construites dans le cadre de la commémoration de la fête de l'indépendance à Kaya, etc.). Au niveau des échanges, les exportations se sont accrues de 0,6% en 2016 comme en 2015 tandis que les importations ont quant à elles baissé de 5,7% contre une hausse de 13,2% en 2015.
76. Au niveau de la demande, la croissance a été principalement portée par les échanges avec une contribution de 2,9 points ; celles de la consommation et de l'investissement ont été respectivement de 1,4 point et de 1,6 point.
77. Au niveau de l'évolution des prix, l'inflation en moyenne annuelle est ressortie à -0,2% en décembre 2016 contre 0,9% en décembre 2015. Cette évolution est due essentiellement à la baisse des prix constatées au niveau des fonctions « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-0,7%), « restauration et hôtels » (-0,1%), et « transports » (-4,1%) malgré la hausse enregistrée au niveau des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,0%) et « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (0,7%) due à la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2015/2016.

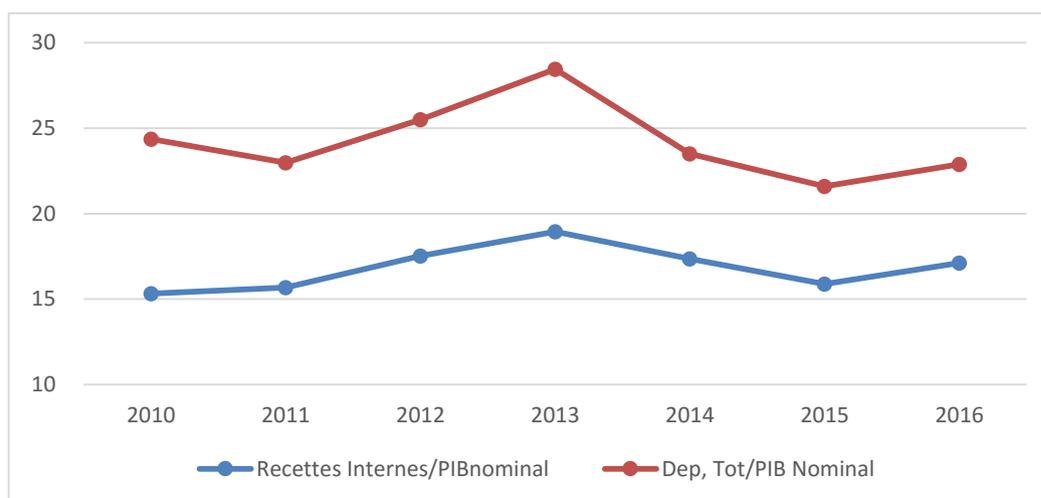
2.2.2 Finances publiques et dette publique

78. L'exécution des opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2016 ont été exécutés dans un contexte marqué par de multiples mouvements des acteurs sociaux, la mise en

application de certains engagements pris préalablement par l'Etat au cours de la transition et la menace terroriste. Les opérations financières de l'Etat à fin décembre 2016 se sont de ce fait soldées par une aggravation du déficit global comparativement à la même période en 2015. Le déficit global est ressorti à 3,1% du PIB en 2016 contre 2,0% du PIB en 2015. Cette évolution du solde global est le résultat de l'accroissement de 15,9% des dépenses totales et prêts nets plus important que celui des recettes totales et dons (+10,4%).

79. Les recettes totales et dons mobilisés en 2016 se sont situés à 1.410,7 milliards francs CFA, en hausse de 132,7 milliards par rapport à la mobilisation à fin 2015. Cette hausse a été imputable exclusivement aux recettes totales (+17,4%) ; les dons ayant enregistré une baisse de 21,7% par rapport à 2015. L'accroissement des recettes totales a été porté par celui des recettes fiscales (+15,7%) et des recettes non fiscales (+30,7%) comparativement à l'année 2015. La hausse des recettes fiscales a été portée par les recettes collectées au titre des impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital (+21,9%), des impôts et taxes intérieures sur les biens et services (+13,8%). Les performances en matière de mobilisation des recettes fiscales s'expliquent par les actions et mesures mises en œuvre au niveau des impôts et des douanes à travers :
- *Au titre de la Douane*: l'opérationnalisation de SYDONIA world et de SYLVIE, l'installation des scanners dans les principaux bureaux de dédouanement , la mise en place dans les principaux corridors de transit du système de suivi satellitaire des marchandises en transit, l'activation du champ 44 dans SYDONIA World pour un meilleur contrôle des éléments de la taxation (valeur, origine, espèce, quantité), le contrôle des entrepôts et la destination finale des marchandises exonérées de droits et taxes de douane;
 - *au titre des impôts* : la poursuite de la mise en œuvre de la nouvelle segmentation des entreprises avec le relèvement des seuils d'assujettissement à la TVA, l'élargissement continu de l'assiette fiscale par le recensement et les recoupements d'informations, le renforcement des capacités des agents à travers la formation continue; la stratégie d'optimisation de la communication et de la sensibilisation des contribuables au civisme fiscal, l'intensification des actions de contrôle, de recouvrement et de lutte contre la fraude fiscale, le renforcement de la collaboration entre la DGI et les autres structures détentrices d'informations pouvant lui être utiles (DGD, CNSS, COTECNA.).
80. S'agissant des recettes non fiscales, la performance enregistrée s'explique principalement par les mesures prises au niveau de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique pour une meilleure collecte des recettes de services.

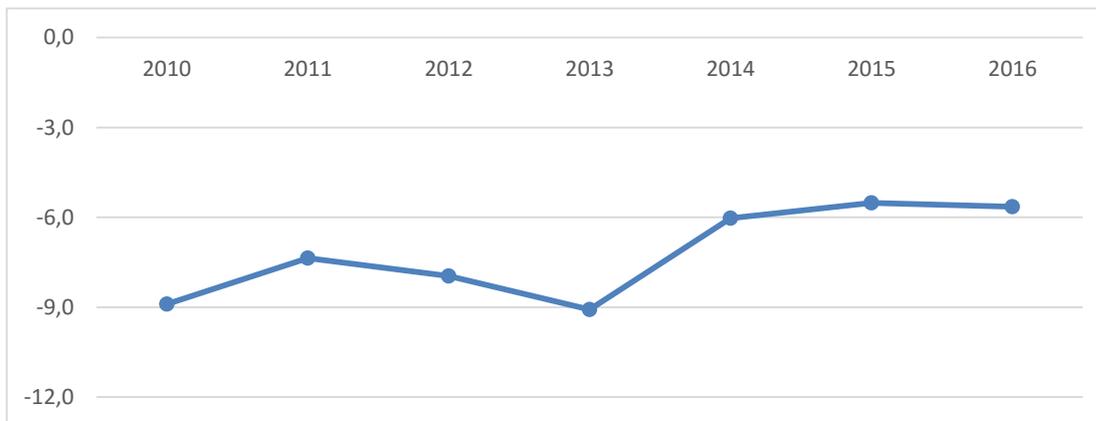
Figure 2.2.2 : recettes totales et dépenses totales en % PIB du Burkina Faso



81. Les dons mobilisés en 2016 se sont élevés à 180,2 milliards francs CFA contre 230,0 milliards francs CFA une année plus tôt, soit une baisse de 49,9 milliards francs CFA. Cette baisse a été portée principalement par les dons programmes (-35,0%) et dans une moindre mesure, les dons projets (-5,9%).
82. En matière de dépenses totales et prêts nets, les montants engagés en 2016 se sont situés à 1.636,4 milliards francs CFA contre 1.411,0 milliards francs CFA en 2015, soit une hausse de 224,9 milliards francs CFA. Cette hausse est principalement imputable aux dépenses courantes avec un accroissement de 21,2% ; les dépenses en capital n'ayant crû que de 5,1%.
83. La hausse des dépenses courantes s'explique principalement par celles engagées au titre des salaires et traitements à hauteur de 85,9 milliards (+18.3%) et celles réalisées au titre des transferts et subventions à hauteur de 69,5 milliards francs CFA (+23,0%). Les dépenses au titre des biens et services de même que les intérêts dus se sont accrus respectivement de 16,9% et de 49,4% comparativement à 2015. La hausse des dépenses de salaires et traitements s'explique principalement par la prise en compte des effectifs additionnels, des avancements statutaires et de l'incidence financière de l'application de la Loi n°081-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant statut général de la fonction publique d'Etat, l'incidence financière de la mise en œuvre des statuts autonomes et de la réforme du Service National de Développement (SND). Pour ce qui concerne l'intérêt de la dette, elle s'explique par une part de plus en plus importante de la dette intérieure suite au recours aux bons et obligations du trésor. En 2016, les intérêts dus au titre de la dette intérieure se sont accrus de 20,7 milliards (+74,1%) tandis que les intérêts au titre de la dette extérieure se sont accrus de 0,9 milliard francs CFA.
84. Les dépenses d'investissement à fin 2016 se sont établies à 526,4 milliards francs CFA contre 500,9 milliards en 2015, soit une hausse absolue de 25,4 milliards francs CFA. Cette évolution est la résultante d'une part, de la hausse de 19,3% et de 11,9% des dépenses en

capital sur ressources externes et internes respectivement et, d'autre part, de la baisse de 85,1% des transferts en capital.

Figure 2.2.3: Solde global hors dons du Burkina Faso en % PIB



85. Relativement à l'encours de la dette publique au 31 décembre 2016, il est ressorti 2.459,4 milliards francs CFA (34,2% du PIB), en accroissement de 13,9% comparativement à l'encours à fin décembre 2015. Cet accroissement est imputable principalement à la dette intérieure qui s'est accrue de 23,7% ; la dette extérieure s'étant accrue de 9,2%. L'accroissement de la dette intérieure s'explique principalement par l'émission de quatre (04) emprunts obligataires d'un montant cumulé de 165,0 milliards de FCFA avec une maturité moyenne de 5 ans et par huit (08) émissions de Bon du Trésor d'un montant cumulé de 303,5 milliards de FCFA. La hausse de la dette extérieure s'explique par l'effet des décaissements provenant principalement des créanciers multilatéraux, combiné à une hausse des cours des principales devises composant le portefeuille de la dette. En termes de structure, la dette intérieure a constitué 35,0% de l'encours global en 2016 contre 32,5% une année plus tôt.
86. A fin 2016, le montant des paiements au titre du service de la dette s'élève à 216,7 milliards de FCFA se répartissant entre les créanciers extérieurs et intérieurs pour des montants respectifs de 58,4 milliards de FCFA et 158,2 milliards de FCFA.

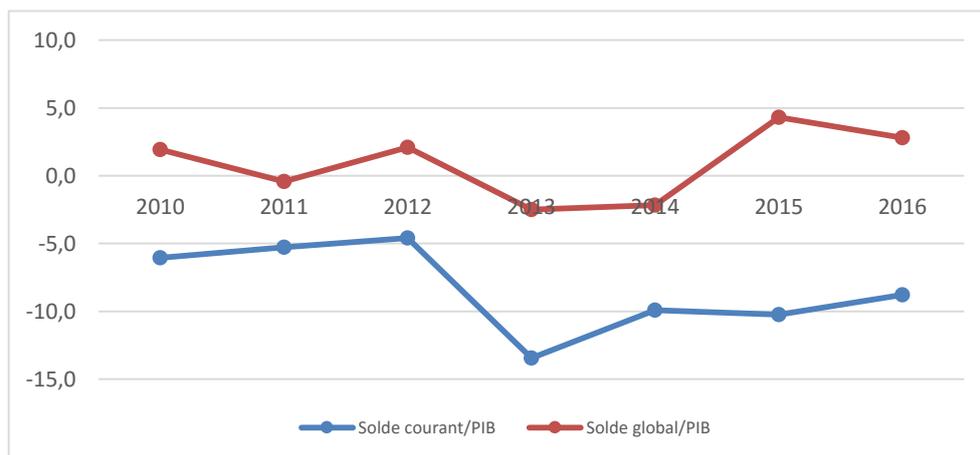
2.2.3 Le Secteur extérieur

87. Les estimations de la balance des paiements du Burkina Faso au titre de l'année 2016 font ressortir un excédent du solde global de 200,8 milliards francs CFA (2,8% du PIB) contre un excédent de 283,6 milliards francs CFA (4,3% du PIB) enregistré en 2015. Cette évolution s'explique par un repli de 8,6% du solde de capital et d'opérations financières et une aggravation du compte des transactions courantes de 8,1%.
88. Le déficit des transactions courantes hors dons en 2016 est ressorti 632,0 milliards de francs CFA (8,8% du PIB), en réduction par rapport au déficit 675,2 milliards de francs CFA (10,2% du PIB) en 2015. Cette atténuation du déficit des transactions courantes hors dons est imputable à la réduction du déficit des biens (-109,3 milliards en 2016 contre -142,7 milliards en 2015) ainsi qu'à une baisse du déficit des revenus primaires (-176,7 milliards de francs CFA en 2016 contre -199,5 milliards de francs CFA en 2015). A contrario, l'excédent de la balance des revenus secondaires s'est quant à lui réduit en se situant à

228,5 milliards de francs CFA en 2016 contre 271,6 milliards de francs CFA en 2015 tandis que le déficit de la balance des services s'est aggravé en se situant 476,2 milliards de francs CFA en 2016 contre -458,7 milliards en 2015.

89. La balance commerciale est ressortie en 2016 à -109,3 milliards de francs CFA en (-1,5% du PIB), en réduction de 23,4% par rapport au déficit de 142,7 milliards de francs CFA (2,2% du PIB) en 2015. Cette amélioration est imputable à une hausse de 10,0% des exportations plus importantes que celle de 6,9% des importations. L'accroissement des exportations a été portée principalement par les exportations d'or non monétaire dont les recettes d'exportations se sont élevées 960,6 milliards de FCFA en 2016 contre 875,8 milliards de FCFA en 2015, sous l'effet, aussi bien, de la progression tant des cours mondiaux que des quantités exportées. S'agissant des importations, la hausse a été portée par les biens d'équipement (+77,6 milliards de FCFA), les biens intermédiaires (+57,4 milliards de FCFA) à la faveur notamment de la construction de nouvelles mines d'or et par les produits alimentaires (+9,6 milliards de FCFA), en raison de la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2015/2016. En proportion du PIB, les exportations sont passées de 21,2% en 2015 à 21,4% en 2016 tandis que les importations ont représenté 22,9% du PIB en 2016 contre 23,4% en 2015.

Figure 2.2.4: Solde courant et solde global en % PIB / Burkina Faso

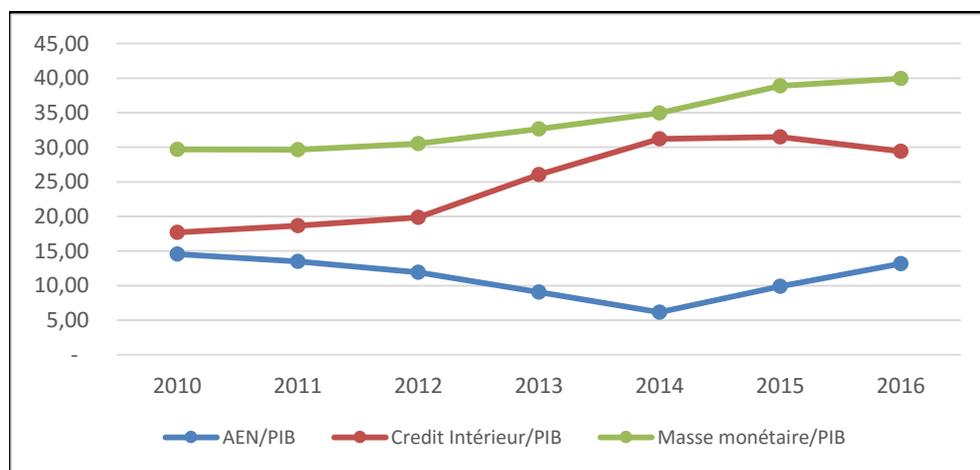


90. Le déficit des services s'est aggravé de 3,8% en 2016 par rapport 2015 en se situant à -476,2 milliards contre 458,7 milliards en 2015. Cette évolution est imputable à l'augmentation des coûts des autres services, notamment financiers et d'assurance, fournis par des non-résidents. La balance des revenus primaires s'est améliorée de 11,4%, portée principalement par la baisse des paiements de revenus d'investissements. Quant à la balance des revenus secondaires, il s'est inscrit en baisse de 15,9% en 2016 reflétant la diminution des appuis budgétaires.
91. Le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières s'est réduit 8,6% en 2016 pour se situer à 738,9 milliards de francs CFA en 2016 contre 808,6 milliards de francs CFA en 2015. Du fait aussi bien du compte de capital (-2,4%) que du compte financier (-10,1%).

2.2.4 La situation monétaire

92. La Situation monétaire se caractérise par une hausse des Avoirs extérieurs nets (AEN) de 45,1% et du crédit intérieur de 1,8%, conduisant à un accroissement de la masse monétaire de +11,9%.
93. Les avoirs extérieurs nets sont passés de 651,9 milliards francs CFA (9,9% du PIB) à fin décembre 2015 à 996,2 milliards francs CFA (13,2% du PIB) à fin juin 2016, soit un accroissement de 294,3 milliards francs CFA. Cette progression est exclusivement attribuable aux banques, dont les AEN se sont accrus de 305,9 milliards francs CFA ; ceux de la Banque Centrale s'étant par contre détériorés de 11,6 milliards francs CFA au cours de la même période. La hausse des AEN des banques résulte d'un accroissement de leurs créances brutes sur les non-résidents plus important que celui de leurs engagements extérieurs à court terme. Quant à la contraction des AEN de l'Institut d'émission, elle s'explique par une hausse des engagements extérieurs plus prononcée que celle de ses avoirs extérieurs entre 2015 et 2016.
94. Le crédit intérieur s'est établi à 2 113,4 milliards francs CFA (29,4% du PIB) à fin décembre 2016 contre 2 076,6 milliards francs CFA (31,5 du PIB) à fin décembre 2015, en progression de 37,1 milliards francs CFA. L'accroissement observé est imputable à l'augmentation des crédits à l'économie de 142,5 milliards francs CFA ; la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'étant améliorée de 105,4 milliards francs CFA. Le crédit au secteur privé s'est consolidé avec un accroissement de 7,5% après 7,0% en 2015 et est ressorti à 2039,7 milliards de francs CFA, soit 28,4% du PIB contre 28,8% une année plus tôt.

Figure 2.2.5: AEN/Crédit intérieur et Masse Monétaire en % PIB /Burkina Faso



95. Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire entre décembre 2015 et juin 2016 s'est accrue de 305,1 milliards francs CFA, soit 11,9%. Cet accroissement s'est reflété uniquement au niveau des dépôts (+19,0%), la circulation fiduciaire s'étant quant à elle réduite de 6,2% en 2015 et 2016. En proportion du PIB la masse monétaire a représenté 39,9% en 2016 contre 38,9% en 2015.

2.2.5 État de convergence macroéconomique en 2016

96. En matière de convergence en 2016, le Burkina Faso a respecté cinq (5) critères de convergence contre six (06) en 2015. Le critère relatif au solde budgétaire en pourcentage

du PIB n'a pu être respecté. Pour les années 2015 et 2016, la situation se présente comme suit :

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-3,1	-3,6	-1,9	-2,0	-3,1
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	3,8	0,5	-0,3	0,9	-0,2
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5,0	5,0	4,4
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	28,0	28,6	30,8	32,7	34,2
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		5	5	6	6	5

2.2.6 Conclusion et recommandations

97. L'année 2016 a été marquée par l'adoption d'un nouvel référentiel en matière de développement qui est le document de Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) pour la période 2016-2020 avec pour objectif global la Transformation structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, résiliente, inclusive et créatrice d'emplois décents pour tous. L'année a été marquée par plusieurs mouvements de grève dans l'administration publique qui ont négativement impacté négativement les performances globales de l'administration. Toutefois, les efforts consentis ont abouti à une croissance du PIB de 5,9%, en accélération de 1,9 point par rapport à 2015.
98. En matière de convergence, la performance du pays s'est dégradée par rapport 2015. Au total, cinq critères ont été respectés en 2016 contre six en 2015.
99. Pour consolider et renforcer la situation macroéconomique du pays, les recommandations suivantes sont formulées :
 - Poursuivre et renforcer les actions pour assurer la sécurité aussi bien à l'intérieur qu'au niveau des frontières en proie aux incursions des groupes terroristes ;
 - Prendre des dispositions afin d'apaiser le front social ;

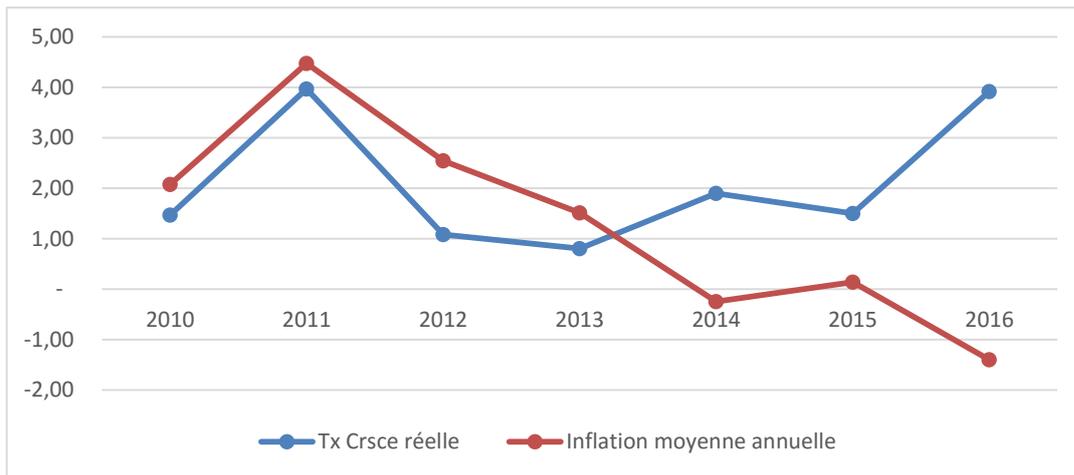
- Poursuivre et renforcer les mesures/actions et stratégies en matière de mobilisation des recettes propres ;
- Poursuivre et renforcer les mesures de rationalisation des dépenses publiques ;
- Assurer un suivi particulier de l'évolution des dépenses courantes, notamment la masse salariale.

2.3 Situation économique et financière du Cabo-Verde en 2016

2.3.1 Secteur réel

100. Dans un contexte marqué par l'organisation de trois élections (législatives, locales et présidentielles), l'activité économique au Cabo Verde s'est accélérée avec un taux de croissance réel du PIB de 3,9% contre 1,1% un an plus tôt. Cette évolution est principalement due aux performances enregistrées au niveau de l'administration publique, qui a contribué à hauteur de 1,4 point pour la croissance, des industries manufacturières et de l'agriculture qui ont contribué à hauteur de 0,6 point chacune.
101. Du côté de la demande, la croissance économique est portée essentiellement par la consommation, l'investissement et les exportations des services, dans un contexte marqué par la reprise de la confiance des agents économiques, les hausses des IDE et des crédits à l'économie. Toutefois, l'impact de ces effets a été atténué par la baisse de la demande extérieure nette au cours de la période sous revue, du fait d'une hausse des importations de biens et services et de la réduction des exportations de biens.

Figure 2.3.1 : Taux de croissance et inflation en moyenne annuelle /Cabo Verde

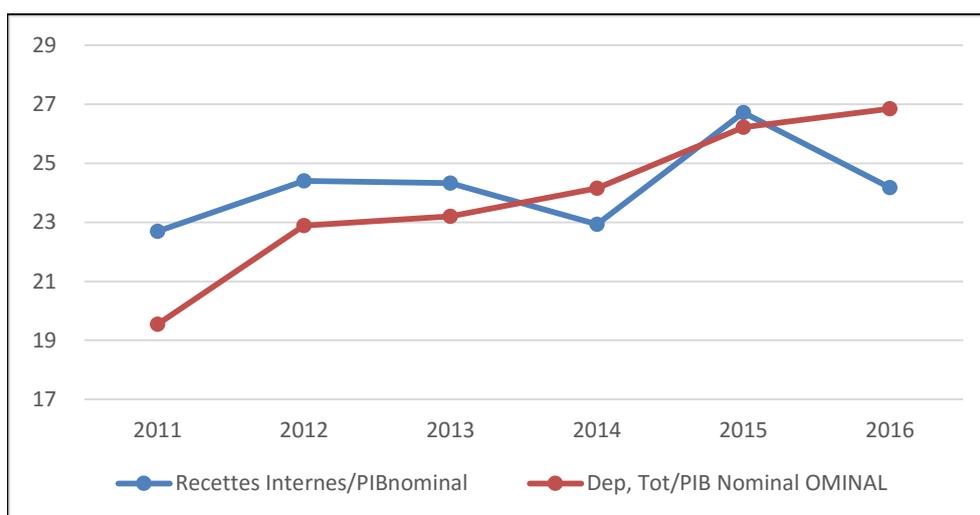


102. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de faible inflation. L'inflation moyenne annuelle s'est établie à -1,4% en 2016 contre 0,1% l'année précédente, en liaison avec la baisse des prix des produits importés et des produits agricoles, ainsi que de l'annulation de la hausse exceptionnelle de 0,5 point de la TVA (qui était passé de 15% à 15,5% en 2015).

2.3.2 Finances publiques et dette publique

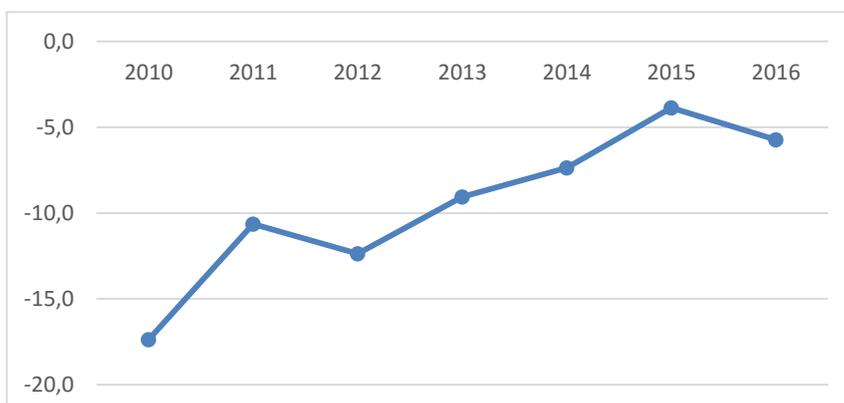
103. L'exécution des opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2016 s'est soldée par un déficit budgétaire base caisse, dons compris de 5797,4 millions de CVE contre 6057,5 millions de CVE en 2015, soit 3,5% du PIB contre 3,9% en 2015, respectivement.
104. En effet, les recettes totales se sont établies à 43220 millions de CVE en 2016 contre 41826,8 millions de CVE en 2015, soit une hausse de 1393 millions de CVE (3,3%), en liaison essentiellement avec la hausse de 6,8% des recettes fiscales sous l'impulsion des réformes fiscales mises en place depuis 2013.

Figure 2.3.2: Recettes totales et Dépenses totales en % PIB /Cabo Verde



105. Concernant les dépenses totales, elles sont ressorties à 49017,4 millions de CVE en 2016 contre 47884,0 millions de CVE en 2015, soit un accroissement de 1133 millions de CVE (2,4%). Cette évolution s'explique essentiellement par la progression de 8,1% des dépenses de fonctionnement, en liaison avec la hausse des salaires des enseignants, des agents de la police nationale et de l'indemnité de réinsertion des membres de l'ancien gouvernement. Toutefois, les effets de cette hausse ont été atténués par la réduction de 27% des dépenses d'investissement public.
106. Les besoins de financement ont été satisfaits à hauteur de 68,4% par l'endettement intérieur et 31,6% par les ressources extérieures

Figure 2.3.3: déficit global hors dons en % PIB /Cabo Verde

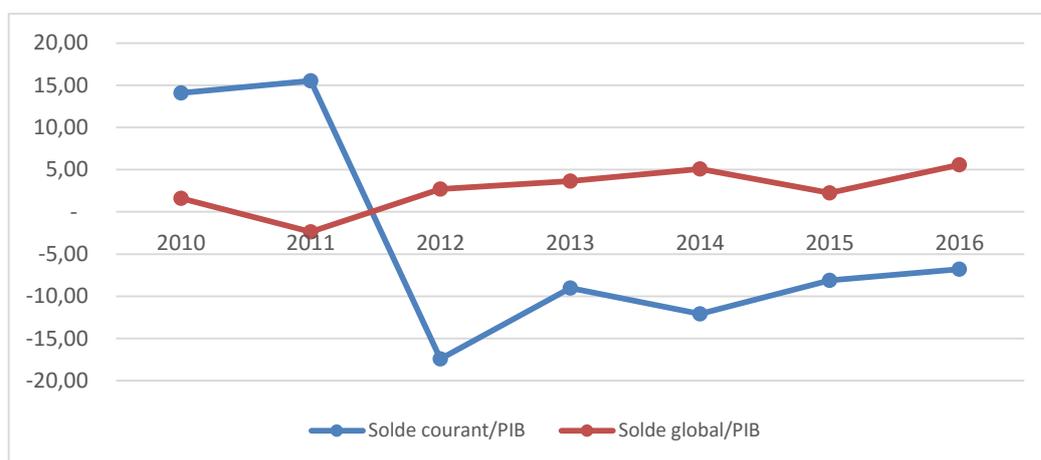


107. En conséquence de ses évolutions, l'encours de la dette publique totale s'est établi à 210726,0 millions de CVE (129,5% du PIB) en 2016 contre 197372,6 millions de CVE (127,8% du PIB) l'année précédente, dont 52 516,3 millions de dette intérieure (24,9% de la dette publique totale). Cette évolution est due au financement du Programme d'investissement public et à l'appréciation du dollar.

2.3.3 Le Secteur extérieur

108. Les transactions extérieures en 2016 se sont soldées par un excédent de 9 157,6 millions de CVE (5,7% du PIB) contre un excédent de 3 523,6 millions de CVE (3,2% du PIB) en 2015. Cette évolution est due essentiellement à une réduction du déficit de la balance des transactions courantes et l'amélioration du solde du compte financier.
109. En effet, le déficit de la balance courante s'est établi à 6114,2 millions de CVE (3,8% du PIB) en 2016 contre un déficit de 7291,8 millions de CVE (4,7% du PIB) un an plus tôt. Cette évolution s'explique par les performances des balances des services (excédent de 23625,5 millions de CVE en 2016 contre 21053,8 millions de CVE en 2015) et des revenus secondaires (excédent de 30007,3 millions de CVE en 2016 contre 25244,4 millions de CVE en 2015), en liaison avec la bonne tenue des services de voyages, des transports et des télécommunications ainsi que des transferts privés.
110. Toutefois, les effets de l'amélioration de la balance courante ont été atténué par la détérioration de la balance commerciale, dont le déficit est passé de 47838,6 millions de CVE en 2015 à 54113,1 millions de CVE en 2016).

Figure 2.3.4: Solde courant et solde global en % du PIB/Cabo Verde



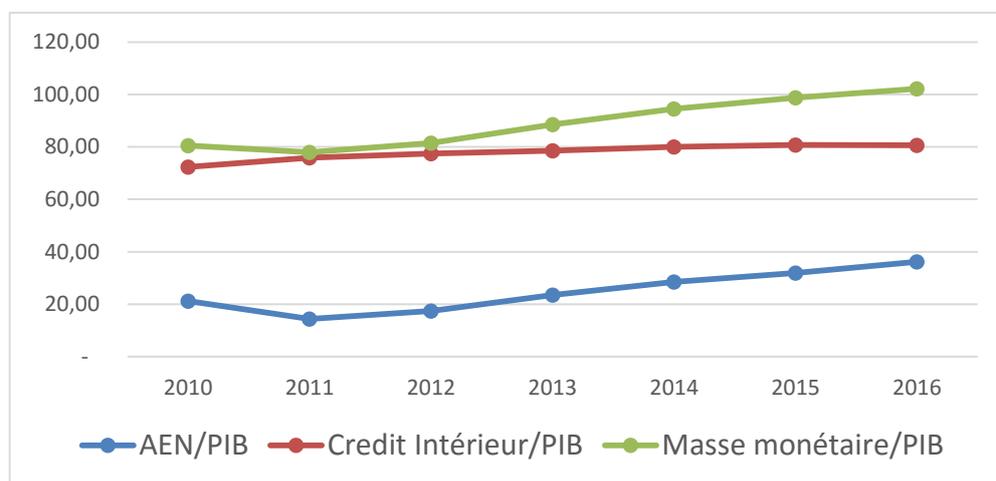
111. Le compte capital a enregistré une légère détérioration en passant d'un excédent de 1883,8 millions en 2015 à 1315,9 millions de CVE en 2016.
112. S'agissant du compte financier, son excédent s'est conforté passant de 7843,9 millions de CVE en 2015 à 14900,9 millions de CVE en 2016 en liaison avec la hausse des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille ainsi que des autres investissements.
113. En conséquence de ces évolutions, les réserves internationales se sont établies à 6,9 mois d'importations de biens et services contre 6,4 mois en 2015.

2.3.4 Secteur monétaire

114. Dans un contexte marqué par le maintien de l'orientation de politique monétaire, la Banco de Cabo Verde ayant maintenu son taux directeur à 3,50% et le taux des réserves obligatoires à 15%.

115. Dans ce contexte, la masse monétaire a enregistré une hausse de 8,4% en 2016 contre 9,2% l'année précédente, en liaison avec la progression des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur.
116. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 59259,4 millions de CVE en 2016 contre 49949,5 millions de CVE en 2015, soit un accroissement de 18,6%, en liaison essentiellement avec la hausse des avoirs extérieurs nets de la banque centrale.
117. Le crédit intérieur s'est renforcé de 4,6% s'établissant à 132227,8 millions de CVE en 2016 contre 126413,0 un an plus tôt, en rapport avec la consolidation de 4,8% des crédits à l'économie et la détérioration de 4,6%, de la position nette du gouvernement.
118. L'accroissement de la masse monétaire s'est reflété sur la circulation fiduciaire, les dépôts à vue et la quasi-monnaie qui ont enregistré des progressions de 2,7%, 14,3% et 6,0% respectivement. Ses évolutions n'ont eu d'effets sur la structure de la masse monétaire dont la composition est maintenue inchangée, soit 5% de la circulation fiduciaire, 32% des dépôts à vue et 62% de quasi-monnaie.

Figure 2.3.5: AEN, crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB /Cabo Verde



2.3.5 Etat de convergence macroéconomique en 2016

119. La situation du Cabo Verde en termes de convergence macroéconomique n'a pas changé depuis 2012. En effet, depuis lors le pays a respecté quatre (04) critères de convergence, à savoir : trois (03) de premier rang (financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale, inflation moyenne annuelle et réserves en mois d'importation de biens et services) et un (01) de second rang (stabilité du taux de change nominal). Toutefois, des difficultés ont été enregistrées au niveau des critères relatifs au déficit budgétaire, dont compris, en pourcentage du PIB et de l'encours de la dette publique en pourcentage du PIB. Si le déficit affiche une tendance baissière depuis 2015, la dette publique ne cesse de s'accroître pour s'établir à 129,5% du PIB pour une norme communautaire de 70%.

Critère de convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-12,4	-8,8	-7,2	-3,9	-3,5
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	2,5	1,5	-0,2	0,1	-1,4
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	4,0	4,9	5,4	6,4	6,6
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	91,1	102,5	115,0	126,1	128,6
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,0	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		4	4	4	4	4

2.3.6 Conclusions et recommandations

120. La croissance de l'économie du Cabo-Verde s'est accélérée en 2016 dans un contexte de déflation et de la hausse de la masse monétaire impulsée par la consolidation des avoirs extérieurs nets du système monétaire à l'issue d'une bonne tenue des échanges extérieurs. En outre, le déficit budgétaire s'est amélioré, nonobstant la hausse des dépenses de fonctionnement dans un contexte marqué par le ralentissement de l'exécution du programme de l'investissement public.
121. Au total le Cabo Verde a respecté quatre (04) des six (06) critères de convergences au titre de l'année 2016, dont trois (03) du premier rang.
122. S'agissant des arrangements institutionnels, il est à saluer la mise en place du Comité Nationale de Coordination (CNC) le 27 avril 2017.
123. Pour renforcer la stabilité macroéconomique et améliorer le niveau de performance au regard du programme de convergence de la CEDEAO, les autorités du pays devraient :
- Maîtriser le déficit budgétaire et réduire le niveau d'endettement du pays en vue de préserver la viabilité de la dette publique ;
 - Poursuivre la promotion du secteur agricole afin d'améliorer sa contribution à la croissance économique ;

- Redynamiser le secteur secondaire à travers la promotion des sous-secteurs industrie, transformation et BTP ;
- Poursuivre les efforts en vue du renforcement de la compétitivité du secteur du tourisme et de ses effets d'entraînement sur les autres secteurs.

2.4 Situation économique et financière de la Côte d'Ivoire

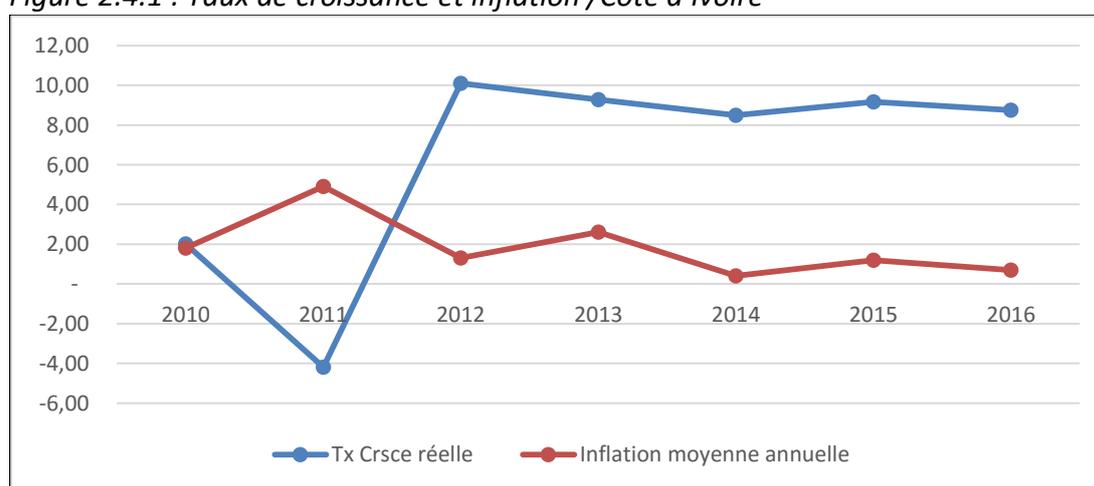
124. L'activité économique en 2016 s'est déroulée dans un contexte marqué par le démarrage de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2016-2020 dont l'objectif global et la transformation structurelle de l'économie ivoirienne, basée sur la consolidation de la stabilité macroéconomique, la poursuite de l'amélioration du climat des affaires et un fort niveau des investissements productifs tant publics que privés. Dans ce contexte la croissance est ressortie à 8,8% contre 9,2% en 2015. Cette croissance a été portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire avec des contributions respectives de 3,7 points et 5,0 points, le secteur primaire n'ayant contribué que pour 0,1 point.

2.4.1 Le secteur réel

125. En 2016, la croissance économique s'est consolidée à 8,8% attribuable principalement aux secteurs secondaire et tertiaire. Les évolutions sectorielles se présentent comme suit :

126. La croissance de l'activité dans le secteur primaire est ressortie en hausse de 0,8%, en décélération par rapport à la hausse de 2,8% enregistrée en 2015. Cette décélération a été imputable à l'évolution de la valeur ajoutée au niveau de l'agriculture (1,0% en 2016 contre 2,9% en 2015). Ce ralentissement est en liaison avec la baisse de l'agriculture d'exportation (-8,0%) notamment la production de café (-16,6%), de cacao (-10,5%), d'ananas (-27%) et d'anacarde (-7,5%). Cette contreperformance de l'agriculture d'exportation est due aux perturbations climatiques et à certaines maladies végétales. Toutefois, l'agriculture vivrière a connu une hausse de 7,4% permettant ainsi de contenir la régression de l'agriculture d'exportation. Cette accélération de la production vivrière est particulièrement le fait des performances réalisées par les cultures du manioc (+20%) chez les tubercules et du maïs (+18,9%) chez les céréales.

Figure 2.4.1 : Taux de croissance et inflation /Côte d'Ivoire



127. La contribution du secteur primaire à la formation du PIB nominal en 2016 est ressortie à 19,0% contre 20,1% en 2015. Sa contribution à la croissance est ressortie à 0,1 point en 2016 contre 0,6 point en 2015.

128. Le secteur secondaire a poursuivi en 2016 sa dynamique de croissance. L'accroissement de sa valeur ajoutée est ressorti à 15,2% contre 13,8% en 2015. Ce dynamisme est imputable aux performances enregistrées au niveau des activités extractives (+18,1% contre 26,3% en 2015), des activités de fabrication (+7,4% en 2016 contre 3,5% en 2015), de la production et distribution d'eau et d'électricité (+37,9% en 2016 contre 23,7% en 2015) ainsi que des Bâtiments et travaux publics (BTP) (+22,1% en 2015 contre 33,5% en 2015).
129. La croissance relevée au niveau de l'extraction minière est en lien avec la vigueur de l'activité de la sous-branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » qui bénéficie de l'exploitation de nouveaux puits. En ce qui concerne l'électricité, gaz et eau, le renforcement de l'offre d'électricité provient à la fois de l'énergie de source thermique et de l'énergie de source hydraulique. La bonne tenue de l'énergie de source thermique est attribuable à l'optimisation des centrales thermiques d'AZITO ENERGIE et de CIPREL en 2016 tandis que l'énergie de source hydraulique, elle, bénéficie de l'amélioration de la pluviosité au second semestre de l'année 2016. S'agissant de la hausse au niveau des travaux de construction, elle s'explique quant à elle par la dynamique de la consommation de « ciment », de « gravier », des « tôles et bacs » ainsi que des « câbles et fils électriques ».
130. Le secteur secondaire a contribué pour 30,0% à la formation du PIB nominal en 2016 contre 28,3% en 2015. Sa contribution à la croissance est ressortie à 5,0 point en 2016 contre 3,2 point en 2015.
131. En 2016, le secteur tertiaire a connu un ralentissement de son rythme de progression qui s'est établi à 8,2% contre 9,3% une année plus tôt du fait de la décélération observée dans le secteur non marchand (+3,6% contre +7,9% en 2015). L'accroissement de la valeur ajoutée du secteur tertiaire marchand de 10,2% contre 9,9% en 2015, a été portée par l'ensemble de ses composantes. Les augmentations au niveau des services marchands ont été de 9,7% pour le commerce, de 9,2% pour les transports et communication et de 11,3% pour les autres services marchands. L'évolution au niveau du transport est liée entre autres à l'implantation et au déploiement progressif de la compagnie nationale dans le pays et à l'amélioration de la fluidité routière en lien avec la poursuite de la réhabilitation d'infrastructures routières existantes ainsi que de la construction de nouveaux ouvrages. Au niveau des télécommunications, leur dynamisme est en lien avec l'accroissement des abonnés et le développement de certains services liés à la téléphonie mobile (internet, mobile money, la 4G...).
132. Les impôts sur les produits ont connu une hausse en volume de 7,1% grâce à la bonne tenue de la consommation des ménages, qui a fortement impacté la TVA
133. Le secteur tertiaire a contribué pour 51,0% à la formation du PIB nominal en 2016 contre 51,6% en 2015. Sa contribution à la croissance est ressortie à 4,2 points en 2016 contre 4,6 points en 2015.
134. Au niveau de la demande, la croissance a été soutenue aussi bien par la consommation finale (+9,3% contre 8,8%) et que l'investissement (17,1% contre 17,6%) avec des contributions respectives à la croissance de 7,3 points et de 4,1 points. Les échanges ont

contribué négativement à la croissance du PIB en 2016 avec un niveau de contribution de -2,6 points.

135. La **consommation finale (+9,3%)** est restée dynamique grâce d'une part, à la hausse des revenus des ménages dont le pouvoir d'achat a été renforcé par le faible niveau de l'inflation (+0,7% contre 1,2% en 2015) et d'autre part, à la bonne tenue de la consommation publique.
136. **Les investissements** se sont accrus de 17,1% après 17,6% en 2015 tirés par les deux composantes. Le taux d'investissement total s'est affiché à 20,5% du PIB, grâce notamment à la baisse des prix des biens d'équipement et l'augmentation significative du crédit au secteur privé (+15,4%). L'investissement privé (13,9% du PIB) a bénéficié d'un environnement des affaires plus attrayant offrant des conditions de rentabilité meilleure.
137. Quant aux **échanges extérieurs**, il est noté une baisse du volume des exportations de biens et services de 5,9% due principalement au repli des exportations de cacao fèves (-17,9%), cacao transformé (-7,6%), produits pétroliers (-20,8%), produits manufacturiers (-10,2%) et services non facteurs (-5,1%). Toutefois, les exportations de produits miniers sont en hausse de 17,1% en relation avec la production (+18,1%). Quant aux importations de biens et services, elles ont connu une légère augmentation de 1,0%, grâce aux biens de consommation finale, aux biens d'équipement et intermédiaires dont les matériaux de construction. Par ailleurs, l'accroissement des importations est atténué par la baisse des importations de pétrole brut (-10,1%). Concernant les importations de services, en relation avec la dynamique économique poursuivent leur tendance normale à la hausse de 2,5%.
138. **L'inflation** est ressortie modérée à 0,7% en raison de la baisse des prix des produits importés (-1,1%) de consommation finale et d'un meilleur approvisionnement des marchés en produits vivriers.

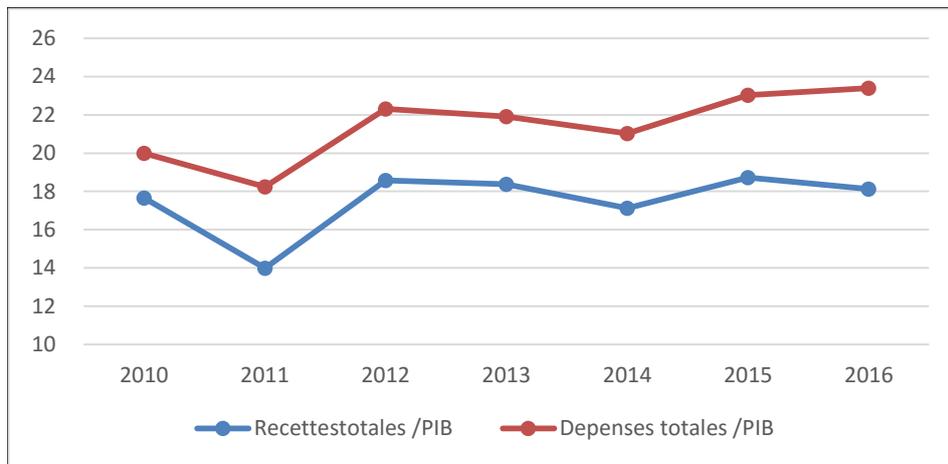
2.4.2 Finances publiques et dette publique

139. En 2016, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par un accroissement de 6,6% des recettes et dons comparé et une hausse de 12,2% des dépenses totales et prêts nets. Le déficit global s'est aggravé en ressortant à 3,9% du PIB contre 2,8% une année plus tôt. Hors dons, le déficit global est passé de 4,3% en 2015 à 5,3% e 2016.
140. Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 4.176.6 milliards de francs CFA (19,5% du PIB) en 2016 contre 3.916,8 milliards de francs CFA (+20,2% du PIB) en 2015, soit un accroissement de 6,6%. Cet accroissement est la résultante de la hausse de 6,9% des recettes totales ; les dons ayant quant à eux baissé de 10,2%.
141. La hausse des recettes totales est imputable aux recettes fiscales qui se sont accrues de 13,5% en 2016 pour se situer à 3.352.6 milliards de francs CFA (15,6% du PIB). Cette performance est liée notamment aux impôts sur les bénéfiques, aux impôts sur les traitements et salaires, à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et aux Droits d'enregistrement café-cacao. S'agissant des impôts sur le bénéfice, leur évolution s'explique par la bonne progression des résultats fiscaux des entreprises exerçant dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services. Au niveau des impôts sur les traitements et salaires, la performance est lié d'une part, aux effets du débloqué des salaires et d'autre part, à la

réalisation d'opération de compensations avec certains Etablissements Publics Nationaux (EPN) portant sur leurs arriérés d'Impôts. S'agissant de la TVA, la performance découle principalement de la bonne tenue de l'activité économique ainsi que des efforts de recouvrement et de lutte contre la fraude. Enfin en ce qui concerne les droits et taxes à l'importation la hausse a été portée par les taxes sur les produits pétroliers du fait d'une part d'une augmentation des mises à la consommation (gasoil et super) et d'autre part, à une taxation plus élevée par rapport à 2015.

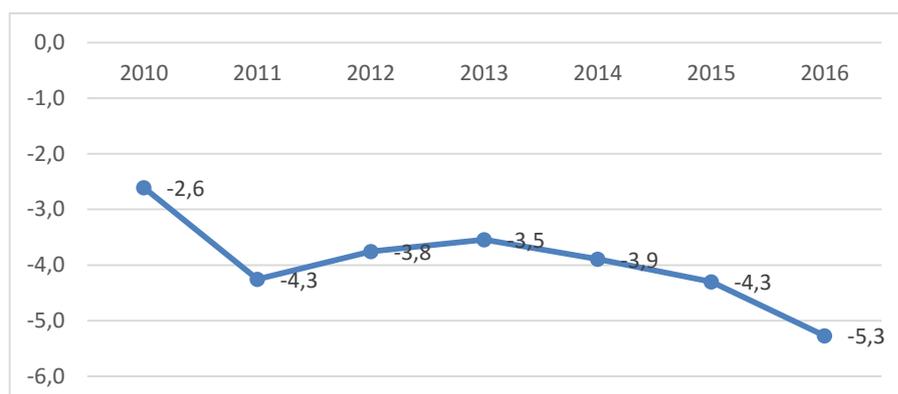
142. Les recettes non fiscales quant à elles, se sont inscrites en baisse de 21,8% imputable exclusivement aux autres recettes non fiscales (-207,9 milliards) en raison des paiements effectués en 2015 au titre du renouvellement des licences de téléphonie mobile.

Figure 2.4.2 : Recettes totales et Dépenses totales en % PIB/Côte d'Ivoire



143. S'agissant des dons, la mobilisation en 2016 s'est inscrite en baisse de 10,2% en ressortant à 253,5 milliards de francs CFA contre 282,2 milliards de francs en 2015.
144. Les dépenses totales et prêts nets en progressant de 12,2% se sont situés à 5014,6 milliards de francs CFA (23,4% PIB) en 2016 contre 4.469,8 milliards de francs CFA (23,8% du PIB) en 2015. Cet accroissement est dû aussi bien aux dépenses courantes (+5,7%) qu'aux dépenses en capital (+12,9%).
145. Les dépenses courantes engagées en 2016 sont ressorties à 3.250,5 milliards de francs CFA (15,8% PIB) contre 3.074,7 milliards de francs CFA (15,2% du PIB) en 2015. Cette évolution a été portée par les dépenses de personnel (+5,2%), de fonctionnement (+9,1%), aux intérêts sur la dette (+21,0%). La hausse des dépenses de personnel a été due aux recrutements pour les besoins de l'administration ainsi que par les revalorisations salariales émanant de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la masse salariale. S'agissant des dépenses fonctionnement, leur évolution se justifie par le renforcement et de la création de nouveaux services. Enfin, la hausse des paiements au titre des intérêts de la dette s'explique principalement par les échéances de l'eurobond.
146. Les dépenses en capital ont été exécutées à hauteur de 1.408,7 milliards de francs CFA en 2016 contre 1.247,3 milliards de francs CFA en 2015 portées par les dépenses en capital sur ressources intérieures (+33,3%). Les dépenses en capital sur ressources extérieures se sont quant à elles réduites de de 22,3% comparativement à 2015.

Figure 2.4.3: Déficit global hors dons en % PIB /Côte d'Ivoire



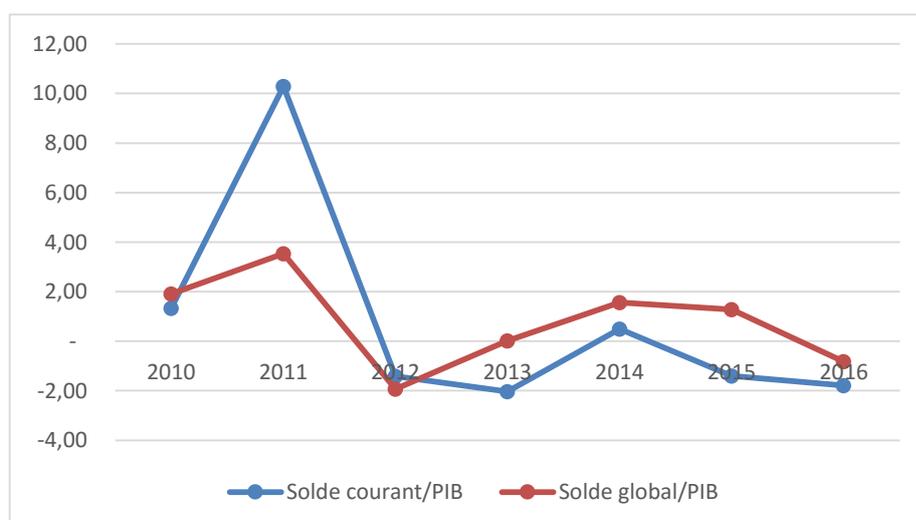
147. Au niveau de la dette publique, le stock de la dette publique à fin 2016 (y compris C2D) ressort à 9 444,4 milliards dont 4 049,1 milliards de dette intérieure et 6 080,3 milliards de dette extérieure. Le service de la dette publique exécuté s'élève à 1 642,7 milliards contre 1 334,4 milliards à fin 2015.

2.4.3 Le Secteur extérieur

148. Les échanges avec l'extérieur au cours de l'année 2016 font ressortir un déficit global de 175,6 milliards contre un excédent de 248,5 milliards de francs CFA en 2015. Cette dégradation du solde s'explique notamment par une forte réduction du solde positif du compte de capital et d'opérations financières couplée à une aggravation du déficit du solde des transactions courantes hors dons.

149. Le déficit de la balance des transactions courantes hors transferts officiels en 2016 s'est élevé à 383,8 milliards de francs CFA contre un déficit de 272,7 milliards de francs CFA en 2015. Cette aggravation a été portée essentiellement par les déficits plus poussés de la balance des revenus primaires (-595,5 milliards en 2015 contre -662,4 milliards en 2016) et de la balance des revenus secondaires (-232,7 milliards en 2016 contre -203,7 milliards en 2015).

Figure 2.4.4: Solde Courant et Solde Global en % PIB /Côte d'Ivoire

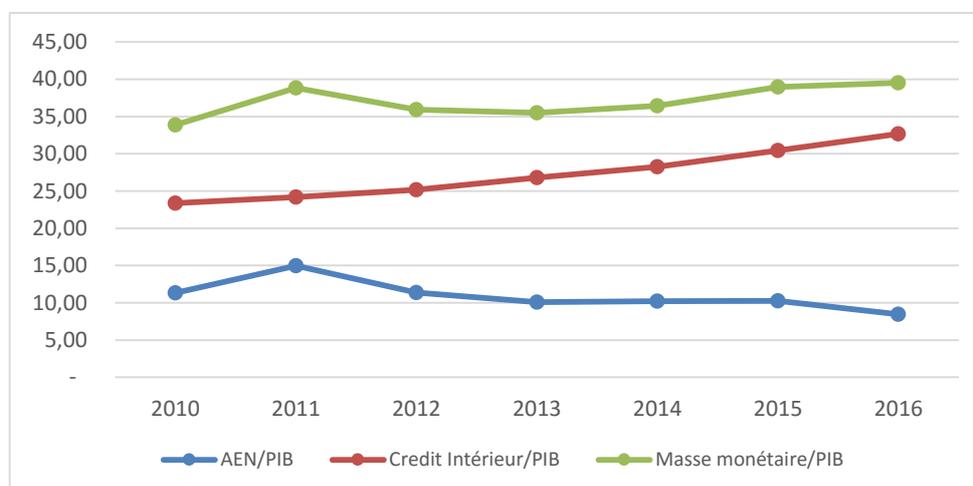


150. Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré une baisse drastique de son solde positif qui est ressorti à 60,6 milliards en 2016 contre 406,7 milliards en 2015.

2.4.4 La Situation monétaire

151. La situation monétaire a été caractérisée à fin décembre 2016 caractérisée par une hausse de la masse monétaire de 915,6 milliards (+12,1%), sous l'effet conjugué de l'augmentation des crédits intérieurs 1 089,4 milliards (+18,4%) et une baisse des avoirs extérieurs nets de 180,1 milliards (-9,1%).
152. Les avoirs extérieurs nets ont baissé de 9,1% pour s'établir à 1 808,9 milliards. Ce repli résulte d'une baisse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale de 13,3% (-238,9 milliards) et d'une hausse des avoirs extérieurs des Banques Commerciales de 29,7% (+58,8 milliards). Cette baisse des avoirs extérieurs nets reflète un déficit du solde global de la balance des paiements.

Figure 2.4.5: AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB /Côte d'Ivoire



153. Le crédit intérieur EST ressorti à 7 001,0 milliards, en augmentation de 18,4% (+1 089,4 milliards), induit à la fois par la Position Nette du Gouvernement qui a crû de 27,8% (+401,6 milliards) pour s'afficher à 1 846,6 milliards et du crédit net à l'économie en augmentation de 15,4% (+687,7 milliards). Cette dégradation du crédit net à l'Etat traduit l'évolution des engagements du Trésor vis-à-vis du système bancaire, en lien avec le financement des projets structurants de l'Etat.
154. La masse monétaire reflétant l'évolution de ses contreparties est ressortie en hausse de 12,1% pour s'établir à 8.477,4 milliards de francs CFA (39,5% du PIB) contre 7.561,8 milliards francs CFA (39,0% du PIB) en 2015.

2.4.5 La Situation de convergence macroéconomique en 2016

155. En matière de convergence, la Côte d'Ivoire a respecté cinq (5) critères de convergence en 2016 comme en 2015. Le critère relatif au solde global n'a pu être respecté. La situation des critères de 2015 à 2016 se présente comme suit :

Critère de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-3,2	-2,2	-2,2	-2,8	-3,9
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	1,3	2,6	0,4	1,2	0,7
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5,0	5,0	4,4
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	34,2	34,0	36,9	40,8	42,1
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		5	6	6	6	5

2.4.6 Conclusion et recommandations.

156. La croissance de l'activité économique de la Côte d'Ivoire demeure forte en se situant au-dessus de 8% depuis l'année 2012. Cette évolution est soutenue par des gros investissements dans les infrastructures routières énergétiques, etc. comme retombée de ces grands travaux, la croissance devrait demeurer assez forte au cours de l'année 2017 et des années à venir. Comme corollaire de ses investissements par contre, le solde budgétaire est fortement dégradé. Les effets de la croissance soutenue à moyen et long termes permettront à la Côte d'améliorer substantiellement les conditions de vie des citoyens. Cela ne pourra être effectif que dans un environnement social serein.
157. Sur la base de l'évolution de la situation économique et financière de la Côte d'Ivoire, les recommandations ci-dessous ont formulées afin de consolider la situation économique du pays :
- Poursuivre et renforcer maintenir la paix et la sécurité gages pour la réalisation adéquate des activités de développement ;
 - Poursuivre et renforcer les efforts visant une bonne mobilisation des recettes propres pour faire face aux dépenses en constante augmentation

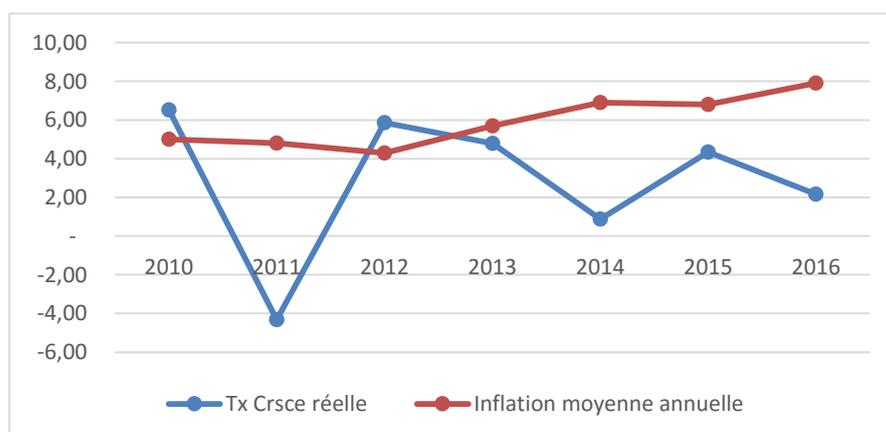
2.5 Situation économique et financière de la Gambie

158. Le Programme pour l'accélération de la croissance et de l'emploi qui est la stratégie de développement et le programme d'investissement à moyen terme du pays, constitue la base des politiques économiques. Ce Programme qui devait prendre fin en 2015, a été prorogé d'une année, en attendant l'élaboration de celui devant lui succéder. Le programme des activités macroéconomiques de l'année 2016 a, par conséquent, été une continuation de celui de l'année précédente, incorporant un ajustement budgétaire graduel afin de réduire les frais d'intérêts et les risques de refinancement, la création d'un espace fiscal ainsi que la poursuite des réformes de l'administration des impôts et des recettes fiscales, le renforcement de la gestion des finances publiques et la stimulation du développement du secteur privé.

2.5.1 Secteur réel

159. Le taux de croissance de l'économie gambienne en 2016 a été estimé à 2,2% contre 4,3% en 2015, traduisant une faible croissance de la production agricole et un récul de la production industrielle. Le PIB réel a progressé, passant de 24,163 millions de Dalasi en 2015 à 24,687 millions de Dalasi en 2016. Le secteur agricole, un des moteurs de l'économie, a enregistré une croissance de 0,5% en 2016 contre 3,8% l'année précédente. Cette baisse résulte des effets conjugués d'une contraction de 3,4% de la production agricole et d'une croissance plus faible du secteur de la pêche. En 2016, les secteurs de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche ont enregistré des taux de croissance respectifs 3,2%, 3% et 3,5%, contre 3,1%, 3% et 4,3% respectivement en 2015.

Figure 2.5.1: Taux de croissance et Inflation de la Gambie



160. Le taux de croissance de la production industrielle a été de 3,1% en 2016, contre 8,2% en 2015, une baisse liée à la contraction des sous-secteurs des mines et carrières, ainsi que de la construction. Le sous-secteur des mines et carrières a enregistré une nouvelle baisse de 10,3% en 2016. Cette baisse fait suite à une réduction de 6,5% l'exercice précédent. Le sous-secteur de la construction a affiché un taux de croissance de -5,9% en 2016, contre 24,1% en 2015. En revanche, le sous-secteur manufacturier, et celui de l'approvisionnement en électricité, gaz et eau, ont enregistré des taux de croissance positifs de 1% et 7,3% respectivement, en 2016.

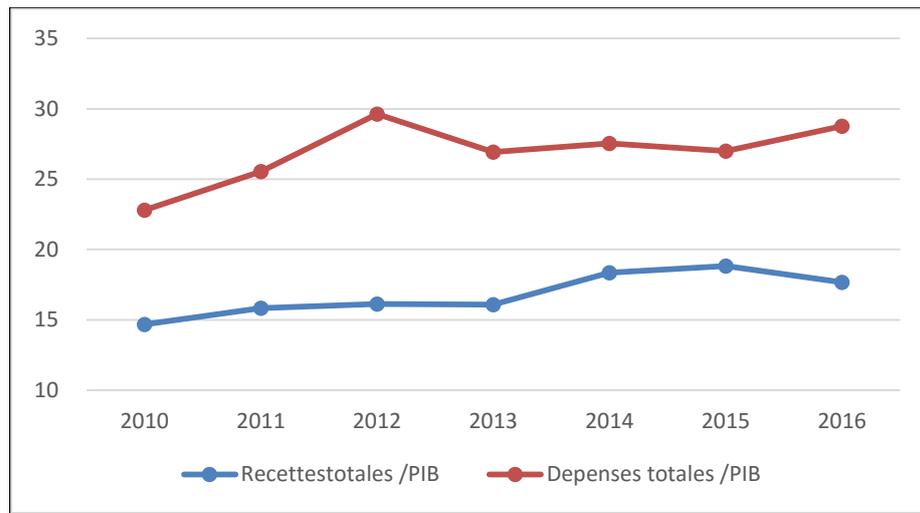
161. L'ensemble de ses sous-secteurs affichant une progression significative, le secteur des services a enregistré une croissance de 5,1% en 2016, contre 3,7% en 2015. Les hôtels et restaurants, un sous-secteur qui avait connu un recul de 13,6% en 2015 à cause de l'épidémie d'Ebola, a progressé de 6% en 2016, grâce à la reprise de l'activité touristique. La croissance du secteur des services a également été alimentée par l'administration publique, l'éducation et la communication, qui ont enregistré des taux respectifs de 3,6%, 4,6% et 9,3%.
162. En termes de contribution au PIB, la part la plus importante revient au secteur des services, avec 66% pour la période 2016. L'agriculture et l'industrie représentant respectivement 21% et 14% du PIB.
163. En ce qui concerne le volet de la demande, les estimations provisoires font état d'une hausse de 8,3% des dépenses de consommation finale, qui ont atteint 43, 034 millions de Dalasi en 2016. Ce montant se compose des dépenses de consommation finale des ménages, s'élevant à 38, 347 millions de Dalasi (89% du total) et celles du gouvernement, qui se chiffrent à 4, 687 millions de Dalasi. De 8354 millions de Dalasi en 2015, le montant total des investissements est ressorti à 8130 millions de Dalasi en 2016, soit une baisse de 2,7%. Si les investissements dans la construction ont enregistré une hausse marginale de 0,9%, passant de 3389 millions Dalasi en 2015 à 3421 millions Dalasi en 2016, les investissements dans les biens d'équipement eux, ont baissé de 5,1% passant de 4965 millions Dalasi en 2015 à 4709 millions Dalasi en 2016. Le montant des exportations nettes de biens et services s'est chiffré à 1,722 million Dalasi en 2016, contre 1,627 million Dalasi en 2015, soit une hausse de 5,8%.
164. S'agissant de l'évolution des prix, poussées par la hausse des prix des denrées alimentaires et l'effet de diffusion de la dépréciation du taux de change, les pressions inflationnistes ont persisté, quoiqu'à un taux plus modéré. Le taux d'inflation annuel moyen a légèrement augmenté, s'établissant à 7,9% en 2016 contre 6,8% en 2015. Le taux à la fin de l'année s'est établi à 7,1% en décembre 2016, contre 7,2% à la période correspondante de l'année 2015.
165. L'inflation des prix alimentaires, le principal facteur de hausse de l'inflation globale en Gambie, est passée de 7,6% en 2015 à 8,8% en 2016, tirée principalement par une hausse des prix des produits laitiers, des huiles et graisses, des fruits et noix, ainsi que des légumes. Comparée à l'inflation des prix alimentaires, l'inflation des prix des produits non alimentaires est restée relativement modeste, étant passée de 5,3% à la fin décembre 2015 à 6,5% à la même période de l'exercice 2016, le textile, l'habillement, la chaussure et le logement étant les principaux contributeurs.

2.5.2 Finances publiques et dette publique

166. Les opérations fiscales entreprises par l'Etat dans le pays ont continué de créer des problèmes, le déficit budgétaire s'étant sensiblement creusé en 2016, par rapport à l'année précédente.
167. De 8.342,95 millions de Dalasi (21,9% du PIB) en 2015, le montant total des recettes et dons est passé à 8.354,32 millions de Dalasi en 2016, soit une hausse marginale de 0,14%.

Toutefois, en termes relatifs, le montant des recettes et dons est tombé de 21,9% du PIB en 2015 à 19,7% du PIB en 2016. Les recettes intérieures se sont chiffrées à 7. 646,7 millions de Dalasi (18% du PIB) ce qui représente 91,5% du total des recettes et dons et, sur ce montant, les recettes fiscales s'élèvent à 7. 014,42 millions de Dalasi (16,6% du PIB) et les recettes non fiscales à 632,3 millions de Dalasi (1,5% du PIB). Ce montant des recettes intérieures a connu une hausse de 1,5% par rapport à 2015, où il s'était établi à 7. 536,1 millions de Dalasi (19,8% du PIB). Les recettes fiscales, qui s'étaient chiffrées à 6827,3 millions de Dalasi en 2015, ont progressé de 2,7%, tirées principalement par les impôts indirects, qui ont représenté 74,2% du total des recettes fiscales, contre 25,8% pour les impôts directs.

Figure 2.5.2: Recettes totales et Dépenses totales en % PIB/Gambie

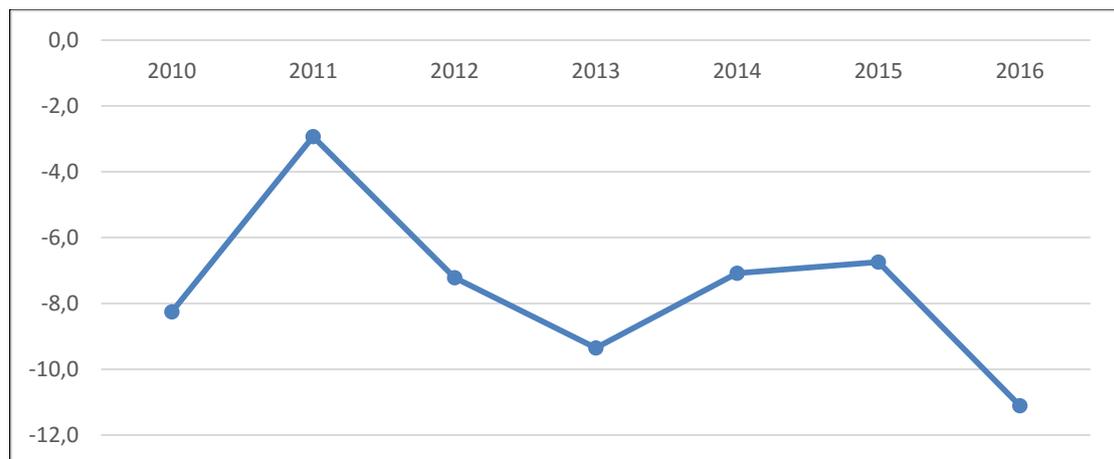


168. Les montants des décaissements au titre des subventions se sont élevés à 707,6 millions de Dalasi en 2016 (8,5% du total des recettes), soit une baisse de 12,3% par rapport au montant de 806,9 millions de Dalasi (11,5% du total des recettes) enregistré en 2015.
169. Les dépenses publiques ont considérablement augmenté en 2016, du fait de la progression importante des dépenses courantes dont les principaux éléments sont constitués des paiements d'intérêts, de la masse salariale, ainsi que des subventions et transferts. Le montant total des dépenses et des prêts nets se sont chiffrés à 12. 472,6 millions de Dalasi (29,4% du PIB, contre 11.014,3 millions de Dalasi (28,9% du PIB) en 2015, soit une hausse de 13,2%. Les dépenses courantes se sont chiffrées à 9. 860,4 millions de Dalasi (23,3% du PIB), ce qui représente environ 79,1% du total des dépenses et des prêts nets et une hausse de 17,4% par rapport au niveau de 2015. Par rapport au total des recettes et dons, les recettes intérieures, les recettes fiscales et les dépenses courantes ont représenté respectivement 118,2%, 129% et 140,6%. Les dépenses d'équipement se sont élevées à 2.612,2 millions de Dalasi (6,2% du PIB), soit près de 29% du total. Les volets les plus importants des dépenses récurrentes sont liés aux paiements d'intérêts et la masse salariale qui, ensemble, représentent plus de 54% du total. Les paiements d'intérêts ont progressé de 16,6% en 2016, pour s'établir à 3261,3 millions de Dalasi, représentant 33,1% des dépenses courantes et 46,5% des recettes fiscales. Quant à la masse salariale, elle s'est chiffrée à 2100,3 millions de Dalasi, soit 21,3% des dépenses courantes et 29,9% des recettes fiscales et une progression d'environ 3,1% pour cent par rapport à 2015. Les

autres charges, une autre catégorie de dépenses publiques, ont enregistré une hausse appréciable d'environ 26,4% passant de 3560,5 millions de Dalasi en 2015 à 4498,9 millions de Dalasi en 2016. Cette hausse a été alimentée par les subventions et transferts, qui ont augmenté de 32,9% durant la période sous revue.

170. Les dépenses d'équipement et les prêts nets se sont chiffrés à 2.612,2 millions de Dalasi, contre 2.618,04 millions en 2015, soit une baisse de 0,2%. En termes relatifs, ce poste de dépenses a représenté 20,9% des dépenses totales, contre 23,8% l'exercice précédent. Les dépenses d'équipement ont été financées en majeure partie à partir de sources extérieures, à hauteur de 1.954 million de Dalasi, un montant légèrement plus élevé (+ 0,6) que celui de 2015. Les dépenses d'équipement financées à partir de sources intérieures (Fonds local gambien) se sont, quant à elles, chiffrées à 634,7 millions de Dalasi (24,3% des dépenses d'équipement), soit une baisse de 6% par rapport à 2015.
171. Le solde global de 2016, à l'exclusion des dons, affiche un déficit de 4.846,24 millions Dalasi (11,4% du PIB), contre un déficit de 3. 478,20 millions Dalasi, soit 9,1% du PIB en 2015. De même, la balance globale, y compris les dons, est passée d'un déficit de 2.671,34 million Dalasi en 2015 (7% du PIB) à un déficit de 4.141,81 millions Dalasi en 2016 (9,8% du PIB). Ce déficit a été financé à partir de sources intérieures, essentiellement par l'emprunt bancaire et le financement non-bancaire.

Figure 2.5.3: Déficit global hors dons en % PIB/Gambie



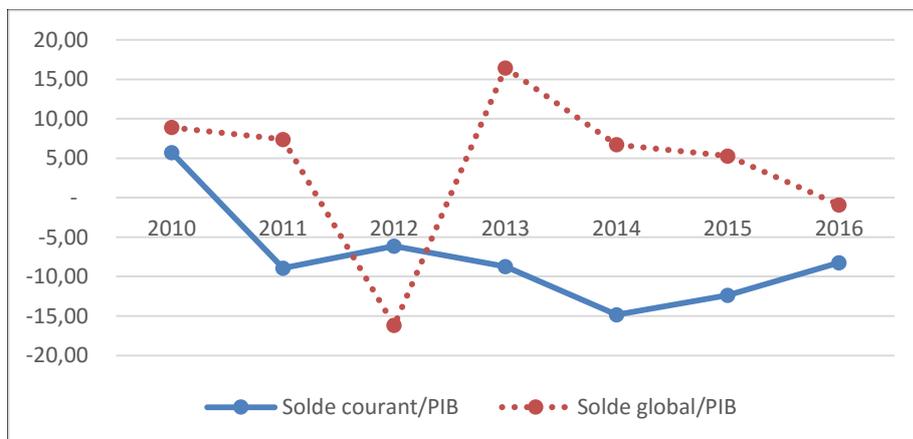
172. Le stock total de la dette publique au 31 décembre 2016 s'élevait à 30. 455,5 millions Dalasi, contre 21.915,6 millions Dalasi à la fin décembre 2015, soit une augmentation, en glissement annuel, de 8.539,9 millions Dalasi, qui tient essentiellement à une augmentation du découvert à la clôture de l'exercice 2016. A la fin décembre 2016, le stock de la dette intérieure représentait 70,4% du PIB, et celui de la dette extérieure, 51,4% du PIB. Au total, la dette publique représentait environ 120% du PIB. En termes absolus, la dette intérieure s'est chiffrée à 30.455,5 millions Dalasi (70,4% du PIB) se composait principalement d'instruments à courte échéance. Les bons du Trésor ayant une échéance d'un an au maximum représentent 56,3% du total du stock de la dette, contre respectivement 2,7% et 38,6% pour les Sukuk Al-Salaam (SAS), et les obligations et avances.

173. La dette extérieure totale s'est établie à 465,2 millions USD à la fin décembre 2016, contre 430,3 millions USD à la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 8,1%, qui s'explique par une amélioration dans les décaissements effectués par les créanciers multilatéraux. L'essentiel du stock de la dette extérieure gambienne est détenu par les créanciers multilatéraux, avec 70,1% (326,1 millions USD) du total, contre 29,9% (139,1 millions USD) pour les créanciers bilatéraux.

2.5.3 Secteur Extérieur

174. L'analyse du secteur extérieur a été effectuée sur la base des données disponibles, portant sur les neuf premiers mois de l'année 2016. Les estimations provisoires des transactions du pays avec le reste du monde font ressortir un déficit de 13,67 millions USD de la balance des paiements, contre un excédent de 8,7 millions USD en 2015. De 86,8 millions USD en 2015, le déficit du compte courant est retombé à 55,9 millions USD en 2016, notamment en raison de l'amélioration des termes de l'échange consécutive à une baisse substantielle des importations.
175. Il a été noté un rétrécissement du déficit de la balance commerciale, dont le montant est passé de 192,7 millions USD en 2015 à 148,9 millions USD en 2016, suite à la baisse de 14,9% du volume des importations qui se sont chiffrées à 237,6 millions USD, reflétant en partie la baisse des importations de produits alimentaires et la dépréciation de la monnaie locale par rapport au Dollar des Etats Unis

Figure 2.5.4: Solde Global et Solde courant en % PIB /Gambie



176. Les exportations ont augmenté de 2,6%, leur montant se chiffrant à 88,7 millions USD en 2016. La baisse des exportations pourrait s'expliquer par l'impact du déficit pluviométrique sur les principaux produits d'exportation tels que l'arachide. Il ressort des estimations d'une année à l'autre que les recettes issues de la réexportation ont baissé de 6,8% pour s'établir à 20,5 millions USD en 2016. Les achats de biens dans les ports par les transporteurs se sont chiffrés à 10,8 millions USD en 2016, soit un recul de 24%.
177. Les comptes des services, des revenus et transferts ont enregistré un excédent net de 93 millions USD, représentant une baisse de 12,1% par rapport au montant de 105,9 millions USD enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse se justifie principalement par les paiements nets dans les comptes des services et revenus,

compte tenu du fait que les transferts sont restés à un niveau relativement élevé, avec une progression de 19,5%.

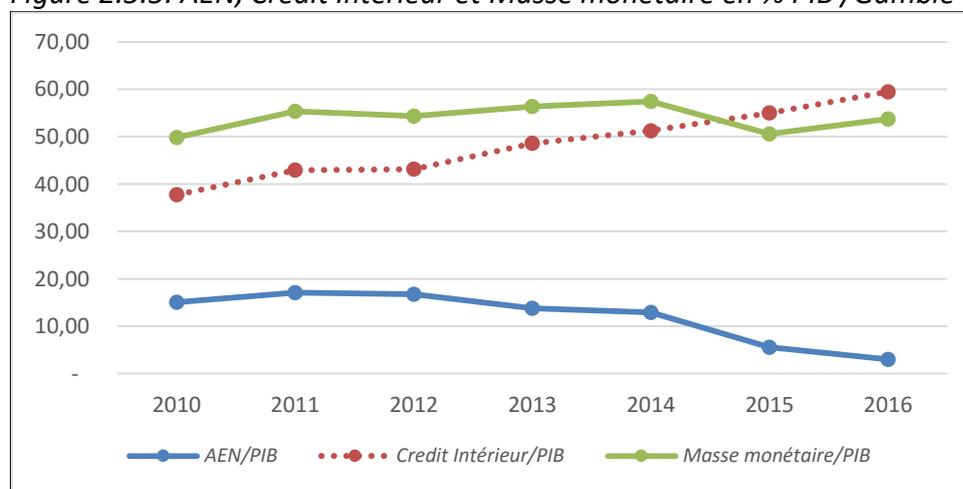
178. De 23,5 millions USD en 2015, l'excédent du compte des services est retombé à 1,4 million USD en 2016, traduisant la chute des recettes issues des services de transport, de voyage, de communication, de construction et d'assurance. Les recettes provenant des services de voyage se sont chiffrées à 25,7 millions USD en 2016, contre 40,8 millions USD en 2015. Le montant des revenus du tourisme a été de 75,9 millions USD, contre 80,3 millions USD l'exercice précédent, reflétant l'augmentation du nombre de touristes arrivant par vols charters.
179. Le compte de revenus, qui était de 25,8 millions USD en 2015, affiche un déficit de 37,6 millions USD, qui est lié à l'augmentation des paiements d'intérêts extérieurs. Quant aux transferts courants, ils se sont chiffrés à 129,3 millions USD en 2016, contre 108,1 millions USD en 2015. Les transferts nets aux administrations publiques, dont le déficit avait été estimé à 5,5 millions USD en 2015, affichent un déficit de 13,7 millions USD. Les envois des travailleurs se sont chiffrés à 155,5 USD contre 110,9 millions USD en 2015.
180. Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un excédent de 16,2 millions USD en 2016, en baisse par rapport à celui de 2015 (115,7 millions USD). Quant au compte de capital, son excédent s'est chiffré à 7 millions USD, contre 14,5 millions USD en 2015, soit une baisse de 51,7%. Cette baisse enregistrée par les comptes combinés a été attribuée au recul des investissements directs étrangers et des autres formes d'investissement, respectivement de 88,8% et 56,4%.
181. En ce qui concerne le taux de change, le dalasi s'est déprécié par rapport au dollar américain et à la livre sterling en 2015, respectivement de 10 et de 4%. En revanche, il s'est apprécié de 11% par rapport à l'euro. A la fin décembre 2016, la dépréciation du dalasi par rapport au dollar américain et à l'euro, était de 2% et 3%, respectivement. Toutefois, par rapport à la Livre sterling, le dalasi s'est apprécié de 9%. L'imposition d'un taux de change fixe par l'Etat a eu pour effet de réduire la volatilité du taux de change en 2016. Par rapport au Dollar des Etats Unis, la volatilité du Dalasi est passée de 10,24% en 2015 à 2,23% en 2016.
182. Commerce : le pays a poursuivi ses échanges commerciaux avec ses partenaires traditionnels. Les importations provenaient principalement de l'Union européenne, de l'Asie, de la zone CEDEAO et des Amériques. Il a été enregistré une hausse des importations en provenance de l'Asie et de l'UE, respectivement de 3,5% et 30,7%, tandis que celles en provenance de la région CEDEAO ont baissé de 38,5%. La principale destination des exportations gambiennes demeure la région CEDEAO. Elles ont augmenté de 4%, étant passées de 102,8 millions Dalasi en 2015 à 3.226,9 millions en 2016. Les exportations vers l'UE et l'Amérique ont baissé de manière significative respectivement de 82,9% et 74,6% ; en revanche, celles vers l'Asie ont plus que doublé entre 2015 et 2016, enregistrant une hausse de 152,4%, la noix de cajou étant le principal produit exporté.
183. Toutefois, ce produit fait en grande partie l'objet d'une réexportation, qui représente 80% des exportations totales de la région.
184. Le commerce avec la région CEDEAO revêt une importance certaine pour l'économie de la Gambie. Cette région est la troisième source des importations du pays, après l'Asie, et la

principale destination des exportations. Les importations en provenance de la région se sont chiffrées à 3.395,2 millions Dalasi en 2016 et sur ce total, 93,5% du total proviennent de la Côte d'Ivoire et du Sénégal. Les produits pétroliers et le ciment constituent l'essentiel des importations en provenance de la région, avec environ 87,1% du total. Les produits pétroliers représentent 79% des importations. Le volume des exportations vers la région s'est chiffré à 3517,5 millions Dalasi en 2016, les 80% de ce montant représentant des produits réexportés. La Guinée Bissau a été la principale destination des exportations, avec plus de 70% du total, suivie du Sénégal et du Mali. Ensemble, ces deux derniers pays ont absorbé près de 19,1% des exportations de la Gambie vers la région.

2.5.4 Secteur monétaire

185. La Banque centrale de Gambie a suivi une politique monétaire restrictive durant toute la période sous revue, dans l'objectif d'atténuer la pression sur le niveau général des prix. En conséquence, le taux directeur a été maintenu à 23%. La quasi-monnaie (M2) a enregistré une hausse de 12%, reflétant un ralentissement de la progression du crédit au sein de l'économie, qui a débuté en 2015 et qui s'est poursuivi tout au long de 2016. La progression de la masse monétaire au sens large s'explique par les effets combinés d'une baisse de 41% des avoirs extérieurs nets et d'une hausse marginale des avoirs intérieurs nets du système bancaire. De même, la monnaie au sens strict (M1) a progressé de 18%, son volume étant passé de 10386,20 millions Dalasi en 2015 à 12270,37 millions en 2016.
186. Pour ce qui concerne le secteur bancaire, son passif total a progressé de 5,8% par rapport à son niveau de décembre 2015, avec une augmentation de 12,8% et 3,6% des dépôts d'épargne et des dépôts à terme, alors que les dépôts à vue ont baissé de 0,3%. Le montant des avoirs extérieurs nets (AEN) du secteur est passé de 2.204,57 millions Dalasi en 2015 à 1.302,03 millions Dalasi à la fin décembre 2016 soit une forte contraction de 41% qui résulte d'une chute brutale du volume des avoirs extérieurs qui ont connu une croissance négative en 2015 (17%) et 2016 (12%). Les passifs étrangers ont également enregistré une légère baisse, passant de 3.513,05 millions Dalasi en 2015 à 3.510,52 millions Dalasi en 2016. Quant aux avoirs intérieurs nets du système bancaire, leur montant est passé de 17.974,61 millions Dalasi à la fin décembre 2015 à 21.957,34 millions Dalasi à la même période de l'exercice 2016, soit une hausse de 22%

Figure 2.5.5: AEN, Crédit Intérieur et Masse monétaire en % PIB /Gambie



187. Le crédit intérieur a affiché une hausse de 17% et les créances sur le secteur public ont progressé de 22%. Les créances sur les entreprises d'Etat ont enregistré une hausse considérable de 205%, tandis que celles sur le secteur privé ont connu un recul, enregistrant une croissance négative de 12%.

2.5.5 Performance par rapport aux critères de convergence en 2016

188. En 2016, la Gambie a satisfait à deux critères de convergence, l'un de premier rang et l'autre de second rang. Le premier est lié au taux d'inflation annuel moyen et le second, à la stabilité du change nominal. La performance du pays, en ce qui concerne chaque critère, est présentée en détail dans le tableau ci-dessous.

Critères de convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-4,6	-8,7	-9,6	-6,3	-9,5
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	4,3	5,7	6,9	6,8	7,9
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,4	0,0	40,8	41,5	33,1
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	4,8	4,6	3,7	2,5	2,4
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	78,0	88,1	104,1	101,1	117,3
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,5	-10,3	-16,5	4,9	-3,3
Nombre de critères respectés		4	3	2	2	2

Critères de premier rang

- Ratio du déficit budgétaire rapporté au PIB : ce critère n'a pas été respecté. Le déficit budgétaire a atteint 11,4% du PIB en 2016, un chiffre largement supérieur à l'objectif de 3% fixé.
- Taux annuel moyen d'inflation : ce critère a été atteint, comme indiqué ci-dessus. Le taux annuel moyen d'inflation a été de 7,9%, ce qui est conforme à l'objectif fixé à moins 10%.
- Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale : ce critère n'a pas été atteint. Le déficit budgétaire a été financé par la Banque centrale de Gambie à hauteur de 166,9% des recettes fiscales de l'exercice précédent, alors que l'objectif visé est de 10%.

- Réserves extérieures brutes : ce critère n'a pas été respecté, puisque les réserves extérieures brutes ne représentaient que 1,6 mois de couverture des importations.

Critères de second rang

- Ratio de la dette publique par rapport au PIB : le pays n'a pas respecté ce critère. Le stock de la dette publique a enregistré une hausse, passant de 101,1% en 2015 à 117,1% en 2016.
- Variation du taux de change nominal : la monnaie du pays, le Dalasi, s'est déprécié de 3,3% par rapport au Dollar des Etats Unis en 2016, un chiffre qui entre dans la fourchette de variation de +/- 10%

2.5.6 Conclusion et Recommandations

189. L'économie gambienne a poursuivi sa reprise progressive durant le premier semestre 2016, après avoir subi le contre coup de la maladie à virus Ebola et les conséquences du déficit pluviométrique de 2014. Le pays a toutefois continué de faire face à de graves difficultés budgétaires résultant principalement du renflouement d'entreprises publiques peu performantes. Le système bancaire est demeuré relativement solide et résilient, suite aux mesures d'assainissement entreprises par la Banque centrale de Gambie qui ont permis de réduire de manière substantielle le volume des créances douteuses, conformément aux normes internationales. En dépit des mesures de réforme initiées par les autorités afin de résoudre certaines de ces difficultés, les effets des chocs extérieurs et des dérapages de politique pourraient persister pendant un certain temps en 2017. Pour une solution durable, il est vivement recommandé aux autorités d'adopter un programme de réforme plus en profondeur, en plus des recommandations spécifiques ci-après.
190. Au regard des difficultés rencontrées, il est recommandé la mise en œuvre des actions suivantes par les autorités compétentes :
- Promouvoir l'agriculture en faisant en sorte d'accroître les investissements dans l'irrigation et en veillant à la disponibilité en temps utile d'intrants agricoles tels que les cultures résistant à la sécheresse, les semences à haut rendement élevé et les engrais ;
 - Entreprendre des efforts en vue d'améliorer l'exportation de certaines denrées telles que la noix de cajou, le sésame et d'autres produits agricoles pour lesquels le pays dispose d'un avantage concurrentiel, afin de réduire la dépendance excessive vis-à-vis de l'arachide et du tourisme ;
 - Améliorer l'environnement des affaires, en veillant à réduire les taxes et redevances multiples, ainsi qu'à améliorer l'approvisionnement en énergie ;
 - Entreprendre des mesures de réforme fiscale et de rationalisation des dépenses par rapport aux ressources disponibles, restructurer les entreprises publiques de manière à les aligner sur des modèles plus compétitifs financièrement et réduire la charge qu'elles font peser sur le budget de l'Etat ;
 - Procéder à une restructuration de la dette intérieure, par la mise en place de titres de créance à long terme, afin de réaliser des économies pouvant être utilisées pour les dépenses prioritaires

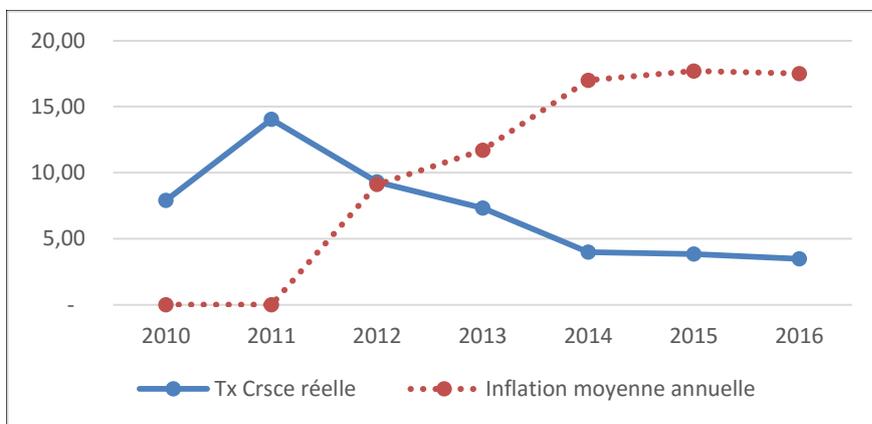
2.6 Situation économique et financière du Ghana

191. Les autorités ghanéennes se sont fixé les objectifs suivants, pour l'exercice 2016 : un taux de croissance global du PIB réel de 4,1%, un taux de croissance du PIB non-pétrolier de 5,2%, une inflation moyenne annuelle de 10,1%, un déficit budgétaire global représentant au maximum 5% du PIB et enfin, des réserves internationales couvrant au minimum trois mois d'importation de biens et services. La performance réelle de l'économie durant la période sous revue est présentée ci-après.

2.6.1 Secteur réel

192. L'économie ghanéenne a enregistré un taux de croissance modeste de 3,5% en 2016, légèrement en baisse par rapport au niveau de 3,8% atteint en 2015 et tiré par les secteurs tertiaire et primaire, le secteur secondaire ayant enregistré un recul. La PIB réel hors pétrole s'est accru de 4,9% en 2016 contre 4,0% en 2015 reflétant les effets de la baisse de la production pétrolière sur la croissance de l'économie. Le secteur primaire a connu une hausse marginale, ayant enregistré un taux de 3% en 2016, contre 2,8% l'exercice précédent. La production agricole y compris le cacao a dominé les activités du secteur, représentant au total 74,2% de la production réelle du secteur primaire. Le sous-secteur agricole dans son ensemble a enregistré un taux de croissance de 2,5%. La production de cacao a toutefois enregistré une baisse de 7%. La tendance à la hausse s'est poursuivie pour la pêche, avec 5,7%, contre 4,2% en 2015, tandis que la sylviculture et l'exploitation forestière ont enregistré une croissance de 2,5%. En ce qui concerne la contribution au PIB, la part du secteur primaire a baissé, passant de 20,3% en 2015 à 19,1% en 2016.

Figure 2.6.1 : Taux de croissance et taux d'inflation/Ghana



193. Le secteur secondaire a continué de faire face à des difficultés en 2016, même si le recul de la production a été moins marqué - de -3% en 2015 à -1,4% en 2016, cette performance s'expliquant essentiellement par la production pétrolière. En dehors du pétrole, le secteur a enregistré une croissance de 3,6% et tous les sous-secteurs, à l'exception de l'Eau et l'Assainissement, ont enregistré des croissances positives. L'Electricité d'une part et les Mines et Carrières d'autre part affichent les taux de croissance les plus élevés, avec respectivement 11,7% et 11,4%. Toutefois, si l'on prend en compte le pétrole, le sous-secteur des mines et carrières fait apparaître un taux négatif, traduisant la contraction de la production pétrolière en amont, compte tenu du fait que le pétrole constitue la part la plus importante du secteur des mines et carrières. La contraction de la production

pétrolière découle essentiellement de l'arrêt des activités résultant des dégâts occasionnés à la tourelle du FPSO Kwame Nkrumah. Le secteur manufacturier a connu une légère reprise, même si la croissance est demeurée molle, à 2,7%, contre 2,2% en 2015. Par ailleurs, le secteur de la construction a connu une amélioration, le taux de croissance étant passé de 2,2% en 2015 à 2,7% en 2016. La part du secteur secondaire dans le PIB a atteint 24,2%, ce qui en fait le deuxième plus grand secteur de l'économie.

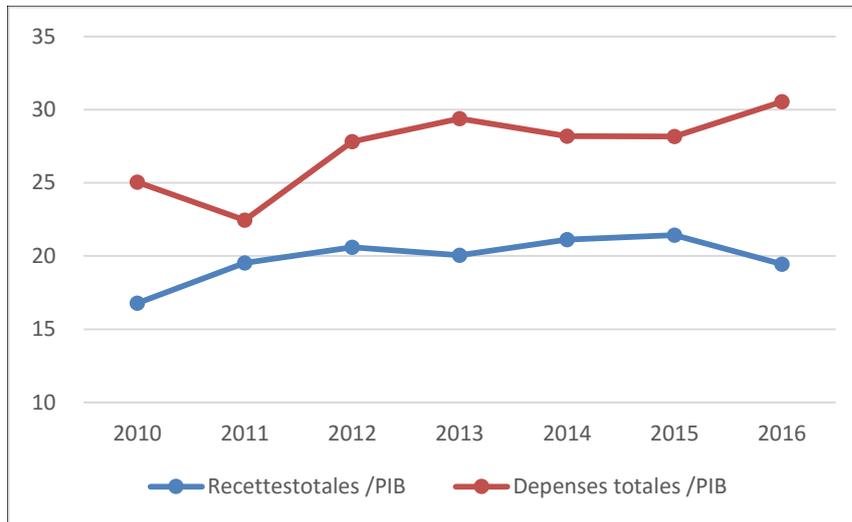
194. Le secteur tertiaire reste le plus dynamique de l'économie ghanéenne. Même si son taux de croissance a baissé entre 2015 et 2016 (6,3% contre 5,7%), il enregistre la meilleure performance. En outre, sa contribution au PIB a augmenté, passant de 54,6% en 2015 à 56,5% en 2016. Deux de ses sous-secteurs, à savoir l'Information et la Communication d'un côté et la Santé et l'Action sociale de l'autre, ont enregistré des taux de croissance à deux chiffres, respectivement de 21,7% et 16,8%, favorisés par une augmentation des appels sortants et une hausse de 9,6% des dépenses de l'Etat consacrées aux émoluments du personnel du secteur de la santé. Les sous-secteurs des activités liées à l'Education aux Finances et aux Assurances, ont également enregistré des taux de croissance de 8,3% et 3,6%, respectivement.
195. Les pressions inflationnistes se sont quelque peu atténuées durant le second semestre 2016, avec pour résultat une baisse du taux d'inflation. Le taux à la clôture de la période a baissé, passant de 17,7% à la fin décembre 2015, à 15,4% à la période correspondante de l'exercice 2016, grâce notamment à la relative stabilité des taux de change et l'augmentation modérée des prix du carburant et des services publics. La catégorie des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées a enregistré un taux d'inflation de 9,7% en glissement annuel, tandis que la catégorie des produits non-alimentaires a enregistré un taux de 18,2%. Le secteur du Transport affiche le taux d'inflation le plus élevé, avec 27,2%, suivi de l'Education (23,4%), des Loisirs et de la Culture (20,3%), du Logement, de l'Eau, de l'Electricité, du Gaz et des autres Combustibles (20,2%), des Meubles, Articles de ménage et Entretien courant (18,8%) et de la santé (18,5%). Le taux d'inflation le plus faible a été enregistré dans le sous-groupe de la Communication (10,8%).

2.6.2 Finances publiques et dette publique

196. Le gouvernement a poursuivi son programme d'assainissement budgétaire en 2016, avec pour objectif de réduire le déficit budgétaire de 6,3% du PIB en 2015 à 5% du PIB en 2016, conformément au plan à moyen terme qui vise à atteindre progressivement un déficit budgétaire d'environ 3% du PIB d'ici à 2018. Dans ce contexte, la politique fiscale a été guidée par la mise en œuvre des mesures concernant les recettes et dépenses, entamée en 2013, le renforcement des réformes de l'administration des recettes, l'amélioration de la gestion des finances publiques et la rationalisation des dépenses pour une meilleure efficacité des dépenses publiques ainsi que la mise en œuvre de stratégies nouvelles de gestion de la dette. Les opérations budgétaires ont toutefois abouti à un déficit de 10,3% du PIB sur la base des engagements et de 8,7% du PIB sur la base de la trésorerie, les objectifs n'ayant pas été atteints, aussi bien pour les recettes que pour les dépenses.
197. Le montant total des recettes et subventions s'est chiffré à 33.678,2 millions GH¢ (20% du PIB) contre un objectif de 37.889,3 millions GH¢ (22,7% du PIB), soit un déficit de 11,1%, s'expliquant en partie par des recettes pétrolières plus faibles que prévu, l'impact des défis

énergétiques sur les ménages et les entreprises, la non-réalisation des recettes fiscales et non-fiscales et le faible niveau de discipline fiscale. Le montant total des recettes fiscales s'est chiffré à 25.729 millions GH¢ (15,2% du PIB), soit 76,4% du total des recettes et subventions, tandis que les recettes non fiscales se sont chiffrées au total à 4.882,4 millions GH¢. Les subventions décaissées au cours de la période, soit 1.140,7 million GH¢, représente 14,5% du total des recettes et subventions

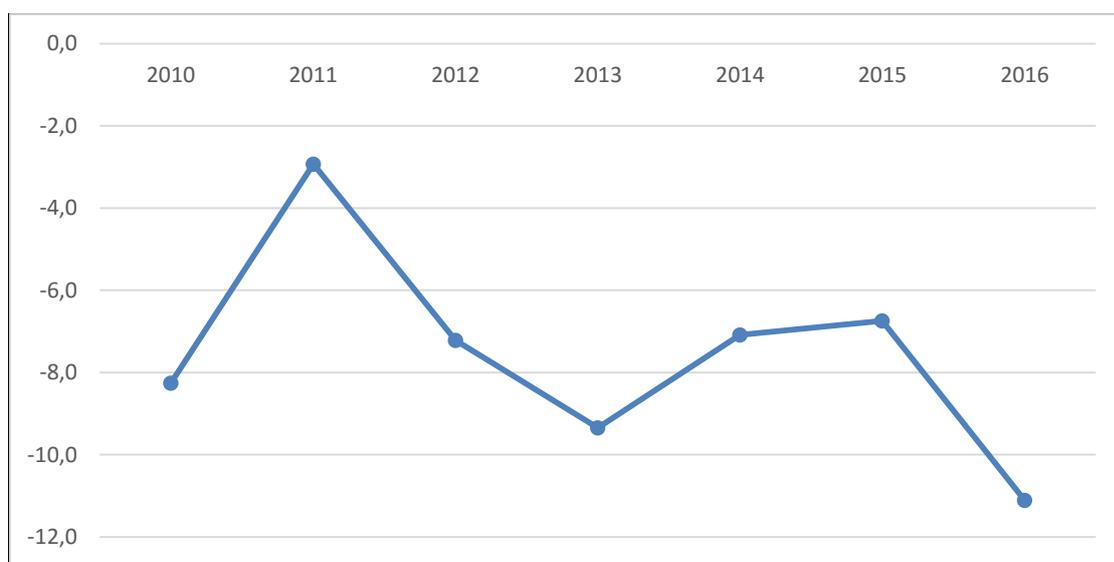
Figure 2.6.2: Recettes totales et dépenses totales en % PIB /Ghana



198. Le montant total des dépenses, y compris les obligations en suspens, s'est chiffré à 51.125 millions GH¢, représentant 30,3% du PIB. Les obligations en suspens, dont le montant est de 5.035,6 millions GH¢ (3% du GDP), comprennent des engagements des Ministères, Départements et agences (MDA) avec le ministère des Finances, ainsi que des paiements de 2016 en suspens au titre des fonds statutaires. Les dépenses courantes se sont chiffrées à 38441 millions GH¢, représentant 75,1% du total. La masse salariale et les paiements d'intérêts continuent de dominer les dépenses courantes, représentant respectivement 36,8% et 28% du total. Par rapport aux recettes fiscales, la masse salariale a représenté 55,1% du total et les paiements d'intérêts 41,9%. Les paiements d'intérêts se sont élevés à 10.770 millions GH¢ sur lesquels 8.466,4 millions GH¢, soit 78,6%, représentent le paiement d'intérêts nationaux.
199. Les subventions en faveur d'autres structures gouvernementales, y compris les transferts au Fonds commun des assemblées de district (DACF) et au Fonds de l'Education du Ghana (GET Fund), se sont chiffrées à 8.607,3 millions GH¢, pour des prévisions budgétaires de 10.489,9 millions GH¢. Un volet des dépenses publiques, celui des Autres Dépenses en attente, qui n'est classé ni dans les dépenses courantes ni dans les dépenses d'investissement, s'est chiffré à 5036 millions GH¢, soit 9,9% des dépenses totales.
200. Les dépenses d'investissement de l'exercice ont été de 7.678,1 millions GH¢, représentant 15% du montant total des dépenses publiques et dépassant de 20,1% l'objectif budgétaire de 6.393 millions GH¢. Sur ce montant les dépenses d'investissement financées de l'extérieur, sous forme de décaissement de prêts de projets, représentent 5630 millions GH¢ (73,3%), et les dépenses financées sur ressources intérieures se sont chiffrées à 2.048,5 millions GH¢ (26,7%).

201. Les recettes et dépenses font ressortir un déficit budgétaire global, sur la base des engagements, de 17.446,9 millions GH¢ (10,9% du PIB) et, sur la base de la trésorerie, de 14.731,6 millions GH¢ (8,7% du PIB). Le solde primaire de la période a enregistré un déficit de 2.374,5 millions GH¢ (1,4% du PIB). Ce déficit a été financé par des sources intérieures et extérieures, y compris les produits d'une émission d'euro-obligations en 2016. Le montant total du financement intérieur net, y compris du Fonds pétrolier, du Fonds d'amortissement et du Fonds d'urgence du Ghana, a représenté 77,5% du financement total et 10.184,6 millions GH¢, dépassant de 65% l'objectif budgétaire. Le montant net des financements extérieurs s'est établi à 2.960,3 millions GH¢, pour un objectif de 2.237 millions GH¢.

Figure 2.6.3: Déficit global hors dons en % du PIB /Ghana



202. Le stock de la dette publique du Ghana à la fin décembre 2016 s'est chiffré à 122.263 millions GH¢ (29.227,15 millions USD), sur lesquels 68.859,62 millions GH¢ (16.460,99 millions USD) représentent la dette extérieure et 53.403,39 millions GH¢ (12.766,16 millions USD), la dette intérieure. La dette intérieure représente 31,7% du PIB et la dette extérieure, 40,8%. En termes relatifs, le stock de la dette publique, est passé de 73,2% du PIB à la fin décembre 2015 à 73,1% du PIB à la fin décembre 2016.

203. Le stock de la dette extérieure du Ghana, qui était de 59.912,81 millions GH¢ (15.781,89 millions USD) en 2015, a augmenté de 14,93%, pour s'établir à 68.859,62 millions GH¢ (16.460,99 millions USD) à la fin 2016. Cette augmentation résulte en partie des flux nets de ressources plus importants que prévus, provenant de décaissements au titre de prêts extérieurs liés à des projets. Toutefois, sous l'angle du PIB, le total de la dette extérieure a baissé, passant de 43,2% en 2015 à 40,8% en 2016.

204. Le stock de la dette extérieure se compose de financements provenant de trois grandes sources - multilatérale, bilatérale et commerciale. La dette multilatérale a représenté 33,7% du total du stock de la dette extérieure, contre respectivement 14,9% et 41% pour la dette bilatérale et commerciale. Les autres facilités concessionnelles ont représenté 10,5% du solde du stock de la dette extérieure.

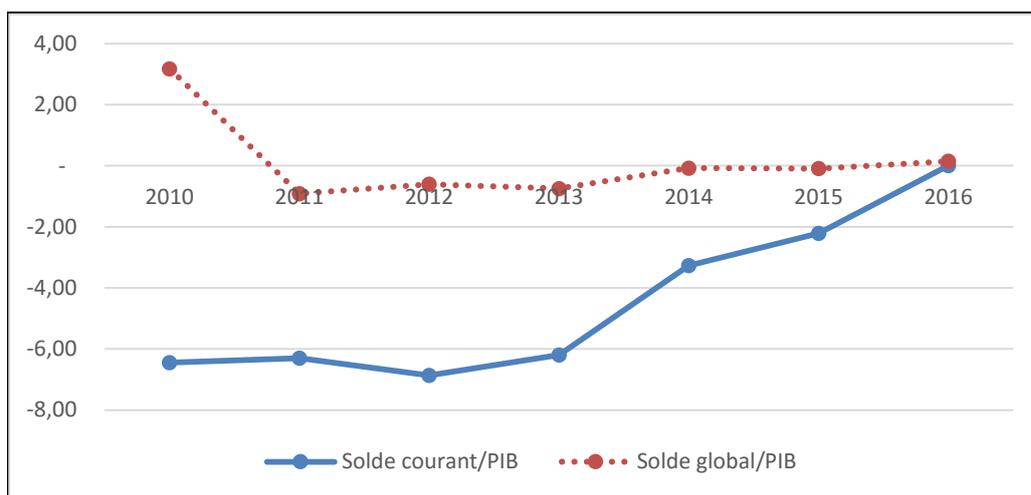
205. De même, le stock de la dette intérieure a enregistré une hausse, passant de 40.322,14 millions GH¢ (10.621,43 millions USD) à la fin décembre 2015 à 53.381,98 millions GH¢ (12.761,04 millions USD) à la fin décembre 2016. Par rapport au PIB, ceci représente une hausse de 31,6% pour 2016.

2.6.3 Secteur extérieur

206. La balance globale des paiements a enregistré un excédent de 247,4 millions USD à la fin 2016, contre un déficit de 15,9 millions à la période correspondante de l'exercice 2015.

207. Le déficit du compte courant s'est amélioré, étant passé de 2.823.6 millions USD (7,5% du PIB) en 2015 à 2.814.1 USD (6,6% du PIB) en 2016, soit une différence de 9,5 millions USD. Cette situation résulte d'une amélioration significative de la balance commerciale, qui a tout de même été atténuée par une dégradation du compte des services, revenus et transferts courants. Si le déficit commercial s'est amélioré de 1.454,7 millions USD, le compte des services, revenus et transferts, au contraire, a perdu 1.445,1 millions de USD au cours de la période sous revue.

Figure 2.6.4: Solde courant et solde global en % PIB/Ghana



208. La balance commerciale a enregistré un déficit de 1.689,2 millions USD (4% du PIB), mais en 2015, ce déficit était de 3.143,9 millions USD (8,3% du PIB), d'où une amélioration de 1.454,7 millions USD. La valeur des exportations de marchandises s'est chiffrée à 11.060,7 millions USD (25,9% du PIB), soit une hausse de 7,2% par rapport au montant de 10.321,19 millions USD enregistré en 2015.

209. De 3.212,6 millions USD en 2015, la valeur des exportations d'or est passée à 4.919,5 millions USD en 2016, du fait de l'augmentation des volumes exportés et des prix. En effet, le prix moyen a augmenté de 10%, pour s'établir à 1.279,96 USD l'once d'or fin, et le volume exporté a enregistré une hausse de 39,2%, atteignant 3.843.446 onces d'or fin.

210. La valeur des exportations de pétrole brut a baissé, selon les estimations, passant de 1.931,3 millions en 2015 à 1.413,4 millions en 2016, en raison d'une réduction des prix et des volumes. Avec 30.802.414 barils en 2016, contre 37.167.225 barils en 2015, le volume

exporté a baissé de 17,1%, tandis que le prix moyen réalisé, de 52 USD par baril en 2015, est retombé à 45,3 USD par baril en 2016, soit une baisse de 12,8%.

211. Les recettes issues des exportations de fèves et de produits du cacao se sont chiffrées à 2.424 millions USD contre 2.720,8 millions USD à la période correspondante de l'exercice 2015, soit une baisse de 5,5%. Les recettes provenant de la fève de cacao ont été de 1.775,1 million USD, soit une baisse de 2,4% par rapport au niveau de 2015. Les prix de la fève de cacao ont augmenté de 2,6% pour atteindre 3.094,6 USD la tonne, tandis que les volumes exportés, avec 621.500 tonnes, sont en baisse de 5%. Les recettes provenant des produits du cacao ont enregistré une baisse substantielle de 13,5%, pour s'établir à 648,9 millions USD, en raison d'une baisse de 19,4% des volumes. Les prix ont, toutefois, enregistré une hausse de 7,4%.
212. Avec 268,1 millions USD, contre 208,8 millions USD en 2015, les exportations des produits du bois affichent une hausse significative de 28,4% qui tient à l'augmentation à la fois des volumes et des prix. Pour le bois, le prix moyen réalisé est passé de 568,7 USD le mètre cube à 662,9 USD le mètre cube, tandis que le volume exporté a également augmenté, passant de 367.060 mètres cubes à 404.464 mètres cubes.
213. La valeur des "autres" exportations, lesquelles sont composées des exportations non traditionnelles et d'autres minéraux (bauxite, diamant et manganèse) a été estimée à 2.036,1 millions USD, soit une baisse de 9,4% par rapport au montant de 2015.
214. La valeur totale des importations de marchandises en 2016 s'est élevée à 12.749,9 millions USD (32,2% du PIB), représentant une baisse de 5,3% ou 715,1 millions USD. Ce résultat s'explique par la baisse du volume des importations de produits pétroliers et non-pétroliers tout à la fois. La valeur totale des importations de pétrole (et de gaz) s'est élevée à 1.659,2 million USD, soit une baisse considérable par rapport au montant de 2.046,7 millions USD enregistré en 2015.
215. Le total des importations de produits non pétroliers (y compris l'électricité) a baissé de 3% en 2016 pour s'établir à 11.090,7 millions USD, contre un montant de 11.418,3 million USD en 2015. Cette situation s'explique par la baisse des importations de biens de consommation et de biens intermédiaires. En revanche, les importations de biens d'équipement et d'autres biens ont augmenté légèrement.
216. S'agissant de la destination des exportations du Ghana, en 2016 l'Extrême Orient, avec près de 24,2%, a reçu la part la plus importante. Les autres bénéficiaires sont l'Union européenne (21,2%), les Autres économies (20,7%), les autres pays européens (16,6%), la CEDEAO (8,7%), le reste de l'Afrique (4,9%) et l'Amérique du Nord (3,7%). Les Emirats Arabes Unis ont été la principale destination des exportations du Ghana, avec 16,7%. Les autres pays ayant reçu des parts significatives des exportations du Ghana sont la Suisse (15,3%), l'Inde (8,8%), la Chine (8,7%), les Pays Bas (6,1%), l'Afrique du Sud (4,4%), les Etats Unis (3,3%), le Royaume Uni (2,8%), la France (2,3%) et l'Italie (2,3%).
217. S'agissant de l'origine des importations par répartition géographique, encore une fois l'Extrême-Orient a été la principale source des importations, représentant 32,1% du total des importations non pétrolières. Viennent ensuite l'Union européenne, avec 25% du total, les autres Economies (18,4%), l'Amérique du Nord (9,9%), le Reste de l'Afrique (5,5%), la CEDEAO (5,1%), et le reste de l'Europe (4%). La Chine a été la principale source

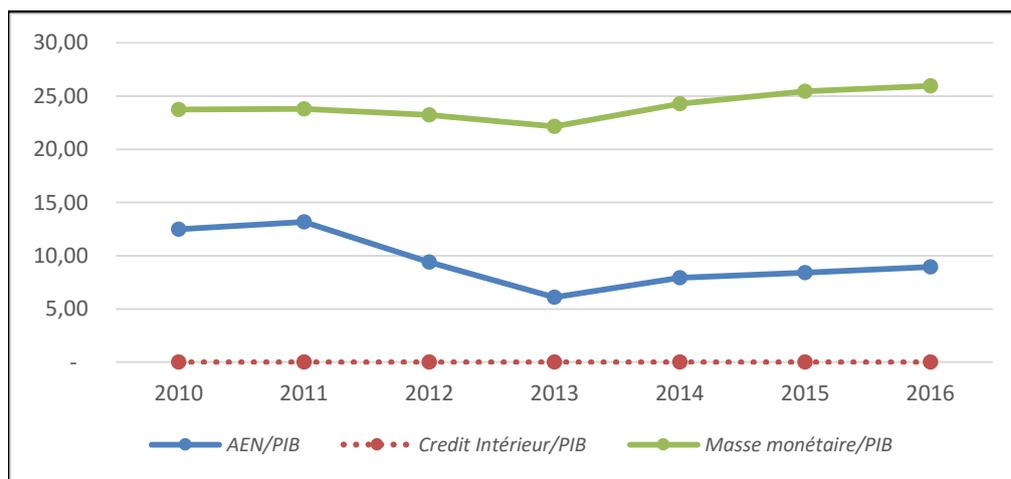
des importations du Ghana, avec 16,3%. Les autres grandes sources d'importation ont été les Etats Unis (7,1%), la Belgique (4,9%), le Royaume Uni (4,5%), l'Inde (4,2%), l'Afrique du Sud (3,3%), les Pays Bas (3,2%), la France (3,1%), l'Allemagne (2,9%) et le Canada (2,6%).

218. Le compte des Services, des revenus et des Transferts a enregistré un déficit de 1.124,9 millions USD, contre un excédent de 320,2 millions USD en 2015. La période a été marquée par une augmentation des sorties nettes pour les comptes de services et de revenus, le compte des transferts ayant enregistré des sorties moins importantes. Les sorties nettes (paiements) du compte des services en 2015 et 2016, se sont chiffrés respectivement à 1.166,6 million USD et 1.351,6 million USD. Le compte des revenus a enregistré des sorties nettes de 1.231,1 million USD en 2016 contre 1.110,9 million USD. Pour ce qui concerne le compte des transferts courants, le montant des envois privés a baissé de 40% pour s'établir à 1.431 millions de USD, tandis que celui des subventions officielles, de 222,4 millions USD, est retombé à 26,8 millions USD.
219. Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré des entrées de 2.730,2 millions USD, représentant une baisse de 12,6% par rapport au résultat de 2015. Le compte de capital a reçu des entrées de 274,3 millions en 2016, contre 473,9 millions USD à la période correspondante de l'exercice 2015.
220. Les opérations du compte financier ont fait ressortir des entrées nettes de 2.455,9 millions USD en 2016, contre 2.649,4 millions USD en 2015, résultant d'une baisse des investissements (nets) de portefeuille et d'une augmentation de l'amortissement des prêts à moyen et à long termes
221. En ce qui concerne le change, le Cedi ghanéen s'est déprécié par rapport au Dollar des Etats Unis et à l'Euro, sur le marché interbancaire et dans les bureaux de change, mais s'est apprécié par rapport à la Livre sterling sur le marché interbancaire, en même temps qu'il se dépréciait dans les bureaux de change à la fin 2016.
222. Sur le marché interbancaire, le Cedi s'est déprécié de 2,4% par rapport au Dollar américain et de 0,4% par rapport à l'Euro, mais s'est apprécié de 4,1% face à la Livre sterling. Il avait été enregistré une dépréciation de 13,4% face au Dollar USD, de 18,7% par rapport à la Livre sterling et de 16,2% face à l'Euro, durant la période correspondante de l'exercice 2015.
223. De même, dans les bureaux de change, le Cedi ghanéen s'est échangé à un taux faible durant l'exercice considéré, avec une dépréciation de 1,7% face au Dollar USD, de 0,6% par rapport à la Livre et de 1,3% par rapport à l'Euro. En 2015, ces taux de dépréciation avaient été respectivement de 13,9% 15,7% et 12,2%.
224. La dépréciation du Cedi est liée à des pressions accrues de la demande, notamment en ce qui concerne les importations non-pétrolières et les remboursements de prêts, ainsi que les activités spéculatives liées aux élections générales de 2016.
225. A la fin décembre 2016, le stock des réserves internationales avait été estimé à 3.431 millions de USD; il a donc été enregistré une augmentation de 247,4 millions USD par rapport au niveau de décembre 2015 (3.183,6 millions USD). Les réserves internationales brutes du pays ont également augmenté de 459 millions USD, étant passées de 4.403,1 millions USD en décembre 2015 à 4.862,1 millions USD. Ce montant était suffisant pour couvrir 2,8 mois d'importations, contre 2,6 mois à la fin décembre 2015.

2.6.4 Secteur Monétaire

226. La Banque centrale a suivi une politique restrictive tout au long de l'exercice, dans l'objectif d'ancrer les anticipations inflationnistes et d'assurer la stabilité de la monnaie locale. Le taux directeur a été maintenu à 26%, du début de l'exercice jusqu'au mois d'octobre 2016, les risques liés à l'inflation et la croissance ayant été jugés équilibrés. En novembre, le taux directeur a été réduit de 50 points de base, pour s'établir à 25,5% alors que les pressions inflationnistes devenaient moins fortes et que les conditions de croissance intérieure continuaient de se détériorer.

Figure 2.6.5: AEN, Crédit intérieur et Masse Monétaire en % PIB/Ghana



227. La croissance de la masse monétaire au sens large, y compris les dépôts de devises (M2+) a baissé par rapport à l'exercice précédent. A la fin décembre 2016, il a été enregistré pour M2+ un taux de croissance annuel de 22% contre 26,1% à la période correspondante de l'exercice 2015. Cette situation s'expliquait principalement par une croissance modeste de 19,5% des avoirs intérieurs nets (AIN), contre un taux de 25,5% enregistré en décembre 2015. Le rythme modeste de croissance des AIN compense le taux de croissance plus élevé des avoirs extérieurs nets (AEN) de 29,8% atteint en décembre 2016 (28,1% en décembre 2015).
228. Cette modeste croissance de M2+ s'est reflétée sur toutes les composantes, à l'exception des dépôts à vue qui ont progressé de 27,3% en décembre 2016 contre 20,8% en décembre 2015. Le taux de progression des dépôts de devises s'est établi à 14,2% en décembre 2016, contre 24,5% l'exercice précédent. La masse monétaire au sens large, à l'exception des dépôts de devises (M2), a progressé de 24,6% en décembre, une baisse marginale par rapport au niveau de 26,6% en 2015.
229. Les encours de crédit des banques à l'égard des institutions publiques et privées ont encore diminué en décembre 2016 sur fond d'augmentation des prêts non productifs et d'un durcissement de la politique monétaire. Le total des encours de crédit des banques a baissé pour s'établir à 17,6% contre 24,9% à la même période de l'exercice 2015. Le crédit du secteur privé a enregistré une croissance de 14,4% en glissement annuel, contre 24,5% en 2015. En termes réels, le crédit du secteur privé a baissé de 0,8% en décembre 2016, contre une progression de 5,8% enregistrée en décembre 2015. Le total de l'encours

de la dette s'est chiffré à 35.409 millions GH¢ à la fin décembre 2016, sur lesquels la part du secteur privé représente 84,7%.

230. Concernant les taux d'intérêts, les tendances ont été contrastées sur le marché monétaire, en 2016. Le taux moyen pondéré interbancaire s'est établi à 25,26% à la fin décembre 2016, contre 25,5% en décembre 2015. Les titres du Trésor à court terme ont connu une baisse significative en décembre 2016. En glissement annuel, les taux à 91 jours, 182 jours, 1 an et 2 ans sont tombés respectivement à 16,81, 18,50, 21,50 et 22,50%, contre 23,12, 24,40, 22,75 et 23,30% en décembre 2015. Toutefois, les taux des titres à 3 ans et 5 ans ont augmenté et atteint respectivement 24 et 24,75%, contre 23,49 et 24% en décembre 2015. L'obligation à 7 ans et la nouvelle obligation à 10 ans émise en novembre 2016 sont restés à 19% en décembre 2016.
231. Le taux moyen à trois mois des banques de dépôt est resté inchangé, à 13%, tandis que le taux d'épargne, sur une base annuelle, a perdu 3 points de base, pour retomber à 6,05% en décembre 2016. En revanche, le taux de prêt moyen a augmenté, passant de 27,50% en décembre 2015 à 31,21% en décembre 2016.
232. Le montant total de l'actif du secteur bancaire s'est chiffré à 81,22 milliards GH¢ à la fin décembre 2016, soit une progression de 28,1%, d'une année sur l'autre. Ce taux de progression avait été de 23,2% à la même période de l'exercice 2015. La légère reprise de la croissance enregistrée durant la période sous revue, était due à l'augmentation du portefeuille de placements et des avoirs extérieurs. Les avoirs extérieurs des banques se sont chiffrés à 7,28 milliards GH¢, soit une hausse de 37,1% en glissement annuel, contre une hausse de 12,1% en décembre 2015. Quant aux avoirs intérieurs, ils ont atteint 73,94 milliards GH¢, représentant 91% de l'actif total du secteur bancaire et une croissance annuelle de 27,3% à la fin décembre (contre 24,3% en décembre 2015). La principale source de financement de l'actif du secteur bancaire est liée aux dépôts, qui se sont élevés à 51,66 milliards GH¢ à la fin décembre 2016 et ont représenté 63,6% de l'actif total.
233. Le secteur bancaire a enregistré un taux de croissance de 16,6% du capital libéré minimal qui s'est chiffré à 3,73 milliards GH¢ en décembre 2016, contre une progression sur un an de 20,7% en décembre 2015. Cette croissance est le résultat de l'injection d'un capital additionnel par certaines banques désireuses de renforcer leur capital, ainsi que de l'apport de capital neuf par des banques nouvellement agréées.
234. En termes réels, le taux de progression annuel du montant brut des prêts et avances, est passé de 6,1% en décembre 2015 à 1,9% en décembre 2016. Cette baisse est due au ralentissement général du crédit lié à la détérioration de la qualité de l'actif. De même, en décembre 2016, il a été observé une contraction de 0,3% du crédit réel du secteur privé, contre une progression de 5,7% en décembre 2015, et le crédit aux ménages a poursuivi sa baisse, enregistrant un taux négatif de 8% en décembre 2016.
235. L'analyse de la composition du portefeuille de crédit des banques révèle que le secteur privé a été le principal bénéficiaire, avec 85,1% des parts à la fin décembre 2016, en baisse de 2,2% par rapport à l'exercice précédent. Quant aux prêts aux ménages, de 14,8% en décembre 2015, ils ont reculé à 13,4% en décembre 2016, tandis que les entreprises privées ont vu leur part baisser légèrement, de 71,1% à 70,1%. En revanche, les prêts au

secteur public ont enregistré une hausse, passant de 12,7% en décembre 2015 à 14,9% à la fin décembre 2016.

236. A la fin décembre 2016, les indicateurs de la qualité des actifs font apparaître une détérioration du portefeuille de prêts, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le stock des prêts non productifs (PNP) a augmenté, passant de 4,4 milliards GH¢ en décembre 2015 à 6,2 milliards GH¢ en décembre 2016. Le ratio des PNP (ratio des prêts non productifs au total des prêts bruts) du secteur bancaire a également augmenté, passant de 14,7% en décembre 2015 à 17,3% en décembre 2016. Cette détérioration s'explique en partie par le ralentissement de la progression des prêts et avances.

2.6.5 Performance en matière de convergence macroéconomique

237. Sur les six (6) critères de convergence macroéconomique rationalisés, le Ghana n'a réalisé qu'un seul critère de premier rang et aucun de second rang. Le critère de premier rang satisfait est celui du financement par la Banque centrale du déficit budgétaire. Les détails de la performance sont présentés ci-dessous.

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dont compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-5,7	-8,6	-6,4	-4,8	-10,9
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	9,1	11,7	17,0	17,2	17,5
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	25,4	12,3	13,7	4,1	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	3,0	3,1	3,0	2,6	2,8
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	47,8	56,8	70,2	73,2	73,1
Variation du Taux de change nominal	±10%	-14,4	-7,4	-31,5	-15,7	-4,2
Nombre de critères respectés		3	3	1	1	2

Critères de premier rang

- Déficit fiscal (y compris les dons)/PIB ≤ 3%: ce critère n'a pas été respecté. Le solde budgétaire global s'est chiffré, sur la base des engagements, à 17.446,9 millions GH¢, correspondant à 10,3% du PIB.

- Taux moyen d'inflation $\leq 10\%$: le pays n'a pas satisfait ce critère, l'inflation moyenne annuelle s'étant située à 17,5% en 2016.
- Financement du déficit fiscal par la Banque centrale ≤ 10 pour cent des recettes fiscales de l'exercice précédent : ce critère a été satisfait.
- Réserves extérieures brutes \geq mois de couverture des importations : cet objectif n'a pas été atteint. Les réserves extérieures brutes du pays ont augmenté de 459,01 millions USD pour s'établir à 4.862,07 millions USD en 2016, mais cela ne correspondait qu'à une couverture de 2,8 mois d'importations.

Critères de second rang

- Ratio de la dette totale au PIB $\leq 70\%$: le Ghana n'a pas atteint cet objectif. La dette publique, exprimée sous forme de pourcentage du PIB, était de 73% à la fin décembre 2016.
- Stabilité du taux de change nominal (variation ± 10 pour cent): par rapport à l'UCAO le Cedi s'est déprécié de 4,2% en 2016 contre une dépréciation de 15,7% en 2015.

2.6.6 Conclusion et recommandations

238. La performance économique réalisée par le Ghana en 2016, montre un ralentissement de la croissance du fait des perturbations dans la production pétrolière, tandis que l'activité économique non-pétrolière elle, a ralenti à cause de la poursuite de la consolidation budgétaire et des ajustements au titre du programme du FMI. Des dérapages budgétaires ont également été enregistrés du fait des contreperformances au niveau de la mobilisation de recettes et d'autres difficultés comme la faiblesse des prix des matières premières, le déficit de la production de cacao et le manque de fiabilité de la fourniture d'électricité. Le ratio de la dette publique au PIB est demeuré élevé, à 72,5%, avec pour résultats des coûts élevés de service de la dette.
239. A court et moyen termes, l'Etat est déterminé à concentrer les efforts sur la réduction de l'inflation et du déficit budgétaire à des niveaux conformes au seuil régional, afin de satisfaire aux critères de convergence macroéconomique rationalisés. Des priorités de politique et des projets-phares seront par conséquent mis en place afin de remettre l'économie sur les rails. Il s'agit notamment du Projet d'infrastructures pour l'éradication de la pauvreté (IPEP), qui alloue 1 million de dollars Etats Unis à chaque circonscription, de la mise en œuvre du programme dénommé "One District One Factory" et du déploiement du Système d'identification nationale pour faciliter la fourniture de services publics et privés et aider à formaliser l'économie.
240. Les recommandations suivantes ont été faites à l'endroit de l'Etat :
- Etablir un ordre de priorité dans les dépenses, renforcer la mobilisation des ressources et les institutions fiscales. En outre, des réformes en matière de gestion des finances publiques, devront être engagées en vue d'améliorer la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget.
 - Réaliser périodiquement un audit des états de salaire et mettre en œuvre des mesures de maîtrise des salaires afin de réduire davantage le ratio salaires/recettes fiscales.
 - Mettre en œuvre un plan d'action détaillé et assorti d'un échéancier, afin de pouvoir débusquer et éliminer les 'travailleurs fantômes'. Veiller également à mieux

contrôler les nouvelles recrues et assurer la migration vers un système de paie informatisé.

- Des mesures devront être prises afin de réduire le poids de la dette publique dans le cadre des efforts visant à assurer la viabilité de la dette.

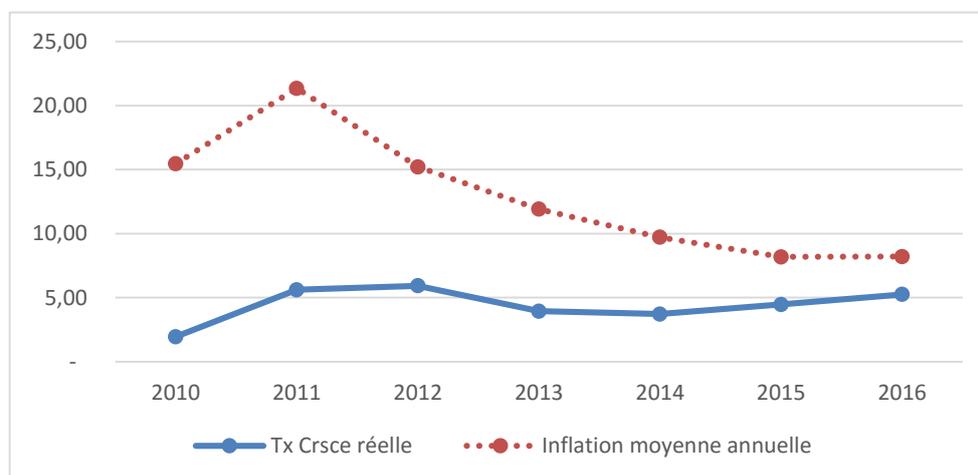
2.7 Situation économique et financière de la Guinée

241. En 2016, l'épidémie de la maladie à virus Ebola a été entièrement éradiquée en Guinée. Le pays s'est doté d'un nouveau référentiel de développement qui est le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). L'objectif global du PNDES est de promouvoir une croissance forte pour améliorer le bien-être des Guinéens, opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable dans un contexte de cadre macroéconomique stable et crédible. Aussi, l'année 2016 a-t-elle été marquée la dernière revue du programme financier triennal appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI. Cela constitue la première fois qu'un programme financier est conduit à terme en République de Guinée.
242. Dans ce contexte la croissance est ressortie à 5,2% contre 4,5% en 2015. Cette accélération de la croissance a été principalement soutenue par les performances enregistrées au niveau du secteur secondaire.

2.7.1 Le Secteur réel

243. Au niveau du secteur primaire, la valeur ajoutée a enregistré une hausse de 3,7% en 2016 contre 7,1% en 2015. La croissance enregistrée résulte de la bonne tenue de l'activité agricole en rapport avec l'extension des superficies et l'augmentation des rendements grâce aux actions entreprises dans le cadre du programme gouvernemental d'appui à la production. Les activités de pêches ont également bénéficié des effets induits par la levée des sanctions par l'Union Européenne. Quant à la décélération observée par rapport à l'année précédente, elle résulte de la faible performance des branches liées à l'élevage et à la sylviculture.

Figure 2.7.1: Taux de croissance et Inflation de la Guinée



244. La contribution à la formation du PIB du secteur primaire est passée de 18,0% en 2016 contre 18,3% en 2015. Quant à sa contribution à la croissance du PIB, elle est ressortie à 0,7 point en 2016 contre 1,3 point en 2015.
245. Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 8,5% en 2016 après une contraction de 5,2% en 2015. Cette importante relance est impulsée par les performances des activités minières et énergétiques. En effet, la production des liées aux activités extractives a augmenté de 17,2% en 2016 en lien avec l'accroissement de la production de

la société minière de Boké qui a largement dépassé les prévisions initiales. De même, le sous-secteur Eau-électricité-gaz a progressé de 10,0% en 2016 en raison du fait que le barrage de Kaléta a fonctionné toute l'année contrairement à 2015 où il n'est entré en production qu'au 2^{ème} trimestre.

246. Le secteur secondaire a contribué à hauteur de 27,0% à la formation du PIB en 2016 contre 26,1% en 2015. Sa contribution à la croissance est ressortie à 2,2 points contre une contribution négative de 1,5 point en 2015.
247. La valeur ajoutée du secteur tertiaire enregistré une hausse de 3,6% après celle de 9,6% en 2015. Dans ce secteur, seul le commerce reste bien orienté en lien avec la reprise des transactions commerciales terrestres avec les pays voisins suite à la fin de l'épidémie à virus Ebola. Globalement le tertiaire a contribué à 2,3 points à la croissance du PIB
248. Du côté de la demande, les évolutions ont été caractérisées par une légère hausse de 0,5% de la consommation finale, une hausse de 17,9% de la formation brute de capital fixe, une hausse de 5,5% des exportations et 5,9% des importations. L'investissement a le plus contribué à la croissance en 2016 avec 6,4 points contre une contribution négative en 2015. La contribution de la Consommation et des échanges est ressortie respectivement à 0,6 point et à -1,7 point.
249. Au niveau de l'évolution des prix, l'inflation en moyenne annuelle s'est située à 8,2% en décembre 2016 comme à fin décembre 2015 résultant essentiellement du renchérissement des produits alimentaires. Cette situation s'explique par la persistance des déficits dans le circuit de distribution de certains produits, tels que les poissons et les légumes. A cela s'ajoute l'augmentation des prix des produits importés suite à l'ajustement à la hausse de la TVA qui passe de 18 à 20% sur les produits de 1ères nécessités et sur les services (eau, électricité, santé, etc.).

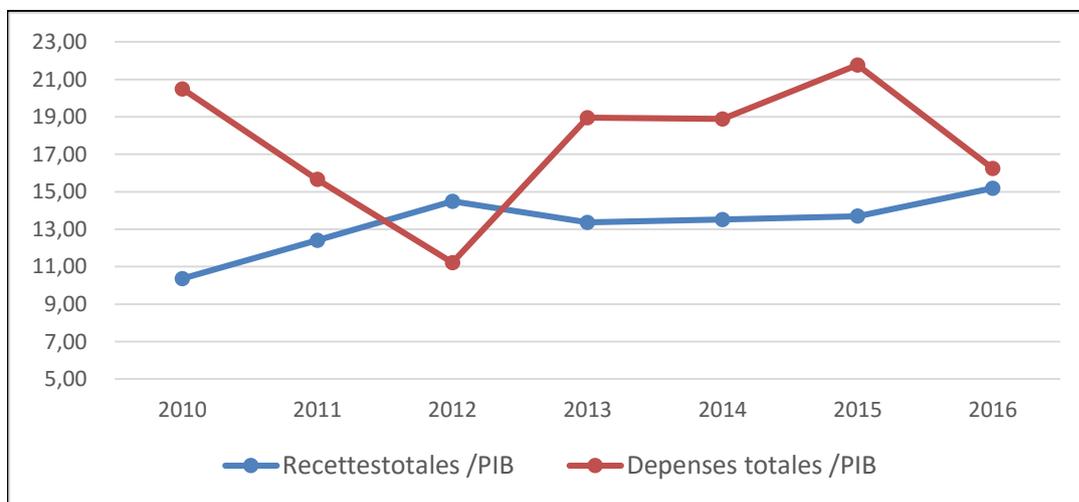
2.7.2 Finances publiques et dette publique

250. L'exécution des opérations financières de l'Etat au cours de l'année 2016 s'est soldée par un excédent global de 0,1% du PIB contre un déficit de 6,9% enregistré en 2015. Cette situation a imputable à une hausse de 26,4% des recettes totales et dons conjuguée à une baisse de 14,5% des dépenses totales et prêts nets. En terme nominal, les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 12.325,7 milliards de GNF (16,4% du PIB) contre 9.749,3 milliards de GNF (14,9% du PIB). Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils sont passés de 14.299.3 milliards de GNF (21,8% PIB) en 2015 à 12.220,9 milliards de francs CFA (16,3% du PIB) en 2015).
251. La hausse des recettes totales et dons en 2016 a été portée aussi bien par les recettes totales (+26,7%) que les dons (+22,8%). Les recettes totales, portées notamment les recettes fiscales (+26,7%) et dans une moindre mesure par les recettes non fiscales (+32,9%) se sont accrues de 2.403.0 milliards de GNF pour se situer à 11.391,4 milliards de GNF (15,2% du PIB) contre 8.988,4 milliards de GNF (13,7% du PIB) en 2015. L'accroissement de la mobilisation des recettes fiscales a été par les performances réalisées sur les impôts et taxes sur les revenus, les taxes sur les biens et services ainsi que les droits et taxes à l'importation. Ces performances sont, entre autres, une résultante de la mise en œuvre des mesures contenues dans la loi de finances 2016 notamment le

relèvement du taux de TVA de 18 à 20%, le relèvement de deux points des taux des droits d'accise initialement fixés à 15% et à 45%. Autres actions justifiant ces évolutions ont porté sur (i) l'opérationnalisation du service des moyennes entreprises, (ii) l'introduction des nouvelles taxes sur la téléphonie, (iii) la modernisation des équipements des infrastructures portuaires, (iv) les campagnes de sensibilisation sur le paiement d'impôts et l'implication du secteur informel, (v) les actions de renforcements du dédouanement des véhicules d'occasion ainsi que les actions de contrôles à posteriori. De cette mobilisation des recettes fiscales, il ressort un taux de pression de 14,1% en 2016 contre 12,8% une année plus tôt.

252. S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont accrues de 125,8 milliards de GNF en 2016 pour se situer à 508,4 milliards de GNF en 2016 contre 382,6 milliards de GNF en 2015. Cet accroissement a été porté par la hausse dans la mobilisation des redevances et dividendes, des droits et frais administratifs, des amendes et confiscations.

Figure 2.7.2: Recettes totales et Dépenses totales en % du PIB /Guinée

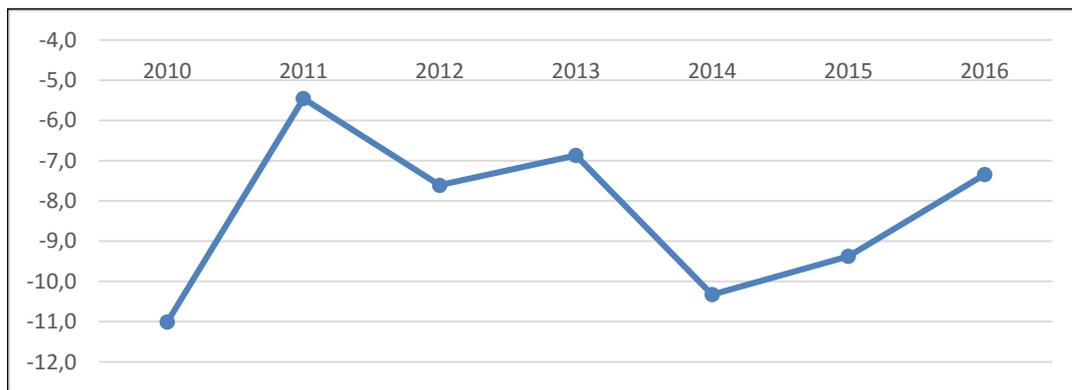


253. La mobilisation des dons en 2016 est ressortie à 934,3 milliards de GNF contre 760,9 milliards de GNF en 2015 représentant 1,2% du PIB comme en 2015.
254. Les engagements de dépenses totales et prêts nets au cours de l'année 2016 se sont fortement réduits par rapport à l'année 2015. Ils sont ressortis à 12.220,9 milliards de GNF (16,3% du PIB) contre 14.299,3 milliards de GNF (21,8% du PIB). Cette baisse a été imputable aussi bien aux dépenses en capital sur ressources externes (-82,3%) qu'aux dépenses courantes (-5,2%).
255. Les dépenses courantes sont en effet ressorties à GNF 8.362,2 milliards à fin 2016 contre 8.819,0 milliards à fin décembre 2015. La baisse des dépenses courantes a été imputable à la contraction (i) des dépenses sur biens et services à hauteur de 9,6% (2.576,2 milliards en décembre 2016 contre 2.849,2 milliards à fin 2015) et (ii) des dépenses de transferts et subventions de 22,3% par rapport à 2015 (2.102,4 milliards en 2016 contre 2.706,9 milliards en 2015). La contraction de ces dépenses s'explique par les mesures prises par le Gouvernement pour une meilleure réallocation des ressources et d'amélioration de la qualité de la dépense. A cela s'ajoutent la prise de mesures par rapport aux missions à l'extérieur et aussi le rappel, à travers une circulaire, des principes liés à l'éligibilité et à l'octroi des subventions. Par contre, les dépenses portant sur les salaires et les intérêts de

la dette publique ont connu des accroissements respectifs de 7,9% et de 37,8%. Les différentes revendications des partenaires sociaux pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ont amené le Gouvernement à signer avec ceux-ci un protocole d'accord pour l'augmentation des salaires.

256. En ce qui concerne les dépenses en capital, en se situant GNF 3.648,8 milliards à fin décembre 2016 contre 4.990,2 milliards à fin 2015, les dépenses d'investissement se sont contractées de 1.341,4 milliards en valeur absolue. Cette baisse a été imputable aux dépenses d'investissement sur ressources externes qui ont chuté de 82,3% en 2016 pour se situer à 292,7 milliards de GNF contre 1.653,1 milliards de GNF EN 2015.

Figure 2.7.3: Déficit global hors dons en % PIB/Guinée



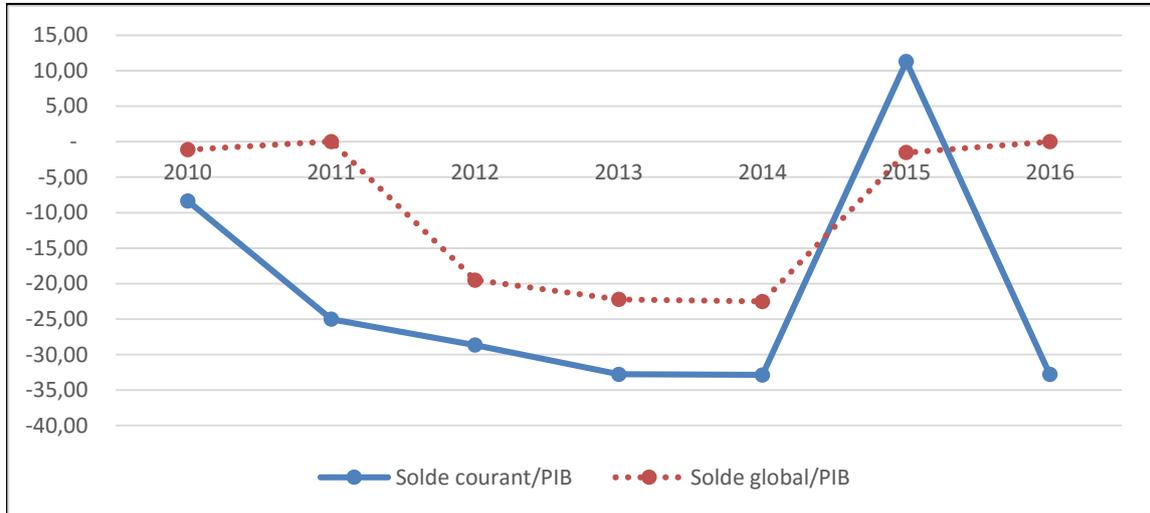
257. En matière d'endettement, l'encours de la dette publique totale de la Guinée en 2016 est ressorti en hausse 13,6% pour se situer à 32.300,7 milliards de GNF (43,1% du PIB) contre 28.423,2 milliards de GNF (43,1% du PIB) en 2015. Toutefois, il y a lieu de noter que cet encours ne prend pas en compte les arriérés accumulés auprès de fournisseurs locaux dans le cadre de prestations de services dont l'État a bénéficié et qui n'ont pas été honorées.

2.7.3 Le Secteur extérieur

258. En 2016, les transactions de la Guinée avec le reste du monde se sont soldées par un déficit de 7,4 milliards de GNF, en réduction par rapport au déficit de 1.005,6 milliards de GNF (-1,5% du PIB) en 2015. Cette évolution du déficit global est imputable au compte de capital et d'opérations financières qui est ressorti excédentaire de 24.589,2 milliards de GNF contre un déficit de 8.479,2 milliards de GNF une année plus tôt. Le solde des transactions courantes hors transferts officiels est ressorti, quant à lui, déficitaire en se situant à 24.590,0 milliards de GNF contre un excédent de 7.412,3 milliards de GNF EN 2015.
259. Le déficit de la Balance commerciale s'est fortement aggravé en ressortant à -18.063,1 milliards de GNF (-24,1% du PIB) contre un déficit de 4,7% du PIB en 2015, soit -3.074,5 milliards de GNF en 2015. Cette situation résulte essentiellement de l'augmentation des importations d'équipements dans le secteur des mines.
260. Le déficit structurel de la Balance des services s'est aggravé en se situant 5.877,3 milliards de GNF contre un déficit de 632,6 milliards de GNF en 2015. Cette évolution est imputable à la hausse des dépenses de certains postes de services, dont notamment, les services de transport (tout mode compris) et autres services aux entreprises. Le solde de la Balance

des revenus primaires (Revenus des Investissements) est ressorti à -1.412,1 milliards en 2016 contre -205,4 milliards de GNF en 2015, tandis que celui des revenus secondaires (solde des transferts) s'est amélioré de 20,7% en se situant à 724,4 milliards de GNF en 2016 contre 600,3 milliards de GNF en 2015.

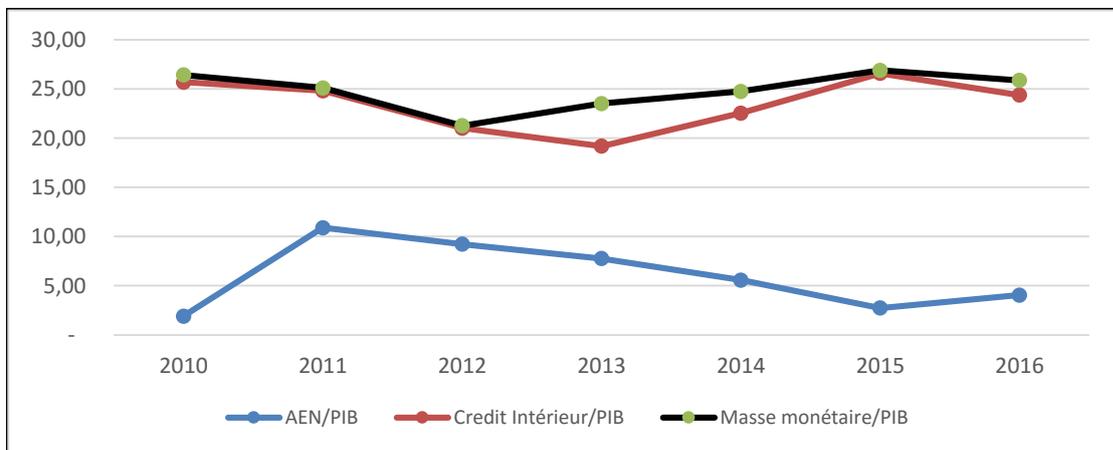
Figure 2.7.4: Solde courant et Solde global en % PIB /Guinée



2.7.4 La Situation monétaire

261. L'évolution des agrégats monétaires en 2016 comparativement à 2015, a été caractérisée par un accroissement de 69,0% des avoirs extérieurs nets et une hausse de 4,9% du crédit intérieur. De ces évolutions, résulte une hausse de 9,9% de la masse monétaire.
262. Les avoirs extérieurs nets se sont consolidés au cours de l'année 2016 en s'établissant à 3030,1 milliards GNF (4,0% du PIB) en 2016 contre 1.792,6 milliards GNF (2,7% du PIB) à fin décembre 2015, notamment suite à l'augmentation des avoirs de la Banque centrale. En effet, les avoirs extérieurs nets de la Banque centrale se sont accrus de 96,1% pour se situer à 2.530,7 milliards en 2016 contre 1.290.3 milliards de GNF en 2015 en lien avec l'impact des mesures incitatives prises par les autorités pour favoriser le rapatriement des recettes d'exportation des matières précieuses notamment l'or et le diamant. Les avoirs des banques commerciales ayant quant à elles connu une baisse de 16,0%.

Figure 2.7.5: AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB/Guinée



263. Le crédit intérieur s'est quant à lui accru de 4,9% du fait de l'effet conjugué de la dégradation de 3,4% de la position nette du gouvernement et de la hausse de 6,6% du crédit au secteur privé.
264. Comme résultante de l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a connu en 2016 un accroissement de 9,9% en se situant à 8.126,0 milliards de GNF (25,9% du PIB) contre 7.624,8 milliards de GNF (26,9% du PIB) en 2015.

2.7.5 Etat de convergence macroéconomique en 2016

265. En matière de convergence, la Guinée a respecté quatre critères en 2016 contre trois en 2015. Les critères qui n'ont pas été respectés portent sur la variation du taux de change nominal et la couverture des importations par les réserves brutes. La situation des performances se présente comme suit :

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dans compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	3,2	-2,7	-3,6	-6,9	0,1
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	15,2	11,9	9,7	8,2	8,2
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	2,4	2,9	3,2	2,2	1,4
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	42,2	44,5	73,5	43,3	43,1
Variation du Taux de change nominal	±10%	-2,5	2,1	-1,5	2,2	-16,4
Nombre de critères respectés		3	4	4	4	4

2.7.6 Conclusion et recommandations.

266. L'année 2016 a été marquée par l'éradication de la maladie à virus Ebola dont a beaucoup souffert le pays les deux années précédentes. En outre, l'année a été marquée par la fin normale pour la première fois d'un programme conclu avec le Fonds monétaire international. Pour permettre de relancer l'économie, les recommandations ci-après sont formulées :

- Accélérer les consultations en vue de la conclusion d'un nouveau programme avec le FMI dans le but de consolider le cadre macroéconomique et de renforcer la confiance des bailleurs de fonds es pour soutenir l'activité économique :
- Poursuivre et accélérer les réformes structurelles en vue d'améliorer le climat des affaires ;
- Prendre les mesures visant la maîtrise des dépenses de fonctionnement notamment celles relatives aux transferts et subventions à travers notamment la rationalisation des services et agences publiques ;
- Poursuivre les mesures de l'amélioration de la mobilisation des ressources propres ;
- Renforcer les mesures de rapatriement des recettes d'exportations en vue d'améliorer les réserves brutes de change de la Banque centrale.

2.8 Situation économique et financière de la Guinée Bissau

267. Le contexte économique national a été marqué par la persistance de la crise politique déclenchée en août 2015 suite à la démission du Gouvernement inclusif issu des élections législatives d'avril 2014. Depuis lors un climat d'incertitude a prévalu ayant freiné la dynamique positive engendrée lors de la table ronde des partenaires internationaux de Bruxelles en mars 2015 et ralenti le rythme de mise en œuvre des réformes, notamment dans le domaine des finances publiques et d'environnements d'affaires. Dans ce contexte, le PIB réel a enregistré une hausse de 5,1% contre 6,1% en 2015, à la faveur des réformes engagées depuis 2014 et du bon déroulement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou qui a permis aux producteurs de bénéficier de la hausse des prix à l'exportations.

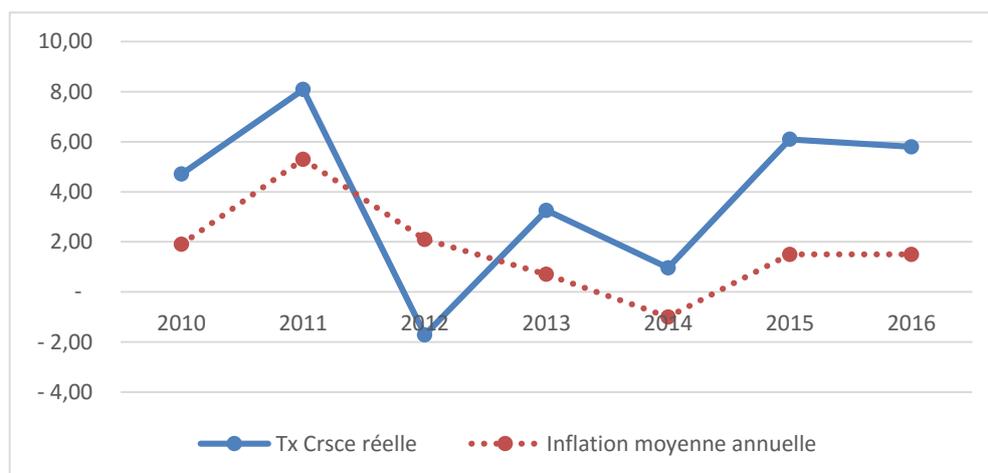
2.8.1 Le Secteur réel

268. La reprise de l'économie de la Guinée Bissau, amorcée en 2015 s'est poursuivi en 2016 est impulsée par l'ensemble des secteurs.

269. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 5,3% en 2016 contre 2,9% en 2015 soutenu notamment par l'accroissement de production agricole et des activités de la pêche. La progression du sous-secteur agricole (vivrière et rente), est liée à la poursuite de la mise en œuvre des divers projets d'appui au secteur agricole, à la bonne pluviométrie et à la hausse de surface emblavée. En revanche, les activités liées à l'exploitation forestière ont accusé un recul de 8,9% en 2016 après un repli de 34,5% en 2015, en liaison avec la moratoire prise par le Gouvernement en 2014 pour minimiser les effets de la surexploitation observée en 2012 et 2013.

270. Le secteur secondaire a affiché une progression de 4,8% en 2016 contre 5,1% en 2015, sous l'impulsion de l'ensemble des sous-secteurs à l'exception du sous-secteur eau et électricité. En effet, le sous-secteur de l'industrie agroalimentaire a enregistré une hausse de 7,5% en 2016 contre 9,1% un an plutôt ; tandis que les autres activités industrielles se sont accrues de 2,9% comme en 2015. En revanche, les activités de bâtiments et travaux publics (BTP) ont affiché une baisse de 17,8% contre un repli de 23,7% en 2015. De même, le sous-secteur électricité et eau, a accusé une baisse de 3,1% en 2016 contre une hausse de 6,5% en 2015, est en rapport avec les difficultés rencontrées dans la gestion de l'entreprise nationale de l'eau et d'électricité (EAGB).

Figure 2.8.1 : Taux de croissance et inflation /Guinée Bissau



271. Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 4,7% en 2016 contre 6,6% en 2015, impulsé par l'ensemble des sous-secteurs. En effet, le sous-secteur du transport s'est accru de 8,1% contre 25,1% en 2015 et celui du commerce a progressé de 8,3% contre 6,2%, impulsés par le dynamisme de la commercialisation de la noix de cajou. Les activités dans les télécommunications ont enregistré une croissance de 8,1% contre 25,1% en 2015 tandis que les services financiers ont affiché une hausse de 1,5% contre un repli 11,9%, en lien avec de l'amélioration des capacités d'intervention des banques après l'intervention de l'Etat en 2015 et 2016 dans la résolution des problèmes liés aux crédits en souffrance. De même, les activités du sous-secteur de l'administration publique affichent une hausse de 7,1% en 2016 après celle de 7,1% en 2015. Ces évolutions sont en rapport avec le retour à la normal dans la mesure où l'année 2014 a été une année exceptionnelle, marquée par la réalisation des élections et l'apurement des arrières des salaires et les prestations de services publics suite à la normalisation de la situation politique.
272. Cette croissance a été réalisée dans un environnement caractérisé par la stabilité des prix. En effet, l'inflation en moyenne annuelle s'est établie à 1,5% Comme en en 2015.

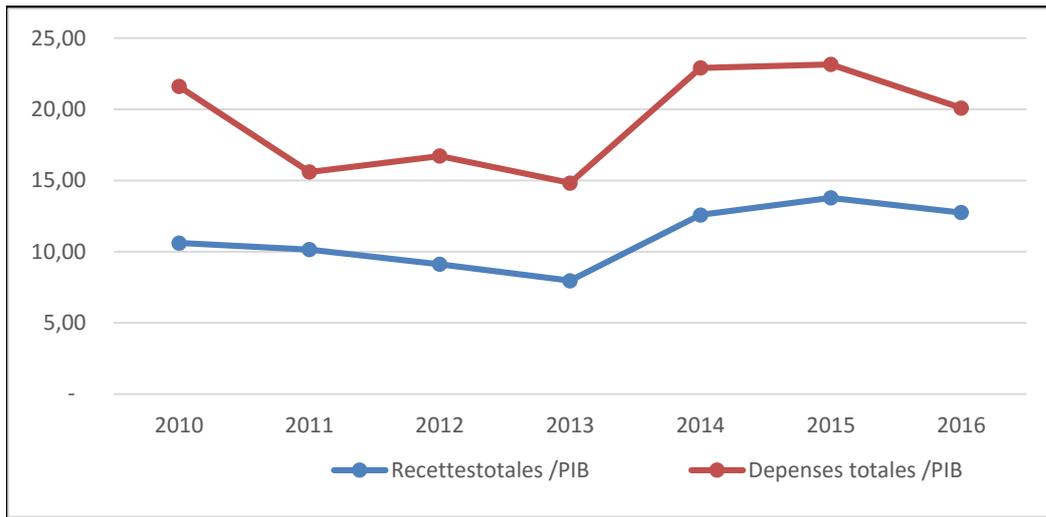
2.8.2 Finances publiques et dette publique

273. Dans un contexte marqué par la persistance de la crise politique qui n'a pas permis l'adoption du budget, les opérations financières de l'Etat se sont été soldées par un déficit budgétaire de 4,0% du PIB contre 2,7% en 2015. Cette situation est due à une hausse des dépenses totales et prêts plus importante que celles des recettes totales et dons.
274. En effet, les recettes totales et dons ont accusé un recul de 8,10% en 2016 contre une hausse de 17,9% en 2015 suite à la baisse de 31,1% des dons. Les recettes budgétaires se sont établies à 87,2 milliards de F CFA (12,6% du PIB) contre 84,8 milliards (13,8% du PIB) en 2015, en liaison avec la progression des recettes fiscales, nonobstant la baisse des recettes non fiscales.
275. Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 66,1 milliards de francs CFA contre 61,9 milliards de francs CFA en 2015, soit une hausse de 6,7%. Cette évolution est en

rapport avec la hausse de la mobilisation des recettes fiscales soutenue par le renforcement des mesures de fiscalisation et de la lutte contre la fraude fiscale et le relèvement de la taxe pondérée globale de droit de douane dans le cadre de la mise en œuvre de la TEC CEDEAO au dernier trimestre de l'année. Les recettes non fiscales ont affiché un recul de 7,7% contre une hausse de 7,0% en 2015.

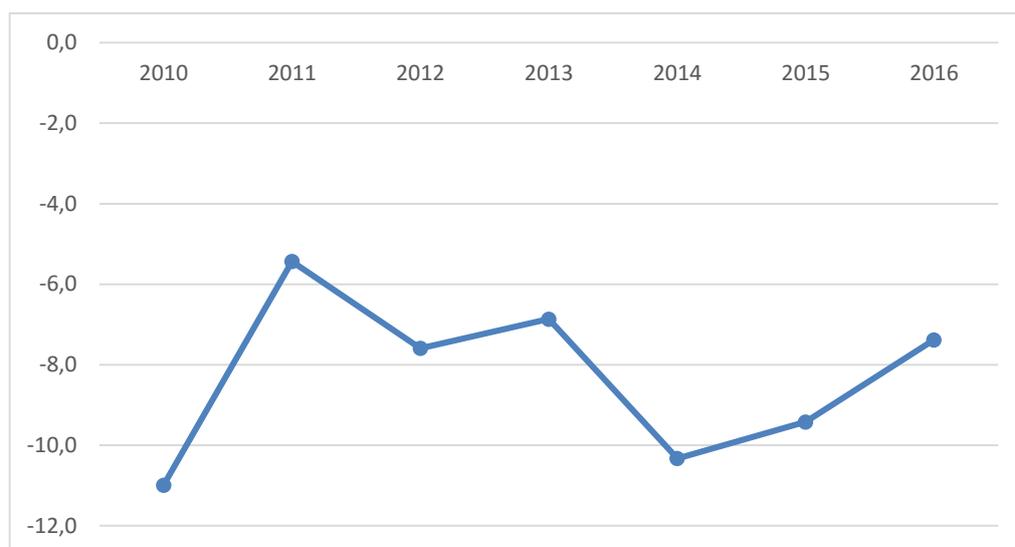
276. Les dons ont été mobilisés à 27,6 milliards de francs CFA contre 40,0 milliards de francs CFA en 2015 suite à la suspension des appuis des bailleurs.

Figure 2.8.2: Recettes totales et dépenses totales en %PIB/Guinée Bissau



277. Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une hausse de 0,9%, s'établissant à 141,2 milliards de FCFA (20,6% du PIB) en 2016 contre 142,1 milliards de FCFA (23,0% du PIB) un an plutôt. Cette baisse est imputable aussi bien aux dépenses courantes qu'aux dépenses en capital.
278. Les dépenses courantes se sont établies à 99,6 milliards de F CFA (14,5% du PIB) contre 92,7 milliards (15,1% du PIB) l'année précédente, soit une hausse de 7,8% contre une hausse de 19,7% en 2015. Cette évolution a été impulsée par la hausse des transferts et subventions et des traitements et salaires, en liaison avec la régularisation des salaires au niveau de l'éducation et des nouveaux recrutements Les effets de ces hausses ont été atténués par la baisse des dépenses dans l'acquisition des biens et services.

Figure 2.8.3: Solde Global hors dons/Guinée Bissau



279. Dans un contexte marqué par la non approbation du budget, les dépenses en capital se sont repliées de 12,2% pour se fixer à 42,5 milliards de F FA (6,2% du PIB) contre 48,4 milliards (7,9% du PIB).

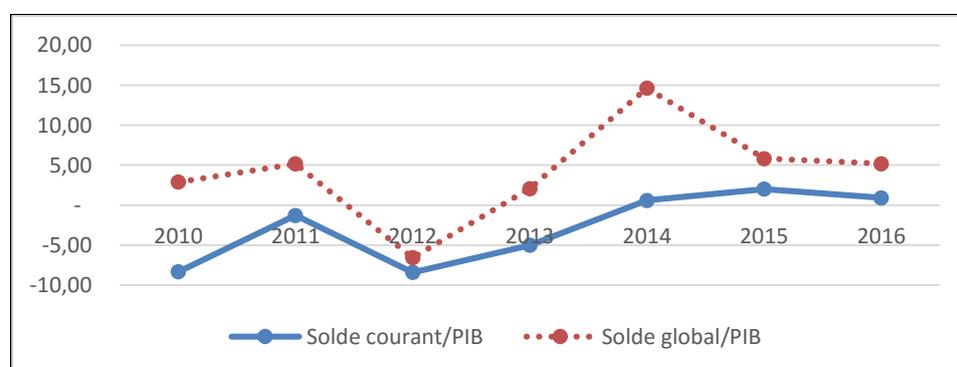
280. La dette publique s'est établie à 317 milliards de F CFA (41,4% du PIB) en 2016 contre 287,7 milliards (42,6% du PIB) en 2015.

2.8.3 Le Secteur extérieur

281. Les transactions extérieures en 2016 se sont caractérisées par une baisse de l'excédent du solde global de la balance des paiements qui situerait à 41,1 milliards de F CFA (6,0% du PIB) contre 35,8 milliards (5,8%) en 2015, en rapport avec la réduction des excédents de la balance des transactions courantes et du compte de capital et financier.

282. Le compte courant présenterait un excédent de 10,8 milliards (1,6% du PIB) en 2016 contre un excédent de 12,4 milliards (2,0% du PIB) en 2015, induite par les baisses des excédents des comptes de revenus primaires et secondaires dont l'effet a été quelque peu atténué par l'amélioration de la balance des biens.

Figure 2.8.4: Solde courant et solde global en % PIB/Guinée Bissau



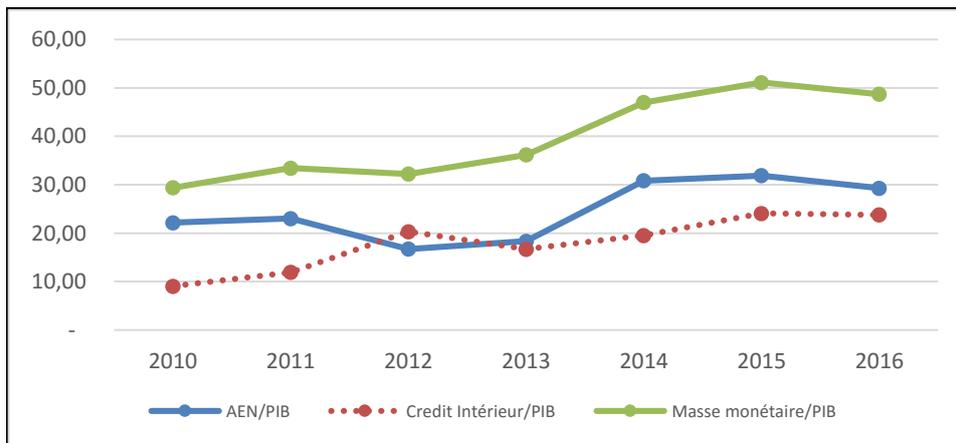
283. De même, l'excédent du compte de capital s'est reculé pour s'établir à 34,0 milliards de F CFA (4,9% du PIB) en 2016 contre un excédent de 34,8 milliards (5,7% du PIB) en 2015.

Cette évolution s'explique par la baisse de 3,4% des transferts en capital pour s'établir à 34,2 milliards de FCFA (5,0% du PIB), sous l'effet de recul des dons projets. De même, le recul des investissements directs a contribué à cette tendance. Toutefois, la hausse des investissements de portefeuille liée aux souscriptions des titres publics sur le marché régional des titres publics, a quelque peu atténué l'impact de ces évolutions.

2.8.4 La situation monétaire

- 284. La situation monétaire à fin décembre 2016 é caractérisée la progression de la masse monétaire, en liaison avec le renforcement des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur.
- 285. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont affiché une hausse de 21,3% pour se fixer à 203,0 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre 167,4 milliards de FCFA à fin décembre 2015, en rapport avec la hausse des recettes d'exportation de noix de cajou encaissées.
- 286. Le crédit intérieur a affiché une hausse de 10,0% pour s'établir à 132,2 milliards de FCFA contre 124,6 milliards un an auparavant, en rapport avec la détérioration de la PNG de 11,8% pour se fixer à 69,1 milliards de FCFA, à la suite des crédits de trésorerie contractés auprès des banques locales. En outre une légère hausse des crédits à l'économie a également été enregistrée pour s'établir à 63,0 milliards de FCFA en 2016 contre 62,8 milliards FCFA

Figure 2.8.5: AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB/Guinée Bissau



- 287. En conséquence de ces évolutions, la masse monétaire a enregistré une progression de 13,5% qui s'est traduite par un accroissement de 23,2% de la circulation fiduciaire et de 0,2% des dépôts à vue.

2.8.5 La Situation de convergence macroéconomique

- 288. La Guinée-Bissau a respecté cinq (5) critères en 2016 contre six en 2015. En effet, le pays n'a raté que le critère relatif au déficit budgétaire en 2016 alors que l'ensemble des critères avait été respecté en 2015 :

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-2,1	-3,4	-2,6	-2,7	-4,0
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	2,1	0,7	-1,0	1,4	1,5
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5,0	5,0	4,4
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	52,4	52,6	53,3	46,8	46,1
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		6	5	6	6	5

2.8.6 Conclusions et recommandations

289. A la lumière de ce qui précède, les autorités sont invitées à :

- Poursuivre les efforts de renforcement et la consolidation de la stabilité de l'environnement sociopolitique nécessaire pour assurer décollage économique ;
- Entreprendre un processus de diversification de l'économie afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la production et de l'exportation de la noix de cajou et minimiser sa vulnérabilité face aux chocs externes ;
- Poursuivre le renforcement de la gestion des finances publiques et de l'assainissement budgétaire par le biais de l'élargissement de la mobilisation des ressources intérieures et de la rationalisation des dépenses.

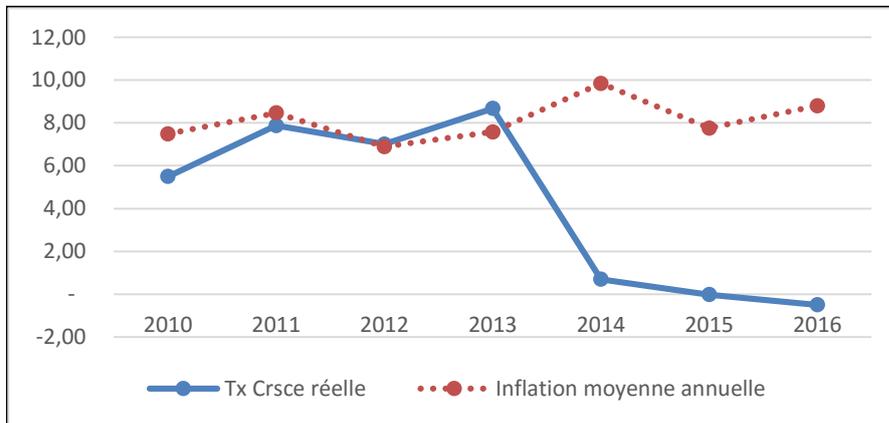
2.9 Situation économique et financière du Liberia

290. L'amélioration des prix des produits de base, en particulier, le fer, le caoutchouc et les minéraux (diamant et or) tout comme le cacao et les autres produits de base n'a pas eu un impact positif sur l'économie du Liberia. Ainsi en 2016, malgré les initiatives du gouvernement à travers le Plan de relance et de stabilisation économiques post Ebola (ESRP) basé sur l'Agenda pour la Transformation (AfT), la performance de l'économie s'est détériorée en raison du manque d'infrastructures, de la faible productivité du secteur réel et de la forte dépréciation du dollar libérien.

2.9.1 Secteur réel

291. En 2016, le niveau de la production a été affecté par la faible performance des différents secteurs de l'économie. Dans l'ensemble, le PIB réel a chuté de 0,5% en 2016 contre 0,0% en 2015. Cette contraction du PIB réel est attribuée à la mauvaise performance de la foresterie, de l'industrie extractive et minière et des secteurs de fabrication et de services.

Figure 2.9.1: Taux de croissance et inflation /Liberia



292. Le secteur primaire a enregistré une légère amélioration en 2016 avec une croissance de 2,17% contre 1,1% en 2015. Les activités agricoles et la pêche ont augmenté de 6,4% contre 0,7% en 2015, essentiellement à cause de l'amélioration de la production de riz et de manioc et celle d'huile de palme. De même, la production de caoutchouc s'est accrue de 9,4%, atteignant 49,965 tonnes en 2016 contre 45,657 tonnes en 2015. La production de café a plus que doublé, passant de 162,0 tonnes en 2016 contre 58 tonnes en 2015. La production de billes de bois s'est accrue de 72,5%. L'augmentation de la production de ces produits de base repose largement sur la relance graduelle des prix du marché mondial.

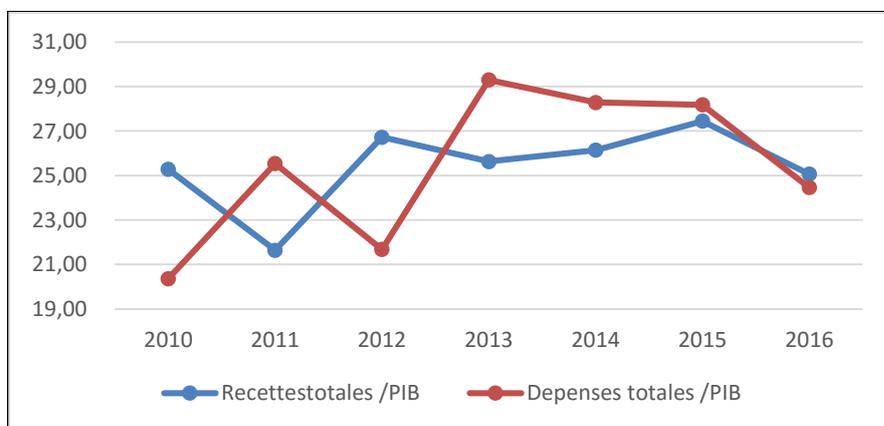
293. Le secteur secondaire a connu une baisse de 16,5% en 2016 contre une baisse de 10,9% en 2015. Concernant l'industrie manufacturière, les productions de ciment et de peintures ont chuté de 13,1% et 31,4% respectivement en 2016. Ces baisses sont partiellement attribuées au ralentissement des activités de construction au cours de l'année. Cependant, la production de boissons en 2016 a augmenté de 10,0% pour atteindre 25,2 millions de litres contre 22,9 millions en 2015, suite à l'installation d'infrastructures additionnelles qui ont aidé à intensifier la production. La production des autres industries manufacturières, notamment les produits sanitaires et pharmaceutiques ont enregistré une performance négative en 2016.

294. En ce qui concerne l'industrie minière et extractive, la production de fer a connu une baisse de 66,4% en 2016, passant à 1,5 million de tonnes contre 4,5 millions de tonnes en 2015 en raison du ralentissement des activités de l'un des principaux concessionnaires. La production d'or et de diamant s'est contractée de 43,4% et 4,8% respectivement se situant à 5.356 onces et 62.827 carats en 2016. La baisse de la production est le résultat de la faiblesse des prix mondiaux, malgré la reprise graduelle.
295. Le secteur tertiaire s'est accru de 3,9% en 2016, reflétant un ralentissement comparativement au taux de 4,3% réalisé en 2015.
296. Les estimations du PIB du Liberia ont continué à se baser sur la plateforme du Système des Comptes Nationaux (SNA) 1993. Il n'y a pas d'estimations PIB basées sur l'approche dépenses. Cependant, il est envisagé de baser les estimations PIB aux prix courants 2011 champ pour prendre en compte les approches dépenses et revenus. Cet exercice doit être achevé en 2019.
297. L'inflation en moyenne annuelle en 2016 a été de 8,8%, donc plus élevée que les 7,7% obtenus en 2015. L'augmentation de 1,1% de l'inflation s'explique largement par la dépréciation du dollar libérien et la brusque hausse des coûts de l'énergie. L'inflation en fin de période a aussi augmenté pour se situer à 12,5% en décembre 2016 contre 8,0% en décembre 2015.

2.9.2 Finances publiques et dette publique

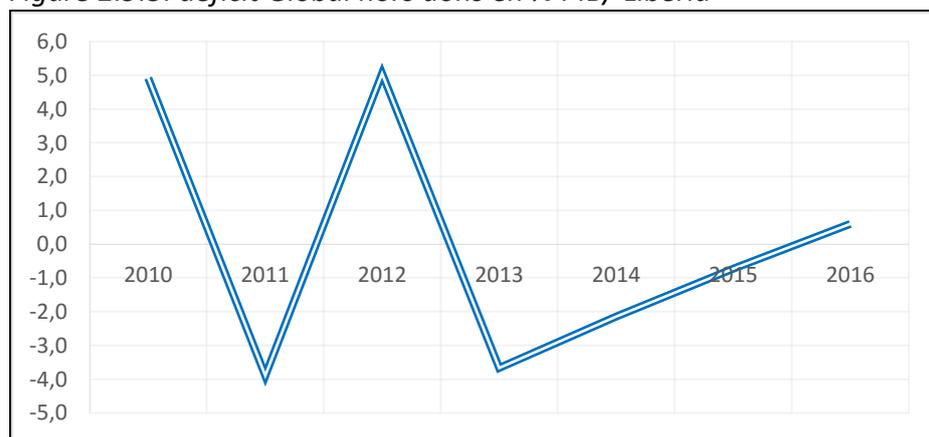
298. Les opérations budgétaires du gouvernement libérien au cours de la période sous revue montrent une amélioration par rapport à l'année précédente. Le solde budgétaire global a accusé un surplus, atteignant 42,0 millions de dollars américains (3,9% du PIB) en 2016, contre 33,2 millions de dollars américains (1,6% du PIB) en 2015, essentiellement à cause de la consolidation fiscale, notamment la mise en œuvre des nouvelles mesures de recettes, le respect des seuils d'endettement, une réduction de 5,0% des dépenses affectées à certains produits non-essentiels.
299. Les recettes totales et dons se sont contractés de 7,8% se situant à 26,7% du PIB en 2016, contre 29,8% du PIB en 2015. Ce déclin est surtout imputable aux baisses des autres recettes de 34,9% passant à 4,0% du PIB en 2016 contre 6,3% du PIB en 2015, ainsi qu'à la baisse des taxes d'importation de 6,0% en 2015.

Figure 2.9.2: Recettes totales et dépenses totales en %PIB/Liberia



300. En 2016, les recettes fiscales totales ont baissé de 2,0% et ressortant à 18,1% du PIB contre 19,0% du PIB en 2015. Les recettes intérieures ont constitué 67,8% des recettes totales et dons pour la période. La baisse observée au niveau des recettes fiscales totales en 2016 est due à la faible collecte des recettes sur le commerce international, les revenus et bénéfices ainsi que d'autres recettes d'impôts.
301. En 2016, les impôts sur les revenus et bénéfices ont augmenté de 6,0% passant à 7,3% du PIB contre 7,0% en 2015. Les impôts sur les revenus et bénéfices ont constitué 27,2% des recettes totales et dons à la fin décembre 2016.
302. Les recettes non fiscales au cours de la période sous revue se sont élevées à 7,0 % du PIB, ce qui indique une baisse de 15% par rapport au taux de 8,4% du PIB enregistré en fin décembre 2015. En 2016, les dons ont diminué de 27,8% pour se situer à 1,6% du PIB contre 2,3% du PIB en 2015.
303. Les dépenses totales et l et prêts nets ont baissé ressortant à 24,5% du PIB en 2016 contre 28,2% du PIB en 2015 imputable aussi à la baisse des dépenses courantes que des dépenses en capital.
304. Les dépenses courantes ont diminué de 8,6% pour se situer à 22,6% du PIB en raison des réductions dans la compensation des employés (salaires & indemnités et contributions sociales), des intérêts sur les dettes du gouvernement et autres biens, services et transferts, etc. Les compensations aux employés ont diminué de 4,4%, passant à 10,4% du PIB contre 11,2% du PIB en 2015.
305. Les dépenses d'investissements qui constituaient 6,8% des dépenses publiques totales, ont baissé de 32,0%. L'analyse des dépenses d'investissement pour l'année 2016 présente une diminution de 32,0% dans les dépenses totales d'investissements qui ne représentent que 1,7% du PIB contre 2,5% du PIB en 2016.

Figure 2.9.3: déficit Global hors dons en % PIB/ Liberia



306. Le stock total de dettes publiques a accusé une hausse de 17,9% en passant à 36,8% du PIB contre 32,0% du PIB en 2015. L'augmentation de la dette publique était largement due à la ratification des accords de prêts précédemment signés par la législature nationale.
307. le stock de la dette extérieure à la fin décembre 2016 s'est accru de 31,4% pour atteindre 24,0% du PIB contre 18,8% du PIB à la fin décembre 2015. Cet accroissement a été

occasionné par des augmentations de 33,1% et 14,2% de la dette multilatérale et bilatérale, respectivement.

308. le stock de la dette intérieure à la fin décembre 2016 s'est réduit marginalement de 0,4%, passant à 12,7% du PIB contre 13,1% du PIB en raison de la diminution de la dette intérieure avec les institutions financières.

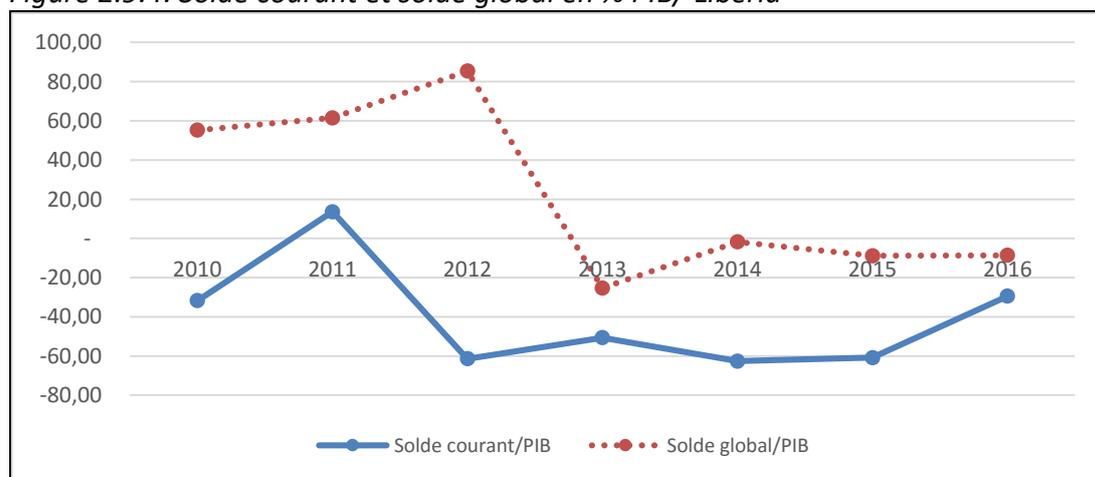
2.9.3 Secteur Extérieur

309. En 2016, les exportations ont enregistré une baisse de 36,1%, passant de 12,9% du PIB en 2015 à 8,0% du PIB en 2016. La baisse de 36,1% dans les recettes totales d'exportation a été occasionnée par la chute des prix des principales exportations du Liberia, notamment le minerai de fer. Les recettes du minerai fer, pendant la période sous revue, se sont contractées de 65,0%, pour s'établir à 49,6 millions de dollars américains contre 53,5 millions l'année précédente, alors que les recettes du caoutchouc et des métaux précieux- l'or en particulier- ont chuté de 3,8% et 7,2%, respectivement. La baisse des recettes d'exportation de ce produit de base est imputable principalement aux contraintes d'approvisionnement et à la faiblesse des prix, alors que la chute des recettes du caoutchouc et de l'or a été attribuée à la décision des producteurs ainsi qu'à la réglementation de l'industrie minière par le gouvernement.
310. En 2016, les dépenses d'importations ont baissé de 22,0% et s'établissant à 57,3% du PIB contre 75,6% du PIB en 2015. La baisse des dépenses d'importations en 2016 a été imputable à toutes les principales catégories de produits notamment le pétrole (20,8%), le riz (22,6%), la machinerie, les équipements (26,3%) et les autres importations de produits (20,1%).
311. La performance de la balance commerciale du Liberia s'est améliorée de 19,1% en s'établissant à un déficit de 1.040,7 millions de dollars américains (49,3% du PIB au cours de la période sous revue contre un déficit de 1.286,1 millions (62,7% du PIB) en 2015. L'amélioration du déficit de la balance commerciale est due à la baisse des dépenses d'importations plus forte que celle des recettes d'exportation.
312. Par rapport aux destinations des exportations, les régions ou pays destinataires des exportations du Liberia étaient l'Afrique (en particulier, la CEDEAO), l'Europe (o/w la zone euro) et l'Amérique du Nord (essentiellement les Etats-Unis d'Amérique). En 2016, la destination Afrique représentait 30,8% des exportations totales. L'Europe et l'Amérique du Nord ont attiré 25,6 et 20,5%, respectivement. La hausse des échanges en Afrique est imputable aux améliorations du commerce intra-CEDEAO qui se développe graduellement depuis 2015. Les échanges vers l'Europe ont diminué de 45,8% entre 2015 et 2016.
313. En 2016, l'Asie (essentiellement la Chine), l'Afrique (en particulier la CEDEAO) et l'Europe (particulièrement la zone euro) sont les trois régions qui représentent une part significative des dépenses d'importations du Liberia. L'Asie (essentiellement la Chine) représente 33,4% des dépenses totales d'importations, alors que l'Afrique (en particulier la CEDEAO) et Europe (particulièrement la zone euro) constituaient 28,9 et 17,9%, respectivement.
314. Le déficit courant s'est réduit de 50,08%, revenant à 623,5 millions de dollars américains (29,5% du PIB) en 2016 contre un déficit de 1.249,1 millions (60.1% du PIB) en 2015.

L'amélioration du déficit courant du Liberia en 2016 s'explique par les améliorations des soldes de la balance commerciale et du compte des services divers et des revenus.

315. Le compte des services divers (net) s'est replié de 37,3% pour un déficit de 80,4 millions de dollars américains (3,8% du PIB) en 2016 contre un déficit de 852,0 millions (41,5% du PIB) l'année précédente. L'amélioration dans les recettes nettes de services au cours de l'année s'explique par la réduction des paiements pour services, ce qui contrebalance la diminution des recettes de services.
316. Le compte de revenu primaire (net) s'est contracté de 89,4% et s'établissant à un déficit de 29,7 millions de dollars américains (1,4% du PIB) en 2016 contre un déficit de 280,0 millions (13,6% du PIB) en 2015, ce qui s'explique par une baisse significative des paiements de revenus.
317. Le solde du compte de capital a baissé de 59,7% ressortant à 285,0 millions de dollars américains (13,5% du PIB) en 2016 contre 707,0 millions (34,4% du PIB) l'année précédente essentiellement à cause de la baisse dans les transferts de capitaux au Liberia en 2016.
318. L'investissement direct dans l'économie libérienne a diminué de 30,4% ressortant à 501,7 millions de dollars américains (23,4% du PIB) en 2016 contre 720,9 millions (35,1% du PIB) investis en 2015 à cause du ralentissement des projets d'investissement au Liberia couplé à l'effet des prix mondiaux des produits d'exportation de base qui a affecté les produits primaires d'exportation du pays. Les autres obligations d'investissement (net) se sont accrues de 36,3% passant à 491,7 millions de dollars américains (23,3% du PIB) en 2016 contre 360,7 millions (17,6% du PIB) investis en 2015, essentiellement à cause de la hausse dans l'acquisition d'actifs nets financiers.
319. En 2016, la position des réserves internationales brutes du Liberia (y compris les DTS) a augmenté de 4,8% et atteint 587,6 millions de dollars américains contre 560,6 millions en 2015, ceci, grâce à la politique d'accroissement des réserves de la CBL. Les réserves officielles brutes en termes de mois d'importation ont augmenté à 3,3 mois d'importations en 2016 contre 2,3 mois en 2015

Figure 2.9.4: Solde courant et solde global en % PIB/ Liberia



320. Le déficit global de la balance de paiements s'est détérioré de 0,4% s'établissant à 182.8 millions de dollars américains (59% du PIB) en 2016 contre le 182,4 millions (26,4% du PIB)

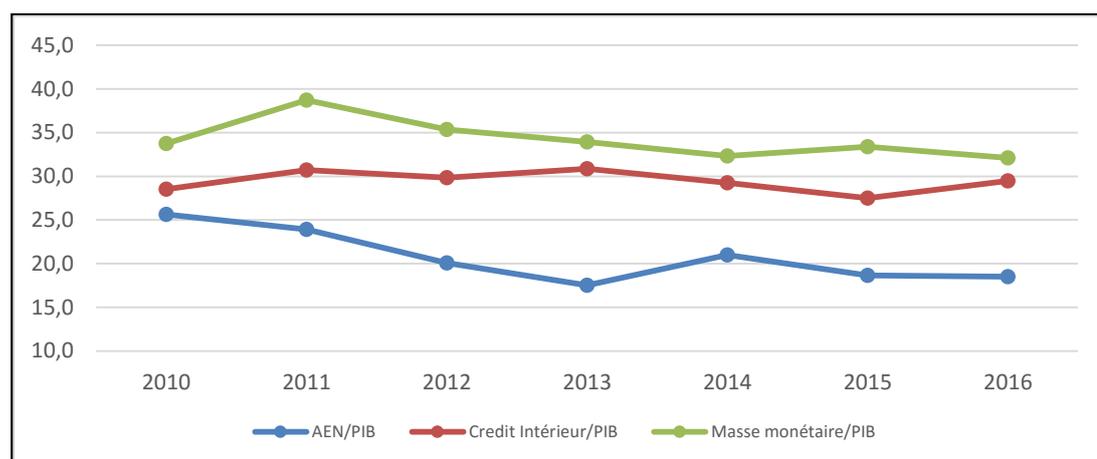
de 2015. La légère expansion du déficit de la balance globale de paiements malgré l'amélioration du déficit courant reflète clairement la dépendance accrue du Liberia sur les biens, services, revenus et investissements financiers extérieurs pour la consommation intérieure.

321. Au fil des ans, la monnaie locale est demeurée sous forte pression contre le dollar américain. Le marché des devises étrangères de la fin de période et en moyenne a montré que le dollar libérien s'est déprécié à un taux à deux chiffres en 2016. Le taux de change moyen s'est déprécié de 13,9% à 100,8 dollars libériens/1,00 dollar américain contre 88,5 dollars libériens/1,00 dollar américain en 2015. La dépréciation soutenue de la monnaie locale était largement due à la forte demande de devises étrangères pour faciliter le paiement des importations. Ceci se reflète dans la longue liste d'attente continue au guichet de vente de devises étrangères de la CBL et dans l'offre limitée de devises résultant des recettes d'exportations déclinantes.

2.9.4 Secteur Monétaire

322. La politique monétaire de la Banque centrale du Liberia (CBL) est restée ciblée sur la stabilisation des prix à travers une stabilisation du taux de change. En 2016, l'intervention de la CBL sur le marché des devises étrangères visaient à influencer les conditions monétaires intérieures.
323. Situation monétaire (M2): en 2016, les liquidités totales dans le système bancaire (M2) a augmenté de 10,0% passant à 66.711,9 millions de dollars libériens contre 60.627,3 millions en fin décembre 2015. Cette hausse a été occasionnée par une augmentation de 23,3% du crédit au secteur privé. L'offre de masse monétaire (M1) a augmenté de 10,7% pour atteindre 45.418,0 millions de dollars libériens contre 41.036,50 millions en fin décembre 2015. La croissance était essentiellement due à l'accroissement de la circulation fiduciaire hors banques et des dépôts à vue de 22,7% et 7,0%, respectivement.
324. Le crédit intérieur a augmenté de 22,6% passant de 49.943,1 millions en 2015 à 61.231,9 de dollars libériens en 2016. Les paiements nets demandés au gouvernement ont également augmenté de 10.651,1 dollars libériens en 2015 à 12.782,5 en 2016, ce qui représente une hausse de 20%. De même, les paiements demandés au secteur privé ont augmenté de 23,3% passant de 39.290,6 dollars libériens en 2015 à 48.449,4 dollars libériens en 2016. Les avoirs extérieurs nets (NFA) se sont aussi appréciés de 14,0% après la baisse de 2,8% en 2015 largement due à l'expansion des avoirs de la banque centrale.

Figure 2.9.5: AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB/Liberia



325. La quasi-monnaie² a enregistré une croissance de 8,7% atteignant 21.293,9 millions de dollars libériens à la fin décembre 2016 contre 19.590,8 millions à la fin décembre 2015. La croissance de la quasi-monnaie a été due à la hausse des dépôts à terme et l'épargne ainsi que d'autres dépôts.
326. Les parts de composantes en dollars américains et dollars libériens de l'offre en masse monétaire en 2016 s'élevaient à 67,0% et 33,0%, respectivement. La prévalence de la composante en dollars américains de la masse monétaire illustre la dollarisation perverse de l'économie libérienne.
327. Taux d'intérêt: en 2016, les taux d'intérêt ont généralement reflété une baisse. Le taux débiteur annuel moyen a diminué de 0,02 point se situant à 13,59% en 2016 contre 13,61% en 2015. De même, les taux d'intérêt des prêts personnels, des hypothèques et des dépôts à terme ont accusé une tendance baissière. Par contre, les taux moyens de l'épargne et des certificats de dépôt se sont appréciés de 3,0 et 14,0 points de base, respectivement. L'écart entre le taux d'intérêt débiteur moyen et les taux d'épargne est resté relativement stable malgré la baisse de 11,56% contre 11,61% en 2015.

2.9.5 Etat de convergence macroéconomique à fin 2016

328. La performance du pays en matière de convergence macroéconomique s'est améliorée en 2016 par rapport à 2015. Le pays a rempli tous les quatre critères primaires contre trois seulement en 2015: les critères atteints sont ceux relatifs au déficit budgétaire, à l'inflation annuelle moyenne, aux réserves extérieures brutes et au financement de la banque centrale. En ce qui concerne les critères de convergence de second rang, le pays a rempli l'un des deux critères en 2016, notamment le critère relatif à la dette publique rapportée au PIB. Il n'a pas rempli le critère relatif au taux de change.

² La quasi-monnaie se définit comme des dépôts à terme et des dépôts d'épargne dans les deux monnaies

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
<i>Critères de premier rang</i>						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	7,5	-0,5	0,2	1,6	2,2
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	6,9	7,6	9,8	7,8	8,8
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	2,8	2,8	2,5	2,3	3,3
<i>Critères de second rang</i>						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	34,1	30,5	37,9	32,0	36,7
Variation du Taux de change nominal	±10%	1,3	-4,1	-9,0	7,2	-8,4
Nombre de critères respectés		5	5	5	5	6

Critères primaires

- *Déficit budgétaire (y compris dons)/PIB*: le critère a été atteint avec 2,2% du PIB.
- Inflation en moyenne annuelle: malgré la poussée des pressions inflationnistes en 2016, le pays a satisfait la norme relative au taux d'inflation à chiffre qui s'est établi à 8,8% 7,9% en 2015.
- *Réserves extérieures brutes*: la norme retenue a été atteinte en 2016 avec l'équivalent de 3,3 mois d'importations contre 2,4 en 2015.
- *Financement de la Banque centrale et déficit budgétaire* : ce critère a été respecté. La Banque centrale du Liberia n'a pas financé les opérations du déficit budgétaire du gouvernement au cours de la période en revue.

Critère de second rang:

- *Le ratio stock de la dette publique rapporté au PIB*: le pays a respecté la norme définie au niveau de ce critère avec un score de 36,7% du PIB en 2016 contre 32,0% du PIB une année plus tôt.
- *Variation du taux de change nominal moyen*: par rapport à l'UCAO le pays a respecté ce critère car la dollar libérien s'est déprécié 8,4%.

2.9.6 Conclusion and Recommendations

329. Le ralentissement continu des activités économiques en général, la faible reprise des prix internationaux des produits de base, l'impact adverse du prélèvement de l'UNMIL, ainsi que la peur du risque chez les investisseurs à cause des élections générales et présidentielles en vue pour 2017 ont contribué à la contraction de l'économie. La performance en matière de convergence s'est améliorée avec la réalisation de cinq (5) critères en 2016 contre quatre (4) en 2015.
330. Les recommandations suivantes ont été formulées à l'attention du Gouvernement du Liberia :
- Renforcer les initiatives en cours comme l'expansion énergétique, l'amélioration de la connectivité des routes ainsi que la mise en place d'une politique et un cadre institutionnels propices pour réduire le coût élevé de transaction des affaires ;
 - Accélérer et soutenir la diversification verticale de l'économie pour améliorer leur qualité (ex. huile de palme, caoutchouc, chaîne de valeur de l'agriculture) à court terme, alors que dans le moyen et long terme, il faudra une transformation structurelle pour une diversification horizontale ;
 - Le Gouvernement doit intensifier les efforts et poursuivre le programme de dé-dollarisation en promouvant l'utilisation du dollar libérien et le développement d'un marché intérieur de la dette ;
 - La Banque centrale du Liberia doit faire des efforts pour mettre en place un marché interbancaire formel pour encourager un meilleur approfondissement financier.

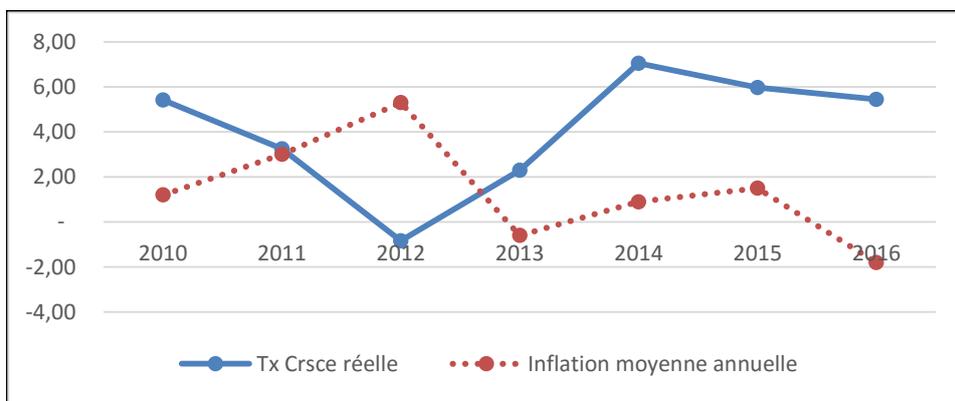
2.10 Situation économique et financière du Mali

331. Dans un contexte marqué par la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, l'économie malienne se redresse progressivement en 2016 en enregistrant une croissance de 5,4% contre 6,0% en 2015. Aussi, 2016 a été caractérisé le début de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2016-2018) qui est le cadre de référence de toutes les politiques au Mali.

2.10.1 Secteur réel

332. Le PIB est ressorti à 5,4% en 2016, impulsé par l'ensemble des secteurs à hauteur de 5,8%, 3,4% et 6,3%, respectivement pour le primaire, secondaire et tertiaire.

Figure 2.10.1: Taux de croissance et inflation / Mali



333. Le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 5,8% contre 7,5% en 2015. Cette contre-performance proviendrait notamment de la branche « agriculture vivrière » qui devrait augmenter de 6,5% contre 15,4% l'année précédente.

334. Le secteur secondaire a progressé de 3,4% en 2016 contre un repli 0,6% en 2015, en lien avec le redressement des « branches industries agroalimentaires » et « industries textiles » qui ont enregistré la croissance respectivement 6,5% et 2,4% contre -8,8% et -8,6% en 2015.

335. Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 6,3% après une hausse de 7,0% en 2015, en liaison avec l'augmentation de l'activité dans les branches « commerce », « Hôtellerie et restauration » et « Activités de services aux entreprises » où le taux de croissance augmenterait respectivement de 8,1%, de 1,1% et de 5,0% après avoir enregistré une croissance respectivement de 5,0%, de 0,4% et 3,2% en 2015

336. Du côté de la demande, la croissance est tirée par la consommation finale de que s'est accrue de 5,5% contre 7,0% en 2015 en lien avec la faiblesse de la croissance de la consommation privée (3,9% contre 5,8% en 2015) et de consommation publique (7,0% contre 8,1% en 2015). Pour sa part, le taux de croissance des Investissements s'est également ralenti de 7,5% en 2015 à 6,9% en 2016, en liaison avec le ralentissement de l'investissement privé (4,6% en 2016 contre 6,6% en 2015), dans un contexte d'accélération de l'investissement public (9,2% en 2016 contre 8,6% en 2015). Enfin, les exportations ont enregistré une croissance de 4,0% contre 4,7% un an plus tôt en relation

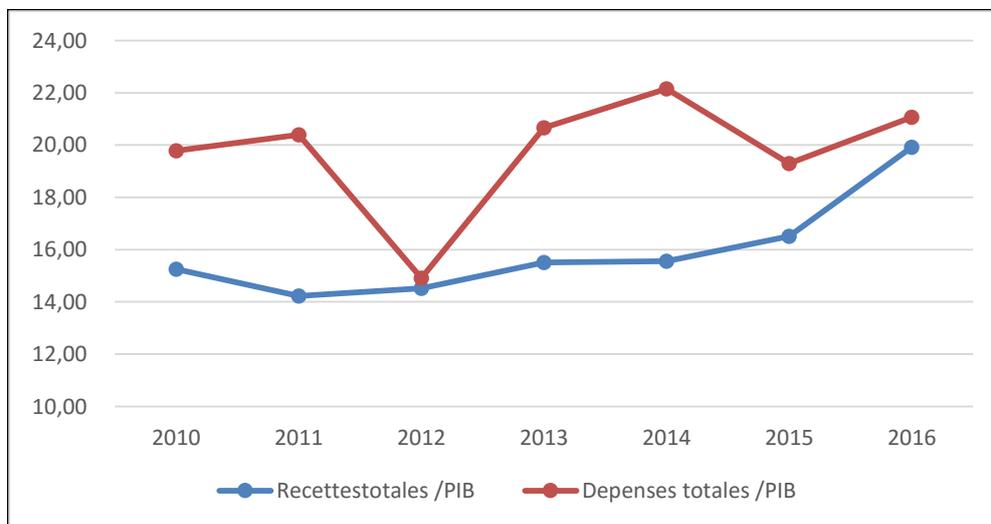
avec la baisse des prix d'or. Quant aux importations, elles se sont accrues de 3,5% contre 5,7% un an plutôt en lien avec l'importation de matériaux de construction découlant des grands chantiers d'investissements prévus.

337. L'inflation s'est située à -1,8% en 2016, imputable aux fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,7%), « logements, eau, électricité » et « transport » (-0,8%) et « communication » (-6,0%).

2.10.2 Finances publiques et dette publique

338. L'exécution des opérations financières au cours de l'année 2016 s'est traduite par une aggravation des principaux déficits, en rapport avec la forte augmentation des dépenses totales.
339. A cet effet, le déficit budgétaire global hors dons est ressorti à 453,8 milliards de FCFA contre 349,3 milliards de FCFA un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit s'est situé à 5,4% en 2016 contre 5,9% en 2015.
340. Quant au déficit global dons inclus, il est ressorti à 321,2 milliards de FCFA, soit 3,9% du PIB contre 141,7 milliards de FCFA en 2015.
341. Le solde base caisse dons inclus est ainsi ressorti à 330,3 milliards de FCFA contre une prévision de 359,6 milliards de FCFA. A la même période en 2015, ce solde affichait un déficit de 247,8 milliards de FCFA.

Figure 2.10.2: Recettes totales et dépenses totales en %PIB/Mali

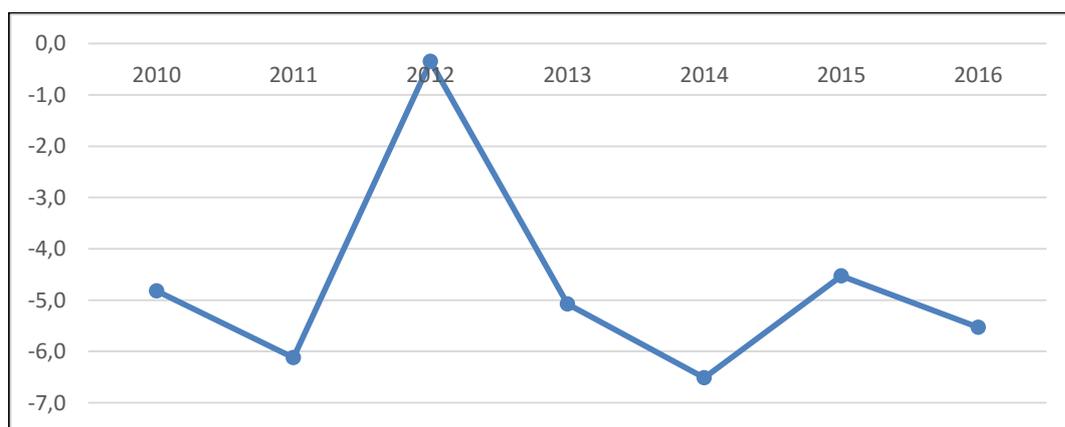


342. Les recettes totales et dons se sont élevés à 1791,9 milliards de francs CFA (21,6% du PIB) contre 1.480,5 milliards de francs CFA (17,8% du PIB) à fin décembre 2015, soit une hausse de 311,4 milliards de francs CFA. Cette augmentation est imputable aussi bien aux recettes totales (+14,9%) qu'aux dons (+7,4%) comparativement à 2015.
343. Les recettes totales sont ressorties à 1659,4 milliards de francs CFA (19,9% du PIB) en 2016 contre 1272,8 milliards de francs CFA (16,4% du PIB) en 2015, soit un accroissement de 386,6 milliards de francs CFA imputable aussi bien aux recettes fiscales et aux recettes non fiscales. Les recettes fiscales se sont en effet établies à 1244,1 milliards de francs CFA

(14,9% du PIB) en 2016 contre 1086,0 milliards de francs CFA (14,0% du PIB) en 2015. Les recettes non fiscales sont ressorties en 2016 à 37,9 milliards contre 47,6 milliards en 2015, soit une baisse en termes absolus de 9,7 milliards de francs CFA. S'agissant des dons, ils ont enregistré une baisse de 36,1% pour représenter 132,5 milliards de FCFA contre 207,6 milliards de FCFA un an auparavant. Sur une prévision de 167,1 francs CFA, les dons ont connu un taux de mobilisation de 79,3% à fin décembre 2016.

344. Les dépenses totales et prêts nets ressortent à fin décembre 2016 à 2113,2 milliards de FCFA (25,3% du PIB) sur une prévision de 2196,7 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 96,2%. A la même période en 2015, ils s'élevaient à 1622,2 milliards de FCFA, soit une augmentation de 30,2%. Les dépenses budgétaires quant à elles s'élèvent à 1749 milliards sur une prévision de 1818,7 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 96,2%.
345. Les dépenses courantes se sont accrues de 9,4%, en liaison avec la hausse des dépenses relatives aux « transferts et subventions » de 11,8% et celles du personnel de 11%. L'accroissement des transferts et subventions est lié essentiellement à l'amélioration de l'offre et la qualité des services de santé, la prise en charge de certaines maladies (cancer, sida, paludisme...) et des intrants agricoles. La hausse des dépenses du personnel s'explique par les recrutements annuels et de la prise en charge de l'incidence de l'accord avec l'UNTM. Quant aux dépenses de fonctionnement, elles se sont accrues de 2,9%, en liaison avec le renforcement des acquis dans les secteurs sociaux (santé, éducation et développement social), de la mise en œuvre de la loi d'orientation et de programmation militaire et de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger.
346. S'agissant des dépenses d'investissement, elles ont progressé de 30,7% pour s'établir à 739,9 milliards de FCFA (8,9% du PIB) contre 565,9 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique par la poursuite par le Gouvernement de la mise en œuvre des grands travaux d'investissement et des projets d'infrastructures socio-économiques en vue de relancer l'économie. La composante financée sur ressources propres a augmenté de 75,1% tandis que la composante financée sur ressources extérieures a baissé de 14,3% tant dans la composante financée par dons projets que celle financée par les prêts projets

Figure 2.10.3: déficit Global hors dons / Mali



347. L'encours de la dette publique à fin décembre 2016 s'est élevé à 2 985,3 milliards de francs CFA (36,0% du PIB) contre 2 375,9 milliards de francs CFA (30,7%) à fin décembre 2015, soit un accroissement de 25,6%. Cet accroissement est imputable aussi bien à la dette extérieure qu'intérieure qui ont enregistré des hausses respectives de 18,1% et de 46,8%

par rapport à 2015. L'encours de la dette publique à fin décembre 2016 est constitué de 69,4% (2072,8 milliards de francs CFA) de dette extérieure et de 30,6% (912,5 milliards de francs CFA) de dette intérieure. Cette structure était de 73,8% et de 18,2% respectivement pour les composantes extérieure et intérieure de la dette publique en 2015.

348. Le service de la dette extérieure est régulièrement assuré et s'élève au 31 décembre 2016 à 87,4 milliards de francs CFA contre 120,5 milliards de francs CFA au 31 décembre 2015.

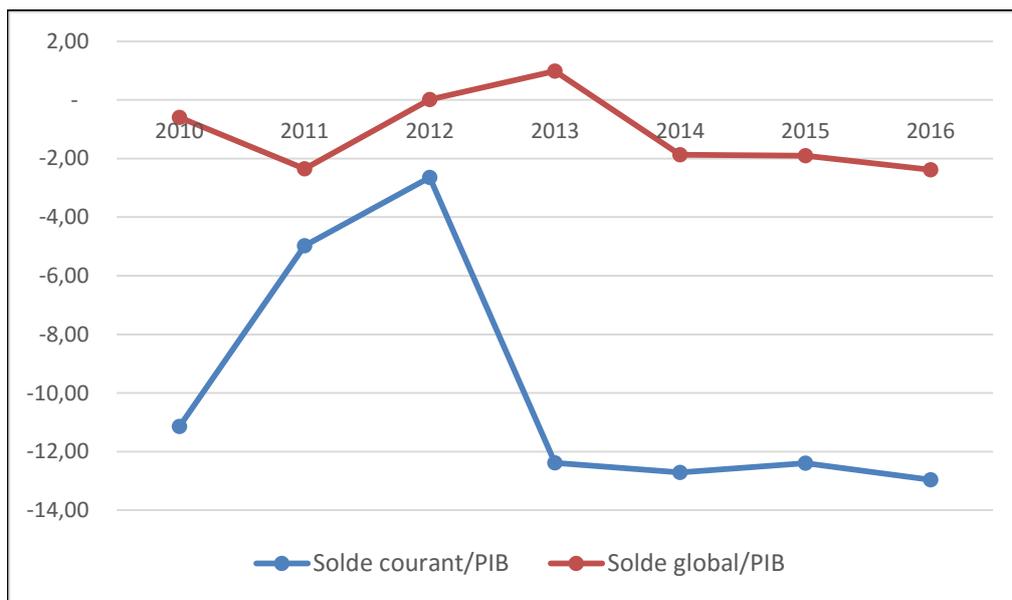
2.10.3 Le Secteur extérieur

349. Les échanges extérieurs du Mali en 2016 se sont soldés par un déficit de 198,3 milliards de FCFA après un solde de -146,5 milliards une année plus tôt. Cette dégradation est principalement imputable à celle du compte courant qui a affiché un solde de -464,3 milliards de FCFA (5,6% du PIB) contre -412,5 milliards (5,3% du PIB), soit une aggravation du déficit de 51,8 milliards de FCFA. Cette évolution résulte de la détérioration des soldes du commerce (-23,6 milliards de FCFA), des services (-69,1 milliards de FCFA) ainsi que des revenus (-51,7 milliards de FCFA).

350. Le solde de la balance commerciale a été caractérisé par une aggravation du déficit qui est ressorti à -304,9 milliards en 2016, contre un solde de -281,3 milliards de FCFA une année plus tôt. Cette évolution est due à l'effet conjugué de la hausse de 6,6% des exportations et de la hausse de 6,8% des importations. En effet, les exportations sont passées de 1497,8 milliards de francs CFA en 2015 à 1.712,3 milliards de francs CFA en 2016. Les importations quant à elles se sont établies à 2.017,2 milliards de francs CFA en 2016 contre 1.536,8 milliards de francs CFA en 2015.

351. Le solde de la balance des services s'est établi à -992,8 milliards de FCFA, après -923,6 milliards un an auparavant, soit une dégradation de 69,1 milliards de francs CFA. Cette situation résulte notamment de la hausse des services militaires reçus et de frets. Cette aggravation du déficit est en lien avec l'augmentation des services militaires reçus.

Figure 2.10.4: Solde courant et solde global en % PIB/Mali

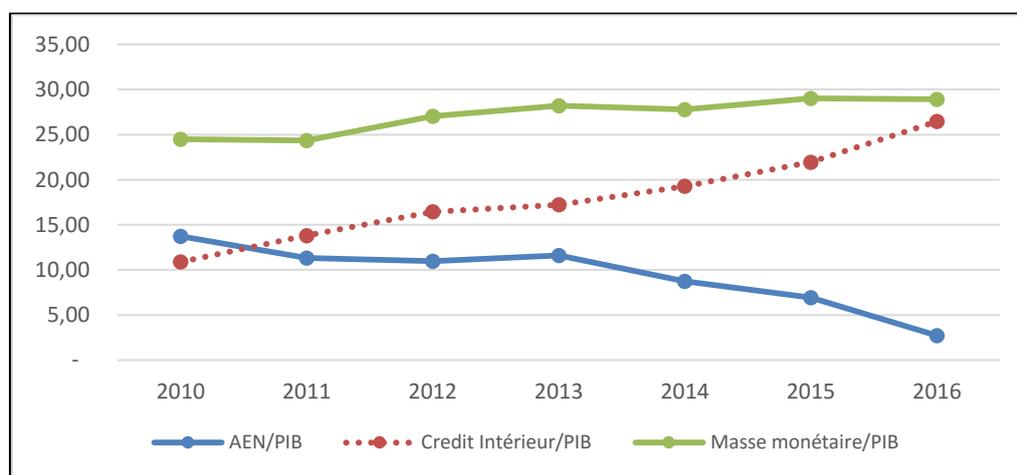


352. L'excédent des transferts de capital s'est établi à 136,6 milliards de FCFA en 2016, en retrait de 6,0 milliards par rapport à leur niveau de 2015. Les transferts publics de capital sont estimés à 111,4 milliards de FCFA en 2016, après 118,8 milliards un an auparavant.
353. Quant aux transferts des autres secteurs, ils sont ressortis à 25,2 milliards en 2016, après 27,7 milliards de FCFA en 2015. Le solde du compte d'opérations financières s'est chiffré à 129,4 milliards de FCFA en 2016, après 161,9 milliards l'année précédente, soit un repli de 32,6 milliards de francs CFA. Cette baisse est essentiellement en rapport avec un niveau plus faible de mobilisation de ressources extérieures, notamment les appuis budgétaires. En effet, ceux-ci sont estimés à 10,7 milliards de FCFA en 2016, contre 64,7 milliards en 2015.

2.10.4 La Situation monétaire

354. La masse monétaire a affiché une augmentation de 164,2 milliards de FCFA en s'inscrivant à 2.401,3 milliards à fin décembre 2016, contre 2.237,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette progression de la liquidité globale s'est traduite dans la circulation fiduciaire et les dépôts en banques qui se sont respectivement accrus de 37,3 milliards de FCFA (ou +9,1%) et de 126,9 milliards de francs CFA (soit +6,9%).
355. S'agissant de la part de la monnaie scripturale dans le stock monétaire, elle est ressortie à 81,5% à fin décembre 2016, contre 81,8% à la même période de l'année précédente.
356. Pour ce qui concerne les dépôts à terme, ils ont affiché un niveau de 778,6 milliards de FCFA ou 32,4% de la masse monétaire à fin décembre 2016, contre 577,0 milliards de FCFA ou 25,8% des disponibilités monétaires à la même période de l'année précédente.
357. Il est à noter qu'au Mali, comme dans les autres pays membres de l'UEMOA, en règle générale, les résidents ne détiennent pas de dépôts en devises.

Figure 2.10.5 : AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB/ Mali



358. En s'inscrivant à 2.197,6 milliards de FCFA à fin décembre 2016, l'encours du crédit intérieur a enregistré une progression de 505,4 milliards de FCFA par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution est essentiellement imputable au raffermissement des crédits à l'économie et à la dégradation de la PNG.

359. L'encours des crédits à l'économie s'est inscrit à 2.075,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016, en progression de 328,2 milliards par rapport à fin décembre 2015. Cette hausse est principalement imputable aux mises en place effectuées en faveur d'entreprises intervenant notamment dans les domaines des mines, de l'énergie, des télécommunications ainsi que du commerce général et des hydrocarbures

2.10.5 État de convergence macroéconomique en 2016

360. La situation de convergence en 2016 fait ressortir le respect de cinq critères de convergence tout comme en 2015. Les efforts en matière de gestion des finances publiques consentis au cours de l'année n'ont pas permis le respect le critère relatif au déficit global en pourcentage du PIB nominal.

361. La situation de convergence en 2015 et en 2016 se présente comme suit

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-0,1	-2,2	-3,8	-1,8	-3,9
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	5,3	-0,6	0,9	1,5	-1,8
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5	5	4,4
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	24,3	26,0	27,1	30,8	36,0
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		6	6	5	6	5

2.10.6 Conclusion et recommandations

362. L'économie malienne a poursuivi le redressement progressif initié après la crise de 2012 affichant une croissance réelle de 7,9% en 2015 contre 5,4% en 2015 de PIB nominal et une projection de 5,3% pour l'année 2017.

363. Toutefois, la consolidation de ces acquis est tributaire d'un environnement paisible au Mali permettant d'aboutir à la stabilité macroéconomique pour une croissance économique inclusive et durable.

364. Dans ce contexte, il est recommandé aux Autorités maliennes d'œuvrer dans la recherche d'une paix durable en vue d'assurer la sécurité des personnes et biens comme conditions préalables à la réalisation des investissements productifs dans le pays.

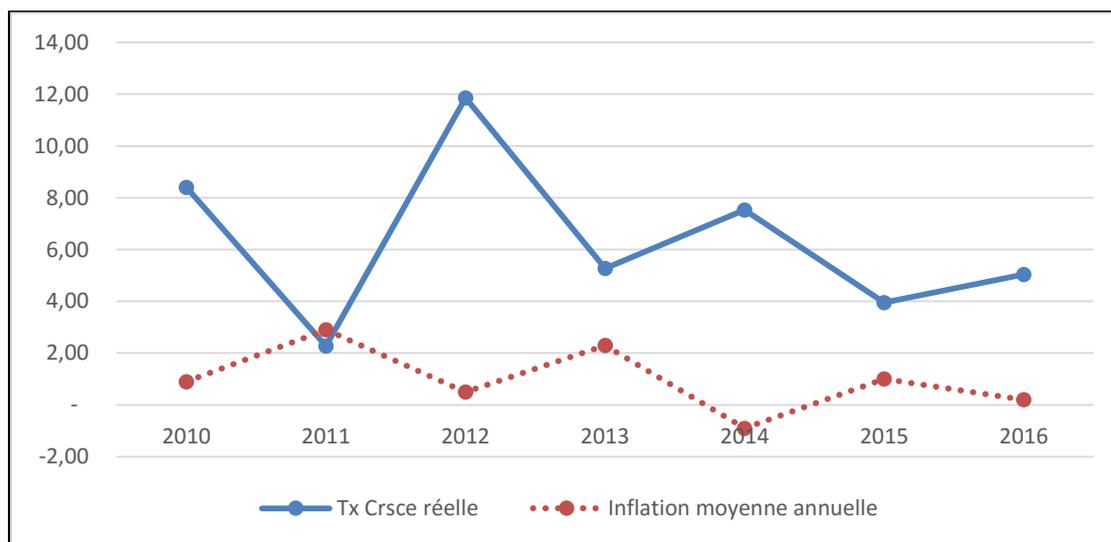
2.11 Situation économique et financière du Niger

365. L'activité économique et financière du Niger en 2016 s'est déroulée dans un contexte marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Renaissance qui intègre les politiques et les plans et sous programmes du Gouvernement, notamment la Déclaration de Politique du Gouvernement (DPG), le Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015) et le Plan d'action de l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens). Le Niger a poursuivi la mise en œuvre du Programme Économique et Financier (PEF 2012-2016), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et déployé d'énormes efforts pour la gestion du contexte sécuritaire régional. Dans ce contexte le taux de croissance est ressorti à 5,0% contre 4,0% une année plus tôt.

2.11.1 Secteur réel

366. Le rythme de la croissance de l'activité économique en 2016 a connu une accélération en se situant à 5,0% contre 4,0% en 2015. Cette évolution de l'activité économique a été essentiellement portée par la production agricole, et, dans une moindre mesure, par celle du pétrole.

Figure 2.11.1: Taux de croissance et inflation /Niger



367. Le secteur primaire, principal moteur de la croissance de l'économie nigérienne a enregistré une hausse de 10,4% en 2016 pour représenter 42,9% du PIB. Cette évolution est essentiellement imputable à la branche agricole qui s'est accrue de 14,5%. L'accroissement de la production agricole provient, à la fois, des cultures irriguées (24,8%) et des cultures pluviales (7,7%). Les principaux produits agricoles ayant enregistré des hausses significatives concernent le mil, le niébé, le riz, le manioc, le poivron, la tomate et l'oignon. Par contre, le sorgho et la pomme de terre ont connu des baisses assez importantes. La baisse de la production de la pêche est due essentiellement à l'insécurité dans le Lac Tchad (région de Diffa) tandis que la faible progression de l'exploitation forestière est en lien avec l'utilisation de plus en plus importante par les ménages du gaz et du charbon au détriment du bois de chauffe

368. Après une baisse de 1,4% en 2015, le secteur secondaire s'est accru de 4,4% pour représenter 14,9% du PIB en 2016. Cette reprise du secteur secondaire s'explique par le

relèvement de la production pétrolière (10,2%) ; elle a été atténuée par la baisse des valeurs ajoutées minière (-15,5%) et énergétique (-1,3%).

369. Avec 36,1% du PIB en 2016, le secteur tertiaire enregistre un taux de croissance de 3,3% contre 6,9% en 2015. Cette décélération est imputable à toutes les branches composant ce secteur. Elle a été plus prononcée au niveau des activités de communication (-5,0% contre 9,4% en 2015) et des activités d'administration publique (5,5% contre 11,3% en 2015).
370. Les contributions à la croissance du PIB en 2016 des secteurs primaire, secondaire, tertiaire et Impôts et taxes nets sur les produits s'établissent respectivement à 4,2 points de pourcentage (pp), à 0,7 pp, à 0,1 pp.
371. Du côté de la demande, la croissance du PIB réel, a été particulièrement tirée par la consommation finale des ménages.
372. La Consommation finale s'est accrue de 2,5% en 2016 contre 7,2% en 2015. Cet accroissement a été imputable à la consommation finale des ménages dont la hausse a été de 5,1% en 2016 contre 7,1% en 2015. Cette évolution de la Consommation des ménages est en rapport notamment avec l'augmentation de l'offre des produits, consécutive aux campagnes agricoles excédentaires des deux (02) dernières années et favorisée, à la fois, par la hausse des revenus et le niveau faible des prix des produits à la consommation. La consommation finale des Administrations publiques accuse une baisse de 8,1% en 2016 imputable à certaines catégories de dépenses publiques qui a été atténuée par la hausse de la masse salariale.
373. Les investissements ont enregistré une baisse en 2016 (-14,1%), après une hausse de 7,1% en 2015 et 11,2% en 2014. Cette baisse concerne, à la fois, l'investissement privé et la FBCF publique. La baisse de la FBCF publique est due au recul des dépenses en capital affectées dans les infrastructures, tandis que celle de l'investissement privé est en lien avec la fin des travaux (ou leur suspension) par certaines sociétés minières et pétrolières.
374. Les échanges extérieurs se caractérisent, en 2016, par une baisse de 19,8% des importations et un recul de 2,8% des exportations, en rapport avec la baisse des importations des biens d'équipement, des ventes de l'uranium et des produits pétroliers. Cette évolution s'est traduite par une amélioration du déficit du commerce extérieur qui passe de 22,0% du PIB en 2015 à 13,3% en 2016.
375. Au total, les contributions à la croissance du PIB en 2016 de la consommation finale, de l'investissement et du commerce extérieur s'établissent respectivement à 2,1 points de pourcentage, à -5,1 pp et à 8,0 pp.
376. En matière d'inflation, les bonnes productions agricoles obtenues au cours de la période sous revue, conjuguées aux mesures prises par le Gouvernement, notamment en période de soudure, ont contribué à atténuer la hausse des prix. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, s'est situé à 0,2% en 2016 contre 1,0% en 2015, et -0,9% en 2014. Cette évolution est essentiellement imputable à la stabilité de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » qui représente 39,8% du poids des produits observés.

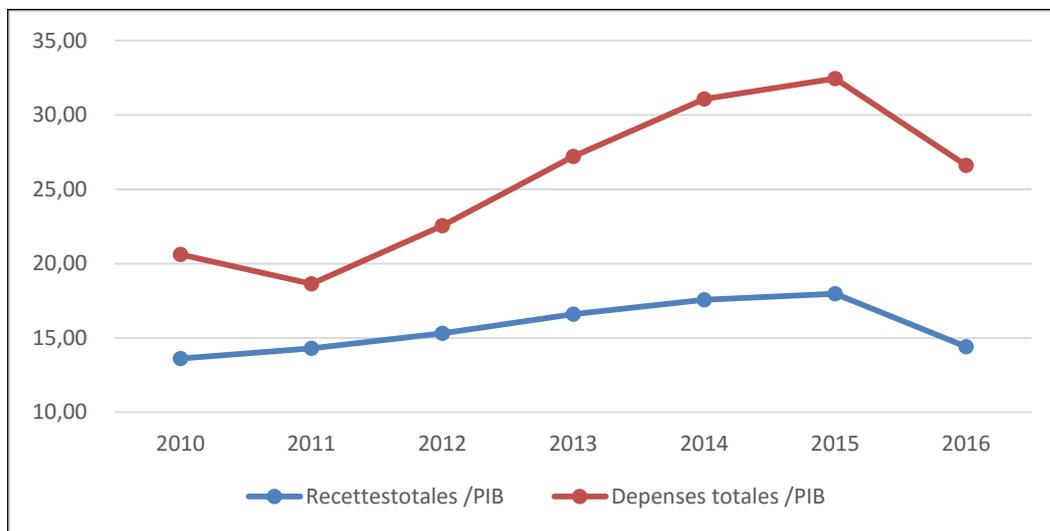
2.11.2 Finances publiques et dette publique

377. Pour l'année 2016, la politique budgétaire s'est ressentie des faibles performances en matière de mobilisation de recettes budgétaires, en liaison notamment avec les moins values provenant de la baisse des cours du pétrole et de l'uranium, ainsi que de la dépréciation du Naira. Cette situation s'est traduite par une révision du cadre budgétaire pour tenir compte de cette faible performance des recettes et de la nécessité de ramener les dépenses publiques à des niveaux soutenables. Le déficit global hors dons et le déficit global dons compris se sont améliorés pour représenter respectivement 12,2% et 6,1% du PIB en 2016 contre 14,5% et 9,1% du PIB en 2015, en rapport avec un resserrement budgétaire au cours du dernier trimestre de l'année.
378. **Les recettes totales et dons (hors exonérations)** ont connu une baisse de 8,6% en 2016, en se situant à 913,9 milliards, contre une hausse de 7,1% en 2015 et une stagnation en 2014. Cette baisse provient exclusivement des recettes budgétaires (-16,1%), les dons ayant enregistré une augmentation (16,2%). **Les recettes budgétaires totales** ont enregistré une baisse de 16,1% pour se situer à 643,6 milliards de FCFA, soit 14,4% du PIB, contre une hausse de 7,4% en 2015 et 13,6% en 2014. Cette contre-performance des recettes budgétaires, en 2016, est liée, à la fois, au recul des recettes fiscales et des recettes non fiscales.
379. **Les recettes fiscales** ont connu un recul de 11,4% en 2016, après une hausse de 8,2% en 2015. Cette contreperformance des recettes fiscales provient, à la fois, des recettes de la fiscalité intérieure et des recettes de la fiscalité de porte. En effet, toutes les catégories de recettes internes ont connu des baisses, à savoir les impôts sur les revenus (-6,7%), les impôts et taxes intérieurs sur biens et services (-5,2%) et les autres recettes fiscales (-45,6%).
380. Les raisons de ces contreperformances sont liées, pour l'ISB, à la baisse des activités du secteur minier et pétrolier avec la chute des cours. Pour l'IRVM, il s'agit des effets de la baisse du prix du pétrole brut et des produits dérivés et celle des prix à l'export qui occasionnent des pertes à la SORAZ. S'agissant des taxes sur biens et services, les moins-values sont enregistrées au niveau des rubriques redevance superficiaire, pétrole, redevance minière et la taxe sur l'importation des produits pétroliers (TIPP), en lien avec les difficultés au niveau du secteur minier et pétrolier. Pour la TVA, les moins-values s'expliquent par le mécanisme de compensation pour réduire les crédits TVA et le contexte sécuritaire avec la baisse du commerce de certains produits assujettis aux droits d'accises.
381. Au niveau des recettes de **la fiscalité de porte, la** contre-performance en 2016 provient des taxes à l'importation, en liaison avec la baisse du volume global des mises à la consommation et des difficultés liées à la migration vers Sydonia Word. La contreperformance concerne aussi les taxes à l'exportation, en rapport avec les difficultés de réexportation de certains produits vers le Nigeria, la chute du cours du Naira et la baisse de recouvrement de la redevance statistique à l'exportation (RSE) au niveau du bureau des douanes de la SORAZ.
382. Les recettes non fiscales et des comptes spéciaux du Trésor ont connu une baisse de 63,0% en 2016 après un recul de 1,1% en 2015 et une hausse de 65,2% en 2014. Cette

baisse s'explique par les moins-values enregistrées au niveau des sociétés minières et pétrolières et les recettes liées à l'achat de licence 3G.

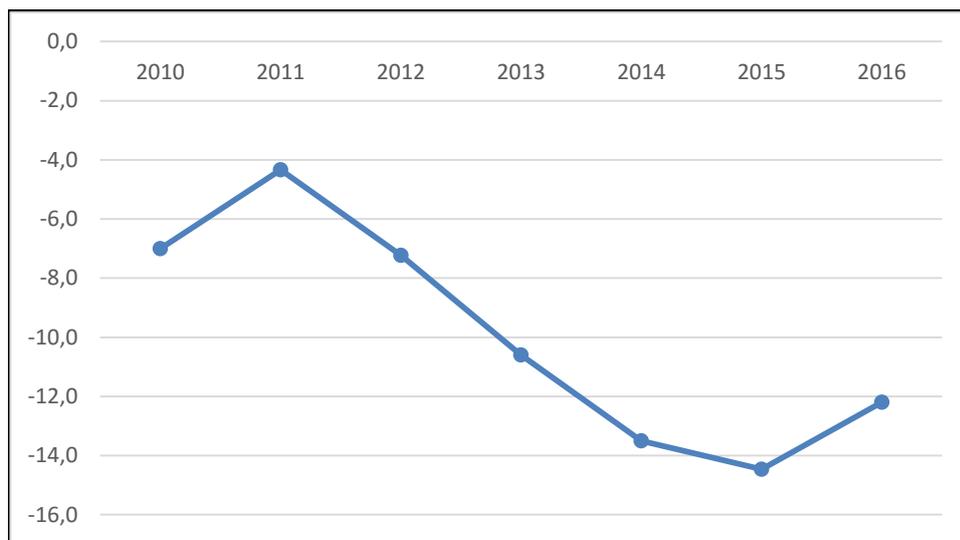
383. Pour l'année 2016, les dons se sont élevés à 238,9 milliards de FCFA, soit 5,3% du PIB. Ils sont en hausse de 2,7% par rapport à l'année 2015. Les dons projets y représentent 63,6%.

Figure 2.11.2: Recettes totales et dépenses totales en %PIB Niger



384. Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une baisse aussi importante que les recettes en 2016 avec un taux de 14,2% contre une hausse de 9,6% en 2015 et de 22,7% en 2014. Par rapport au PIB, les dépenses totales sont passées de 31,1% en 2014 à 32,4% en 2015 pour s'établir à 26,6% en 2016. Portées à la fois par les dépenses courantes et les dépenses en capital, les dépenses totales ont progressé à un rythme annuel de 6,0% sur la période 2014-2016.
385. La baisse des dépenses courantes de 4,0% en 2016 provient principalement de celles des dépenses de fonctionnement (-32,2%) et des dépenses des transferts et subventions (-3,3%) en dépit de l'organisation des élections présidentielles et législatives. Elle a été atténuée par la hausse de la masse salariale (+5,9%) et par des intérêts (+57,6%). Sur la période 2014-2016, le rythme annuel de progression des dépenses courantes a été de 7,6%.
386. Les dépenses en capital ont connu un recul de 23,4% en 2016 pour se situer à 556,6 milliards, après une hausse de 8,7% en 2015 et de 28,9% en 2014. Sur la période 2014-2016, le rythme annuel de progression a été de 4,7%. La baisse des dépenses en capital en 2016 résulte d'une diminution de 52,6% des dépenses en capital financées sur ressources propres atténuée par une hausse de 17,5% des dépenses en capital financées sur ressources extérieures. Ces réductions de dépenses ont, pour une large part, concerné les secteurs sociaux et les infrastructures économiques.

Figure 2.11.3: Déficit Global en % PIB/ Niger



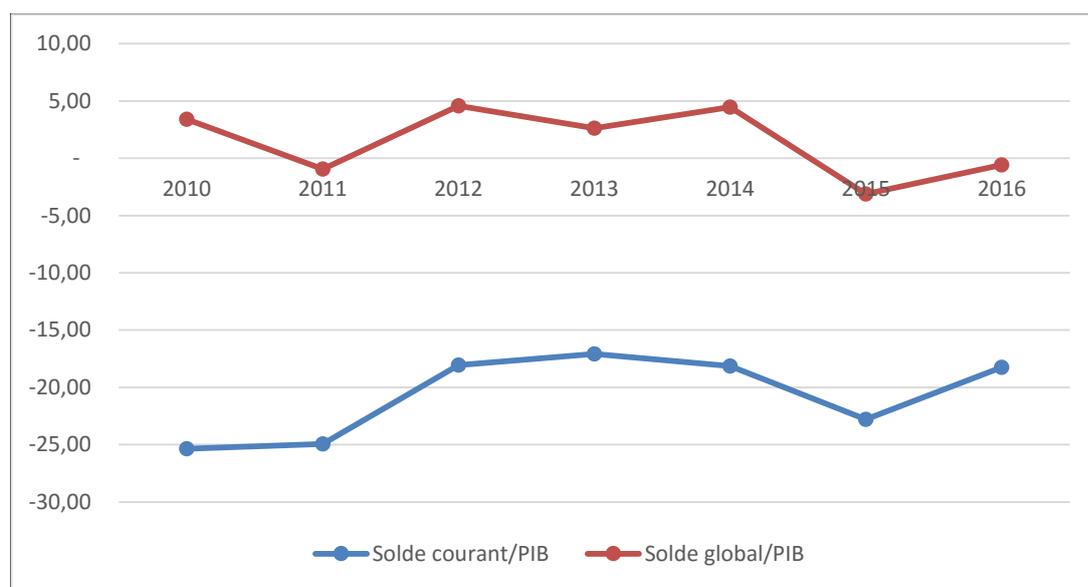
387. En ce qui concerne **la dette publique**, son encours est estimé à 1 773,5 milliards de FCFA en 2016 contre 1 535,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015, soit une hausse de 15,5%. Cette évolution est essentiellement imputable à la forte augmentation de l'encours de la dette intérieure (21,6%), l'encours de la dette extérieure n'ayant augmenté que de 6,9%. Ainsi, le ratio encours de la dette publique sur le PIB nominal enregistrerait une hausse de 3,7 points de pourcentage par rapport à l'année précédente en se situant à 39,7%.
388. Il convient de noter que cet encours n'intègre pas celui de la dette publique garantie par la SORAZ, estimé à 89,1 milliards.
389. La composante extérieure de cette dette est estimée à 1 272,8 milliards de FCFA soit 71,8% de l'encours total et 28,5% du PIB. La structure de cet encours fait apparaître une prépondérance de la dette due aux créanciers multilatéraux avec un montant de 980,0 milliards, soit 77,0% de la dette extérieure et 55,3% de l'encours total.

2.11.3 Secteur extérieur

390. Les échanges extérieurs en 2016 se traduiraient par un solde global négatif, résultant du déficit du solde des transactions courantes et de capital, atténué par l'excédent du compte financier.
391. Le déficit de la balance courante s'améliorerait de 325,4 milliards (+37,0%) pour s'établir à 553,3 milliards en 2016 contre 878,7 milliards en 2015. Cette situation serait imputable aux comptes des biens et des services, dont les déficits se contracteraient respectivement de 185,4 milliards de FCFA et 137,4 milliards de FCFA ainsi qu'une amélioration du solde positif du revenu secondaire de 8,4 milliards de FCFA. Cependant, la détérioration du solde du revenu primaire permettrait de modérer ce profil.
392. L'amélioration de la balance commerciale serait en rapport avec la baisse des importations. En effet, les importations s'allégeraient de 17,8% par rapport à 2015, en liaison avec l'évolution de ses principales composantes, particulièrement les biens d'équipement et intermédiaires, dont les commandes baisseraient au cours de l'année 2016 sous l'effet du ralentissement de la cadence des mises en chantiers.

393. Par ailleurs, les exportations chuteraient de 3,4%, en liaison avec le repli des ventes d'uranium et de certains produits agropastoraux. En revanche, les exportations des produits pétroliers raffinés se situeraient à 98,6 milliards de FCFA en 2016 contre 88,7 milliards de FCFA en 2015, en lien essentiellement avec la reprise des ventes extérieures des produits pétroliers après l'arrêt de la production de la SORAZ durant quelques mois en 2015. Quant aux ventes extérieures de l'or, elles se consolideraient en raison de l'intensification des activités de l'orpaillage sur le site du Djado.
394. Le déficit des services nets se réduirait, en ligne avec l'allègement du fret et des prestations de services (études, engineering) rendues aux sociétés minières et pétrolières ainsi qu'aux projets publics et privés de construction.
395. Quant à l'excédent du solde du revenu secondaire, il se situerait à 183,9 milliards en 2016 contre 175,6 milliards en 2015, en hausse de 8,4 milliards essentiellement imputable aux appuis budgétaires reçus par l'Etat.
396. En outre, le solde des revenus primaires se dégraderait en raison de l'accroissement des charges d'intérêt ainsi que les rapatriements de salaires des travailleurs expatriés et des dividendes des sociétés minières, pétrolières et de télécommunications.
397. En pourcentage du PIB, le déficit des transactions courantes, hors dons, passerait de 20,6% en 2015 à 12,4% en 2016.
398. Le compte de capital serait, quant à lui, excédentaire de 178,2 milliards, soit une hausse en variation annuelle de 1,8%, imputable au redressement de la cadence de mobilisation des transferts des autres secteurs, notamment suite aux travaux immobiliers entrepris par la BID au Niger.
399. Ainsi, il en résulterait un déficit des transactions courantes et de capital de 375,1 milliards, en amélioration de 329,7 milliards par rapport à l'année 2015.
400. Le solde du compte financier s'établirait à 362,3 milliards en 2016, sous la réduction de ses composantes. En effet, les autres investissements s'établiraient à 175,3 milliards contre 200,5 milliards en 2015, en liaison essentiellement avec le repli des tirages publics. Les investissements de portefeuille connaîtraient une détérioration de 52,4 milliards par rapport à 2015, en ligne avec les émissions des bons et obligations du Trésor par l'Etat du Niger. Par ailleurs, le niveau des investissements directs étrangers se fixerait à 155,5 milliards, en raison du ralentissement de la cadence des grands travaux d'infrastructures, de construction et l'exploration minière et pétrolière (chemin de fer, mines et pétroles, etc).
401. Dans ces conditions, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 12,8 milliards en 2016, après un déficit de 132,6 milliards un an plus tôt.

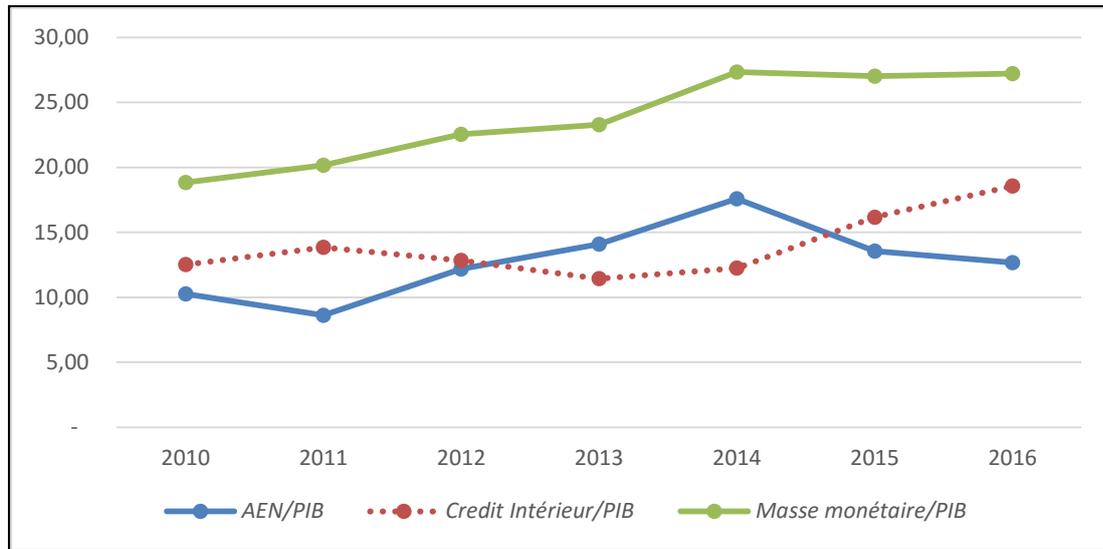
Figure 2.11.4: Solde du Compte courant et solde global /Niger



2.11.4 Secteur monétaire

402. L'évolution de la situation monétaire à fin décembre 2016 s'est traduite par une contraction des avoirs extérieurs nets et une expansion du crédit intérieur et de la masse monétaire.
403. Les avoirs extérieurs nets ont baissé de 12,8 milliards de FCFA par rapport à décembre 2015, pour se situer à 566,2 milliards de FCFA à fin décembre 2016. Cette contraction provient de celle des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Émission de 14,2 milliards de FCFA, contrariée par la hausse des avoirs extérieurs nets des banques de 1,4 milliard de FCFA.
404. A fin décembre 2016, l'encours des crédits intérieurs s'est accru de 138,3 milliards de FCFA, ou +20,1% en variation relative par rapport au mois de décembre 2015, pour ressortir à 828,4 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une dégradation de la Position Nette du Gouvernement de 44,0 milliards de FCFA et d'une augmentation des crédits à l'économie de 94,4 milliards de FCFA. En effet, la PNG s'est située à +84,9 milliards à fin décembre 2016 contre +40,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015, en liaison avec la baisse des créances de l'État de 20,1 milliards de FCFA et la hausse de ses engagements vis à vis du secteur bancaire de 23,9 milliards de FCFA. Parallèlement, l'encours des crédits à l'économie a augmenté de 14,5%, pour se situer à 743,5 milliards de FCFA à fin décembre 2016, en raison de la hausse du stock de tous les types de crédit et des créances en souffrance nettes. La remontée des avances s'explique par les décaissements nets reçus par les différents secteurs d'activités hormis les mines et les transports et télécommunication. La hausse des crédits à moyen et long termes est en phase avec les concours nets octroyés essentiellement à des sociétés de distribution pétrolières et de transports et télécommunications ainsi qu'à des entreprises de commerce et BTP. La remontée des créances en souffrance nettes s'explique par les retards dans les paiements des échéances principalement par des sociétés minières ainsi que des entreprises de commerce et de BTP.

Figure 2.11.5: AEN/Credit intérieur et Masse monétaire/Niger



405. En ligne avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 62,0 milliards de FCFA par rapport au mois de décembre 2015, ou 5,4% en valeur relative, pour se situer à 1.215,2 milliards de FCFA à fin décembre 2016. Cette situation est consécutive essentiellement à la hausse de la circulation fiduciaire de 62,9 milliards de FCFA.

2.11.5 Performance en matière de convergence en 2016

406. Le pays a respecté cinq (04) des six (6) critères au titre des Critères de convergence macroéconomique. Le critère relatif au déficit budgétaire en pourcentage du PIB n'a pas pu être respecté. La situation de convergence pour les années 2015 et 2016 se présente comme suit:

Critère de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dans compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-1,1	-2,6	-8,1	-9,0	-6,1
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	0,5	2,3	-0,9	1,0	0,2
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5,0	5,0	4,4
Critères de second rang						

Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	18,8	23,1	25,6	36,0	39,7
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		6	5	5	5	5

2.11.6 Conclusions et recommandations

407. En 2016, en dépit du recul de la production de l'uranium et du taux de croissance économique s'est établi à 5,0% en 2016 contre 4,0% en 2015. Cette croissance s'est déroulée dans un contexte d'évolution modérée des prix (0,2%) et de lutte acharnée contre la secte terroriste Boko Haram. D'énormes ressources sont engagées dans la lutte contre cette secte qui de ce fait, ont conduit à la dégradation des soldes budgétaires.
408. A la lumière de ce qui précède, les recommandations suivantes sont faites à l'endroit des autorités :
- Poursuivre les efforts de lutte contre les attaques terroristes pour un meilleur exercice de l'activité économique
 - Poursuite de la mobilisation des recettes fiscales et la maîtrise des dépenses courantes tout en mettant un accent particulier sur la maîtrise des exonérations ;
 - Poursuite de la mise en œuvre des réformes initiées dans le cadre communautaire ;
 - Renforcement de la politique de maîtrise de l'eau à travers l'Initiative « 3N » et la promotion des filières des produits d'exportation afin de renforcer les bases de la croissance économique et de réduire le déficit du solde extérieur courant ;
 - Renforcer le suivi rigoureux de la gestion de la dette publique intérieure et extérieure.

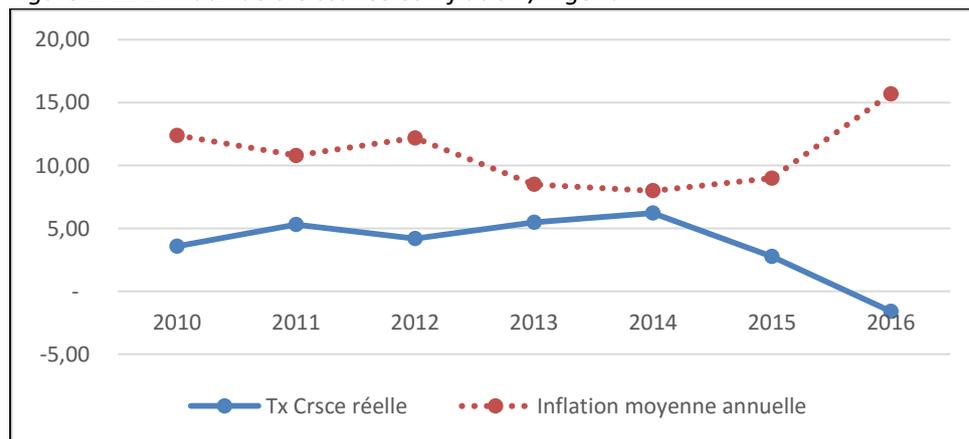
2.12 Situation économique et financière du Nigeria

409. L'économie du Nigeria a connu des difficultés en 2016. Elle a enregistré des pressions inflationnistes du fait de la faiblesse de la monnaie et une forte demande de consommation dans un contexte de réduction des réserves extérieures brutes. La production de pétrole a été frappée par l'insécurité résultant du vandalisme des pipelines. Le problème des pénuries de carburant et de la faible fourniture d'électricité ont eu un impact négatif sur la croissance de l'économie en 2016.

2.12.1 Secteur réel

410. Le produit intérieur brut (PIB) réel s'est contracté de 1,5% en 2016 contre une hausse de 2,8% en 2015. La croissance du secteur non-pétrolier a enregistré une décélération en se situant à 0,2% en 2016 contre un accroissement de 3,8% en 2015. Le secteur pétrolier a enregistré un taux de croissance négatif de 13,7% en 2016 après la baisse de 5,5 % en 2015. La croissance négative observée dans le secteur pétrolier a été imputable à la faiblesse du prix moyen international du baril de pétrole brut et au vandalisme des pipelines dans la région de production.

Figure 2.12.1 : Taux de croissance et inflation /Nigeria



411. Le PIB réel s'est contracté de 1,1 mille milliards de naira, passant à 68,7 trillions en 2016 contre 69,8 trillions à la période correspondante de +2015. Les PIB réels des secteurs pétrolier et non-pétrolier se situent à 5,73 trillions de naira et 62,26 trillions, respectivement en 2016 contre 6,63 trillions et 62,39 trillions en 2015. Ceci montre que le PIB réel du secteur pétrolier s'est contracté de 904,80 milliards de naira, alors que le PIB du secteur non-pétrolier a baissé de 134,94 milliards de naira au cours de la période sous revue.

412. Comparativement à 2015, le secteur primaire s'est apprécié de 1,9 mille milliards en 2016. De même, la contribution du primaire au PIB réel a monté à 24,4 % en 2016 contre 23,1% au cours de la même période en 2015. La valeur ajoutée du secteur agricole s'est accrue en se situant à 16,6 trillions en 2016 contre 16,0 trillions en 2015, soit un taux de croissance de 4,1% contre 3,7 en 2015.

413. La production agricole a tiré la croissance du secteur primaire avec une contribution de 89,7 % à la valeur ajoutée du secteur en 2016 et 2015, respectivement. Elle s'est accrue à 4,3% en 2016 contre 3,5% en 2015. La production agricole s'est accrue du fait de l'utilisation de semences améliorées ainsi que de techniques de production améliorées et, des succès enregistrés dans le cadre de l'initiative des cultures de contre-saison. Les autres sous-secteurs (élevage, foresteries, pêches) ne constituaient quant à eux que 10,3% et 10,5% de la valeur ajoutée du secteur primaire en 2016 et 2015, respectivement.
414. Dominée par les mines, en particulier la production de pétrole brut, la valeur ajoutée du secteur secondaire a baissé pour se situer à 18,75 trillions de naira en 2016 contre 19,2 trillions en 2015. La croissance du secteur s'est davantage contracté en 2016 en ressortant à -8,9% contre -2,2% en 2015 tandis que la contribution du secteur à la formation du PIB s'est réduite en passant de 23,7% en 2015 à 22,0% en 2016.
415. Certains sous-secteurs ont enregistré une croissance négative comparativement à la période correspondante en 2015 tandis que le ciment, les produits chimiques et pharmaceutiques, la fourniture d'eau, la gestion des eaux usées et des déchets ont enregistré un taux de croissance à deux chiffres au cours de la période sous revue.
416. L'industrie manufacturière a enregistré une baisse de 4,3% à la suite de celle de 1,5% en 2015. Ceci résulte d'un certain nombre de défis rencontrés par le secteur en 2016, notamment les coûts élevés des intrants importés découlant du taux de change défavorable et le renchérissement des coûts de l'énergie. Sa contribution à la formation du PIB s'est rétrécie en se situant à 9,3% en 2016 contre 9,5% en 2015.
417. En terme nominal, le secteur tertiaire s'est accru de 6,0 mille milliards en se situant à 61,3 mille milliards de naira en 2016 contre 55,32 mille milliards en 2015 a connu une décélération de sa croissance qui est passée de 4,8% en 2015 à 0,8% en 2016. Sa part dans le PIB en 2016 est ressortie à 53,6 % contre 53,2% en 2015.
418. La valeur ajoutée du secteur des finances et assurances s'est située à 3,6 mille milliards de naira en 2016 contre 3,3 mille milliards de naira en 2015 correspondant à un taux de croissance de 10,1% contre 7,1 % en 2015. Le sous-secteur a contribué pour 6,0% à la valeur ajoutée du secteur.
419. En terme nominal, le sous-secteur du commerce de gros et de détail s'est accru de 14,2% pour se situer à 20,7 mille milliards de naira contre 18,9 mille milliards en 2015 et a représenté 35,2% de la valeur ajoutée du secteur.
420. La valeur ajoutée du sous-secteur de l'information et de la communication est ressorti à 11,7 mille milliards de naira en 2016, en hausse de 700,0 milliards par rapport aux 11,0 milliards enregistrés en 2015. Sa contribution au PIB du secteur est établie à 19,1% en 2016.
421. La valeur ajoutée du sous-secteur immobilier s'est légèrement accrue en s'établissant à 8,3 mille milliards de naira en 2016 contre 8,2 mille milliards de naira en 2015, soit un accroissement 1,9%. Le sous-secteur a représenté 13,6% de la valeur ajoutée du secteur.
422. La hausse générale des prix qui a été observée pendant l'année fiscale 2015 s'est poursuivie en 2016. Mais, contrairement à 2015 où l'inflation était contenue à un taux à un chiffre, tous les mois de 2016 à l'exception de janvier ont connu des taux à deux

chiffres. Toutes les composantes de l'inflation ont augmenté au cours de la période sous revue. Le niveau d'inflation est largement imputable au taux de change pour les biens importés et au coût élevé de l'électricité.

423. Il y a eu une flambée du taux d'inflation annuelle moyen sur les 12 mois (Jan- Déc.) de 2016 comparativement à 2015. L'inflation en moyenne annuelle a significativement augmenté en passant de 9,0% en 2015 à 15,7% en 2016. L'inflation sous-jacente a suivi la même tendance haussière passant de 8,2% en 2015 à 15,3% en 2016. La composante alimentation de l'inflation en moyenne annuelle a également connu une hausse substantielle au cours de la période sous revue. Le son niveau est passé de 9,9 % en 2015 à 15 % en 2016.

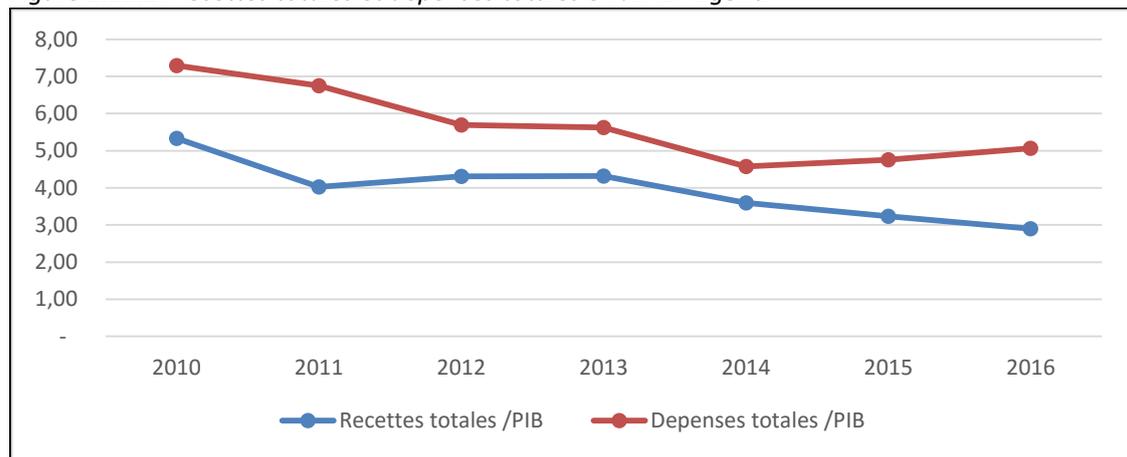
2.12.2 Finances publiques et dette publique

424. L'impact de la chute des prix du pétrole sur le marché international a contrarié les performances fiscales du Nigeria en 2016. En conséquence, les ressources pétrolières, Bien qu'en hausse par rapport à l'année 2015, se sont inscrites en baisse par rapport à celle de la période d'avant crise (2013-2014).
425. Les recettes totales collectées au niveau fédéral en 2016 se sont situées à 5,77 trillions de naira, en dessous de 3,98 trillions (42,93%) par rapport aux prévisions budgétaires de l'année 2016 et en baisse de 816,50 milliards (13,37%) par rapport aux recettes collectées en 2015. La mauvaise performance dans la mobilisation des recettes est due à la persistance de la faiblesse des prix du pétrole sur le marché international et à l'effet adverse de la récession économique récente sur les recettes du secteur non-pétrolier.
426. En 2016, les recettes pétrolières se sont élevées à 3,04 trillions de naira, correspondant à une moins-value de 839,40 milliards (23,75%) par rapport aux prévisions budgétaires. Cette mobilisation constitue également une contre-performance par rapport aux recettes pétrolières mobilisées en 2015 car s'étant inscrite en baisse de 1,06 mille milliards de naira (28,2%). Cette situation est imputable à la faiblesse des prix du pétrole sur le marché international et au vandalisme des infrastructures pétrolières dans la région du Delta du Niger qui a eu un impact négatif sur la production. Les recettes pétrolières ont commencé à s'améliorer avec la remontée du prix du pétrole sur le marché international et la normalisation de la situation dans la région du Delta du Niger à partir du premier trimestre 2016. La part des recettes pétrolières dans les recettes totales a baissé pour se situer à 50,9% en 2016 contre 61,5% en 2015.
427. Les recettes non-pétrolières se sont situées en 2016 à 2,7 trillions, soit une moins value de 3,1 trillions (54.8%) par rapport aux prévisions budgétaires de 5,74 trillions. Par rapport aux recettes non-pétrolières de 2015, la mobilisation de 2016 est en hausse de 241,70 milliards de naira (10,3%). Cette situation se reflète dans la part de ce secteur dans les recettes totales du gouvernement fédéral où il représente 49,1% en 2016 contre 38,5% en 2015. L'augmentation par rapport à la période correspondante en 2015 est surtout due à l'augmentation dans les recettes non-pétrolières du gouvernement.
428. En 2016 les recettes fiscales collectées se sont élevées à 3,31 trillions, dont 1,2 trillions (35%) de recettes pétrolières et 2,2 trillions de naira (65%) de recettes non pétrolières. Par rapport à la mobilisation de 3,74 milliards collectées en 2015, cette performance est en baisse de 11,61%. La baisse est imputable à la faiblesse des prix mondiaux du pétrole

brut qui se situent à moins de 50 dollars par baril ainsi que la chute dans la production journalière à moins de deux (2) millions de barils par jour. Les effets de la chute des revenus pétroliers ont conduit à une détérioration du taux de change, un taux d'inflation élevé, au chômage et à la perte d'emplois ainsi qu'à une récession économique.

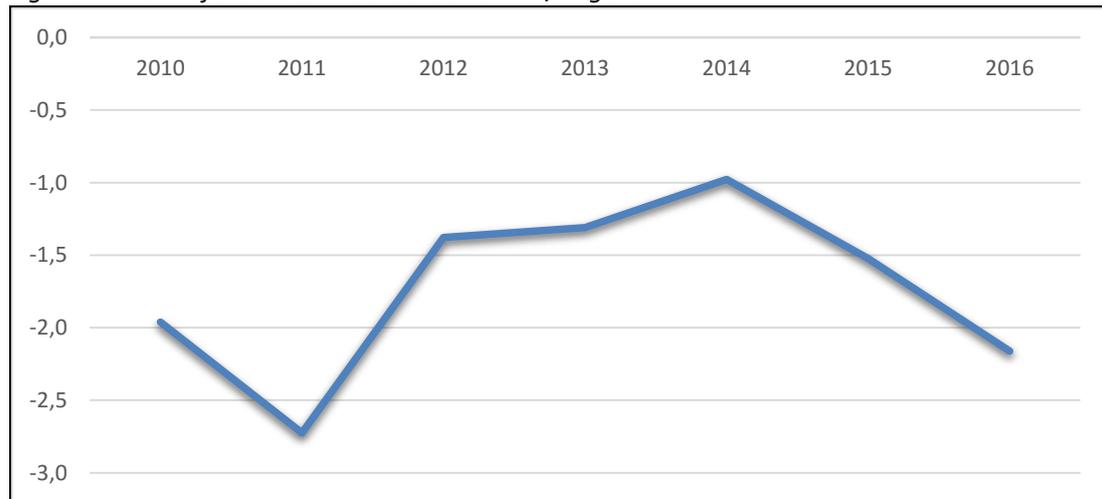
429. La mobilisation des recettes non-pétrolières a également enregistré une baisse de 302,14 milliards (12,32%) par rapport à la collecte de la période correspondante en 2015 qui s'élevait à 2,45 trillions de naira.

Figure 2.12.2: Recettes totales et dépenses totales en %PIB Nigeria



430. En 2016, les dépenses courantes totales du gouvernement fédéral se sont élevées à 4,8 trillions de naira, inférieures de 1,67 mille milliards ou 27,5% aux prévisions budgétaires de 6,06 trillions de naira de la période.
431. Une répartition des dépenses totales montre que les dépenses courantes sont ressorties à 4,2 mille milliards, soit une diminution de 333,7 milliards ou 7,45% par rapport aux prévisions. Ce montant inclut 2,8 trillions de dépenses or-dette contre une prévision budgétaire de 2,7 mille milliards ; les dépenses courantes au titre de la dette se sont établies à 1,4 trillions de naira.
432. Les dépenses d'investissement en 2016 se sont situées à 615,39 milliards de naira, soit 991,6 milliards ou 62,5% en dessous de la prévision de 1,59 mille milliards de naira..
433. Il résulte de l'exécution des opérations financières de l'Etat fédéral en 2016 un déficit de 2,2 mille milliards de naira, soit 42,7% des dépenses totales. Ceci se traduit aussi par un ratio déficit budgétaire rapporté au PIB de 2,2% pour la période contre 1,5% en 2015. Le déficit a été financé à un montant de 1,98 trillion, ce qui montre un gap de financement de 224,35 milliards ou 10,18% du déficit total financé principalement par les ressources intérieures.

Figure 2.12.3: Déficit Global hors dons en % PIB/ Nigeria



434. L'encours total de la dette du Nigeria à la fin décembre 2016 était de 17,36 trillions contre 12,60 trillions à fin décembre 2015, soit une augmentation de 4,76 trillions ou 37,7 %. L'encours total de la dette publique rapporté au PIB est de 17,1%, bien qu'il soit plus élevé que 12,6% en 2015, il se situe dans le seuil de convergence de la CEDEAO de 70,0 % . La dette intérieure représente 80,1% du stock de la dette publique et la dette extérieure en représente 19,9 %.
435. L'encours de la dette extérieure du Nigeria à la fin décembre 2016 est de 11.406,28 millions de dollars américains contre 10.718,4 millions à la fin décembre 2015. Ceci représente une augmentation de 688,90 millions de dollars américains ou 6,4 %. Cette situation est due aux décaissements additionnels de prêts multilatéraux et bilatéraux. La composition de l'encours de la dette externe à fin décembre 2016 montre que les dettes multilatérales représentent 7.988,2 millions de dollars américains soit 70,0% de la dette extérieure totale, alors que les dettes bilatérales or Club de Paris représentent 1.918,05 millions de dollars ou 16,82 % du total de la dette extérieure. Le solde de 1.500 millions ou 13,2 % représente les Euro bonds commerciaux du Marché international des capitaux.
436. L'encours de la dette intérieure du gouvernement fédéral du Nigeria s'est accru de 2,2 trillions ou 25,1% e se situant 11,1 trillions à la fin décembre 2016 contre 8,84 trillions à la fin décembre 2015. L'augmentation du stock de la dette intérieure est le résultat de l'émission d'obligations et de bons du trésor du Nigeria.
437. En 2016, le portefeuille de la dette publique totale est demeuré soutenable en tenant compte de l'indicateur basé sur la production (c'est-à-dire le PIB) car le ratio de la dette publique rapporté au PIB est de 17,1%. Ceci se situe nettement en dessous du seuil international de 56% pour les pays dans le groupe des pairs du Nigeria et dans le seuil de convergence de la CEDEAO de 70 %

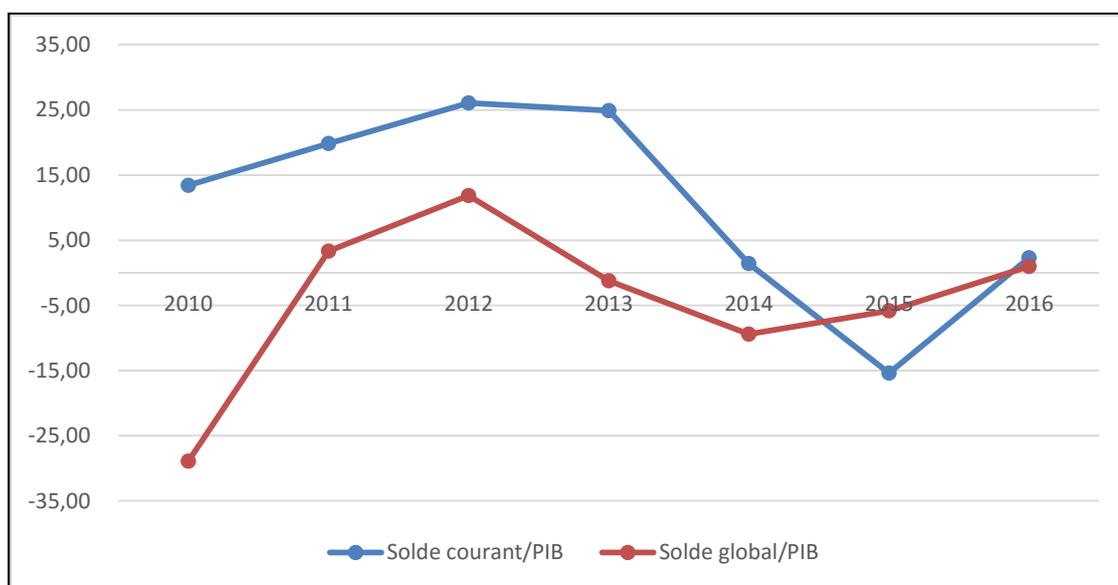
2.12.3 Secteur Extérieur

438. La balance commerciale du Nigeria est ressortie déficitaire en 2016 bien qu'en amélioration comparativement à 2015. L'évolution de de la balance commerciale a suivi

la tendance mondiale et elle est imputable au déclin de la valeur des exportations sur la période.

439. En 2016, les exportations ont encore baissé pour se situer à 34,7 milliards de dollars contre 45,89 milliards en 2015, soit- 24,37 % de la valeur des exportations. De même, on note une chute des importations dont la valeur est passée de 52,3 milliards de dollars en 2015 à environ 35,2 milliards en 2016, soit -32,7%. La situation ci-dessus explique le déficit de la balance commerciale d'un montant de 536,06 millions de dollars en 2016 comparativement au déficit de 6,45 milliards en 2015. Bien qu'étant un déficit, ceci constitue une amélioration d'environ 91,69% et a été possible à travers la relance des exportations au cours des troisième et quatrième trimestres 2016 avec l'amélioration des volumes et des prix d'exportation du pétrole.
440. Le commerce nigérian s'est connu une relance avec les régions commerciales clés en dehors l'Asie où un léger ralentissement a été observé. Les échanges avec la sous-région de la CEDEAO se sont détériorés au cours de la période. Le commerce total avec l'espace CEDEAO a diminué de 0,14 mille milliards de naira soit 16,60 % pour se situer à 0,68 mille milliards en 2016 contre 0.81 mille milliards en 2015. Cette évolution est le résultat de baisse à la fois des importations et des exportations au cours de la période. Les exportations ont diminué de 0,02 mille milliards de naira, soit 3,9 % pour se situer à 0,58 mille milliards en 2016 contre 0,59 mille milliards en 2015, tandis que les importations ont baissé de 0,11 trillion, soit 52,3 % pour se situer à 0,10 mille milliards en 2016. Le commerce avec l'Amérique s'est accru de 56,6% pour ressortir à 2,7 trillions ce qui reflète des améliorations des échanges avec les Etats-Unis et le Canada de 89,5 et 93,9% respectivement, alors que les échanges avec l'Europe se sont relancés avec une croissance de 13,8 % au cours de la période.

Figure 2.12.4: Solde courant et solde global en % PIB/Nigeria



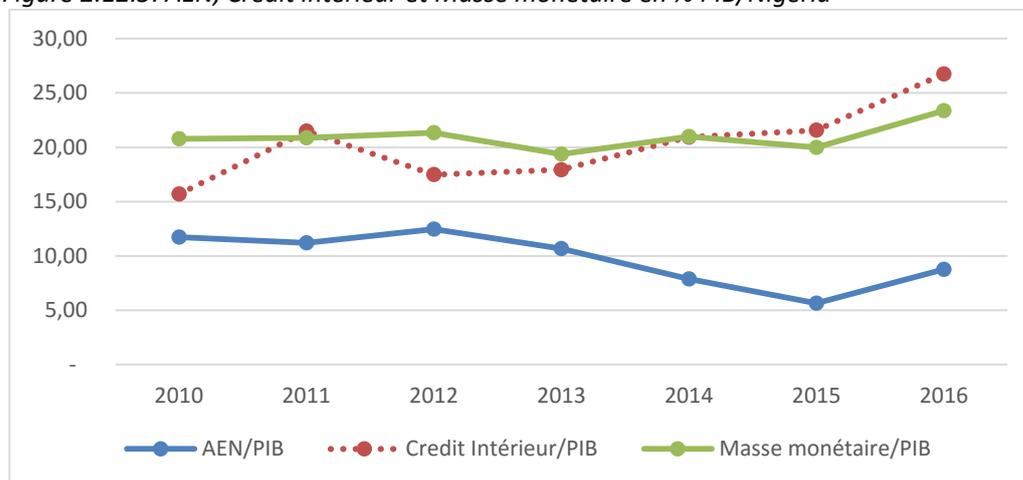
441. La performance du secteur extérieur s'est améliorée en 2016 avec la réduction du déficit de la balance globale de 5,9 milliards de dollars (6,2 % du PIB) en 2015 à 0,98 milliard de dollars (1,0% du PIB) en 2016. La situation s'explique par l'amélioration de la balance des transactions courantes et de la balance des comptes financiers. La balance des transactions courantes a évolué d'un déficit de 15,4 milliards de dollars américains (3,2 % du PIB) en 2015 à un surplus de 2,7 milliards (0,7 % du PIB) en 2016. Cette situation est due à l'amélioration de toutes ses quatre composantes. Cependant, alors que les transferts courants (nets) sont passés d'un déficit à un surplus en 2016 en raison de de l'entrée de fonds soutenue des envois des travailleurs, la balance commerciale, les services (nets) et les revenus (nets) sont restés déficitaires comme en 2015.
442. Le compte financier a enregistré un passif financier net de 1,65 milliard de dollars (0,4 % du PIB) contre une accumulation nette d'avoirs financiers de 1,03 milliard de dollars américains (-0,2% du PIB) enregistrée en 2015. Ceci a été essentiellement dû à l'augmentation des investissements directs et de portefeuille. Il y a eu une forte augmentation des flux d'investissements avec presque le doublement des investissements directs et de portefeuille à 93,0 et 99,2% pour atteindre 3,14 et 1,71 milliard au cours de la période sous revue. Cependant, les autres investissements (nets) se sont réduits de 55,3% pour passer à un déficit de 4,7 milliards de dollars américains en 2016 contre un déficit de 9,34 milliards pour la période correspondante en 2015 essentiellement à cause du financement des crédits commerciaux.
443. Les réserves extérieures brutes ont diminué de 4,6% pour s'établir à 27, milliards de dollars US (8,2 mois de couverture d'importations) à fin décembre 2016, soit une baisse comparativement à 28,3 milliards de dollars pour la période correspondante de 2015 (6,5 mois de 5,8 de couverture d'importations). L'augmentation des mois de couverture des importations est attribuable à la baisse de 32,7% des paiements des importations malgré la baisse de 4,6% des réserves externes.
444. Après la libéralisation du marché des changes, le Naira s'est affaibli dans les deux segments du marché de 2016. Le taux de change du segment du marché interbancaire s'est déprécié de 54,8% pour se situer à 305,0 ₦/\$US à fin décembre 2016, contre 197,0 ₦/\$US à fin décembre 2015 en raison de la réaction normale du marché à une nouvelle réforme réglementaire. En conséquence, le Naira s'est déprécié de 83,5% sur le marché parallèle pour s'établir à 490,0 ₦/US à fin décembre 2016 par rapport à 267,0 ₦/US\$ pour la période correspondante de 2015. L'incertitude entourant l'offre de devises en plus de la forte demande ont conduit à l'élargissement de la marge qui a été enregistrée à fin décembre 2016. Un rétrécissement de la marge entre les taux interbancaires et celui du marché parallèle a été observé à la suite de la mise en œuvre du régime de taux de change flottants.

2.12.4 Secteur Monétaire

445. En 2016, la politique monétaire a été influencée par des développements clés dans l'économie mondiale, notamment une croissance mondiale faible, la réaction continue autour du vote Brexit, le résultat de l'élection présidentielle américaine et la faiblesse de la demande au niveau des marchés émergents.

446. En 2016, les agrégats monétaires ont eu une performance au-dessus des références indicatives de l'année. Cette évolution a été largement imputable aux augmentations significatives des avoirs extérieurs nets (AEN) et des avoirs intérieurs nets (AIN) au cours de la période. L'expansion des AEN est largement due au raffermissement des prix du pétrole alors que l'augmentation des NDA est surtout due aux emprunts du gouvernement pour financer le budget expansionniste.

Figure 2.12.5: AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB/Nigeria



447. A fin décembre 2016, la masse monétaire (M2) a augmenté de 18,45 % pour atteindre 23,73 trillions contre 20,03 trillions à la fin décembre 2015. La croissance d'une année sur l'autre de la masse monétaire de 18,45 % se situe au-delà de la cible indicative de croissance de 10,98 %. La masse monétaire (M1) s'est accrue de 29,51 % pour atteindre 11,10 trillions à fin décembre 2016 contre 8,6 trillions en 2015. La croissance d'une année sur l'autre de 29,5% du M1 est ressorti au-dessus de la cible indicative de croissance de 11,3% , ce qui indique une bonne performance de la M1 pour la période. Les réserves obligatoires a augmenté de 8,4% atteignant 12,62 trillions à la fin décembre 2016 contre 11,5 trillions à la fin décembre 2015.
448. Les avoirs extérieurs nets (AEN) ont augmenté de 57,27 % pour se situer à 8,89 trillions à la fin décembre 2016 contre 5,65 trillions à la fin décembre 2015. L'amélioration de la performance des NFA au cours de la période en revue est imputable à l'amélioration des recettes du pétrole.
449. Le crédit intérieur net (CIN) s'est accru de 25,64 % pour atteindre 27,15 trillions à la fin décembre 2016 contre 21,61 trillions en 2015, essentiellement à cause de la croissance substantielle du crédit au gouvernement.
450. D'une année à l'autre, le crédit au gouvernement s'est inscrit en hausse de 66,18 % pour atteindre 4,80 trillions de naira, contre 2,89 trillions en 2015. Ce développement est dû à l'emprunt du gouvernement pour financer le déficit budgétaire face à la chute de recettes fiscales.
451. Le crédit au secteur privé (Cp) s'est accru de 19,37 % pour se situer à 22,35 trillions à la fin décembre 2016 contre 18,72 trillions en 2015. L'amélioration du crédit au secteur privé est due aux efforts soutenus des banques pour canaliser le crédit au secteur réel.

2.12.5 Etat de convergence macroéconomique en 2015

Critères de convergence de premier rang

452. Le Nigeria a respecté trois critères de premier rang en 2016 parmi lesquels le déficit budgétaire en pourcentage du PIB ($\leq 3\%$), les réserves extérieures brutes (≥ 3 mois d'importations) et le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ($\leq 10\%$ des recettes fiscales de l'année précédente). Toutefois, le pays n'a pas respecté les critères relatifs à l'inflation ($\leq 10\%$). Les performances en matière de critères de convergence se présentent comme suit :

Critères de Convergence	Standard	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dont compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	$\leq 3\%$	-1,4	-1,3	-1,0	-1,5	-2,2
Taux d'inflation en moyenne annuelle	$\leq 10\%$ et objectif $\leq 5\%$ en 2019	12,2	8,5	8,0	9,0	15,7
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	$\leq 10\%$ des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	13,1	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	8,5	8,9	6,0	8,2	5,8
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	$\leq 70\%$	12,6	12,4	12,5	12,6	17,1
Variation du Taux de change nominal	$\pm 10\%$	0,7	2,1	-1,9	-11,9	-23,5
Nombre de critères respectés		5	6	6	4	4

Critères de premier rang

- Ratio déficit budgétaire (y compris dons) rapporté au PIB $\leq 3\%$: Le Nigéria a respecté ce critère au cours de la période de la revue parce que même si le déficit budgétaire rapporté au PIB est passé de 1,5% en 2015 à 2,2% au cours de la période sous-revue, en dessous de la norme de convergence.
- Taux d'inflation moyen $< 10\%$: Le Nigeria n'a pas respecté ce critère car son taux d'inflation moyen est passé à deux chiffres en 2016. Le taux d'inflation annuel moyen s'est inscrit en hausse pour s'établir 15,7% en 2016 contre 9,0% en 2015..
- Réserve extérieure brute (mois d'importation) ≥ 3 mois : Le Nigéria a respecté ce critère au cours de la période considérée. Les réserves extérieures se sont établies à 26,99 milliards de dollars US représentant 8,2 mois de couverture des importations à fin décembre 2016,

- Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ($\leq 10\%$ des recettes fiscales de l'année précédente) : ce critère a été respecté par le Nigéria car le financement de CBN concernant le déficit public était de zéro % en 2016.

Critères de second rang

453. Le Nigeria n'a respecté que le critère relatif à la dette publique totale en pourcentage du PIB nominal mais n'a pu respecter le critère relatif et à la stabilité du taux de change nominal.
- Dette publique totale en pourcentage du PIB $\leq 70\%$: le Nigeria a respecté le critère de convergence de la dette publique totale en pourcentage du PIB en 2016. Le ratio national de l'encours total de la dette publique rapporté au PIB est ressorti à 17,1%, ce qui est suffisamment en-deçà du seuil international de 56% pour les pays du même groupe que le Nigeria et, du seuil de convergence de la CEDEAO de 70%
 - Stabilité du taux de change nominal ± 10 : le Nigeria n'a pas respecté ce critère en 2016. La dépréciation du taux de change nominal par rapport à l'UCAO est passée de 11,9% en 2015 à 23,5% en 2016.

2.12.6 Conclusion et Recommandations

454. Bien que son redressement ait été projeté dans le proche ou moyen terme, l'environnement macroéconomique global du Nigéria est resté fragile en raison de la croissance négative enregistrée au cours des quatre trimestres de 2016 et de la persistance de certains risques. Il existe des risques aussi bien à la hausse qu'à la baisse qui détermineront les évolutions de l'économie à court terme. La poursuite du renforcement des réformes dans divers secteurs de l'économie, en particulier concernant la gestion budgétaire, la poursuite de la lutte contre la corruption, la consolidation budgétaire continue et les interventions gouvernementales sectorielles et axées sur des activités spécifiques, devraient soutenir la croissance économique et la prospérité au cours des deux prochaines années. À l'inverse, la faiblesse de l'environnement extérieur, la forte baisse des prix internationaux ainsi que la faible production de pétrole brut, l'insécurité due à la menace continue du terrorisme et les effets néfastes du changement climatique sont entre autres événements susceptibles de constituer une menace contre les bonnes perspectives et les projections de l'économie et de freiner la croissance et la prospérité.
455. Pour répondre aux défis ci-dessus, les recommandations suivantes ont été formulées :
- Pour donner un nouveau souffle à l'économie minée par la récession et ouvrir la voie à la relance de sa croissance, les autorités du Nigéria sont invitées à suivre rapidement la mise en œuvre du Plan de Relance et de Croissance économique (ERGP) visant à diversifier l'économie nigériane et reposant essentiellement sur la pétrole pour l'orienter vers l'agriculture, le secteur manufacturier et l'amélioration de la stabilité macroéconomique;
 - Les autorités devraient renforcer la sécurité notamment au nord-est du Nigéria et dans la région productrice de pétrole, dans le but d'améliorer le climat des affaires,

en particulier la performance du secteur agricole et l'amélioration de la production pétrolière;

- Les autorités devraient accélérer les efforts visant à supprimer les goulets d'étranglement structurels, les efforts d'amélioration de la production d'électricité et de renforcement des différents dispositifs de financement du développement ;
- Bien que le niveau d'endettement actuel se situe dans un seuil soutenable, les autorités devraient limiter les emprunts auprès des sources internes en faveur de sources externes ayant de faible taux d'intérêt et des conditions avantageuses, compte tenu de la tendance croissante des taux d'intérêt intérieurs, afin de réduire les coûts des paiements d'intérêts.
- Les autorités sont invitées à maintenir le régime actuel de taux de change flexible pour réduire l'écart entre les taux de d'échange officiel et parallèle. Toutefois, elles devraient réexaminer certaines restrictions existantes pour attirer davantage d'investisseurs étrangers. Il faudrait renforcer la coordination des politiques fiscales, monétaires et commerciales afin de réduire les conflits et les distorsions politiques susceptibles de ralentir la relance économique.

2.13 Situation économique et financière du Sénégal

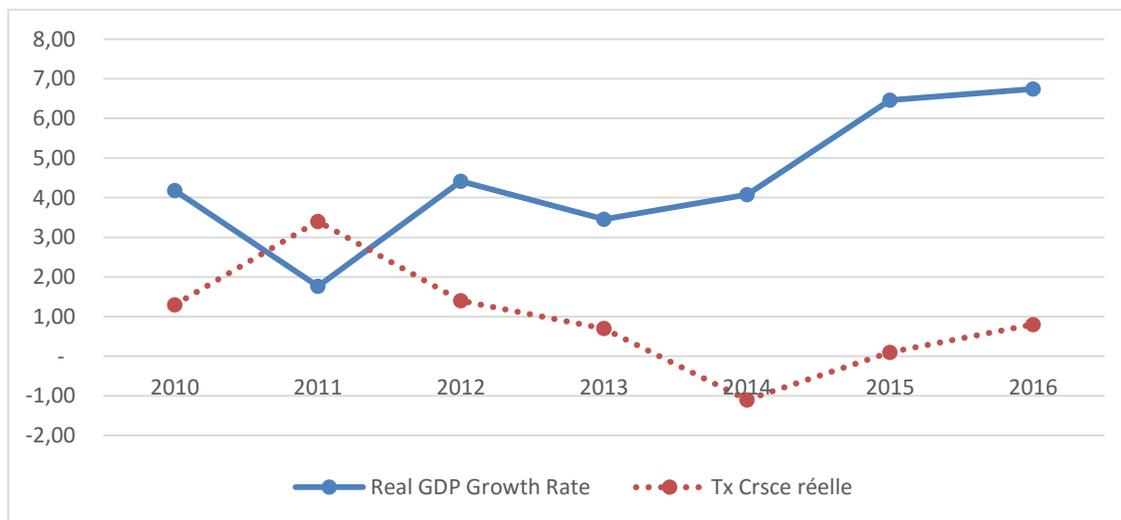
456. Dans un contexte marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Plan Sénégal Émergent (PSE), le taux de croissance du PIB réel est estimé à 6,7% en 2016, traduisant, ainsi, les efforts du Gouvernement à maintenir une croissance forte et durable.

2.13.1 Secteur réel

457. Du côté de l'offre les évolutions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire se présentent comme suit :

458. Le secteur primaire a enregistré un ralentissement de sa progression affichant une hausse de 6,5% en 2016 contre 13,3% un an auparavant, en liaison avec la décélération du sous-secteur agricole en hausse de 6,3% contre 25,2% un an auparavant, sous l'effet de la contreperformance enregistrée dans l'agriculture industrielle. En effet, cette dernière s'est inscrite en retrait de 4,3% après une hausse 16,2% en 2015, en liaison essentiellement avec le repli des productions d'arachide (-1%), de coton (-11%) et de la tomate industrielle (-44,5%) en 2016 qui sont, respectivement, ressorties à 991.427 tonnes, 15.160 tonnes et 32.000 tonnes.

Figure 2.13.1 : Taux de croissance et inflation/Sénégal



459. **Dans le secteur secondaire**, les activités ont enregistré une décélération par rapport à 2015, affichant un accroissement de 6,7% contre +8,4% en 2015. Cette évolution reflète, principalement, l'orientation haussière des activités extractives (productions de phosphates (+56,7%) et d'or (+24,3%)), de la fabrication de produits chimiques en lien avec la production de phosphates, des matériaux de construction, des BTP, de l'énergie et du raffinage de pétrole.

460. S'agissant du **secteur tertiaire**, elle a poursuivi sa relance avec une croissance de 6,8% contre 5,0% en 2015, en liaison avec le raffermissement des activités commerciales, du transport, des postes et télécommunications, des services d'hébergement et de restauration, des services financiers et des activités immobilières.

461. Au niveau de la demande, la croissance a été tirée par l'ensemble de ses composantes. Ainsi, la **consommation finale** est estimée en hausse de 4,7% en 2016 contre 4,8% en

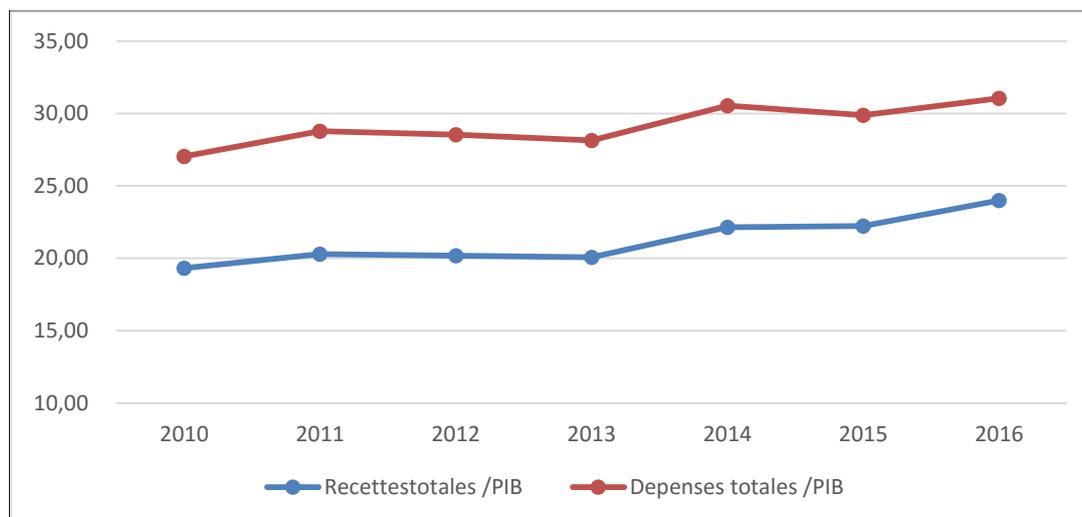
2015, en lien avec le renforcement de la consommation tant privée (+4,8% contre +5,0% en 2015) que publique (3,8% contre 3,3% en 2015). La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** est évaluée en hausse de 8,4% en 2016 contre 6,8% en 2015, en rapport avec l'accroissement aussi bien de l'investissement public (10,1% en 2016 contre 8% en 2015) que privé (7,9% contre 6,5% en 2015). Au titre de la **demande extérieure**, les importations et exportations de biens et services sont, respectivement, estimé, en termes réels, en augmentation 8,0% en 2016 (contre +12,0% en 2015) et 8,6% en 2016 (contre +12,7% en 2015).

462. L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), est ressortie à 0,8%, sous l'effet du renchérissement des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,3%) atténué, toutefois, par la contraction des prix des produits « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-1,8%) ainsi que des prix du transport (-1,5%).

2.13.2 Finances publiques et dette publique

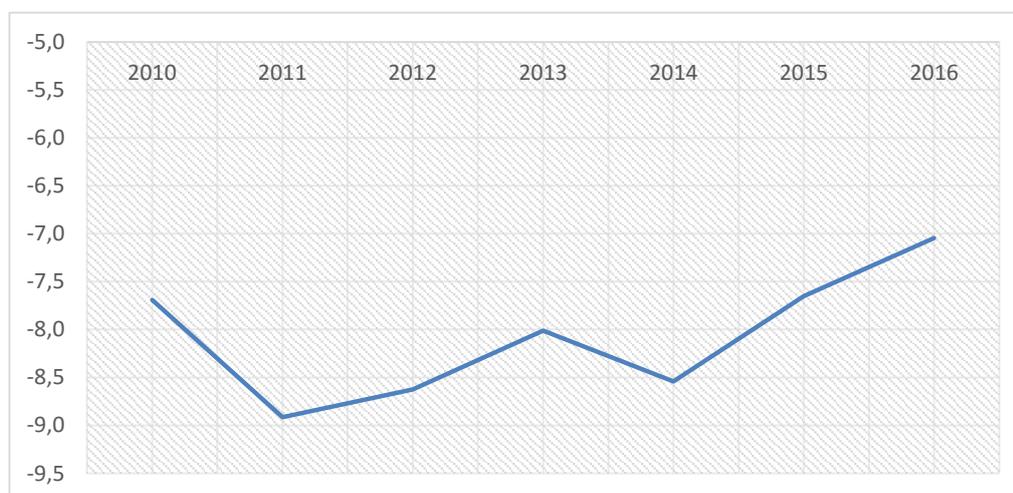
463. L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée en 2016 par un déficit de 369,3 milliards (4,2% du PIB) en 2016 contre 387,2 milliards (4,8% du PIB) en 2015. Cette situation est le résultat de la mobilisation accrue des ressources budgétaires conjuguée à la poursuite de la mise en œuvre de la politique de rationalisation des dépenses de fonctionnement.
464. En effet, les recettes totales et dons ont enregistré une hausse de 15,2% s'établir à 2334,6 milliards en 2016 contre 2026,1 milliards en 2015, du fait de la hausse des recettes fiscales, des dons et des recettes exceptionnelles, dans un contexte marqué par la réduction des ressources du FSE (-36,8 milliards) et des recettes non fiscales.
465. L'accroissement des recettes totales est imputable à une hausse de 12,2% des recettes fiscales du fait de la bonne tenue des impôts directs (+78,2 milliards), des taxes sur biens et services intérieurs (+62,6 milliards), des recettes pétrolières (+17,4 milliards) et des recettes douanières (+7 milliards). En revanche, les recettes non fiscales, se sont inscrites en baisse de 3 % pour se situer à 103,5 milliards en 2016, notamment du fait de la baisse dans le recouvrement des revenus des domaines conjugué à la faiblesse des commissions de transfert.
466. S'agissant des dons, ils se sont inscrits en hausse de 5,3% pour se situer à 244,4 milliards contre 232,0 milliards un an auparavant. Cette progression a été aussi bien le fait des dons budgétaires (38 milliards) que ceux en capital (206,4 milliards) qui ont enregistré des hausses de 6,7 milliards (+21,5%) et 5,6 milliards (+2,8%) respectivement. Les dons budgétaires ont été mobilisés, essentiellement, auprès de l'Union européenne, du Canada et, dans une moindre mesure, de l'Arabie saoudite et du Luxembourg.

Figure 2.13.2: Recettes totales et dépenses totales en %PIB/Sénégal



467. S'agissant des dépenses totales et prêts nets sont ressortis à 2703,9 milliards à fin 2016 contre 2411,5 milliards en 2015, soit un accroissement 12,1%. Cette progression résulte aussi bien des dépenses d'investissement que de dépenses courantes, lesquelles se sont accrues, respectivement 20,3% et 7,2%.
468. S'agissant des dépenses courantes, elles sont passées de 1504,3 milliards à 1612,8 milliards entre 2015 et 2016, soit une progression de 7,2% imputable à la hausse des charges d'intérêts sur la dette publique (+17,5%), aux charges de personnel (+8,8%) ainsi qu'aux dépenses de fonctionnement (+4,2%).
469. Concernant les dépenses d'investissement, elles se sont accrues de 20,3% pour ressortir à 1091 milliards en 2016. Cette augmentation significative traduit, entre autres, l'effectivité du démarrage de certains grands projets d'investissement dans le cadre du PSE. Elle a été portée par les dépenses d'investissement sur ressources intérieures, qui se sont établies à 654,6 milliards, soit une augmentation de 30,4% (+152,5 milliards) comparativement à l'année 2015. Quant aux dépenses en capital sur ressources extérieures, elles ont été exécutées à hauteur de 436,5 milliards en 2016, soit une hausse de 7,7% (+31,4 milliards).

Figure 2.13.3: Déficit Global hors dons en %PIB/Sénégal



470. L'encours de la dette publique totale s'est accru de de 18,1%, en s'établissant 5428,5 milliards en 2016 contre 4597,7 milliards en 2015, soit 62,3% du PIB en 2016 contre 57% un an auparavant. L'encours est composé de la dette extérieure et de celle intérieure pour des montants respectifs de 3830,8 milliards et 1597,7 milliards.
471. Quant au service de la dette publique extérieure en 2016, il a représenté, respectivement, 11% des recettes budgétaires et 8,3% des exportations de biens et services, contre des plafonds respectifs de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

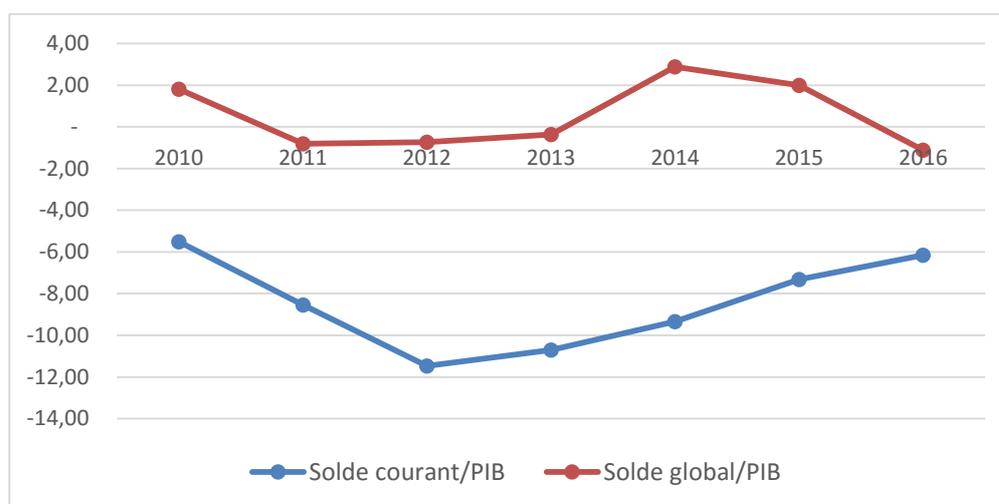
2.13.3 Le Secteur extérieur

472. Les échanges extérieurs en 2016 se sont soldés par un déficit global de la balance des paiements de 97,4 milliards après un solde excédentaire de 160,4 milliards en 2015, en liaison avec la poursuite de l'amélioration du compte des transactions courantes, nonobstant la réduction de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.
473. Le déficit du compte des **transactions courantes, dons exclus**, est estimé à 536,3 milliards (+6,2% du PIB) en 2016 contre 589 9 milliards (+7,3% du PIB), reflétant, notamment l'amélioration de la balance commerciale conjuguée au renforcement des transferts courants. En effet, la **balance des biens** a dégagé un déficit de 1225,5 milliards en 2016 contre 1274,2 milliards en 2015, imputable à la baisse de 1,5% des importations combinée à l'augmentation de 0,4% des exportations en termes nominal. Les exportations se sont établies à 1 675,1 milliards de FCFA (19,2% du PIB) en 2016 contre 1 669,2 milliards (20,7% du PIB) en 2015, tirée, principalement, par les ventes à l'étranger de ciment (+31,9 milliards), d'acide phosphorique (+21,5 milliards), de produits halieutiques (+14,1 milliards) et de produits horticoles (+6,5 milliards). Toutefois, cette orientation favorable a été atténuée, notamment, par la contraction des exportations de produits pétroliers (-46,1 milliards), de phosphates (-15,4 milliards) et de produits arachidières (-10,8 milliards). S'agissant des exportations du Sénégal dans la zone CEDEAO, elles ont connu une hausse de 2,5% (+11,3 milliards) par rapport à la même période de 2015. Le Mali, reste le principal client du Sénégal dans la zone avec une part de 37,7%, avec des importations portant principalement sur le ciment.
474. Concernant les importations, elles ont affiché un recul de 43,0 milliards, s'établissant à 2900,6 milliards (33,3% du PIB) en 2016 contre 2943,6 (36,5% du PIB) milliards un an auparavant, dans un contexte de détente des cours mondiaux des produits de base. Ainsi, le repli observé est imputable, essentiellement, aux importations de produits pétroliers (-140,3 milliards) et de produits alimentaires (-11,3 milliards). Au niveau des produits alimentaires, la baisse notée est en liaison, principalement, avec le repli des importations de riz (-35,1 milliards), traduisant, dès lors, les effets positifs de la politique du Gouvernement en faveur de la culture du riz local. Globalement sur l'année 2016, les importations de biens du Sénégal en provenance de la zone CEDEAO ont évolué de 23,7 milliards (+6,6%) par rapport à la même période de 2015. Le Nigéria représente le premier fournisseur du Sénégal au sein de la CEDEAO avec une part de 74,7%.
475. Concernant la **balance des services**, elle a enregistré un déficit estimé à 68,5 milliards (0,7% du PIB) contre 57,4 milliards (0,8% du PIB) en 2015, notamment, avec l'amélioration du poste « voyage », sous l'effet de la reprise enregistrée dans le secteur touristique. En

revanche, le déficit de la **balance des revenus** s'est détérioré de 59,4 milliards, passant de 231,5 milliards à 290,9 milliards entre 2015 en 2016. Cette situation est le reflet, notamment, de la hausse des paiements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (+14,0 milliards) conjuguée à l'augmentation sensible du rapatriement des revenus des investissements directs (+32,3 milliards) vers l'étranger.

476. Quant **aux transferts courants nets**, ils se sont établis à 1075,4 milliards en 2016, soit en hausse de 59,6 milliards par rapport à 2015. Cette amélioration est le résultat du renforcement des envois de fonds des migrants estimés à 1099,0 milliards en 2016 contre 971,4 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 127,6 milliards.

Figure 2.13.4: Solde courant et solde global en % PIB/Sénégal



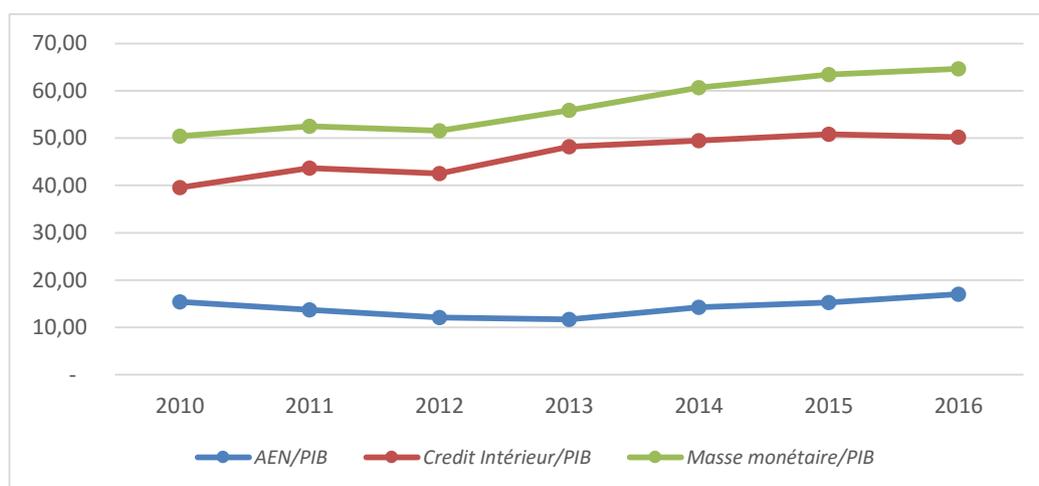
477. Le solde du **compte de capital et d'opérations financières ressortirait** excédentaire de 400,6 milliards contre 714,5 milliards en 2015, attribuable principalement au compte d'opérations financières.
478. En effet, le solde du compte des opérations financières est estimé à 188,5 milliards en 2016 contre 511,8 milliards une année auparavant, soit un repli de 323,3 milliards traduisant aussi bien celui des capitaux publics que privés. Les capitaux publics nets se sont contractés de 116,7 milliards du fait des investissements de portefeuille. S'agissant des capitaux privés nets, le recul observé en 2016 est imputable à l'investissement important effectué par l'un des opérateurs de téléphonie de la place en Sierra Leone

2.13.4 Le Secteur monétaire

479. La situation des institutions monétaires en 2016 fait ressortir une diminution des avoirs extérieurs nets de 97,4 milliards, une augmentation du crédit intérieur de 17,3% et une expansion de la masse monétaire de 10,4%.
480. La position extérieure nette des institutions monétaires est estimée à 1135,5 milliards en 2016 contre 1232,9 milliards en 2015, soit un retrait de 97,4 milliards reflétant le repli des avoirs extérieurs nets de la BCEAO (-231,4 milliards) atténué, toutefois, l'augmentation de ceux des banques commerciales (+134,0 milliards).

481. En 2016, l'encours du crédit intérieur est estimé à 3438,8 milliards contre 2932,7 milliards en 2015, soit une hausse de 506,1 milliards (+17,3%), traduisant la nette détérioration de la Position Nette du Gouvernement (+279,7 milliards), conjuguée au dynamisme des crédits à l'économie (+226,4 milliards). La progression significative des engagements de l'Etat vis-à-vis des banques est le résultat des importantes émissions de titres publics pour, notamment, prendre en charge la mise en œuvre des investissements. S'agissant des crédits à l'économie, ils restent dominés par les crédits de court terme qui en ont représenté 55,0%. Toutefois, la part des crédits de long terme est passée de 44,2% à 45,0%, soit une amélioration de 0,8 point de pourcentage. Au total, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 34% en 2016 contre 33,9% l'année précédente.

Figure 2.13.5: AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB/ Sénégal



482. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est estimée en hausse de 10,4% en 2016 contre une progression de 13,4% en 2015. Cet accroissement de la liquidité globale s'est traduit par un renforcement des dépôts bancaires (+307,7 milliards) et de la circulation fiduciaire (+114,9 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie est passé de 49,0% en 2015 à 50,1% en 2016, soit une amélioration de 1,1 point de pourcentage.

2.13.5 Etat de convergence macroéconomique en 2015

483. En matière de convergence le Sénégal a respecté cinq critères de convergence en 2016 comme en 2015. Le critère relatif au déficit global n'a pu être respecté. La situation de convergence de l'économie sénégalaise se présente comme suit :

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-5,8	-5,5	-5,2	-4,8	-4,2
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	1,4	0,7	-1,1	0,1	0,8
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5,0	5,0	5,8
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	36,7	30,8	35,4	29,1	55,7
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		5	5	5	5	5

2.13.6 Conclusions et recommandations

484. Les recommandations en termes de politiques économiques s'articulent autour des points suivants:

- assurer une bonne mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) ;
- renforcer les conditions favorisant un accroissement des investissements privés et accroître l'efficacité des investissements publics afin de réaliser les objectifs de croissance économique retenus dans le PSE;
- poursuivre l'amélioration du climat des affaires pour accroître l'attractivité des IDE et ;
- poursuivre le renforcement et l'amélioration de la production et de la distribution de l'énergie électrique

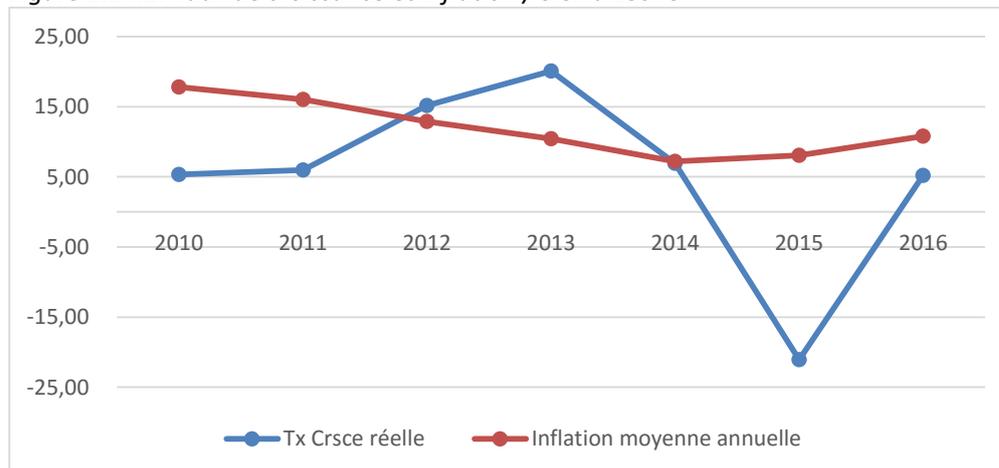
2.14 Situation économique et financière de la Sierra Leone en 2016

485. La politique macroéconomique de la Sierra Leone en 2016 a été essentiellement axée sur la préservation de la stabilité macroéconomique à travers la mise en œuvre de politiques budgétaire, monétaire et extérieure solides ainsi que de la stratégie de relance post-Ebola. Dans le cadre du programme de relance post Ebola, le gouvernement a poursuivi les efforts de diversification avec un soutien accru à divers secteurs et a également établi un bon environnement pour l'investissement privé, y compris la fourniture d'infrastructures de base telles que les routes, les ouvrages d'eau, les bâtiments et les installations électriques.
486. Ainsi, l'économie de la Sierra Leone a entamé en 2016 un processus de relance progressif soutenu par la reprise des exportations de minerai de fer et l'amélioration des secteurs de l'agriculture, de la construction et des services. Toutefois, la relance économique a été éprouvée par la forte dépréciation du taux de change en raison de la baisse des entrées et la demande accrue de devises étrangères pour l'importation de produits essentiels ainsi que la hausse des prix à la consommation.

2.14.1 Secteur Réel

487. Le PIB réel a progressé de 6,1% en 2016 contrairement à la contraction de 20,6% en 2015. La croissance a été induite par la reprise du commerce du minerai de fer en plus de la hausse des prix des produits de base sur le plan mondial. Exception faite du minerai de fer, l'économie a progressé de 4,3% par rapport à 3,2% en 2015, compte tenu d'une reprise continue et significative de l'agriculture, des mines, de la construction et des services, grâce à l'amélioration de l'approvisionnement en électricité.

Figure 2.14.1: Taux de croissance et inflation / Sierra Leone



488. En termes de taux de croissance par secteurs en 2016, celui l'industrie a réalisé 28,8% (contre une contraction de 75,1% en 2015), suivi des services qui ont enregistré 4,1% (comparativement à 1,6% en 2015) et de l'agriculture qui a atteint 3,4% (par rapport à 3,1% en 2015). La croissance du secteur industriel a été essentiellement propulsée par l'exploitation minière notamment le minerai de fer; celle la croissance du secteur des

services a reposé principalement sur la communication tandis que le secteur agricole doit sa croissance principalement à la production rizicole. En termes de contribution à la formation du PIB, l'agriculture a le plus contribué avec 49,7% suivie du secteur des services avec 35,3% et l'industrie avec 11,4%.

489. Le secteur agricole (secteur primaire) avec en son sein la production végétale, l'élevage, la foresterie et la pêche a enregistré une croissance de 3,4% en 2016 contre 3,1% en 2015. Les produits agricoles ont continué de croître avec le riz comme aliment de base le plus cultivé et le plus consommé. Le sous-secteur des cultures s'est accru de 4,4% en 2016 par rapport à 4,1% en 2015 en raison de plusieurs initiatives du gouvernement visant à accroître le rendement et la productivité de la production rizicole. Il s'agissait notamment d'efforts visant à développer l'agro-business et à étendre l'accès au marché, ce qui a entraîné la réhabilitation des routes de desserte, le développement de centres d'affaires agricoles et l'amélioration de l'accès des familles agricoles aux compétences financières et agricoles. Le sous-secteur de l'élevage a également enregistré une croissance de 2,9% en 2016 par rapport à 1,9% en 2015. Celui des ressources halieutiques qui sert de source majeure de protéines pour une partie importante de la population s'est accru de 2,7% en 2016 contre 2,1% en 2015 essentiellement en raison de l'application d'une zone d'exclusion côtière de 6 milles (IEZ) et d'une surveillance par satellite appliquée.
490. Dans le secteur industriel (secteur secondaire), le sous-secteur manufacturier a connu une forte reprise en 2016 à la suite de l'éradication d'Ebola et de la levée des restrictions sur les activités sociales, les bars et les restaurants. Le secteur manufacturier a progressé de 4,6% en 2016 comparativement à 0,4% en 2015. Le sous-secteur de la construction, sous l'impulsion de la production du ciment et de la peinture a progressé de 6,7% en 2016 contre 5,1% en 2015, alors que divers projets de construction à travers le pays se sont poursuivis tout au long de l'année 2016, y compris celui de la route Matotoka-Sefadu, le projet routier Jomo-Kenyatta-Hill Cut Road, celui sur l'axe Lumley-Tokeh, le tronçon routier Hill Side By Pass, diverses routes municipales et urbaines.
491. Dans le secteur des services (secteur tertiaire), le commerce et le tourisme ont réalisé 4,0% de croissance en 2016, contrairement à une baisse de 0,8% en 2015. Cette augmentation est principalement imputable à l'annonce de la fin d'Ebola, à la reprise des vols internationaux au niveau du pays et à la campagne menée par l'Office National du Tourisme et le Ministère du Tourisme et de la Culture pour redorer l'image du pays. Dans le secteur bancaire, le nombre de banques commerciales enregistrées dans le pays est resté à 13, mais le nombre de succursales bancaires a augmenté pour s'établir à 103 à la fin de 2016. Des preuves évidentes témoignent de l'augmentation continue du nombre d'abonnés au téléphone mobile avec une baisse des frais de communication. Le sous-secteur du transport, de l'entreposage et de la communication a vu sa croissance passer de 1,7% en 2015 à 5,3% en 2016.
492. En favorisant une économie diversifiée et une croissance inclusive, le gouvernement et ses partenaires au développement ont mis en œuvre divers projets visant à étendre et à rétablir l'approvisionnement en électricité à travers le pays. La production totale d'électricité en 2016 s'élève à 294,12Gw/h et se composait de 218,02Gw/h de source hydroélectrique et 76,09GW/h provenant des centrales thermiques. 93,8% de la production hydroélectrique provenaient de l'usine de Bumbuna alors que Guma n'a

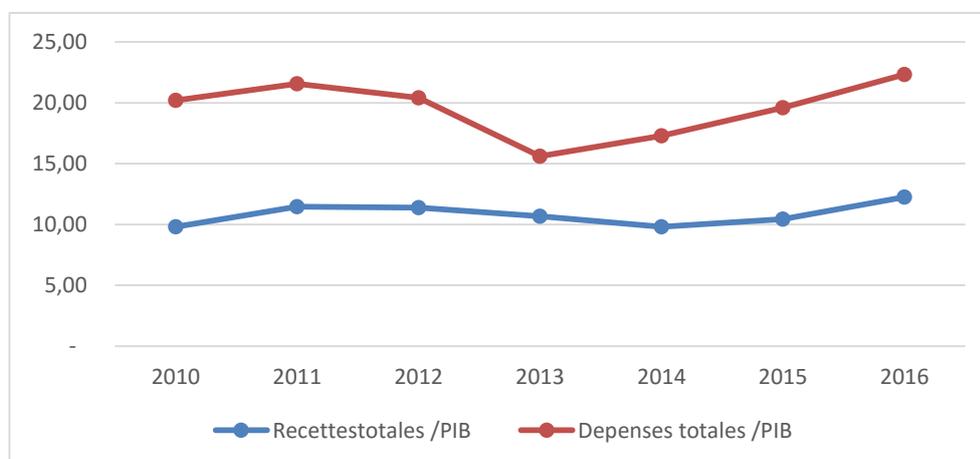
contribué que pour 6,2% de la production pour l'année. S'agissant de la production des centrales thermiques, les usines de Freetown ont contribué à hauteur de 78,2% alors que l'apport des usines provinciales représentait 21,8%.

493. Les pressions inflationnistes se sont accrues au cours de la période sous revue en raison de la dépréciation continue du Leone face aux principales devises étrangères, de l'ajustement à la hausse des prix du carburant à la pompe et de l'ajustement du tarif de l'électricité. Ainsi, l'inflation en glissement annuel a augmenté de 17,4% à fin décembre 2016, par rapport au taux de 8,9% à fin décembre 2015. Le taux d'inflation en moyenne annuelle a également augmenté en passant de 7,6% en 2015 à 10,8% en 2016.
494. L'inflation des prix de produits alimentaires a augmenté pour s'établir à 18,6% en décembre 2016, comparativement à 10,8% en décembre 2015. Cela est principalement attribuable à l'augmentation des prix des produits alimentaires importés à la suite de la dépréciation de la monnaie nationale (le Leone). Des tendances similaires ont été observées au niveau de l'inflation hors produits alimentaires qui a atteint 16,5% en décembre 2016, contre 6,7% l'année précédente.
495. L'inflation sous-jacente (définie comme l'inflation, à l'exclusion de l'alimentation et de l'énergie) a suivi la tendance haussière progressive de l'inflation globale au cours de l'année. L'inflation sous-jacente est passée de 9,4% en décembre 2015 à 17,8% en décembre 2016. Cette tendance était révélatrice des pressions accrues sur l'inflation globale de l'économie.

2.14.2 Finances Publiques et dette publique

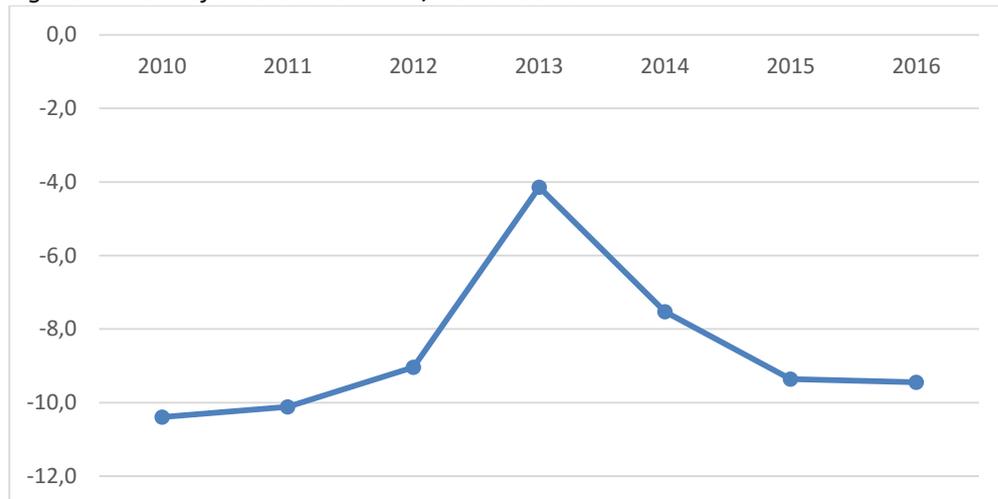
496. Les opérations financières en 2016 sont restées sous pression pour répondre aux besoins de la période post-Ebola ainsi que du programme de développement à plus long terme. Les performances des opérations financières de l'Etat se sont considérablement détériorées en 2016 avec une aggravation du déficit budgétaire qui est passé de 916,3 milliards de Le {(0,1 millions de dollars (3,9% du PIB)) au premier semestre de 2016 à 1.500 milliards de Le {(300 millions de dollars (8,3% du PIB)) à fin 2016, en raison d'une augmentation significative des dépenses totales et d'une diminution remarquable des subventions externes reçues pour l'appui budgétaire

Figure 2.14.2: Recettes totales et dépenses totales en %PIB/Sierra Leone



497. Les recettes totales et dons en 2016 se sont chiffrés à 3.620 milliards de Le (15,3% du PIB) par rapport à {3.490 milliards de Le (686,7millions de dollars) (14,8% du PIB)} en 2015. La mobilisation totale de 2016 était constituée de recettes intérieures (2,89 mille milliards de Le soit 444,6 millions de dollars (12,2% du PIB)) et de dons {(0,73 mille milliards Le soit 11,2 millions de dollars) (3,1% du PIB)}.
498. Les recettes totales sont ressorties à 2,89 mille milliards de Le (12,2% du PIB) en 2016 par rapport à 2,33 mille milliards de Le en 2015 (10,8% du PIB), en raison de la hausse des recettes fiscales et non fiscales. Les recettes fiscales ont augmenté pour se situer à 2,51 mille milliards de Le (10,61% du PIB) comparativement à 2,18 mille milliards de Le (10,1% du PIB) en 2015, principalement en raison de l'amélioration de la collecte des impôts sur les revenus, les biens, les services et les importations, ce qui traduit l'impact des mesures d'amélioration des revenus entreprises par la *National Revenue Authority* (NRA). L'accroissement des recettes non fiscales a permis d'atteindre 383,4 milliards de Le (1,6% du PIB) comparativement à 289,6 milliards de Le (1,3% du PIB) de l'année précédente du fait principalement de la hausse des redevances et des droits de licence du secteur minier.
499. Les dons mobilisés au cours de la période sous revue ont baissé pour s'établir à 727,0 milliards de Le (3,1% du PIB) comparativement à 1,17 milliards de Le (5,4% du PIB) en 2015, principalement en raison de baisse des entrées provenant des donateurs et des retards de décaissements concernant l'appui budgétaire. Le montant total des dons programmes reçus au cours de la période du rapport s'est élevé à 201,0 milliards de Le, alors que les dons projets se situés à 525,0 milliards de Le.
500. Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté pour s'établir à 5,4 mille milliards de Le (20,5% du PIB) contre 4,4 mille milliards de Le (19,9% du PIB) de 2015. Les dépenses courantes sont passées à 3,6 mille milliards de Le (13,4% du PIB) soit une hausse par rapport à 2,80 mille milliards de Le (12,6% du PIB) du fait essentiellement de l'augmentation des dépenses de biens et services et de la masse salariale élevée. Les salaires et traitements sont passés de 1,6 mille milliards en 2015 à 1,8 mille milliards de Le (6,8% du PIB) à 2016.
501. Les dépenses totales consacrées aux élections et à la démocratisation ont considérablement augmenté, passant de 9,50 milliards de Le en 2015 à 28,7 milliards de Le (0,1% du PIB) en 2016. L'augmentation des charges électorales a rehaussé le niveau de pression globale sur le budget alors que la hausse des intérêts sur les bons du Trésor, notamment les bons de plus grande maturité, ont augmenté les coûts liés au service de la dette. Le paiement total des intérêts a également connu une hausse, passant de 174,6 milliards de Le en 2015 à 201,8 milliards de Le (0,8% du PIB) en 2016. Les dépenses en capital ont également augmenté, passant de 1,6 mille milliards en 2015 à 2,0 mille milliards de Le, principalement en raison de l'augmentation des dépenses financées sur ressources internes.

Figure 2.14.3: Déficit Global en %PIB/Sierra Leone



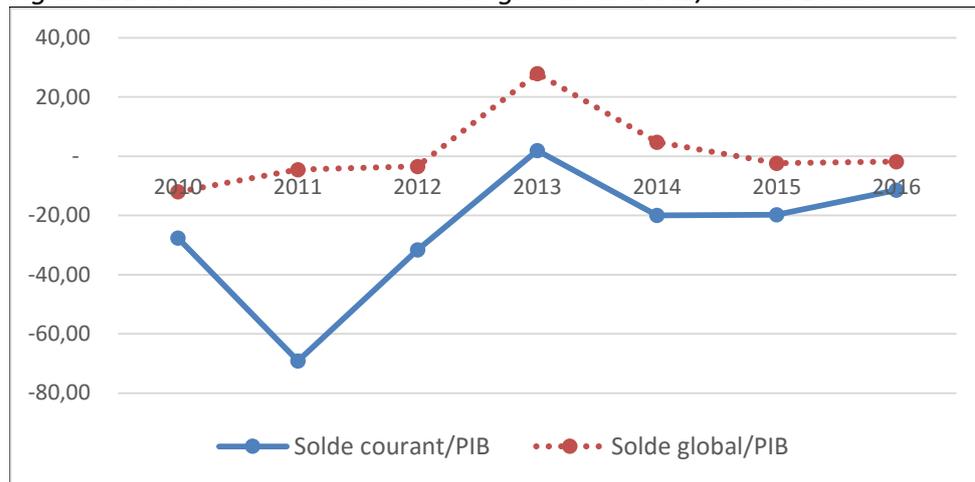
502. De 1,02 mille milliards de Le (4,6% du PIB) en 2015, le déficit global a atteint à 1,9 mille milliards de Le (8,2% du PIB) au cours de la période du rapport. Le déficit a été financé à partir de sources à la fois intérieure (1,13 mille milliards de Le) et extérieure (375,6 milliards de Le). Sur le plan domestique, le financement bancaire s'élevait à 993,4 milliards de Le tandis que le financement non bancaire était de 137,9 milliards de Le.
503. L'encours de la dette publique totale s'est élevé à 13.1 mille milliards de Le ((2,02 milliards de dollars) (55,1% du PIB)) à fin décembre 2016 par rapport à 9,7 mille milliards de Le (1,92millions de dollars), 45,4% du PIB)) à fin décembre 2015, sous l'effet de l'accroissement de la dette extérieure et intérieure. De 32,6% du PIB à fin décembre 2015, la dette extérieure a atteint 40,9% du PIB à fin décembre 2016 en raison de l'augmentation des emprunts auprès de créanciers multilatéraux et bilatéraux, en l'occurrence le FMI et la Banque mondiale. De même, la dette intérieure a augmenté de 14,8% du PIB, contre 12,7% du PIB à fin décembre 2015, ce qui est en partie imputable à une hausse des taux d'intérêts sur la dette intérieure.

2.14.3 Le Secteur Extérieur

504. Sur le plan extérieur, les exportations totales ont augmenté de près de 15,3% pour se situer à 670 millions \$US (4.36 mille milliards Le) au cours de 2016 par rapport à 536,2 millions de dollars US (Le 2.72 mille milliard) en 2015. Les exportations sont restées dominées par les minéraux qui ont représenté 75,3% du total des exportations en 2016. Les exportations se sont élevées respectivement à 164 millions US\$ (1.07 mille milliard Le) pour le diamant, US\$ 142,3 millions (0.92 mille milliard Le) pour le minerai de fer, 106,95 millions de dollars US (0,70 mille milliard de Le) pour le rutile et 51,1 millions US\$ (0,33 mille milliards Le) pour la bauxite.
505. Les importations totales (fob) se sont élevées à 1.316 millions de dollars US (8,6 mille milliard Le) au cours de 2016 comparativement à 1 345 millions de dollars (6,8 milliards de Le) pour 2015, soit une baisse de près de 2,3%. Les importations des produits alimentaires se sont élevées à 298,7 millions de dollars (1,9 mille milliard Le), celles du riz ont atteint 95,9 millions de dollars US (0,6 mille milliard de Le) pendant que les machines

et le matériel de transport importés ont atteint 206,9 millions de dollars US (1,3 mille milliards de Le) au cours de la période considérée. Les importations de lubrifiants et combustibles minéraux se sont élevées à 183,7 millions de dollars US (1,2 mille milliard de Le) avec 176,6 millions de dollars US (1,2 mille milliard) pour les combustibles. Le déficit commercial s'est réduit pour s'établir à 472,9 millions de dollars US (12,5% du PIB) par rapport à 1.018,6 millions de dollars US (24,2% du PIB) en 2015, en raison de l'amélioration des recettes d'exportations, en particulier des exportations de minéraux et de forte réduction de la facture des importations.

Figure 2.14.4 : Solde courant et solde global en % PIB/ Sierra Leone



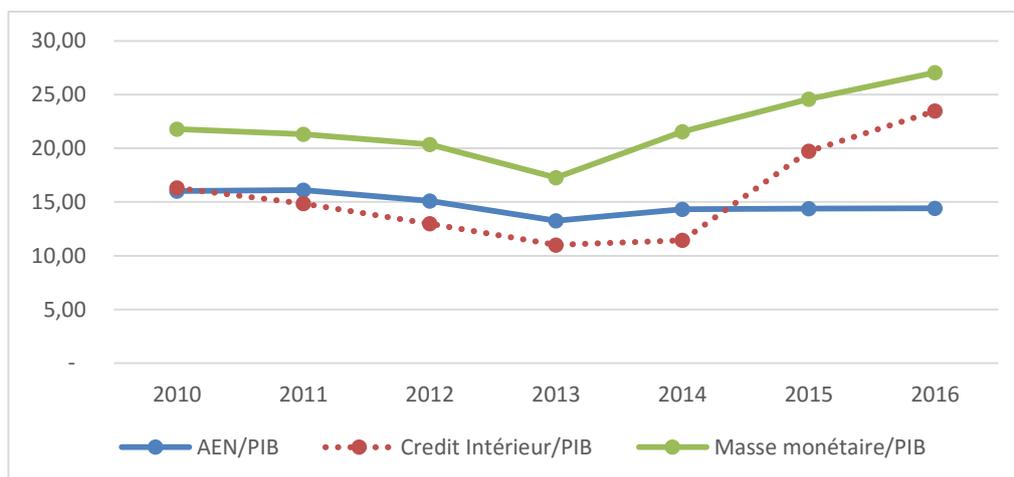
506. Selon les projections, le déficit du compte courant devrait baisser de 741,8 millions de dollars (3,77 mille milliards de Le) (17,6% du PIB) en 2015 à 428,6 millions de dollars US (2,79 mille milliard de Le) (11,3% du PIB), principalement en raison de l'amélioration de la balance des services, de la réduction des paiements au titre des importations ainsi que de l'augmentation de recettes d'exportations. L'augmentation de l'excédent du compte financier a été estimée en hausse, passant de 364,1 millions de dollars (1,85 mille milliard Le) (8,6% du PIB) en 2015 à 378,2 millions de dollars US (2.46 mille milliard Le) (10,0% du PIB) en 2016 principalement en raison de l'augmentation des flux d'investissements directs nets. Le déficit global de la balance des paiements a été ramené à 68,8 millions de dollars US (0,45 mille milliards Le) (1,8% du PIB) au cours de la période sous revue comparativement à 104,9 millions de dollars US (0,53 mille milliard Le) (2,5% du PIB) en 2015.
507. Au cours de la période, les réserves extérieures brutes ont baissé en passant de 580,26 millions de dollars US (4,8 mois d'importations) en 2015 à 548,0 millions de dollars US (4,7 mois d'importation) en 2016, imputable principalement à une baisse des apports des donateurs et à l'intervention de la BSL dans le but d'atténuer l'impact de la dépréciation du taux de change.
508. La pression sur la monnaie locale s'est poursuivie avec la dépréciation de 21,6% du Leone par rapport au dollar américain en 2016, comparativement à une dépréciation de 12,2% en 2015. cette dépréciation est attribuable à la baisse des entrées de devises étrangères des principales sources d'approvisionnement, la réduction des apports des donateurs

après l'Ebola, les activités spéculatives menées par les acteurs du marché ainsi que forte demande de devises étrangères pour financer les importations.

2.14.4 Secteur Monétaire

509. La politique monétaire a été fortement ébranlée en 2016 par la hausse de l'inflation due aux effets persistants des chocs de 2014 et 2015, la poursuite de la dépréciation du Leone et à l'augmentation significative des taux d'intérêt intérieurs. La Banque de Sierra Leone (BSL) a adopté une politique de resserrement monétaire dans la période sous revue, en augmentant deux fois son taux de la politique monétaire (TPM) de 9,5% à 10,5% en septembre 2016 et 11,0% en décembre 2016. L'objectif était de contrôler la demande globale et de modérer l'effet de transition de la dépréciation du taux de change. En outre, la BSL a introduit un couloir autour du TPM en vue d'encourager la gestion des liquidités et d'améliorer l'efficacité de la politique monétaire. Toutefois, le taux de réserves obligatoires (TRO) est resté inchangé à 12,0%.
510. La croissance de la monnaie au sens large (M2) de janvier à décembre 2016 était supérieure à celle de la période antérieure de janvier à décembre 2015. M2 a augmenté de 16,5%, ce qui dépasse le taux de croissance de 11,3% enregistré l'année précédente. L'expansion de M2 a été imputable à l'augmentation des avoirs intérieurs nets (AIN) du système bancaire qui a plus que contrebalancé la contraction de 8,6% des avoirs extérieurs nets (AEN). Les AIN ont progressé de 49,7% contre 24,0% enregistrée l'année précédente. L'expansion des AIN a contribué à 21,4% de la croissance de M2 et est principalement attribuable au financement des opérations budgétaires par le système bancaire. L'accroissement des AEN a été également favorisé par une hausse de 319.6 milliards de la détention de titres publics par les banques commerciales

Figure 2.14.5 : AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB/ Sierra Leone



511. La contraction de l'AEN est due à d'importantes sorties de fonds par la vente de devises, les paiements pour des projets d'infrastructure en cours du gouvernement, le service de la dette et l'effet des réévaluations des actifs et passifs découlant de la dépréciation de la Leone par rapport au dollar américain et le règlement des autres dettes extérieures. La contraction de l'AEN a encore été renforcée par diminution des créances sur les banques

étrangères par les banques commerciales. Malgré la contraction de l'AEN, il y a eu d'importantes entrées de capitaux en 2016. Il s'agit notamment d'entrées provenant du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre l'appui à la balance des paiements (67.7 millions \$US) et l'impôt sur les gains en capital découlant de la vente d'Airtel à Orange (30,0 millions de dollars).

512. Le crédit au secteur privé a connu une hausse de 16,8%, soit beaucoup plus que le taux de 2,2% de croissance enregistré au cours de l'année précédente (2015). La forte croissance du crédit du secteur privé passant de 1.090,83 milliards de Le en décembre 2015 à 1.274,2 milliards de Le en décembre 2016 semble indiquer que les banques commerciales ont étendu le champ de leur intermédiation au secteur privé. La répartition sectorielle des flux de crédits au secteur privé au cours de la période de janvier à décembre 2016 laisse paraître que la majeure partie des prêts et avances a été affectée à la construction, au commerce et aux services.
513. La réserve monétaire a augmenté de 24,50%, contre une croissance de 10.4% enregistrée en 2015. La croissance de la RM reflète l'augmentation de la monnaie émise (110,6 milliards Le) et des dépôts bancaires (294,1 milliards Le). La croissance de la RM a été supérieure au taux de 11,4% qu'avait prévu le programme pour la fin de l'année.
514. Le rendement annuel moyen sur les titres d'État ont connu une tendance haussière en 2016. Les taux d'intérêt sur les bons du trésor de 3 mois, 6 mois et 12 mois sont respectivement passés de 1,08%, 3,11% et 9,91% en décembre 2015 à 9,38%, 16,17% et 30,22% en décembre 2016. Les taux d'intérêt sur les obligations du trésor de 12 mois sont restés à 5% tandis que ceux de 24-mois est passé de 13,50% à 14,38%. Le gouvernement a pris la décision de retirer ce ténor du marché à partir de janvier 2017. Par conséquent, toutes les échéances des obligations du trésor d'un an sont rachetées et réémises au guichet des bons du Trésor afin de minimiser la distorsion des tarifs par rapport au taux de bons du Trésor de 364 jours.
515. Le taux d'intérêt sur l'épargne et les dépôts à terme couvrant 1 mois, 3 mois et 6 mois a diminué, passant de 2,54%, 2,73%, 2,98% et 4,20% à 2,38%, 2,57%, 2,87% et 4,07% respectivement. Le taux d'intérêt sur les dépôts à terme de douze mois a légèrement augmenté en passant de 5,30% à 5,84%. Le taux moyen d'emprunt des banques commerciales est ressorti légèrement à la baisse en passant de la fourchette de 18,12-24,80% à 17,92-24,77%.
516. Le système bancaire est resté relativement stable au cours de la période sous revue en dépit des défis de l'environnement macroéconomique. Tous, sauf une banque, ont respecté l'exigence du capital minimum versé de 30 milliards de Le. Le taux d'adéquation des fonds propres des banques est resté bien au-dessus de l'exigence minimale de 15,0%, même si elle a baissé en passant de 33,9% en 2015 à 30,7% à fin décembre 2016, ce qui montre que la perte de capacité d'absorption de l'industrie a été forte. Cependant, deux banques n'ont pas réussi à atteindre le taux d'adéquation des fonds propres. En outre, la liquidité du système bancaire est demeurée robuste car toutes les banques ont respecté le ratio minimum de liquidité globale de 30,0% à fin décembre 2016. Cependant, le ratio de prêts non productifs du secteur est resté élevé, même s'il a diminué de 31,7% en décembre 2015 à 22,7% en décembre 2016.

2.14.5 Etat de Convergence macroéconomique en 2016

517. La performance du pays s'est détériorée en ce qui concerne les critères de premier rang. Il n'a respecté qu'un des quatre critères de premier rang au cours de la période sous revue à savoir : les réserves brutes en mois d'importations comparativement à trois critères respectés à fin décembre 2015. Le pays n'a pas respecté les critères relatifs à l'inflation à un chiffre, le financement du déficit budgétaire par la banque centrale ainsi que le déficit budgétaire. En ce qui concerne les critères de convergence de second rang, le pays n'a respecté qu'un à savoir le ratio dette publique rapporté au PIB.

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-5,2	-1,6	-3,3	-4,1	-6,4
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	12,9	10,4	7,2	8,1	10,8
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	-37,7	1,7	7,2	-0,7	33,1
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	3,4	3,2	3,6	3,8	4,7
Critères de second rang						
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	36,7	30,8	35,4	29,1	55,7
Variation du Taux de change nominal	±10%	3,3	1,1	-4,0	-3,1	-19,1
Nombre de critères respectés		5	5	5	5	2

Critères de premier rang

- Déficit budgétaire (dons inclus)/PIB : Ce critère n'a pas été respecté, il s'est aggravé en ressortant à 6,4% en 2016 contre 4,1% en 2015.
- Taux d'inflation annuel moyen : Ce critère n'a pas été atteint ; le taux d'inflation annuel moyen s'est chiffré à 10,8% contre 8,1% en 2015 ;
- Le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale: La norme n'a pas été respecté en 2016. Le financement du déficit budgétaire est ressorti à 33,1% en 2016 ;
- Réserves brutes : Le pays a encore une fois respecté ce critère au cours de la période sous revue. Les réserves brutes en mois d'importations se sont établies à 4,7 mois en 2016 contre 3,8 mois en 2015.

Critères de second rang

- Dette publique/PIB : La performance du pays par rapport à ce critère a été soutenue car le ratio de la dette publique sur le PIB est resté inférieur au seuil de 70,0%. Cependant, le ratio s'est accru en 2016 en ressortant à 55,7% contre 29,1% en 2015
- Variation du taux de change nominal: par rapport à l'UCAO le Leone s'est déprécié de 19,1% en 2016 contre une dépréciation de 3,1% une année plus tôt.

2.14.6 Conclusion et recommandations

518. Dans l'ensemble, l'économie de la Sierra Leone a pris le chemin de la relance en 2016, avec pour moteur la reprise des exportations de minerai de fer ainsi que des améliorations dans l'agriculture, la construction et les services. Cependant, la reprise économique a été ébranlée par la forte dépréciation de la monnaie nationale (Leone) en raison de la diminution des capitaux et l'accroissement de la demande de change de devises. Les opérations budgétaires ont également fait face à des dépenses plus élevées sur les salaires et traitements, les biens et services, ainsi que les paiements d'intérêts. En conséquence, la performance du pays s'est dégradée au niveau de la convergence macroéconomique car seulement deux des six critères de convergence ont été atteints au cours de la période de l'évaluation. Cela souligne la nécessité de prendre en compte les recommandations suivantes proposées pour stimuler la performance macroéconomique et renforcer le respect des critères de convergence.
519. Pour relever les défis identifiés, les recommandations suivantes ont été formulées :
- Dans le secteur réel, le gouvernement devrait renforcer la diversification des produits et explorer de nouvelles opportunités de commercialisation, améliorer l'accès au crédit et accélérer le rythme du développement infrastructurel.
 - Dans le domaine des impôts, le Gouvernement devrait renforcer l'administration fiscale, renforcer le processus de rationalisation des dépenses et rationaliser les stratégies de passation des marchés, limiter le recours à l'emprunt pour alléger le fardeau des paiements d'intérêts et renforcer la réforme de la politique salariale visant une restructuration du secteur public.
 - Dans le secteur monétaire, le gouvernement devrait limiter le financement par la banque centrale et respecter strictement la limite statutaire de 5% comme prévu par la Loi de la BSL, améliorer les opérations du marché interbancaire et s'assurer que toutes les banques commerciales soient suffisamment capitalisées de sorte à éviter la répartition asymétrique de la liquidité en faveur de quelques banques.
 - Dans le secteur extérieur, les autorités devraient accélérer les efforts visant à supprimer les goulets d'étranglement structurels et faciliter la diversification en faveur du domaine manufacturier. En vue d'améliorer la capacité de gain de change et réduire au minimum la dépendance excessive à l'enclave minérale

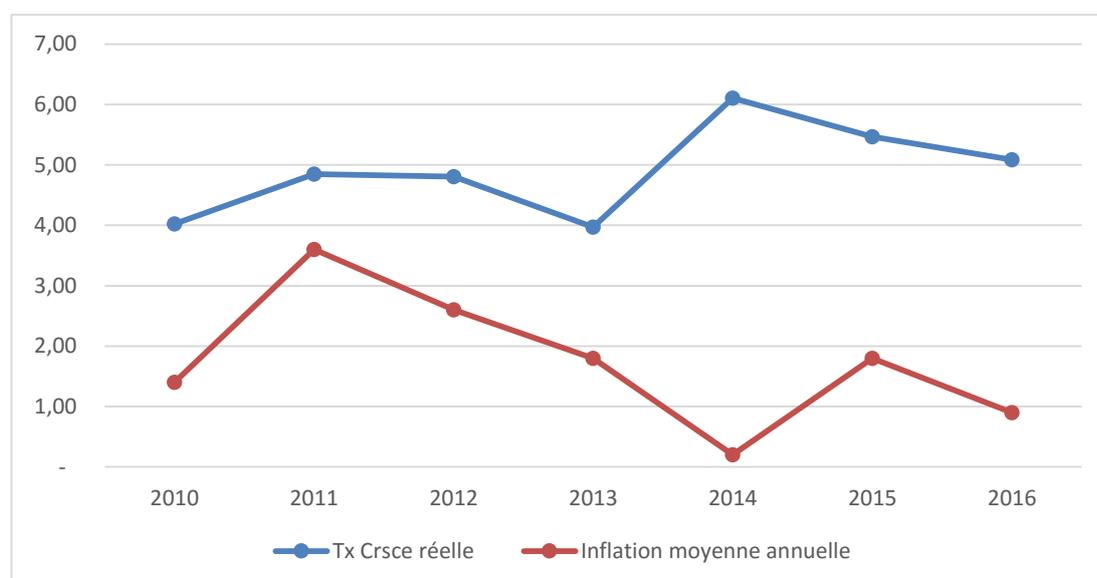
2.15 Situation économique et financière du Togo en 2016

520. L'activité économique en 2016 s'est déroulée dans un contexte marqué par la poursuite de l'exécution de la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi et la mise en œuvre des programmes et projets d'appui au secteur agricole. Le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 5,1% en 2016 contre 5,5% en 2015.

2.15.1 Le Secteur réel

521. Cette croissance est portée du côté de l'offre par tous les secteurs de l'économie. Le secteur primaire a rattrapé la contraction observée en 2015 grâce aux mesures de soutien du Gouvernement, notamment la mise à disposition à temps des intrants agricoles, et à une bonne pluviométrie au cours de la campagne. Sa contribution à la croissance est de 2,6 points. Le secteur tertiaire serait le deuxième pilier de l'expansion économique. Il a contribué pour 1,3 point, en raison de la bonne tenue de l'activité dans le commerce, les transports et les services marchands. S'agissant du secteur secondaire, sa contribution à la croissance est de +1,1 point en liaison avec les performances enregistrées dans les industries manufacturières, les industries extractives et les BTP.

Figure 2.15.1: Taux de croissance et inflation / Togo



522. Du côté de demande, la croissance du PIB réel de 5,1% a été essentiellement tirée par la consommation finale publique et les investissements publics.

523. Le niveau général des prix à la consommation enregistrerait une progression moins forte en 2016 qu'en 2015, du fait d'un meilleur approvisionnement des marchés en produits alimentaires. Le taux d'inflation mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation s'établit à 0,9% en 2016 contre 1,8% en 2015.

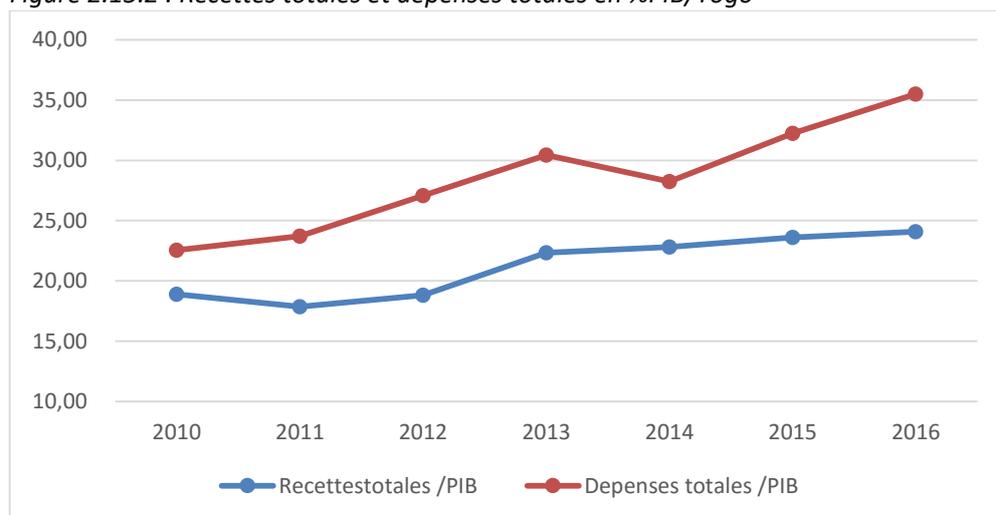
2.15.2 Finances publiques et dette publique

524. La situation des finances publiques a été caractérisée par un renforcement de 10,6% des recettes totales et dons, moins importantes que la hausse de 16,9% des engagements des

dépenses totales et prêts nets. De ces évolutions il est ressorti une aggravation du déficit global qui est ressorti à 8,5% du PIB contre 6,3% en 2015.

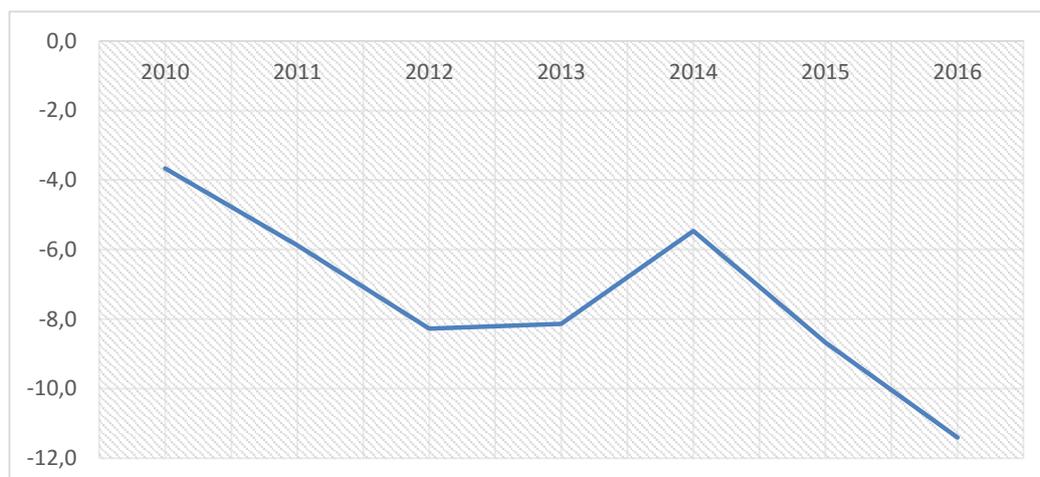
525. Les recettes totales et dons se sont établis à 695,0 milliards de francs CFA (29,6% du PIB) en 2016 contre 628,2 milliards de francs CFA (27,0% du PIB) en 2015. Cette évolution a été due aussi bien aux recettes totales (+8,5%) qu'aux dons (+32,1%). En effet, les recettes fiscales ont été mobilisées en 2016 à hauteur de 568,5 milliards de francs CFA (22,1% du PIB) contre 516,3 milliards de francs CFA (21,4% du PIB) en 2015, soit une hausse de 10,1%. Les dons quant à eux sont passés de 57,2 milliards de francs CFA en 2015 à 75,6 milliards de francs CFA en 2016.

Figure 2.15.2 : Recettes totales et dépenses totales en %PIB/Togo



526. Les dépenses totales et prêts nets 2016 en s'accroissant de 16,9% ont atteint 912,7 milliards de francs CFA (35,5% du PIB) contre 780,6 milliards de FCFA (32,5% du PIB) en 2015. Cette hausse a été imputable aussi bien aux dépenses courantes (+15,8%) qu'aux dépenses en capital (+19,7%).
527. L'accroissement des dépenses courantes a été porté essentiellement les rubriques « autres dépenses courantes » dont principalement les dépenses d'achats de biens et services et les dépenses au titre des paiements des intérêts de la dette et les dépenses au titre des traitements et salaires. En effet, les autres dépenses courantes se sont accrues de 26,7% tandis que les salaires et traitements ont fait un bon de 6,4% par rapport à 2015. Il y a lieu de signaler pour les années 2015 et 2016, de fortes hausses des paiements au titre des intérêts de la dette intérieure qui ont été 11,7 milliards de francs CFA en 2015 et de 22,9 milliards de francs CFA en 2016. L'augmentation de ces paiements est principalement imputable à l'adoption de l'option des préfinancements pour la réalisation de certaines infrastructures, notamment routières au Togo au cours de ces deux années.
528. S'agissant des dépenses en capital, elles sont ressorties à 332,4 milliards de francs CFA en 2016 contre 277,7 milliards une année plus tôt, soit une hausse en valeur absolue de 54,7 milliards de francs CFA. Cette augmentation a été tirée principalement par les dépenses d'investissement sur ressources internes qui sont passées de 139,2 milliards de francs CFA en 2015 à 185,8 milliards de francs CFA EN 2016, soit une hausse de 33,5%, en raison des préfinancements. Les dépenses en capital sur ressources externes se sont également accrues dans une moindre proportion, soit +5,8%.

Figure 2.15.3 : Déficit Global en %PIB /Togo



529. L'encours de la dette publique totale est passé de 1.857,1 milliards de FCFA à fin décembre 2015 à 2.042,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016 enregistrant une hausse de 10,0%. Il représente 79,4% du PIB en 2016.

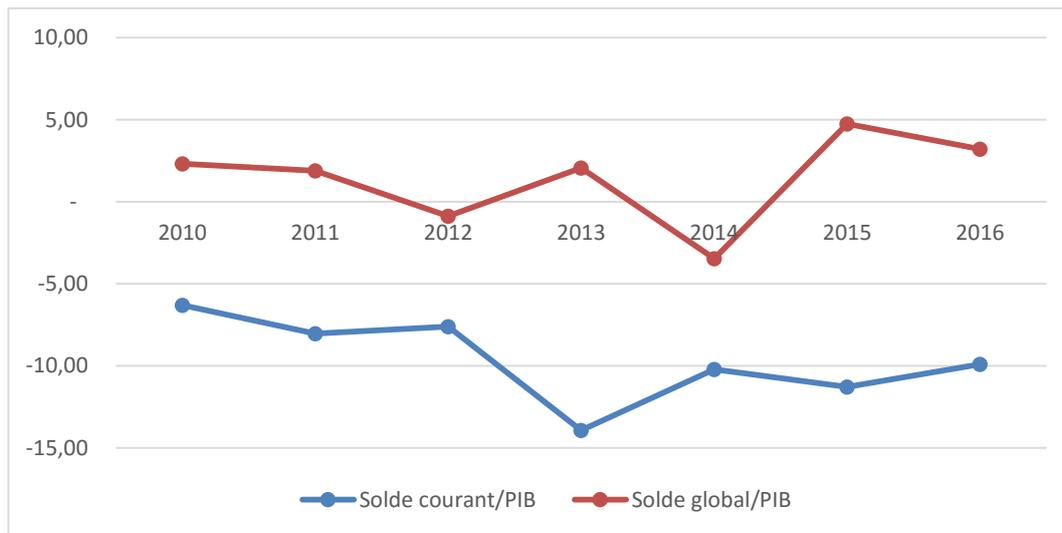
2.15.3 Le Secteur extérieur

530. =Les échanges extérieurs du Togo avec le reste du monde se sont soldés en 2016 par un excédent de 82,5 milliards FCFA résultant d'un déficit courant de 254,7 milliards FCFA, d'un excédent du compte de capital de 160,9 milliards FCFA et d'un passif net du compte financier de 176,3 milliards FCFA.

531. Le déficit courant en passant de 272,6 milliards de francs CFA (11,3% du PIB) en 2015 à 254,7 milliards de francs CFA (9,9% du PIB) en 2016 s'améliorerait de 17,9 milliards par rapport à l'année 2015, en raison notamment de la réduction du déficit de la balance des biens, cumulée à l'amélioration des soldes des services ainsi que des revenus primaires et secondaires.

532. La balance commerciale passerait en effet d'un déficit de 610,8 milliards de francs CFA (-25,3% du PIB) en 2015 à un déficit de 602,4 milliards de francs CFA (-23,4% du PIB) en 2016, s'est inscrite en réduction de 1,4% consécutive à la hausse des exportations de 13,4 milliards (+2,2%) plus importante que l'accroissement des importations de 5,0 milliards (+0,4%).

Figure 2.15.4: Solde courant et solde global en % PIB/ Togo



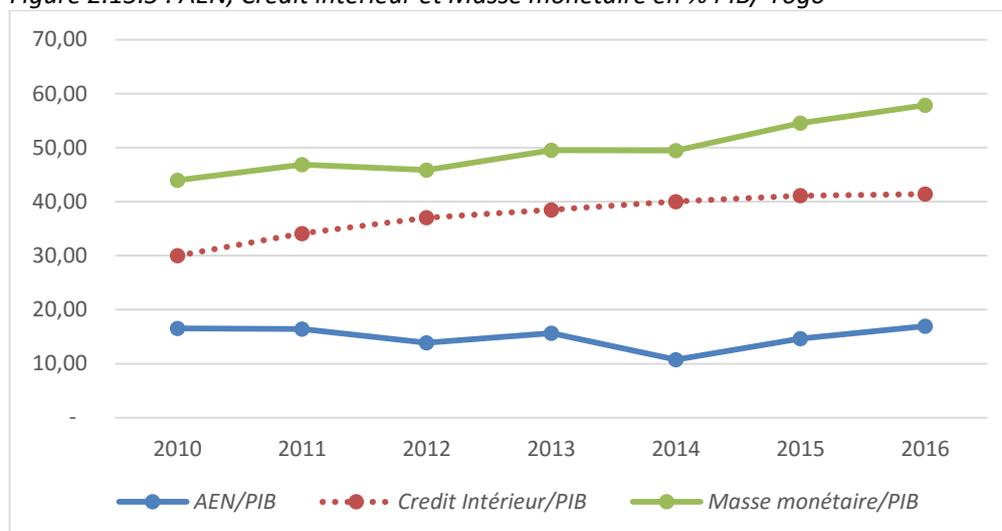
533. L'excédent de la balance des services se renforcerait de 2,9 milliards de francs CFA (+4,3%) suite notamment à la hausse de l'offre des services. Le solde des revenus primaires a augmenté de 1,1 milliard en 2016 en s'établissant à 84,3 milliards en 2016 contre 83,1 milliards en 2015, en liaison principalement la hausse des flux nets de la rémunération des salariés. Quant au solde des revenus secondaires, l'excédent est ressorti 192,7 milliards de francs CFA EN 2016 contre 187,3 milliards de francs CFA en 2015, soit une progression de 2,9% suite à l'amélioration du solde des transferts de fonds des travailleurs migrants

2.15.4 Le Secteur monétaire

534. La situation monétaire en 2016, comparée à celle de 2015, est caractérisée par un accroissement de 23,3% des avoirs extérieurs nets et par une hausse de 7,2% du crédit intérieur. Il a en résulté un gonflement de la masse monétaire de 12,9%.
535. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, à fin décembre 2016 se sont établis 436,4 milliards de francs CFA contre 353,9 milliards de francs CFA, soit une hausse de 82,5 milliards de francs CFA, imputable uniquement aux banques commerciales (+74,2%) ; les avoirs de la banque centrale s'étant inscrits en baisse de 42,6%. En pourcentage du PIB nominal, les avoirs extérieurs nets ont représenté 16,2% en 2016 contre 17,0% en 2015.
536. L'encours total du crédit intérieur à fin décembre 2016 est ressorti 1.065,8 milliards en progression de 71,4 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de 994,4 milliards de FCFA enregistré en 2015. Cette augmentation est attribuable aussi bien à la hausse de 16,7% des crédits à l'économie atténuée par l'amélioration de de 70,3% de la position nette du Gouvernement. En effet, le crédit au secteur privé est ressorti à 1.033,5 milliards de francs CFA (40,2% du PIB) en 2016 contre 886,0 milliards de francs CFA (36,6 % du PIB) en 2015. Quant aux créances nettes sur l'Etat, elles se sont établies à 32,2 milliards de francs CFA en 2016 contre 108,4 milliards de francs CFA en 2015 en raison, entre autres, de l'augmentation des dépôts publics dans les banques et de la hausse des dépôts de l'Etat à la Banque centrale. En terme d'orientation du crédit, ceux au secteur privé ont été orientés principalement vers les branches d'activités « électricité gaz et eau », commerce

de gros et de détail, restaurants et hôtels » et « services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels ».

Figure 2.15.5 : AEN, Crédit intérieur et Masse monétaire en % PIB/ Togo



537. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré un accroissement de 12,9% et s'établit à 1.489,4 milliards de francs CFA, soit 57,9% du PIB contre 54,6% du PIB en 2015. Cette hausse se traduit principalement par l'accroissement de 15,5% (+164,5 milliards de FCFA) des dépôts en banques et de 2,0% (+4,7 milliards de FCFA) de la circulation fiduciaire.

2.15.5 Etat de convergence macroéconomique en 2016

538. En matière de convergence, le Togo a respecté quatre critères de convergence en 2016 comme en 2015. Les critères relatifs au déficit budgétaire en pourcentage du PIB nominal et au taux d'endettement n'ont pas été respectés par le Togo en 2016.

539. Le tableau ci-dessous donne la situation de la performance du Togo :

Critères de Convergence	Norme	2012	2013	2014	2015	2016
Critères de premier rang						
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤ 3%	-5,8	-4,6	-3,4	-6,3	-8,5
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10% et objectif ≤5% en 2019	2,6	1,8	0,2	1,8	0,9
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5,0	5,0	4,4
Critères de second rang						

Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal	≤70%	44,0	45,3	66,9	76,8	79,4
Variation du Taux de change nominal	±10%	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5
Nombre de critères respectés		5	4	5	4	4

2.15.6 Conclusion et recommandations

540. Au cours de l'année 2016 l'économie du Togo a poursuivi son rythme de croissance en enregistrant un taux de croissance de 5,1% à la suite des taux de 6,1% et de 5,5% enregistrés en 2014 et en 2015. En ce qui concerne les finances publiques, le pays a certes fait des efforts en matière de mobilisation des recettes fiscales pour atteindre un taux de pression fiscale de plus de 22% du PIB mais les engagements des dépenses ont connu quant à eux une hausse plus que proportionnelle des recettes occasionnant ainsi un déficit en pourcentage du PIB plus élevé comparativement à 2015.
541. Afin de renforcer la stabilité macroéconomique et améliorer le niveau des performances du pays au titre des critères de convergence, les recommandations suivantes ont été formulées :
- poursuivre les efforts en vue d'une mobilisation accrue de recettes et la maîtrise des dépenses ;
 - Assurer un suivi rigoureux du niveau d'endettement ;
 - Poursuivre l'amélioration du climat des affaires et la gouvernance économique ;
 - poursuivre la mise en œuvre du Programme avec le FMI.

III. PERFORMANCES DE CONVERGENCE DES ÉTATS MEMBRES DE LA CEDEAO EN 2016

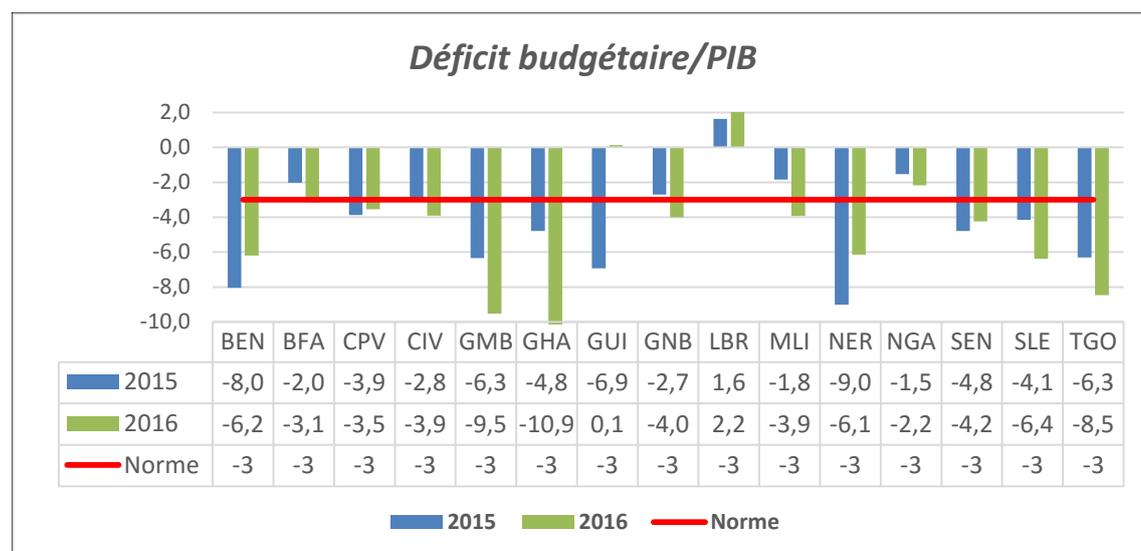
542. Les Etats membres poursuivent leurs efforts en vue du respect des normes relatives aux critères de convergence par la mise en œuvre des politiques des programmes des actions et/ou mesures. Mais les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur des attentes en raison des chocs aussi bien internes qu'externes auxquels ceux-ci sont confrontés d'une à l'autre et sur lesquels ils ont peu de pouvoir de contrôle.
543. Les performances de convergence des Etats au cours de l'année 2016 est faite sur la base des critères en vigueur, notamment ceux adoptés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement à travers l'Acte Additionnel A/SA.01/12/15 du 16 décembre 2015 portant modification de l'Acte Additionnel A/SA.4/06/02 du 29 juin 2012 portant Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique entre les États membres de la CEDEAO.
544. Ainsi, le point des performances des Etats membres pour chacun des critères de convergence pour les années 2015 et 2016 se présente comme suit :

Critères de premier rang

- ***Ratio du déficit budgétaire (dons compris) rapporté au PIB ($\leq 3\%$)***

545. Les résultats des Etats membres en rapport avec ce critère se sont largement dégradés en 2016 comparativement à 2015. En effet, seuls trois (3) ont respecté la norme maximale 3% de déficit en pourcentage nominal contre six pays une année plus tôt. Cette situation s'explique en grande partie par la hausse plus que proportionnelle des dépenses, comparée aux recettes totales, doublée dans certains Etats et de la baisse de la mobilisation des dons.
546. En 2016, huit Etats membres à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie le Ghana, la Guinée Bissau, le Mali, le Nigeria, la Sierra Leone et le Togo ont enregistré une aggravation du déficit comparativement à l'année 2015. Pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, le Mali et le Togo, la hausse des dépenses totales et prêts nets à l'origine de l'aggravation du solde a été portée par les dépenses d'investissements sur ressources internes. Pour le Ghana, la Sierra Leone et la Gambie, ce sont les achats de biens et services qui ont justifié la hausse des dépenses totales et prêts nets. Au Burkina Faso par contre, la hausse des dépenses totales est l'effet de la forte hausse des dépenses de salaires et traitements. Enfin, pour le Nigeria et la Guinée Bissau c'est une baisse dans la mobilisation des recettes totales et dons qui est à l'origine de l'aggravation du déficit.
547. La situation de performance des Etats membres par rapport à ce critère se présente comme suit :

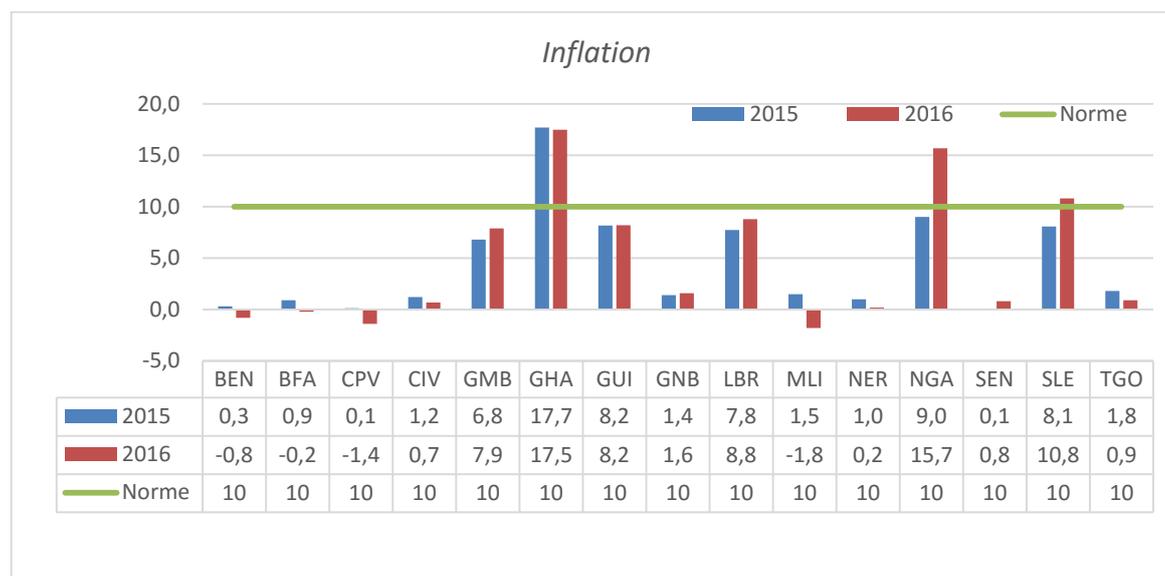
Figure 3.1 : Déficit budgétaire des États en 2015 et 2016



- **Taux d'inflation en moyenne annuelle ($\leq 10\%$)**

548. Pour une norme communautaire de 10%, la situation globale au niveau de la CEDEAO par une réduction du nombre de pays ayant respecté cette norme par rapport à 2015. En effet, ce sont douze (12) pays contre quatorze (14) qui ont respecté la norme en 2016. En 2015, seul le Ghana avait enregistré une inflation au-delà de 10%. En 2016, outre le Ghana, la Sierra Leone et Nigeria ont connu les plus fortes pressions inflationnistes avec une inflation supérieure à 10%, soit 10,8% et 15,7% respectivement. Pour ces pays, l'évolution des prix, s'explique par la dépréciation de leur monnaie au cours de l'année 2016.
549. Outre ces trois Etats membres précédemment cités les trois autres Etats de la ZMAO ont enregistré des taux d'inflation au-delà de 5% : La Gambie (7,9% contre 6,8% en 2015), Guinée (8,2% en 2016 et en 2016), Libéria (8,8% contre 7,8% en 2015). Pour ce qui concerne les pays de l'UEMOA dans leur ensemble l'inflation s'est située entre -1,8% (Mali) et 1,6% (Guinée Bissau).
550. La figure ci-dessous donne l'évolution de l'inflation des pays pour les années 2015 et 2016.

Figure 3.2 : Taux d'inflation des États membres de la CEDEAO en 2015 et 2016



- **Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale**

551. La norme de 10% maximum en terme de financement du déficit budgétaire par la banque centrale a été respectée par treize pays en 2016 contre douze en 2015. En effet, en 2016, seules la Gambie (33,1%) et la Sierra Leone (33,1%) au eu recours à la banque centrale pour assurer le financement de leur déficit budgétaire au-delà la norme communautaire de 10% des recettes fiscales de l'année précédente.

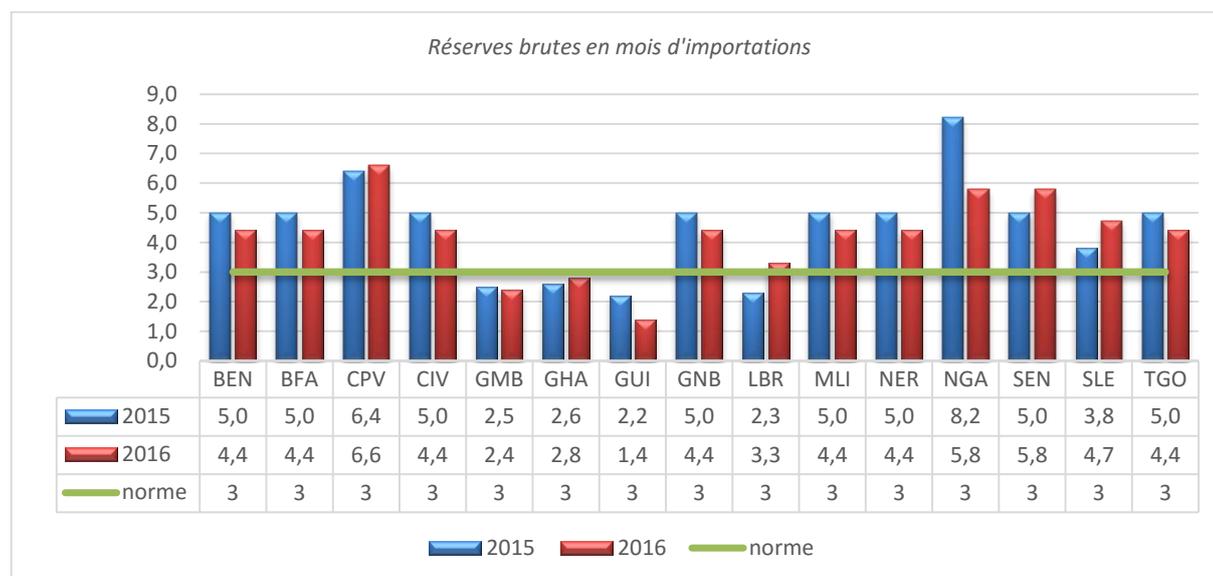
- **Réserves brutes (≥ 3 mois d'importations)**

552. En 2016, les réserves brutes de douze (12) Etats membres contre onze (11) en 2015 couvraient au moins trois mois de leurs importations. Les Etats dont les réserves en 2016 ne pouvaient pas couvrir trois d'importations sont la Gambie (2,4 mois), le Ghana (2,8 mois) et la Guinée (1,4 mois).

553. Le Nigeria et le Cabo Verde demeurent les pays qui ont enregistré une plus grande couverture de leurs importations avec respectivement 5,8 mois et 6,6 mois d'importations. Pour ce qui concerne les pays de l'UEMOA, les réserves brutes à fin 2016 pouvaient couvrir 4,4 mois d'importations au niveau de cette union contre 5,0 mois en 2015.

554. Le graphique ci-dessous situe les pays par rapport à leurs réserves de change en mois d'importations pour les années 2015 et 2016.

Figure 3.3: Réserves brutes en mois d'importations pour les États membres en 2015 et 2016



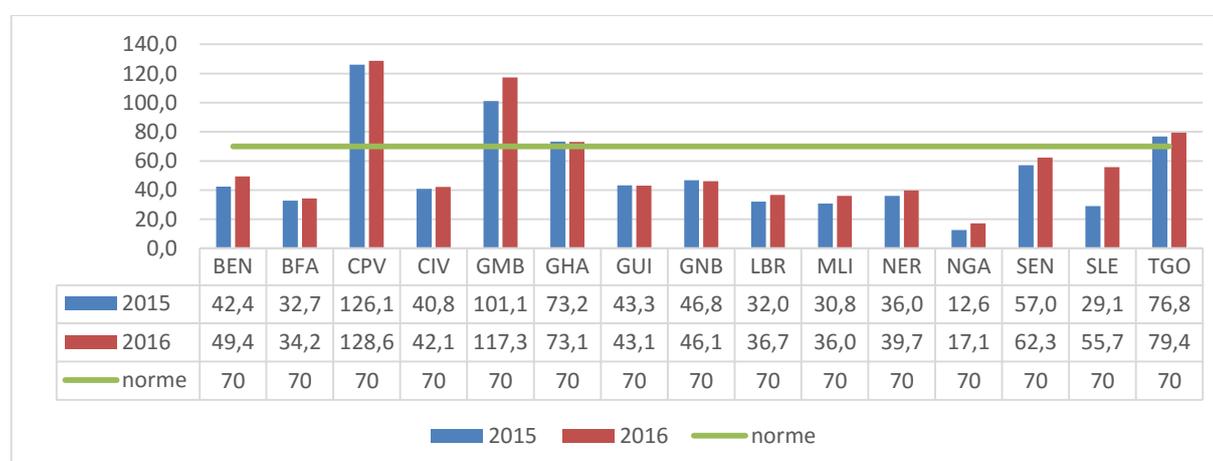
Critères de second rang

- **Ratio dette/PIB ($\leq 70\%$)**

555. En matière d'endettement, le graphique ci-dessus montre un niveau d'endettement plus élevé comparativement à l'année 2015 pour presque tous les États membres. Quatre pays ont enregistré un niveau d'endettement au-delà de la norme de 70% comme en 2015. Ce sont : le Cabo Verde (128,6% contre 121,2% en 2015), la Gambie (117,3% contre 101,1% en 2015) et le Ghana (73,1% contre 73,2% en 2015) et le Togo (79,4% contre 76,8% en 2015).

556. La situation de l'endettement public des États en pourcentage du PIB nominal en 2015 et 2016 se présente comme suit :

Figure 3.4: Ratio dette publique sur PIB en 2015 et 2016



- **Variation du Taux de change nominal ($\pm 10\%$)**

557. La variation du taux de change nominal de trois monnaies par rapport à l'UCAO s'est située au-delà de la borne inférieure de la norme de $\pm 10\%$. En effet, en moyenne sur l'année la dépréciation a été de 16,4% pour le franc guinéen, de 19,1% pour le leone et de 23,5% pour le Naira.

558. La variation du taux de change nominal des monnaies nationales par rapport à l'UCAO en 2015 et 2016 se présente comme suit :

Figure 3.5 : Variation du Taux de change nominal en 2015 et 2016

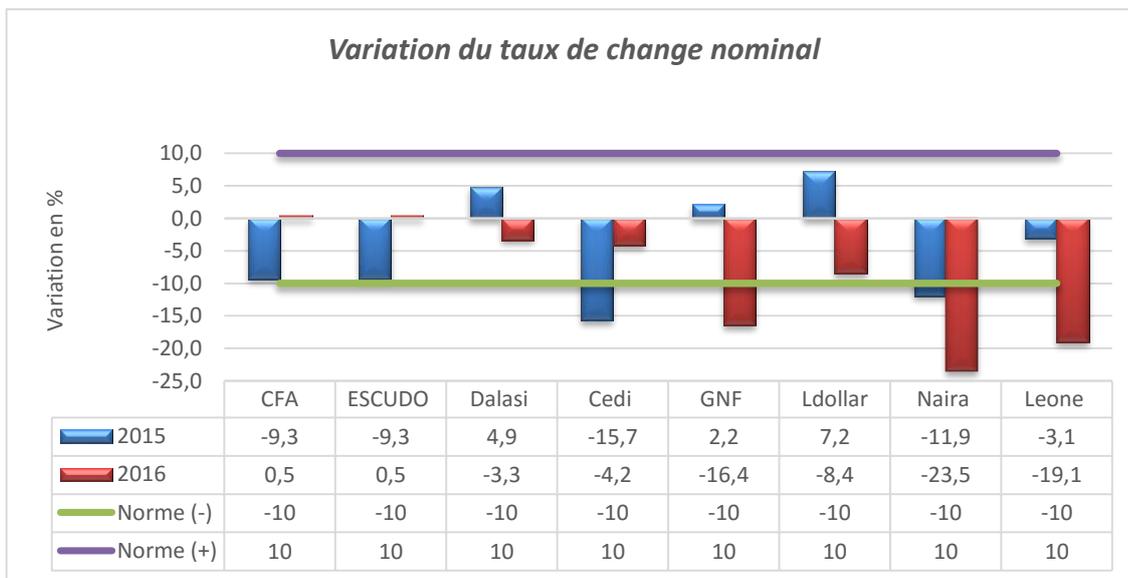


Tableau : *Synthèse des critères de convergence en 2015 et 2016*

	Critères de premier rang								Critères de second rang							
	Déficit budgétaire/PIB inférieure ou égal à 3%		Inflation en moyenne annuelle inférieure ou égal à 10%		déficit budgétaire/Banque centrale inférieur à 10% des recettes fiscales de l'année		Reserves brutes en mois d'importations supérieures ou égales à 3 mois		Variation taux de change nominal : +/- 10%		Dettes/PIB inférieur ou égal à 70%		Nombre de critères respectés par pays		Taux de Croissance	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Benin	-8,0	-6,2	0,3	-0,8	0,0	0,0	5,0	4,4	-9,3	0,5	42,4	49,4	5	5	2,1	4,0
Burkina Faso	-2,0	-3,1	0,9	-0,2	0,0	0,0	5,0	4,4	-9,3	0,5	32,7	34,2	6	5	4,0	5,9
Cabo Verde	-3,9	-3,5	0,1	-1,4	0,0	0,0	6,4	6,6	-9,3	0,5	126,1	128,6	4	4	1,1	3,9
Côte d'Ivoire	-2,8	-3,9	1,2	0,7	0,0	0,0	5,0	4,4	-9,3	0,5	40,8	42,1	6	5	9,2	8,8
Gambie	-6,3	-9,5	6,8	7,9	41,5	33,1	2,5	2,4	4,9	-3,3	101,1	117,3	2	2	4,3	2,2
Ghana	-4,8	-10,9	17,2	17,5	4,1	0,0	2,6	2,8	-15,7	-4,2	73,2	73,1	1	2	3,8	3,5
Guinée	-6,9	0,1	8,2	8,2	25,6	1,3	2,2	1,4	2,2	-16,4	43,3	43,1	3	4	4,5	5,2
Guinée Bissau	-2,7	-4,0	1,4	1,6	0,0	0,0	5,0	4,4	-9,3	0,5	46,8	46,1	6	5	5,1	5,4
Liberia	1,6	2,2	7,8	8,8	0,0	0,0	2,3	3,3	7,2	-8,4	32,0	36,7	5	6	0,0	-0,5
Mali	-1,8	-3,9	1,5	-1,8	0,0	0,0	5,0	4,4	-9,3	0,5	30,8	36,0	6	5	6,0	5,4
Niger	-9,0	-6,1	1,0	0,2	0,0	0,0	5,0	4,4	-9,3	0,5	36,0	39,7	5	5	4,0	5,0
Nigeria	-1,5	-2,2	9,0	15,7	13,1	0,0	8,2	5,8	-11,9	-23,5	12,6	17,1	4	4	2,8	-1,5
Sénégal	-4,8	-4,2	0,1	0,8	0,0	0,0	5,0	4,4	-9,3	0,5	57,0	62,3	5	5	6,5	6,7
Sierra Leone	-4,1	-6,4	8,1	10,8	-0,7	33,1	3,8	4,7	-3,1	-19,1	29,1	55,7	5	2	-21,1	5,2
Togo	-6,3	-8,5	1,8	0,9	0,0	0,0	5,0	4,4	-9,3	0,5	76,8	79,4	4	4	5,5	5,1
Nombre de pays ayant respecté le critère	6	3	14	12	12	13	11	12	13	12	11	11				

IV. HARMONISATION DES POLITIQUES ET DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

4.1 Ratification de Protocoles, Conventions et Actes Additionnels

559. Plusieurs instruments juridiques ont été adoptés par la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la Communauté dans le cadre du programme d'intégration régionale de la CEDEAO. Ces instruments juridiques se composent principalement de protocoles et conventions qui constituent le fondement du cadre juridique régissant le fonctionnement des différentes institutions régionales et programmes régionaux de la CEDEAO ainsi que les rapports entre les institutions et les États membres d'une part, et les relations entre États membres de l'autre.
560. A la date du 1er novembre 2016, 54 protocoles et conventions ont été adoptés et signés par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement. Cependant, le nombre de ces instruments juridiques ratifiés par chaque État membre varie, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Nombre de protocoles et conventions signés de 1978 au 31 décembre 2016 = 54

Pays	Nombre de protocoles et conventions ratifiés	Nombre de protocoles et conventions non ratifiés
Liberia	54	0
Burkina Faso	52	2
Niger	48	6
Ghana	44	10
La Gambie	44	10
Togo	43	11
Mali	43	11
Sénégal	43	11
Sierra Leone	42	13
Nigeria	41	13
Bénin	38	16
Guinée	37	17
Guinée Bissau	34	20
Cote d'Ivoire	31	23
Cape Verde	26	28

561. En fin décembre 2016, le Libéria avait ratifié tous les 54 protocoles et conventions de la CEDEAO, comparativement à 25 ratifiés à fin décembre 2015. Il est suivi du Burkina Faso qui a ratifié 52 des 54 protocoles et conventions signés, alors que la République du Niger en a ratifié 48. Deux pays, à savoir la République du Ghana et celle de la Gambie ont ratifié 44. Trois pays, à savoir le Togo, le Mali et le Sénégal ont ratifié chacun 43 protocoles conventions. La Sierra Leone et le Nigéria ont ratifié respectivement 42 et 41 protocoles et conventions, tandis que le Bénin, la Guinée, la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, le Cap Vert avaient ratifié respectivement 38, 37, 34, 31, 26 conventions et protocoles.

IV.2 Les Comités Nationaux de Coordination (CNC)

562. L'un des organes les plus importants du mécanisme de surveillance multilatérale est le Comité National de Coordination. C'est l'organe qui assure la collecte, le traitement et l'analyse des données sur la situation économique et financière dans chaque État membre. Aussi, les responsabilités du comité comprennent-ils, entre autres, la gestion de la base de données de la surveillance multilatérale (ECOMAC), l'élaboration des rapports périodiques sur les performances économiques et financières, le suivi des politiques économiques et l'analyse de leur impact sur les plans financier et économique. En fin décembre 2016, tous les 14 États membres, à l'exception de Cabo Verde, avaient effectivement mis en place et opérationnalisé leurs CNC. Au cours de l'année, la Commission a poursuivi, avec les autorités de Cabo Verde, la concertation et la collaboration entrant dans le cadre de la mise en place du CNC.
563. En 2016, précisément le 18 au 22 juillet 2016 à Ouagadougou, Burkina Faso, la Commission de la CEDEAO a organisé la réunion régionale des CNC. Cette réunion a servi de cadre pour l'examen par les pairs de la performance macro-économique et de l'état de la convergence macro-économique au niveau des États membres, sur la base des rapports pays sur la situation économique et financière.

IV.3 Organisation de Missions de Surveillance Multilatérale Conjointes

564. La Commission de la CEDEAO a effectué, en collaboration avec l'AMAO et l'IMAO, des missions conjointes de surveillance auprès des États membres. Ces missions ont permis d'évaluer les dernières évolutions macroéconomiques et faire l'état de la convergence macro-économique dans les États membres. Elle a également permis d'examiner les programmes et projets relatifs à l'harmonisation des politiques et au cadres institutionnel nécessaire à la réalisation de l'union économique et monétaire de la CEDEAO. Pour ce faire, la Commission a visité toutes les États non-membres UEMOA ainsi que le Burkina Faso et le Sénégal afin d'apprécier directement la situation des pays de l'UEMOA auprès de la BCEAO et de la Commission de l'UEMOA.

IV.4 Tarif extérieur commun de la CEDEAO (TEC)

565. Au 31 décembre 2016, dix États membres avaient entamé la mise en œuvre du TEC, à savoir les huit États membres de (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Togo) ayant commencé sa mise en œuvre en 2015 alors que le Ghana a commencé le 1er février 2016. Le dernier État membre à mettre en œuvre cet instrument communautaire est la Guinée Bissau qui l'a officiellement lancé le 24 octobre 2016. Cependant, la Sierra Leone est à sa phase finale de préparation et devrait commencer à le mettre en œuvre le plus tôt possible.
566. La Commission a dépêché sur le terrain des missions de suivi-évaluation et d'appui dans tous les États membres pour observer directement la mise en œuvre du TEC

et faire des recommandations spécifiques. Les États membres retardataires sont déterminés à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la mise en œuvre rapide du TEC dans leurs pays respectifs.

567. La non-application du TEC de la CEDEAO par certains États membres pourrait nuire à la création de l'Union douanière de la CEDEAO. Ainsi, la Commission de la CEDEAO a entrepris plusieurs activités politiques et techniques pour venir en aide aux autres États membres.

IV.5 Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (SLE)

568. En ce qui concerne le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO, des demandes d'approbation ont été présentées au cours de l'année par onze des quinze États membres, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Cela prouve que des entreprises s'intéressent de plus en plus au marché sous-régional de la CEDEAO. Au total, 90 entreprises et 273 produits industriels ont été approuvés et notifiés aux 15 États membres de la CEDEAO.
569. À la demande des États membres, la Commission de la CEDEAO a organisé la 4^e réunion annuelle des Comités Nationaux d'Agrément en novembre 2016 pour examiner et mettre à jour le protocole sur le SLE. Le but ultime de l'évaluation a été 'harmoniser les textes de la CEDEAO et l'UEMOA. Une première version des textes a été adoptée lors de cette réunion. La Commission de la CEDEAO a élaboré un rapport sur le texte à soumettre à la prochaine réunion du Comité Technique sur le Commerce, la Douane et la Libre Circulation pour validation.
570. Afin d'améliorer le cadre des échanges de la région et encourager les États membres à mettre en œuvre les protocoles et règlements sur le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO, un groupe de travail sur la libre circulation des biens au sein de la CEDEAO a été établi. Le groupe de travail présidé par le Lieutenant-général Salou Djibo, ancien Chef de l'Etat du Niger et président de la Fondation Salou Djibo (Fonsad) a été officiellement installé dans ses fonctions par le Président du Burkina Faso à Ouagadougou le 20 mai 2016.

IV.6 Harmonisation de la Fiscalité Intérieure Indirecte et Transition fiscale

571. En ce qui concerne l'harmonisation de des taxes intérieures indirectes et de la transition fiscale, la Commission de la CEDEAO a effectué une mission au Libéria en février 2016 pour évaluer l'état des préparatifs de l'introduction de la TVA en lien avec la Directive C/DIR1./05/09. La mission a eu des entretiens avec les autorités nationales compétentes et identifié un certain nombre de défis. Elle a ensuite formulé des recommandations sur la voie à suivre.
572. Dans le domaine du renforcement des capacités des autorités fiscales et de la mise en œuvre des activités prioritaires du programme de transition fiscale de la CEDEAO, la Commission a organisé des sessions de formation pour les experts de l'espace régional et les États membres sur des domaines spécifiques de l'imposition au niveau national. Ainsi, une formation a été organisée avec l'appui de la firme PricewaterhouseCoopers sur la modélisation des prévisions des recettes fiscales.

Une formation sur l'audit des sociétés de télécommunication, d'exploitation minière et pétrolière, les banques et les compagnies d'assurance a été organisée au profit des experts des États membres.

IV.7 Programme de Monnaie Unique de la CEDEAO

573. Au cours de la période sous-revue des progrès ont été enregistrés dans les activités et projets de mise en œuvre de la feuille de route pour le programme de la monnaie unique. En ce qui concerne l'harmonisation des cadres de politique monétaire, un état des lieux sur le Mécanisme de Transition en Matière d'Allègement du Ciblage de l'Inflation comme Cadre de Politique Monétaire Commune dans l'Espace de la CEDEAO". Les résultats de l'étude a été transmise aux banques centrales pour avis. En outre, une étude comparative a déjà été conclue sur l'harmonisation des règlements régissant les transactions de comptes courants et de capital au sein et hors de la CEDEAO. L'étude a été validée et une feuille de route de mise en œuvre élaborée.
574. Entre autres domaines ayant enregistré des progrès en 2016 figurent l'harmonisation des cadres réglementaires et de supervision des banques et institutions financières non bancaires de la CEDEAO d'une part ainsi que l'harmonisation et l'adoption de cadres régionaux de reporting financier et comptable au profit des institutions financières bancaires et non bancaires d'autre part.
575. Dans les domaines de l'harmonisation des statistiques des balances des paiements, la Commission et l'AMAO ont procédé à l'élaboration du guide méthodologique pour leur compilation des dans les pays membres de la CEDEAO et à la formation des États membres. Un Guide de compilation des BOP et de la position extérieure de la région, accompagnés d'un plan d'action pour assurer la migration de tous les États membres vers le 6^{ème} manuel des statistiques de la balance des paiements.
576. Des progrès importants ont également été réalisés dans l'harmonisation des régimes et mécanisme applicables aux taux de change au sein de la CEDEAO; un cadre commun de détermination des taux de change sera bientôt lancé dans la région. Le système de paiement régional a déjà commencé dans la plupart des États membres et des règlements communs encadrant les systèmes de paiement dans l'espace de la CEDEAO ont été élaborés.

CONCLUSION

577. En 2016 l'économie mondiale a été caractérisée par la lenteur de la remontée des prix des produits de base, l'incertitude découlant la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne (BREXIT) et la poursuite de politiques monétaires accommodantes par les banques centrales de la plupart des pays avancés et les développements en Chine. Dans ce contexte, le taux de croissance économique mondiale a enregistré un léger ralentissement, passant de 3,2% en 2015 à 3,1% en 2016. L'inflation mondiale est restée à 2,8%, comme en 2015, en rapport avec le ralentissement des activités économiques, la faible hausse des revenus et la baisse des prix internationaux des matières premières.
578. Les économies des États membres de la CEDEAO n'ont pas été épargnées des effets néfastes de l'évolution de l'économie mondiale, même si, en général, la performance a été encourageante. Les taux de croissance dans la région ont varié de -1,5% à 8,8%. Neuf pays ont enregistré des taux de croissance légèrement supérieurs à ceux enregistrés en 2015, quatre ont enregistré une décélération de leur croissance et deux ont enregistré des taux de croissance négatifs.
579. Les pressions inflationnistes ont été relativement modérées dans la plupart des économies au cours de la période considérée. Même dans les pays où le taux d'inflation est demeuré élevé, comme au Ghana (17,2% en 2015 contre 17,5% en 2016). L'inflation en moyenne annuelle dans la région a varié de -1,8% à 17,5%.
580. Les opérations financières de l'Etat demeurent le talon d'Achille de la plupart des pays de la région, car des déficits budgétaires relativement importants ont été enregistrés en 2016, bien que la tendance soit à la baisse. Hors dons, les opérations financières de tous les États membres, à l'exception du Libéria, se sont soldées par des déficits dont l'ampleur variant de -1,1% du PIB (Guinée) à -12,2% du PIB (Niger). Toutefois, y compris dons, deux pays (Guinée et Libéria) ont enregistré des excédents.
581. En ce qui concerne la mobilisation des ressources, la performance globale des pays été moindre que celle de l'année précédente avec les ressources propres constituant la principale composante avec plus de 90%. Toutefois, en proportion du PIB, les recettes totales de la plupart des pays sont inférieures à 20%. En 2016 seuls five pays contre un en 2015 ont enregistré un ratio des recettes fiscales/PIB au-dessus de cette norme.
582. En matière de dépenses, la plupart des pays semble avoir observé une prudence en 2016. En proportion des dépenses totales et prêts nets par rapport au PIB s'est accrue dans neuf pays tandis qu'elle s'est réduite dans neuf. Le ratio a varié entre 5,1% et 35,5% du PIB.
583. L'encours de la dette publique a connu une augmentation notable dans la plupart des pays de la région. En pourcentage du PIB, la dette publique a varié entre 17,1% (Nigeria) à 128,6% (Cabo Verde). Dans onze pays le ratio est ressorti inférieur au seuil régional de 70%.
584. La volatilité du secteur extérieur a continué d'exercer une influence sur les économies de la région. En particulier, la baisse des cours internationaux de la

plupart des produits de base de la région a affecté la balance commerciale et, par conséquent, le compte courant des pays exportateurs de ces produits. Exception faite de la Guinée-Bissau et le Nigéria, le compte courant de la plupart des pays de la région est ressorti déficitaire, le déficit a varié de 1,8% du PIB (Côte d'Ivoire) à 32,8% du PIB (Guinée).

585. En ce qui concerne le solde globale de la balance des paiements, il y a eu une légère amélioration en 2016. Alors que six pays ont enregistré des déficits dans la balance globale des paiements, sept excédents ont été enregistrés alors que deux soldes nuls ont été observés. Les déficits ont varié de 0,3% du PIB (Niger) à 8,7% du PIB (Libéria), tandis que l'excédent varie entre 0,1% (Ghana) et 5,6% (Cabo Verde).
586. La plupart des monnaies de la région ont enregistré une plus grande stabilité en 2016 par rapport à l'année précédente, la plupart des variations se situant dans la bande de plus ou moins 10%. Trois monnaies (Franc guinéen, Naira, Leone), cependant, ont enregistré des variations au-delà de cette bande. Exceptés le franc CFA et l'ESCUDO qui se sont appréciées de 0,5%, toutes les autres monnaies se sont dépréciées par rapport à l'UCAO la dépréciation variant entre 3,3% (Dalasi) et 23,5% (Naira).
587. Les autorités monétaires de la région ont continué à mettre en œuvre une politique monétaire restrictive en vue de réduire les pressions inflationnistes. Dans ce contexte, la masse monétaire n'a enregistré qu'une croissance modeste suite à une légère hausse des avoirs extérieurs nets et une lente progression des crédits à l'économie dans la plupart pays membres. Le ratio de la masse monétaire en termes du PIB a varié de 23,4% (Nigeria) à 102,2% (Cabo Verde). En termes relatifs, les avoirs extérieurs nets se sont situés entre 2,7% du PIB (Mali) et 36,2% du PIB (Cabo Verde).
588. En ce qui concerne l'état de la convergence macroéconomique, seul pays (Liberia) a satisfait à tous les critères en 2016 et aucun critère n'a été respecté par tous les pays. Dans un sens dynamique, d'une année à l'autre, la situation de la plupart des pays n'a pas été constante.
589. Dans le domaine de l'harmonisation des politiques et des arrangements institutionnels, peu de progrès ont été réalisés dans la ratification des protocoles et des conventions. Sur les 54 protocoles et conventions existants, deux pays ont ratifié plus de 50 au 1er novembre 2016. La Commission a également poursuivi ses efforts pour l'opérationnalisation des comités nationaux de coordination, qui sont les principaux acteurs du mécanisme de surveillance multilatérale, à travers la subvention pour le fonctionnement et le renforcement des capacités de leurs membres.